TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — Nº 9528 — 32 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION — MERCREDI 10 SEPTEMBRE 1975



Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 18 n. din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris nº 65572
Tél. : 770-91-29

AU LIBAN

Les combats continuent de faire rage à Tripoli

LIRE PAGE 4

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La victoire du prince Sihanouk

C'est en vainqueur que le prince
...anouk a regagné, mardi 9 sep-
...bre, sa capitale. Mais le pres-
...eux chef de l'exécutif khmer
sera sans doute plus, à l'ave-
..., qu'un exécutant : le coup
...tat d'extrême droite de mars
...0, la guerre américaine, la
...toire sans compromis des
...olutionnaires, ont modifié de
...d en comble la situation dans
...royaume.
...a victoire de Norodom Siha-
...k est d'abord une victoire sur
...même. Il aurait pu, voilà cinq
..., devenir l'un de ces potentats
...hus vivant sur la Côte d'Azur.
...a choisi un austère exil péki-
...s, entrecoupé de sévères
...ances nord-coréennes. Son
...riotisme sans faille, sa volonté
...carner la nation des bâtis-
...rs d'Angkor, l'ont conduit à
...ndre la tête d'un combat au
...rs duquel, il le savait et l'a
...vent dit, il perdrait ses
...iens pouvoirs. Le prince sort
...ndi de l'épreuve. Il n'a pas
...liqué sous les coups de boutoir
...ne agression étrangère ; il a
... son prestige au service de ces
...mers rouges dont il avait
...vent, avant 1970, dénoncé
...léologie et l'action. Il avait
...quemment demandé à ses
...mpatriotes de « ne pas se
...ndre le visage », de « rester
...mers ». Khmer, son pays l'est
...meuré, au prix d'immenses
...crifices.
Il a dû beaucoup en coûter à
...rodom Sihanouk de s'effacer,
...fait sinon en droit, au profit
...ommes qui projetaient depuis
...gtemps de bouleverser la
...été cambodgienne, et que
...ervention américaine a
...tribué, sans le vouloir, à porter
...pouvoir. Mais les révolution-
...es ont été habiles : en
...andant au prince de devenir
... chef, ils ont pu affirmer que
...légitimité se trouvait dans
... camp, que les putchistes
...ent de vulgaires usurpateurs.
... chef de l'Etat n'est cepen-
...t plus le maître du royaume.
... révolutionnaires ont d'ailleurs
... soin d'assurer leur contrôle
... le pays avant de le laisser
...trer — pour bien peu de
...ps — dans sa capitale. Mais,
...eurs idéaux ne sont pas ceux
... prince, leur stratégie inter-
...onale est-elle pour lui dé-
...re ? Ne sont-ils pas siha-
...kistes en un sens, lorsqu'ils
...ndent avec acharnement l'in-
...endance nationale, lorsque, en
...t des proclamations d'amitié,
...prennent bien soin de ne pas
...laisser entraîner sur l'orbite
... grand Vietnam voisin ?
...Ieng Sary, vice-premier mi-
...re khmer, déclarait, dans son
...ours du 6 septembre, à
...l'U, que Phnom-Penh était
... à recevoir une aide de
...ys amis ». Saigon et Hanoï
... distinguent pas entre pays
...ateurs, à condition que l'as-
...ance soit inconditionnelle. Les
...ners, pointilleux à l'extrême,
...andent pour leur part aux
...ys amis » eux-mêmes de se
...trer désintéressés...
... Cambodge demeurera non
...né : il n'y a pas là non plus
...ure avec l'ancienne ligne
...noukiste. Certes, Phnom-
...h fait désormais partie du
...pe des pays révolutionnaires,
... la prudence est de mise :
...nce Tass a donné plus de
...licité que les Cambodgiens
... récente rencontre, à Hanoï,
...e le prince Sihanouk et la
...gation soviétique venue as-
...r aux fêtes nord-vietna-
...nes, et, lundi, le chef de
...t a égratigné les Soviétiques.
...est donc un prince plus na-
...aliste que jamais qui regagne
...om-Penh. Mais est-ce le
...yaume du Cambodge » qu'il
...uve ? La « République »
...é trop discréditée par le ma-
...al Lon Nol pour être à nou-
... proclamée dans un proche
...ir. Norodom Sihanouk, en
...donnant volontairement sa
...nne en 1955, se contentant
...itre de chef de l'Etat, avait,
...n sens, préparé le change-
... de régime. Nul ne remon-
... sans doute plus sur le trône.
... fils du prince seront des ci-
...s comme les autres. Siha-
... aura été le dernier des
...dom à régner ; il a su clore
... panache et courage l'his-
... de sa lignée.

(...e nos informations page 5.)

APRÈS LA RÉINTÉGRATION DES OFFICIERS « MODÉRÉS »

Le Conseil de la révolution veut restaurer la discipline dans l'armée portugaise

La censure est rétablie sur les informations militaires

Le Conseil de la révolution, réuni le lundi 8 septembre, à Lisbonne, a décidé de rétablir la censure de presse pour les informations de caractère militaire. Préoccupé par la montée de la contestation chez les soldats et les sous-officiers et la formation d'un « mouvement d'opposition » clandestin dans les casernes du Nord, le Conseil veut manifestement restaurer la discipline dans les forces armées et stopper la menace de décomposition. Des mesures énergiques seront prises contre les réfractaires au départ en Angola.

D'autre part, le Conseil a réintégré le major Melo Antunes et le commandant Vitor Alves, deux officiers « modérés ». La balance semble de nouveau pencher en faveur de ces derniers tandis que l'amiral Pinheiro de Azevedo a annoncé la formation d'un gouvernement de large coalition dont la composition serait connue jeudi. Toutes les tendances du M.F.A., y compris celle qui est favorable au général Vasco Gonçalves, seraient représentées ainsi que les partis de l'ancienne coalition gouvernementale.

De nos envoyés spéciaux

Lisbonne. — De l'ordre dans les rangs, la discipline avant tout. A peine « restructuré », le Conseil de la révolution affirme bruyamment son autorité et tient à rappeler qu'après deux mois de crises, d'affrontements et de contestations, la hiérarchie existe encore. En apparence, la presse seule est visée : elle droit perdre la mauvaise habitude d'opposer les militaires entre eux. Mais, de fait, en interdisant toute divulgation d'événements survenus dans les unités, toute prise de position individuelle ou collective de militaires, c'est un coup d'arrêt à la décomposition de l'armée que les chefs historiques du M.F.A. veulent imposer.

La reprise en main est loin d'être gagnée, mais risque d'être brutale. La détermination du Conseil résonne en tout cas comme un « point d'orgue » à la crise et traduit la nouvelle prédominance des « modérés » qui apparaissent désormais comme les vainqueurs de la « bataille de Tancos ».

Ils ont jugé préférable de ne pas s'opposer de front aux « décisions » de l' « assemblée-croupion », réunie vendredi dernier, et dont ils pouvaient, plus que jamais, contester la « légitimité » et même le sérieux. Oubliant pour un temps le respect des grands principes, les « neuf » ont adopté une tactique habile.

De leur côté, les membres du nouveau Conseil ont étudié le cas des majors Melo Antunes et Vitor Alvès, qui attendaient dans l'antichambre et qui ont été prestement invités à participer aux débats.

Avec eux, revenait aussi le major Costa Martins, un « gonçalviste ». Peu importe, tout cela peut encore être amendé. Une commission, présidée par le capitaine Vasco Lourenço — l'un des neuf signataires du document Antunes — devra présenter lors d'une prochaine réunion un projet de restructuration définitive du Conseil et de l'assemblée du M.F.A.

DOMINIQUE POUCHIN
et JOSÉ REBELO.

(Lire la suite page 2.)

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

• M. Chirac présente le plan de soutien de l'économie
• L'opposition juge inutile une motion de censure

La première séance de la session extraordinaire du Parlement, convoquée pour examiner la loi de finances rectificative rendue nécessaire par le plan gouvernemental de soutien de l'économie, devait être consacrée, mardi après-midi 9 septembre, aux interventions de MM. Chirac, premier ministre, Papon, rapporteur général du budget, et Fourcade, ministre de l'économie et des finances.

Le débat, télévisé en direct sur TF 1, devait ensuite être renvoyé à la séance de mercredi à 9 h. 30, en présence de M. Fourcade, « dispensé » d'assister au conseil des ministres, et se poursuivre l'après-midi avec, notamment, les interventions de MM. Marchais (P.C.), Mitterrand (P.S.), Fabre (rad. de gauche), Debré et Chalandon (U.D.R.), et Chinaud (rép. ind.) ; la séance sera également télévisée.

Communistes et socialistes n'avaient pas l'intention, sauf événement nouveau, de déposer de motion de censure, la discussion du projet de loi devant de toute manière donner lieu à un vote dont M. Mitterrand a souligné lundi soir qu'il aurait de toute évidence un caractère « éminemment politique ». L'opposition se proposait en revanche d'exprimer son mécontentement à l'égard du « contenu » de la session extraordinaire, qui aurait dû, selon elle, comporter un débat sur les récents événements de Corse, et son désir de voir inscrite à l'ordre du jour, dès le début de la session d'automne, une discussion, suivie d'un vote, sur la régionalisation.

Quant à l'U.D.R. le jugement favorable qu'elle porte sur le plan de soutien de l'économie apparaît dans l'interview ci-dessous, que nous a accordée M. André Bord, secrétaire général de la formation gaulliste depuis le 28 juin 1975.

La participation demeure l'objectif essentiel de l'U.D.R.
nous déclare M. André Bord

« Dans quels domaines l'U.D.R. compte-t-elle prendre des initiatives pour préciser sa personnalité ?

— Le grand public pourra prendre connaissance, à travers un petit livre que nous allons publier sous le titre *l'Enjeu*, de l'affirmation particulière de la personnalité de l'U.D.R. et de ses objectifs. Le groupe parlementaire aura l'occasion, prochainement, de préciser quelles initiatives il devra prendre. Le bureau exécutif du mouvement, quant à lui, a retenu certaines priorités : l'emploi, la situation économique, l'entreprise dans le pays, la politique des coûts et des revenus, et la recherche d'un nouveau modèle de croissance. Dans des délais raisonnables, nous ferons des propositions concrètes.

Propos recueillis
par ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 6.)

MAINTIEN DE L'ORDRE ET PRISES D'OTAGES

Les policiers manifesteront le 18 septembre

pour l'amélioration de leurs conditions de travail

A deux reprises en moins d'une semaine, devant des publics de policiers, M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, a retrouvé les accents de son prédécesseur pour définir sa philosophie de l'ordre. Le 8 septembre, à Nice — au moment où, à Paris, deux gangsters prenaient sept personnes en otage dans une banque de l'avenue de Breteuil, — le ministre annonçait un renforcement de la lutte contre la « moyenne criminalité ».

Quelques jours plus tôt, à Sainte-Foy-lès-Lyon, il stigmatisait les « fauteurs de troubles », *envers lesquels il s'engageait à agir avec fermeté. Pressentant, après la tension de l'été, une rentrée sociale difficile, la Fédération autonome des syndicats de police organise, le 18 septembre, une journée nationale d'action, qui reflétera non seulement les préoccupations matérielles des policiers, mais en même temps les inquiétudes nées de leurs conditions d'emploi.*

La journée d'action du 18 septembre se traduira notamment à Paris par l'organisation d'une manifestation au ministère des finances. En province et dans les C.R.S., divers mouvements sont prévus dans les grandes villes et une consigne de « grève du zèle » est lancée à tous les services. La FASP va d'autre part proposer au Syndicat autonome des policiers en civil et à celui des commissaires de s'associer au mouvement. Si l'on excepte la *« journée d'explication »* des policiers parisiens avec la population, le 4 mars 1971, et la participation régulière des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de la police aux manifestations organisées par leurs confédérations, c'est la première fois depuis le 13 mars 1958 qu'un mouvement d'ampleur nationale va conduire les policiers dans la rue.

Un crédit vite usé

Dans les rangs, où, de mois en mois, le *« ras-le-bol »* succédait insensiblement à la morosité, l'affaire corse a été le détonateur de la colère, tandis que la perspective d'un hiver difficile sur le plan social inquiète ceux qui ont pour mission de rétablir l'ordre. Accueilli avec un préjugé favorable par des hommes qu'avaient excédés l'obsession du maintien de l'ordre de M. Raymond Marcellin, le nouveau ministre de l'intérieur a vu son crédit s'user assez vite, avant que les opérations d'Aléria et de Bastia achèvent de convaincre ses troupes que rien n'a fondamentalement changé depuis son arrivée.

JAMES SARAZIN.

(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

UN FIN LIMIER

C'est sans doute après une longue et sérieuse enquête que M. Poniatowski a pu, tel le commissaire Bourrel, être frappé du fameux « Bon sang... mais c'est, bien sûr » de l'illumination et déclarer que « le parti communiste français défend la criminalité comme il défend déjà le désordre, l'agitation et la délinquance ».

Ainsi, M. Marchais est un blouson noir et nous ne le savions pas. Tout sera désormais plus clair : si l'on veut mettre fin aux hold-up avec prise d'otages, il suffira de boucler les complices des gangsters, c'est-à-dire M. Marchais et tous les communistes. Et, pour plus de sûreté, il faudra boucler aussi les complices de ces complices : M. Mitterrand et les treize millions de délinquants qui ont voté sur son nom.

Une fois tout ce monde sous les verrous, M. Giscard d'Estaing se fera certainement un plaisir d'aller porter des oranges à la gauche.

BERNARD CHAPUIS.

LA GUERRE CIVILE EN ANGOLA

UNE SEMAINE AVEC LES COMBATTANTS DU F.N.L.A.

Alors que les troupes du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.) continuent d'exercer une forte pression sur Luanda, tenue par la formation nationaliste rivale le M.P.L.A. (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola), un porte-parole de l'armée portugaise a assuré, le lundi 8 septembre, que les forces de Lisbonne « n'interviendraient, en cas d'assaut, que pour protéger les Européens en essayant de ne pas se mêler aux affrontements ». L'officier portugais a toutefois estimé que « le F.N.L.A. n'est pas de taille à menacer la capitale ». L'évacuation par un pont aérien des réfugiés portugais d'Angola se poursuit à un rythme soutenu.

Le ministre sud-africain de la défense a pour sa part affirmé, lundi, à Johannesbourg, que son pays avait envoyé des troupes dans le sud de l'Angola « à seule fin d'assurer la protection des travailleurs, conformément aux accords conclus naguère entre Pretoria et Lisbonne, et de protéger une station de pompage vitale pour l'élevage de l'Ovamboland ».

I. — Le front de Caxito

De notre envoyé spécial
OLIVIER POSTEL-VINAY

Porto - Quipiri. — Le petit blindé, arrivé à toute allure, s'arrête brutalement devant M. Holden Roberto, président du Front national de libération de l'Angola. Accrochés par grappes à la tourelle, les soldats, déjà ivres, brandissent des bouteilles de bière et de vin, hurlent leur joie et font crépiter leurs fusils : *« F.N.L.A. oyé ! » « Ils sont fous »*, murmure le président, ravi. Ces soldats viennent d'entrer en vainqueurs dans Porto-Quipiri, petite bourgade de cases en terre battue groupées autour de l'église et de quelques bâtiments administratifs. Ils n'ont guère rencontré de résistance : les FAPLA (les militaires du Mouvement populaire de libération de M. Agostinho Neto), échaudés par une journée de tirs d'artillerie, avaient évacué les lieux. Les hommes se livrent au pillage, font sauter les serrures des coffres-forts. Un civil est abattu sur place pour s'être écrié : *« Camarades ! »*.

Tard dans la nuit, les cases continuent à flamber. Le lendemain, les soldats manifesteront leur joie en mettant le feu à celles qui restent, ainsi qu'aux hameaux des alentours. Seule l'église, dévalisée par le M.P.L.A. et transformée en dortoir, est miraculeusement épargnée. *« Il faut s'assurer que personne ne se cache encore dans ces maisons*, explique le président du F.N.L.A. *Et puis, elles contiennent encore des munitions : écoutez. »* En fait, on entend surtout le bruit des bambous qui explosent sous l'effet de la chaleur. La tradition guerrière est avivée ici par les rivalités tribales : Porto-Quipiri est en pays kimbundu, la région qui entoure Luanda et dont M. Agostinho Neto est originaire.

Depuis le début du mois d'août, ce front — le plus important, car il menace directement la capitale — est resté bloqué. Le M.P.L.A., en se retirant de la petite ville de Caxito le 23 juillet, avait fait sauter le pont qui aurait permis aux forces du F.N.L.A. de progresser sur la route de Luanda. Les « nordistes » avaient dû faire un large détour par le bord de mer et Barra-do-Dande, où ils avaient été repoussés à trois reprises. Ils avaient réussi une première fois à rejoindre la route de Luanda, à Sassa-Lemba, le 17 août, mais en avaient été chassés le lendemain.

(Lire la suite page 3.)

DÉCOUVERTE D'UN ROMANCIER TUNISIEN

La rage et la complainte

« La Rage aux tripes », déjà, nous rend les couleurs de l'hiver. C'est un paysage d'âme, cruel et désolé, qu'on nous fait visiter : le lecteur accomplit un voyage au long cours dans les plis et replis d'une conscience.

L'auteur — Mustapha Tlili, un Tunisien vivant à New-York, — a trouvé sa voix dès son premier roman : voix très prenante, qui marie les tonalités les plus diverses, féroce et navrée, ironique et pathétique, tourmentée et sarcastique. Trop de romans contemporains se réduisent à des maniérismes : excès de pauvreté. Ici, on verra l'excès inverse : l'affluence des souvenirs et des sentiments. Le héros, Jalal Ben Chérif, un journaliste algérien, qui fut un chef de guerre du F.L.N., nous livre les secrets de son moi, mais il s'adresse d'abord à lui-même : il se tutoie, s'interpelle, s'interroge. Il se met à nu, et s'accuse. Confession dangereuse : la mise à nu va devenir une mise à mort. La littérature de l'aveu se rapproche, comme le dit Michel Leiris, de l'exercice tauromachique. Le taureau, c'est soi-même.

Jalal Ben Chérif se promène une nuit dans Manhattan : littérature déambulatoire et citadine. Celle-ci n'a cessé de fleurir, souvent noire, depuis Joyce et le développement des villes. Les personnages du roman moderne vont, sur les avenues, à la recherche de leurs visages perdus dans les miroirs du Capital. Ici, Jalal déambule, en même temps, dans le labyrinthe de sa mémoire et de ses fantasmes, et dans les rues de New-York City, qu'il appelle « Babylone » ou « Disaster City », « capitale du désastre ».

FRANÇOIS BOTT.

(Lire la suite page 13.)

EUROPE

La crise irlandaise

La coalition unioniste rejette tout partage du pouvoir avec la minorité catholique

De notre correspondant

Dublin. — La décision prise lundi 8 septembre à Belfast par la coalition loyaliste — le Conseil unioniste uni d'Ulster (U.U.U.C.) — de rejeter l'idée du partage du pouvoir au niveau ministériel avec le parti représentant la minorité catholique de la province, le S.D.L.P. (travailliste social-démocrate), a provoqué surprise et déception à Dublin et dans les milieux catholiques d'Irlande du Nord.

Le leader du S.D.L.P., M. Fitt, a déclaré qu'il était *« très inquiet »* après cette décision. On admet, dans la République, que le petit espoir qui avait subsisté jusqu'à présent d'éviter l'escalade de la violence dans le Nord, par la stabilisation de la vie politique, s'est amenuisé.

Lors des séances de la convention élue au mois de mai pour préparer un nouveau projet de Constitution provinciale, les partis loyalistes, à la surprise générale, s'étaient montrés bienveillants à l'égard de leurs collègues catholiques. Au cours de l'été, des réunions informelles avaient eu lieu auxquelles avaient participé les leaders des trois partis loyalistes, MM. Craig, du parti unioniste Vanguard (V.U.P.), West, du parti unioniste officiel, et le pasteur Paisley, du parti unioniste démocratique (D.U.P.), ainsi que le leader du S.D.L.P., M. Fitt avec plusieurs de ses collègues. Des rumeurs avaient couru selon lesquelles il y avait eu, à plusieurs reprises, impasse, les loyalistes offrant aux catholiques la direction de commissions, alors que ceux-ci exigeaient des portefeuilles ministériels comme cela avait été le cas dans l'exécutif mis sur pied l'an dernier, et tombé six mois après à la suite de la grève générale protestante. Mais on avait annoncé, ces jours derniers que certains hommes politiques envisageaient la création d'un gouvernement de salut national de durée illimitée dans lequel des représentants de la population catholique auraient leur place (*le Monde* daté 7-8 septembre). Un certain optimisme régnait au nord comme au sud de l'île.

Lundi, cependant, la seule voix en faveur d'un compromis a été celle du leader du Parti unioniste Vanguard, M. William Craig, depuis des années considéré par la population catholique comme l'un des *leaders* les plus extrémistes. Mais cela ne peut faire contrepoids à l'attitude intransigeante des coreligionnaires de M. Craig. Leur « non » au partage du pouvoir révèle l'abîme de méfiance qui sépare toujours les deux communautés en Ulster. Les protestants considèrent la population catholique, en général, comme « républicaine », et donc inapte à participer à l'administration de la province. C'est le mythe qui a déjà mené aux troubles actuels.

Le rejet par les loyalistes du partage du pouvoir est une victoire pour les extrémistes. L'IRA a dénoncé toutes les tentatives de former un gouvernement provincial sous la tutelle de Londres et a déclaré qu'aussi longtemps que les Britanniques seront présents en Irlande du Nord les loyalistes n'abandonneront pas leur position de suprématie (la population comprend deux tiers de protestants ou loyalistes et un tiers de catholiques, dont la majorité aspire à une réunification de l'île).

JOE MULHOLLAND.

Espagne

Le général Franco présidera à Madrid le conseil des ministres du 12 septembre

Madrid *(A.F.P., Reuter, A.P.)*. — Le général Franco est rentré lundi 8 septembre à Madrid, après des vacances de plus d'un mois à La Corogne, dans sa propriété de Pazo-de-Meiras. Il a été accueilli à l'aérodrome par M. Carlos Arias Navarro, président du gouvernement, entouré des ministres et des personnalités les plus importantes du régime et des forces armées.

Le retour du chef de l'Etat marque la reprise de l'activité politique avec, vendredi, le premier conseil des ministres depuis la fin des vacances. La situation économique, la mise en place des « associations politiques » avant le renouvellement des Cortès, la lutte contre le terrorisme après le décret-loi du 27 août dernier, devraient être les premières tâches du gouvernement sur le plan intérieur.

En politique étrangère, le problème du Sahara occidental, en attendant les décisions de l'ONU et de la Cour internationale, le renouvellement des accords avec les Etats-Unis venant à expiration le 26 septembre et les protestations dans le monde à la suite de la condamnation à mort des Basques José Antonio Garmendia et Angel Otaegui devaient retenir en premier lieu l'attention des dirigeants espagnols.

Les premières semaines de septembre seront aussi marquées par la réunion de la commission permanente de l'épiscopat espagnol, qui devrait prendre position sur les récentes mesures antiterroristes et certaines initiatives de la police à l'égard du clergé, en violation des clauses du concordat. Celui-ci arrive aussi dans la phase finale de négociations. L'attitude de l'épiscopat et d'une partie du clergé ne devrait pas, dans la période actuelle, faciliter ces négociations.

D'autre part, les mouvements de protestation contre la condamnation à mort de José Antonio Garmendia et de Angel Otaegui se poursuivent au Pays basque, et ont entraîné des arrestations au sein du clergé et du milieu ouvrier. A Basauri, l'abbé Alfonso Carlos Beraza a été arrêté dimanche pour avoir demandé la grâce des deux condamnés dans un sermon, et deux délégués syndicaux de l'usine Babcock and Wilcox ont été arrêtés pour avoir fait circuler une pétition en faveur d'une mesure de clémence, qui avait été signée par une trentaine de personnes et envoyée aux ministres de la justice, de l'armée et des relations syndicales. Une déléguée syndicale de la société Firestone a également été écrouée à la suite des arrêts de travail qui ont suivi la publication des sentences de Burgos.

Selon des tracts distribués par les organisations basques, un nouvel ordre de grève serait lancé pour les 11 et 12 septembre prochains, coïncidant avec la tenue du premier conseil des ministres.

Union soviétique

L'affaire Spassky

PARIS DÉMENT AVOIR DÉNONCÉ LE CONTRAT DE Mlle CHTCHERBATCHEFF

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a démenti que le contrat de Mlle Chtcherbatcheff, secrétaire de la mission commerciale de France à Moscou, et fiancée du joueur d'échecs Spassky, ait été dénoncé (*le Monde* du 9 septembre). Il a été précisé à Mlle Chtcherbatcheff, dont le contrat avec le ministère de l'économie et des finances expire en 1977, que si elle ne pouvait plus exercer ses fonctions en U.R.S.S. un autre poste lui serait proposé en France ou à l'étranger.

Le gouvernement soviétique a demandé au gouvernement français de conseiller à Mlle Chtcherbatcheff de quitter l'U.R.S.S. *« dans son propre intérêt »*. Ce que semble avoir fait l'ambassade de France. Alors qu'elle doit épouser à Moscou, le 11 novembre, le champion d'échecs soviétique Boris Spassky, elle a été avisée qu'elle est sous le coup de poursuites, un Soviétique ayant eu un accident au volant de sa voiture, portant immatriculation du corps diplomatique.

On fait d'autre part remarquer dans les milieux français que Mlle Chtcherbatcheff pourra difficilement garder son emploi au service commercial de l'ambassade quand elle aura épousé M. Spassky. Pour des raisons de sécurité, indique-t-on, l'usage dans certains pays du moins, est de ne pas confier de mission aux épouses de ressortissants étrangers du pays de leur résidence.

A Paris

DEUX MANIFESTANTS ANTI-FRANQUISTES SONT CONDAMNÉS A DES PEINES DE PRISON

Arrêtés lors de la manifestation organisée samedi 6 septembre à Paris en faveur des deux Basques condamnés à mort en Espagne, deux manifestants ont été jugés en flagrant délit lundi 8 septembre par le tribunal correctionnel sous la prévention de port d'arme prohibée.

Trouvé en possession d'une matraque en fer vers 16 heures, alors qu'il sortait de la station de métro Saint-Lazare, M. Miguel Puertolas-Mur, vingt-trois ans, de nationalité espagnole, travaillant à Paris comme homme de ménage — après avoir obtenu son diplôme de professeur de sciences à l'université de Saragosse — a été condamné à quatre mois d'emprisonnement, dont deux avec sursis.

De son côté, M. Jacques Clément, quarante ans, sans emploi fixe, qui était porteur d'un engin incendiaire au cours de la manifestation, a été condamné à huit mois d'emprisonnement.

LA SITUATION AU PORTUGAL

Vers une restauration de la discipline dans l'armé[e]

(Suite de la première page.)

On ne voit pas comment, après cette mise au point, les « modérés » n'auraient pas gain de cause. Ils pourraient, par exemple, être tentés de réduire la représentation des partisans du général Vasco Gonçalves — encore au nombre de sept dans le nouveau Conseil — et d'en profiter pour réintégrer l'un des leurs, le commandant Vitor Crespo, « épuré » par ses adversaires de la marine.

Soucieux de rétablir au plus vite un climat de confiance et de sérénité, pressés aussi de rendre au M.F.A. une image de marque qui s'est passablement détériorée, les responsables militaires ont donc lancé un sévère avertissement à tous ceux qui, dans les casernes, se disent résolus à construire une opposition *« afin de prévenir des actions qui visent à atteindre la cohésion, la discipline et la dignité des forces armées »*. Le Conseil de la révolution interdit aux journalistes l'accès des cantonnements. En un mot : s'il y a contestation, cela concerne seulement la hiérarchie qui interdit également la divulgation des communiqués, motions ou documents provenant des unités, et autorise seulement la publication de ceux qui émanent du président de la République, des chefs d'états-majors et du commandant du Copcon.

Il ne s'agit pas, affirme le communiqué du Conseil, d'attenter en quoi que ce soit *« au légitime pluralisme des opinions »*, mais simplement *« la crise a révélé que les organes d'information n'avaient pas toujours su remplir leur rôle de manière claire et responsable »*.

Les journaux, il est vrai, avaient fait état ces dernières semaines d'une véritable bataille de motions et de textes contradictoires signés de militaires de tous grades. On a pu voir ainsi un capitaine, porte-parole de l'assemblée du M.F.A., répliquer à une mise au point de son chef d'état-major ; des soldats d'Angola contester une délégation venue de Luanda pour participer à l'assemblée de l'armée de terre ; des unités de l'aviation protester contre les positions de leur supérieur hiérarchique, qui n'avait d'ailleurs lui-même pas hésité à utiliser la presse pour faire connaître son hostilité au général Vasco Gonçalves.

Pour la hiérarchie, cette « valse » doit cesser : encore incapable de tarir le torrent à sa source — les casernes — elle entend l'arrêter un peu plus loin, lorsque son cours devient trop dangereux et déborde dans les pages des journaux.

Fini le temps des documents que les « neuf » inaugurèrent si bien. C'est le retour de la « grande muette ». La loi est entrée en vigueur à 21 h. 15 lundi. Est-ce une coïncidence ? On annonçait pour ce mardi 9 septembre un « texte de référence » des officiers du Copcon sur les raisons de leur opposition au *« retour en arrière de la révolution »*. L'annonce d'une manifestation de soldats, mercredi, à Porto, a aussi inquiété les chefs du M.F.A. : les responsables de cette initiative n'ont-ils pas affirmé, au cours d'une conférence de presse, où ils parurent masqués, que leur organisation SUV (soldats unis vaincront) avait déjà des ramifications clandestines dans plusieurs casernes du nord du pays ? Ils souhaiteraient renforcer un mouvement de contestation de la base en liant des revendications catégorielles (augmentation de la solde, transports gratuits), à d'autres, nettement politiques (épuration des officiers « réactionnaires »).

Le Conseil de la révolution ne veut pas que les « bidasses » s'emparent du terrain et profitent de la confusion créée par les affrontements entre officiers de tendances opposées. Il a ainsi catégoriquement condamné comme *« contre-révolutionnaires et gravement attentatoires à la discipline de la révolution »* les refus de certaines unités de la police militaire d'embarquer pour l'Angola. Des sanctions sont déjà annoncées contre les insoumis dont l'action semble coordonnée par les maoïstes du Mouvement pour la reconstruction du parti du prolétariat (M.R.P.P.).

Le Conseil a-t-il senti que ces mesures draconiennes risquaient d'être jugées « unilatérales » ? Il a habilement accompagné son coup de semonce à gauche d'une claire menace à droite. Cible choisie, le Parti populaire démocratique, dont certains dirigeants, peut-être trop pressés, n'ont pas su mesurer leurs paroles. On ne réclame pas impunément — comme l'a fait M. Graça e Moura à Porto — *« la dissolution du M.F.A. et la fin du Conseil de la révolution »* sans s'attirer des foudres. Déterminé à restaurer l'unité du mouvement, le Conseil a réagi et nommé une commission d'enquête.

Au P.P.D. on est un peu gêné par ce « faux pas » et l'on tente de minimiser sa portée. *« C'est une tempête dans un verre d'eau »*, affirme M. Rui Manchete, l'un des dirigeants du parti, *M. Graça e Moura a parlé à titre strictement personnel. Notre position officielle ne prévoit pas la dissolution immédiate du M.F.A. Le moment n'est pas encore venu de demander aux militaires de rentrer dans leurs casernes car les conditions ne sont pas encore réunies pour imposer un véritable pouvoir civil.* » Embarrassés, les responsables du P.P.D. craignent que l'*« enquête »* ordonnée par le le Conseil de la révolution vise surtout à faire pression sur eux, avant la formation du nouveau gouvernement.

L'amiral Pinheiro de Azevedo devrait en effet annoncer la composition du sixième gouvernement provisoire jeudi. En attendant, l'équipe dirigée par le général Vasco Gonçalve[s a] accepté, à la demande du p[rési]dent de la République, d'exp[édier] les affaires courantes. Apr[ès la] remise en ordre du Conseil [de la] révolution, les derniers obst[acles] à la constitution d'un gouve[rne]ment de coalition devraient [être] aisément levés. L'amiral Pin[heiro] de Azevedo a annoncé hier [que] les différentes tendances [mili]taires y seraient représentée[s] [ce qui] serait une concession des s[ocia]listes qui, jusqu'à ces der[niers] jours, refusaient que les « go[nçal]vistes » soient présents da[ns le] nouveau cabinet.

DOMINIQUE POUCH[ARD] et JOSÉ REBELO.

LE GÉNÉRAL VASCO GONÇALVES SE MET A LA DISPOSITI[ON] DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE

Lisbonne *(A.F.P.)*. — [Le] *général Vasco Gonça[lves] devait se mettre, mardi 9 [sep]tembre, à la disposition [de] l'état-major de l'armée [de] terre, dont il dépend en [tant] qu'ingénieur du génie. [Les] membres militaires du cab[inet] du général doivent égalem[ent] se présenter à leurs ét[ats-]majors respectifs.*

L'ancien premier min[istre] portugais, qui a été éc[arté] du Conseil de la révolu[tion] et a renoncé à être [chef] d'état-major général des [for]ces armées, s'est rendu l[undi] au palais de Sao-Bento, [qui] était sa résidence en tant [que] chef du gouvernement, [afin] de régler ses dernières aff[aires] et de signer les der[niers] documents.

LE SÉJOUR A PARIS DE L'EX-GÉNÉRAL SPINOLA PRÉOCCUPE LES DIRIGEANTS DE LISBONNE

La présence à Paris de l'ex-général Spinola inquiète les dirigeants de Lisbonne, qui estiment que l'ancien président profite de ce second séjour en Europe depuis son départ en exil au Brésil pour organiser sérieusement son mouvement de libération. Aucune déclaration officielle n'a été faite à Lisbonne, mais le général Costa Gomes, chef de l'Etat, a exprimé lui-même sa préoccupation et son étonnement que les autorités françaises aient autorisé l'ex-général à se livrer en France, et sous la protection des services de contre-espionnage, à des « activités subversives ». Des représentations discrètes mais fermes auraient été faites en vain auprès du gouvernement français.

On croit savoir dans les milieux portugais informés que l'ex-général a reçu à Paris de nombreuses personnalités liées à la droite et à l'ancien régime salazariste. Il aurait soigneusement préparé son séjour parisien, et ses conseillers portugais et brésiliens l'auraient convaincu que son retour à Lisbonne était possible. L'éviction du général Vasco Gonçalves, la perte d'influence du parti communiste, le retour au premier plan des officiers du M.F.A. favorables au socialisme « à la portugaise », auraient pris l'ex-général Spinola à contre-pied. Il aurait cependant encore l'intention de se rendre en Espagne, où les groupes liés à l'armée de libération sont très actifs, particulièrement en Galice. Les autorités espagnoles seraient hostiles à ce voyage. — M. N.

LA POSITION DU PARTI SOCIALISTE

Le parti socialiste s'est étonné lundi 8 septembre *« de la sollicitude avec laquelle le gouvernement français accueille le général Spinola à Paris »*. *« Les services officiels*, constate le P.S., *assurent sa « protection », le temps d'antenne à la radio et à la télévision ne lui est pas compté, la droite française et son gouvernement retrouvent ainsi un allié auquel ils ont fait une large publicité pour dénigrer les acquis de la révolution portugaise et accréditer la thèse du recours face à la gauche portugaise. Le parti socialiste estime que le gouvernement français aurait utilisé avec plus de discernement le droit d'asile en accordant celui-ci aux militants basques capturés par les franquistes au pont de Béhobie. De plus, le parti socialiste considère que l'accueil réservé au général Spinola est un acte d'ingérence inadmissible dans les affaires intérieures du Portugal, dont le peuple s'est exprimé en toute liberté et massivement le 25 avril 1975 contre le conservatisme et la réaction.* »

LA SOCIÉTÉ I.T.T. CESSE TOUT SOUTIEN A SES NOMBREUSES FILIALES

Lisbonne (A.F.P.). — Sept mille travailleurs pourraient être menacés de chômage par la décision d'I.T.T. (International Telephone and Telegraph) de cesser tout soutien financier à ses filiales au Portugal.

Dans une lettre en date du 22 août adressée aux ministres de la planification et de la coordination économique, des finances, de l'industrie et du commerce extérieur, I.T.T. a annoncé, « avec un regret extrême », son intention de ne plus procéder à de nouvelles « avances de fonds » destinées à « satisfaire le paiement des salaires et d'autres dépenses d'opérations courantes ».

Les biens de la société américaine sont estimés à 100 millions de dollars.

« L'HUMANITÉ » : une ingérence brutale des dirigeants socialistes.

Serge Leyrac revient, dans *l'Humanité* du 9 septembre, sur la réunion à Londres du Comité d'amitié et de solidarité avec la démocratie et le socialisme au Portugal, qui rassemble MM. Harold Wilson, premier ministre britannique ; Olof Palme et Joop Den Uyl, chefs des gouvernements suédois et néerlandais ; François Mitterrand et Willy Brandt, chefs des partis socialistes français et ouest-allemand (*le Monde* daté 7-8 septembre). Le quotidien communiste estime que cette réunion constitue une *« ingérence brutale »* dans les affaires du Portugal. Il s'étonne que M. Brandt soit président du comité, alors que dans son pays le parti social-démocrate *« applique des lois discriminatoires contre les démocrates »*.

● *Junte régionale de gouvernement aux Açores.* — Le gouvernement a mis en place une junte régionale de gouvernement aux Açores, qui remplacera les deux gouverneurs civils démissionnaires. — *(Reuter.)*

LE CONSEIL DE LA RÉVOLUTION RÉTABLIT LA CENSURE POUR LES INFORMATIONS MILITAIRES

Lisbonne *(A.F.P.)*. — Le Conseil de la révolution a promulgué une loi constitutionnelle restreignant la liberté d'information en ce qui concerne le domaine militaire.

Le Conseil *« interdit aux organes de communication sociale la divulgation de comptes rendus ou de nouvelles sur tout événement survenu dans des unités ou des établissements militaires ou qui se rapportent à des prises de position individuelles ou collectives de militaires »*.

Il interdit également *« la diffusion de tout communiqué, motion, ou document de même nature relatifs à des événements ou prises de position militaires, sauf s'ils émanent du président de la République, du Conseil de la révolution, du chef d'état-major général des forces armées, des chefs d'état-major des trois armes, ou du commandant du Copcon »*.

La loi, qui entre immédiatement en vigueur, prévoit une suspension d'un à dix jours pour un quotidien en infraction et une suspension d'un à quarante jours pour une publication autre que quotidienne.

L'application de ces sanctions n'empêche pas la recherche de la responsabilité civile et criminelle aux termes de la législation en vigueur, ajoute le communiqué.

Celui-ci précise que ces mesures ont été prises pour *« prévenir des actions qui visent à porter atteinte à la cohésion, à la discipline et à la dignité des forces armées. Car de telles attitudes, outre qu'elles provoquent la confusion et l'alarme dans l'opinion publique et portent atteinte au moral et à la confiance de la population, créent dans les rangs mêmes des forces armées des situations hautement préjudiciables, creusant des fossés là où ils n'existent pas, et exploitant artificiellement les divergences légitimes d'opinion. De telles attitudes*, ajoute le communiqué, *servent d'instruments à ceux qui tentent de miner l'unité des forces armées »*.

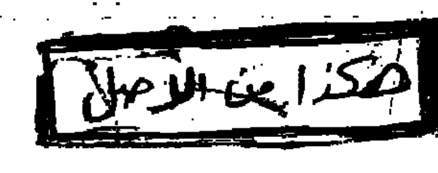
● *M. Eric Hintermann*, membre du comité directe[ur du] parti socialiste, secrétaire g[énéral] de la Fédération des soci[alistes] réformistes, note que *« le s[outien] constant apporté par le [parti] communiste français aux co[mmu]nistes portugais, dans leur [volonté] d'instaurer à Lisbonne un [pouvoir] militaire qui ne tienne [pas] compte de la volonté po[pulaire] exprimée par les élection[s] [révèle] un désaccord fondamenta[l dans] l'union de la gauche.* » Il a [ajouté] :

« Les socialistes passés h[ors du] parti socialiste en raison [de leur] opposition à l'alliance a[vec le] P.C.F. voient leur analyse [se con]firmer : l'union de la [gauche] conduit à une impasse. L[a] sociale-démocratie, elle, mi[t la] gauche au pouvoir, comm[e par] exemple en Suède, en Allem[agne,] en Belgique, en Italie, en [Autri]che, ou en Grande-Bretag[ne.] »

A Timor

DJAKARTA VEUT ÊTRE ASSOCIÉ AUX DISCUSSIONS SUR L'AVENIR DE L'Î[LE]

M. Kusumaatmaja, ministre [indo]nésien des affaires étrangères [« par] intérim », s'est élevé lundi [8 sep]tembre, au cours d'une conf[érence] de presse, contre l'éventualité [d'une] prise de pouvoir par le FRE[TILIN] (Front révolutionnaire pour l'[indé]pendance de Timor). Le minis[tre a] précisé que des contacts au[raient] lieu entre le Portugal et le FRE[TILIN] par l'intermédiaire du chargé [d'af]faires portugais à Djakarta. A[fin de] négocier l'avenir de l'île, le go[uver]nement indonésien propose [une] conférence à quatre réunissa[nt le] Portugal, l'Australie, la Malais[ie et] l'Indonésie. M. Joss Ramos [H...] secrétaire du FRETILIN, a, d[e son] côté, rappelé que son mouve[ment] désirait le maintien temporai[re de] la présence portugaise dans l'î[le. Le] porte-parole du gouvernemen[t de] Lisbonne a déclaré mardi que [des] négociations pourraient bientôt [s'ou]vrir à Macao. — (A. P., U. P. I.)



AFRIQUE

ANGOLA : une semaine avec les combattants du F.N.L.A.

(Suite de la première page.)

...ette fois, ils ...taient bien déci... à réussir. L'offensive avait ...mmencé vers 9 heures du ma... — la nuit, les armes se tai...ent, — à partir d'une fazenda ...ée à une quinzaine de kilo...tres de Sassa-Lemba, dont le ...priétaire, comme la plupart ... Blancs de la région, avait fui ...uis longtemps. Un plateau ...olé, dépourvu d'arbres, où ...ssent des chevaux sans maî... La veille, les FAPLA avaient ...té un raid, et s'étaient fait ...ssacrer. Leurs corps à demi ...cinés gisaient à proximité du ...ervoir d'eau à sec, autour ...quel les soldats — des jeunes ...rues, pour la plupart — ...ient passé la nuit, se nourris...t de bananes bouillies et de ...nioc.

...e commandant Tonta, diplômé ... l'académie militaire de Tunis, ... petit homme à barbiche que ... dans le vêtement ne distin... de ses hommes, dirige les ...rations. En vrai stratège de ... guerre de positions, à laquelle ...'est pourtant pas habitué, il ... disposer les quelques mor...s, canons et blindés qui vont ...uyer l'action de ses cent cin...nte hommes.

...anœuvrée par des Zaïrois, ...tillerie est d'une précision ...te relative. Mais elle impres...ne l'adversaire. De demi...re en demi-heure, les pièces ...t changées de place, pour évi... qu'on ne les repère. Le com...ndant Tonta, qui ne dispose ...ore que de deux talkies-walkies ... d'autres vont lui être fournis, ...ait la navette entre les diffé...tes positions, monte sur la crête ...r voir où tombent les obus, ...ourage les hommes, tente de remédier à la désorganisation évidente : un camion de munitions emprunte une route minée, les blindés font soudain demi-tour sans qu'on leur en ait donné l'ordre, la moindre explosion d'un obus de mortier ennemi crée un début de panique.

Des chasseurs portugais se livrent, au-dessus du théâtre des opérations, à d'étranges manœuvres. Ils passent et repassent en rase-mottes au-dessus des positions du F.N.L.A., puis piquent droit vers celles tenues par le M.P.L.A. *« Ils nous indiquent où*



nous devons tirer », explique un commandant. Quelques instants plus tard, les batteries du F.N.L.A. déclenchent un feu nourri et l'adversaire décroche.

Le président Holden Roberto, en battle-dress, armé d'un Kalachnikov pris à l'ennemi, vient de rejoindre le front. Manifestement, ce n'est pas un spécialiste de la guérilla. Il joue au général en chef, donne des ordres qui — heureusement — ne sont pas toujours suivis. Mais sa présence, son entrain, galvanisent les hommes, les retiennent en tout cas de se débander à la moindre occasion. Lui-même met la main à la pâte, pousse un camion ensablé, s'expose au danger. Par coquetterie, il ne se bouche pas les oreilles quand un obus est tiré...

D'après les témoignages des rares prisonniers laissés en vie, l'adversaire n'a pas le moral. De toute évidence, il ne dispose pas, pour l'instant du moins, de moyens comparables. Ses mortiers sont d'un calibre plus petit et il ne possédait pas, récemment encore, de blindés (1). Il envoie de temps à autre un petit missile de 122 mm., de fabrication soviétique, qui fait plus de bruit mais moins de mal que les mortiers de 120 mm. utilisés par le F.N.L.A. Les soldats du M.P.L.A. sont souvent des adolescents, presque des enfants, qui n'ont eu que quelques jours d'instruction. Peu à peu, les FAPLA se retirent, sans s'exposer au combat rapproché. La jonction avec la route de Luanda est faite. A l'abri de trois baobabs, l'état-major décide de poursuivre, sans attendre, l'offensive vers le nord. En deux heures, Porto-Quipiri est pris et le pont de Caxito rejoint. Sa réparation n'est qu'une question de jours.

A 10 kilomètres à l'est se trouvait une importante base d'entraînement des FAPLA, installée dans un ancien camp de l'armée portugaise, Hoji-Ya-Henda. Elle est investie le lendemain — le 26 août — par un petit groupe de fantassins soutenus par les blindés. Le feu est mis aux bâtiments, les bureaux sont pillés. Les *officiers* du F.N.L.A. lisent avec intérêt, sans ironie, les manuels d'instruction politique abandonnés par leurs adversaires, et qui ne laissent aucun doute sur leurs convictions.

Les armes prises à l'ennemi sont triomphalement déposées aux pieds du président : fusils de toute sorte, mitrailleuses légères, lance-roquettes — que le chef du F.N.L.A. ne distingue pas toujours... On peut aussi se demander s'il fait la différence entre l'alphabet cyrillique et les idéogrammes chinois : comme on lui présentait une sacoche de roquettes soviétiques flambant neuves, il déclara d'un ton sans réplique qu'il s'agissait de roquettes chinoises venues de Tanzanie...

Le 28 août, le F.N.L.A. est solidement installé sur les collines qui dominent Quifangondo, localité située à 25 kilomètres de Luanda, et d'importance stratégique vitale, car c'est là que se trouve l'usine de traitement des eaux qui alimente la capitale. Il ne semble pas que le F.N.L.A. ait, pour l'instant, les moyens de progresser beaucoup plus au sud et de sortir victorieux d'une confrontation avec les milliers de civils de Luanda armés par le M.P.L.A. Les FAPLA peuvent sans doute faire sauter le pont qui permet de franchir la rivière Bengo, au nord de Quifangando, ce qui obligerait leurs adversaires à envisager un débarquement par la mer. En outre, l'armée portugaise, qui a évacué les zones tenues par le F.N.L.A. mais pas celles que contrôle le M.P.L.A., est, aux yeux du F.N.L.A., *« prête à intervenir »*, assertion que les Portugais devaient démentir par la suite. La possibilité qu'a le F.N.L.A. de bombarder l'usine de traitement des eaux de Luanda est un moyen de pression considérable, que ce mouvement entend conserver.

Depuis cette position, le F.N.L.A. tentera de progresser vers l'est pour établir la jonction entre le *« front de Caxito »* et le *« front de Malanje »*. Les unités de celui-ci, commandées de Carmona, la principale ville du nord, par M. Daniel Chipenda, secrétaire général du F.N.L.A., contrôlent depuis le 26 août la petite ville de Lucala, à l'est de Salazar, et coupent ainsi le grand axe routier Luanda-Malanje, à 250 kilomètres à l'est de la capitale. Un objectif à plus long terme est de faire se rejoindre le front Caxito-Malanje et la zone contrôlée au sud par les forces mixtes UNITA-F.N.L.A. La route Luanda-Nova-Lisboa est coupée au nord de Quibala, à 300 kilomètres au sud-est de la capitale. Le point de jonction des fronts nord et sud devrait se faire, si les espoirs de l'état-major du F.N.L.A. se réalisent, à hauteur de Donde, à 200 kilomètres de Luanda, où se trouve le grand barrage de Cambambe, qui alimente la capitale en électricité. Une bataille qui promet d'être rude.

OLIVIER POSTEL-VINAY.

(1) Cependant, selon certaines informations, l'U.R.S.S. aurait récemment livré une vingtaine de blindés au M.P.L.A.

Prochain article :

AUX AVANT-POSTES DE L'ANTICOMMUNISME

Du côté du M.P.L.A. aux avant-postes de Luanda

Nous publions ci-dessous un reportage de notre envoyé spécial Philippe Pons à proximité du « front » tenu par le M.P.L.A. face aux forces du F.N.L.A. Cette visite, datant du 5 septembre, est postérieure de huit jours à celle, dans le camp opposé, d'Olivier Postel-Vinay. Il apparaît qu'entre-temps le « front » s'est déplacé d'une dizaine de kilomètres en direction du nord.

De notre envoyé spécial

Quifangondo. — *Coiffé d'un ...rge chapeau de paille, bardé de cartouchières, le soldat du M.P.L.A., avec ses bracelets de cuivre et son amulette au cou, a des allures de Pancho Villa. Après avoir baissé son fusil à tir rapide AK-47, il ouvre le barrage, une simple chaîne au milieu de la route, et nous fait signe de passer. Un kilomètre plus loin, après avoir longé une ...rge conduite d'eau, nous arrivons à Quifangondo, petit village ... 25 kilomètres au nord de Luanda sur la rivière Bongo. C'est là que se trouve l'usine de traitement des eaux qui alimente la capitale. La* « bataille des réservoirs d'eau » *de Luanda a été marquée par de durs combats le samedi 30 août et le lendemain. Le F.N.L.A. tenta, en effet, de prendre le contrôle de ... zone pour priver d'eau la capitale. Au nord de l'usine, qui ... protégée par des canons sans recul, des traces d'obus de mortier attestent de la violence des affrontements. Le vendredi 5 septembre, le seul bruit perceptible était celui des bétonnières et des marteaux des ouvriers travaillant à l'agrandissement des cuves d'épuration.*

A l'entrée des bâtiments modernes de l'usine, une quarantaine de soldats portugais, ...rbus, chevelus et quelque peu dépenaillés, passent leur temps couchés par terre à lire des illustrés. Ils expliquent qu'ils sont là pour défendre les réservoirs, mais ajoutent qu'en cas d'offensive du F.N.L.A., ils « n'interviendront pas ». *L'air résigné et las, ils ne semblent pas même révoltés lorsqu'ils racontent comment l'un des leurs a été tué et son corps lacéré à la baïonnette par des soldats du F.N.L.A., samedi 30 août. Il faisait parti d'un groupe de sept hommes qui tentaient de parlementer avec les attaquants. Selon l'officier portugais qui commande le groupe, le* « front » *s'est stabilisé à une dizaine de kilomètres au nord de Quifandongo.*

Vu du côté M.P.L.A., le « front » *est une notion des plus ambiguës. On en parle constamment à Luanda, mais on ne sait jamais exactement où il se trouve. Les combats de communiqués ne sont pas les moins violents. A entendre Radio-Kinshasa et à lire dans la presse internationale certains commentaires venus de l'* « autre côté », *on a l'impression qu'on se bat dans les faubourgs de la ville. Le M.P.L.A., en revanche, ne parle que de victoires sur les* « impérialistes cannibales ».

Un prisonnier zaïrois

« Il vous est toujours impossible de vous rendre sur le front », *nous dit le chef d'un poste du M.P.L.A. Cependant, après l'avoir pris à bord de la voiture avec un* « pionnier », *jeune recrue de dix-neuf ans à l'air abattu et au regard triste, nous continuons vers l'est en direction du Q.G. des forces du Nord. A une dizaine de kilomètres de Quifangondo, nous nous arrêtons dans un premier campement : une ferme modèle d'élevage de poulets administrée par* « commission locale des combattants pour la production ». *Quelques femmes, le corps perdu dans des treillis et surtout identifiables à leurs boucles d'oreilles attendent on ne sait quoi, tandis qu'un grand métis promène en laisse un cochon de lait... Plus loin, dans un bâtiment en* « dur », *des soldats s'affairent autour d'un blessé à la tête, qu'on ne nous laisse pas interroger sur place. Il s'agit d'un Zaïrois fait prisonnier avec l'engin blindé qu'il pilotait, au début de la semaine dernière.*

Nous le retrouvons, dans l'après-midi, à Luanda, où le M.P.L.A. le présente à la presse. Il s'exprime en français. Il a l'air penaud d'un élève pris en faute. Il explique qu'il est caporal de l'armée zaïroise et est arrivé le 15 août à Ambriz, port situé à 200 kilomètres au nord de Luanda, « non pour me battre mais pour donner des cours ». *Nous avons vu sur place l'engin blindé de reconnaissance Panhard qu'il pilotait. Il avait été littéralement culbuté par un* « char lourd » *du M.P.L.A. De quel type ?* « Secret militaire », *nous répond le commandant Juju, porte-parole du F.N.L.A. Par ailleurs, le prisonnier nie que des mercenaires français combattent dans les rangs du F.N.L.A., bien que plusieurs soldats nous assurent en avoir* « tué un » *récemment.*

Ayant bloqué l'offensive sur les réservoirs d'eau de Luanda, le M.P.L.A. semble ne pas vouloir, ou ne pas pouvoir, pousser son avantage. Il a du moins réussi à ajourner à nouveau la grande offensive sur la capitale.

PHILIPPE PONS.

Tchad

Le sort de Mme Claustre

...CHEF SPIRITUEL DES TOUBOUS A RENCONTRÉ M. HISSENE HABRE

...négociation du gouverne... français avec les autorités ...ennes au sujet de la libé... de Mme Françoise Claus... ...tage des rebelles toubous ...esti depuis le 21 avril 1974, ... poursuivre. C'est ce qu'a ... lundi 8 septembre le ...arole de l'Elysée, M. Xavier ...-Beauchamps. *« Il paraît ...table,* a-t-il cependant *... de ne pas rendre publi...s modalités du déroulement ...e négociation. »* M. Gouyou...amps n'a pas précisé si ... poursuivrait sous l'égide de ...é Journiac, conseiller tech... la présidence de la Répu... ...entré dimanche de la ...e tchadienne, N'Djamena, ...oir été reçu par le chef de ... le général Félix Malloum. ... Tchad même, le derdei Kichidemi, chef spirituel ...ubous, a rencontré dimanche M. Hissene Habre, chef des rebelles qui détiennent Mme Claustre et son époux. Rien n'a filtré des conversations entre les deux hommes, mais on sait que les autorités tchadiennes comptent sur un ralliement des rebelles pour faciliter les négociations en vue de la libération des otages.

A Paris, le professeur Georges Vedel, doyen honoraire de la faculté de droit et de sciences économiques, a lancé, au cours d'une émission de R.T.L., un appel à M. Hissene Habre, qu'il eut comme élève il y a une dizaine d'années. *« La seule voie digne de lui,* a-t-il notamment déclaré, *est celle de la générosité et de la pitié. »*

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a condamné, au cours d'une conférence de presse, l'attitude du gouvernement et du président de la République dans *« l'affaire Claustre »* : *« En acceptant de négocier au plus haut niveau avec les rebelles toubous, l'Etat français s'engage dans une voie périlleuse. S'il n'en avait tenu qu'à moi, j'aurais dit au chef des rebelles toubous : si vous ne relâchez pas Mme Claustre, je vous envoie cinq régiments de parachutistes, qui vous encercleront et vous extermineront jusqu'au dernier. »*

● *Le général Eyadema*, président de la République du Togo, accompagné de plusieurs de ses ministres, est attendu mercredi 10 septembre à Paris pour une visite privée d'une dizaine de jours. Il sera reçu jeudi à déjeuner par le président Giscard d'Estaing.

LE MARÉCHAL IDI AMIN DADA SE RENDRA A LONDRES

(De notre correspondant.)

Rome. — Le maréchal Idi Amin Dada, président de la République ougandaise, est arrivé à Rome lundi 8 septembre, en compagnie de son épouse, pour une visite privée de trois jours. Il a été accueilli à l'aéroport de Ciampino par M. Giulio Andreotti, ministre italien du budget, et par Mgr Giovanni Benelli, substitut de la secrétairerie d'Etat du Vatican. Le président en exercice de l'O.U.A. devait être reçu, mardi après-midi, par M. Giovanni Leone, président de la République, et sans doute mercredi par le pape. Il doit se rendre jeudi à Londres.

La présence de quatre ministres aux côtés du maréchal Idi Amin (santé, tourisme, travail et industrie) laisse à penser que le chef de l'Etat ougandais n'est pas venu à Rome pour faire seulement du tourisme. Il a d'ailleurs manifesté le désir de rencontrer des industriels italiens, et c'est la raison pour laquelle un bref voyage a été organisé, à son intention, à Milan (et peut-être à Turin) dans la journée de mardi. Le gouvernement de Kampala souhaiterait développer ses relations économiques avec l'Italie et s'intéresserait notamment aux hélicoptères fabriqués dans le pays.

Mais la partie la plus attendue de cette visite est l'entretien que le maréchal Idi Amin devrait normalement avoir avec Paul VI. L'Ouganda — qui a désigné, au début de cette année, la première femme ambassadrice auprès du Saint-Siège — compte une importante communauté catholique dont l'avenir préoccupe naturellement les responsables de l'Eglise. — R. S.

DIPLOMATIE

L'ASSEMBLÉE DE L'ONU SUR LE DÉVELOPPEMENT

Les pays communistes sont intéressés par la garantie d'accès aux matières premières

Les travaux de l'Assemblée générale des Nations unies sur le développement sont dans l'impasse, mais les Etats-Unis ont déposé, lundi soir 8 septembre, un nouveau document de douze mille mots. Ce texte, qui n'ajoute rien de substantiel aux propositions américaines initiales, a été accueilli diversement, les uns y voyant un effort pour aboutir, les autres une manœuvre pour enliser la discussion. Trois éventualités se présentent maintenant : ou l'Assemblée se séparera à la date prévue (12 septembre) sur un échec, ou elle se prolongera jusqu'à l'ouverture de l'Assemblée ordinaire (16 septembre), ou elle s'ajournera en fixant une date de reprise en janvier.

De notre correspondant

Vienne. — Les pays d'Europe de l'Est suivent avec des sentiments divers les débats de l'Assemblée extraordinaire des Nations unies sur le développement. Comme l'ont montré les interventions de leurs représentants, ils sont loin d'épouser sans réserve toutes les thèses des pays du tiers-monde.

En particulier, la distinction principale entre pays riches et pays pauvres leur paraît contestable. Pour eux, du moins pour la plupart d'entre eux, il s'agit là d'une thèse d'inspiration chinoise et donc tout aussi condamnable que la théorie des deux super-puissances. C'est notamment la thèse que M. Malik avait exposée, au nom de l'U.R.S.S., devant l'Assemblée générale (*le Monde* du 5 septembre).

Or, les discussions menées ces dernières années, notamment au sein de l'UNCTAD (Conseil des Nations unies pour le commerce et le développement) et de l'ONUDI (Office des Nations unies pour le développement industriel) ont permis de constater que les pays communistes faisaient de plus en plus volontiers cause commune avec les Etats développés, sans trop se soucier apparemment du régime capitaliste de ces derniers. Pour avoir osé coopérer avec le groupe des « 77 », la Roumanie s'est attiré, surtout au début, un certain nombre d'ennuis de la part de ses amis. Moins libre de ses mouvements, la Bulgarie n'a pas persévéré très longtemps, à la différence de sa voisine, dans son intention de se faire reconnaître comme pays en voie de développement.

Aspirant à la société de consommation, beaucoup plus ouverts que par le passé au commerce international, les pays communistes se sentent menacés dans leur croissance, au même titre que les Occidentaux, par les mouvements incontrôlés des prix des matières premières. Ils reconnaissent, certes, aux Etats producteurs le droit de disposer librement de leurs richesses naturelles, mais ils réclament la garantie pour tous de l'accès aux matières premières et aux sources d'énergie. Les accords commerciaux internationaux, écrivait cette semaine le magazine économique hongrois *Vilaggazdasag*, doivent être *« avantageux de façon égale pour les producteurs et pour les consommateurs »*.

Un pays cependant occupe une place à part : la Roumanie. Saisissant l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, Bucarest a rappelé ses vues sur ce que devrait être selon elle le nouvel ordre économique international. Pour les dirigeants roumains, la division du monde en Etats riches et pauvres n'est pas un faux problème. Sans employer obligatoirement ces termes, ils notent que *« le décalage qui s'est accentué entre les pays développés et les pays en voie de développement constitue l'un des problèmes de grande actualité de la vie internationale »*.

Selon la Roumanie, une *« conférence générale »* devrait se réunir sous l'égide de l'ONU en vue d'examiner la question des matières premières. Le GATT devrait être réformé afin que les échanges commerciaux internationaux soient libéralisés et que tout le mécanisme international soit établi *« sur une base véritablement équitable et démocratique »*. Les pays avancés devraient accorder aux Etats en voie de développement des crédits non remboursables ou à taux d'intérêt faible ou nul.

Mais les Roumains toutefois, malgré leurs bonnes dispositions envers le tiers-monde, laissent percer quelque inquiétude lorsqu'ils disent qu'*« il faut agir en vue d'obtenir une plus grande stabilité des prix, en renonçant à la pratique de leur modification injustifiée »*. Pour aider à y parvenir la Roumanie propose l'adoption *« d'un système ou mécanisme international, ouvert à la participation de tous les Etats, qui assure la stabilité des prix pour une période de plusieurs années, les modifications de ces prix devant avoir lieu seulement avec l'accord des pays intéressés »*.

M. L.

● *La quatrième session des entretiens intercommunautaires sur Chypre*, qui devait commencer lundi après-midi 8 septembre à New-York sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, a été remise pour permettre la poursuite de consultations préliminaires.

Ce contretemps serait dû à l'incertitude de la position chypriote turque. M. Rauf Denktash n'aurait pas apporté à New-York les propositions concrètes attendues de lui sur les questions essentielles ayant trait à la future répartition des deux secteurs de l'île et au retour des cent quatre-vingt mille réfugiés chypriotes grecs dans leurs foyers du Nord.

DÉCÈS DE M. PIERRE CHAUBARD MINISTRE DE MONACO EN FRANCE

M. Pierre Chaubard, ministre de Monaco en France, est décédé dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 septembre, à Paris, apprend-on à la représentation monégasque.

[Né en 1919 à Bordeaux, M. Pierre Chaubard avait d'abord été chef de cabinet des préfets de Maine-et-Loire et de Charente en 1942 et 1943. Après avoir occupé plusieurs postes de sous-préfet et au ministère de l'intérieur, il est nommé en 1961 conseiller technique, puis chargé de mission en 1962 au cabinet de M. Roger Frey, ministre de l'intérieur. Il est ensuite directeur du cabinet du préfet de la Seine.

De 1963 à 1967, M. Chaubard est chargé de mission auprès de M. Roger Frey, toujours ministre de l'intérieur, dont il devient directeur du cabinet en avril 1967. Il occupe ensuite le poste de directeur de cabinet de M. Albin Chalandon, ministre de l'industrie, en juin et juillet 1968, puis à nouveau de M. Roger Frey, ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement (juillet 1968 - décembre 1969).

De 1970 à 1974, il est nommé préfet des Yvelines puis préfet hors cadre. C'est en avril 1975 que M. Chaubard est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer les fonctions de ministre de Monaco à Paris, succédant à Pierre-Louis Falaize, décédé en août 1974.]

PROCHE-ORIENT

Liban

Les combats continuent de faire rage à Tripoli

La situation demeurait grave ce mardi matin 9 septembre à Tripoli (au nord du Liban), où des affrontements opposent depuis trois jours musulmans et chrétiens. Les premiers auraient constitué sous l'impulsion de divers mouvements d'extrême gauche une véritable force armée qui s'est donné le nom d'« autorité militaire unifiée ». Le nombre des victimes se situerait entre cinquante et cent personnes, et les dégâts matériels sont très importants. Le gouvernement libanais, qui avait déjà siégé lundi en session extraordinaire, devait se réunir à nouveau ce mardi pour décider de l'intervention éventuelle de l'armée.

Beyrouth. — Alors que les affrontements du week-end s'étaient déjà soldés par plusieurs dizaines de tués, une quarantaine d'appartements incendiés, et plus de cent cinquante établissements commerciaux et échoppes plastiqués et pillés, les combats ont continué de faire rage à Tripoli lundi 8 septembre. Des éléments de gauche, en majorité musulmans, ont occupé des secteurs contrôlés par leurs adversaires, notamment le quartier Ebbé, sur les hauteurs de Tripoli, d'où une partie des habitants chrétiens aurait été chassée.

D'autres groupes d'extrême gauche s'apprêteraient à se lancer à l'assaut du village chrétien de Zghorta, proche de Tripoli, où se serait réfugié l'assassin des douze musulmans de l'autocar intercepté dans la soirée de dimanche à l'entrée sud de la capitale du Liban nord (*le Monde* du 9 septembre).

L'accès de Tripoli demeure très dangereux. Quelques journalistes ont essayé de s'y rendre lundi. Ils se sont vu conseiller de rebrousser chemin quand ils se sont présentés devant le barrage des forces de sécurité intérieure établi à vingt kilomètres au sud de la ville. Tard dans la nuit de lundi à mardi la radio de Beyrouth a annoncé que les routes du Nord n'étaient pas sûres, les antagonistes continuant à « s'expliquer » à coup de canon, de mortier et de roquettes.

Des incidents isolés sont, d'autre part, signalés dans d'autres régions « chaudes » du pays et notamment à Aley, important centre de villégiature à l'est de Beyrouth, dont la population est en majorité druse. Des éléments armés, pour la plupart des miliciens Kataëb (phalangistes) et des fedayin palestiniens, ont même fait leur réapparition à Beyrouth, pour la première fois depuis les combats de juin. Toutefois, à l'initiative du ministre de l'intérieur, M. Camille Chamoun,

De notre correspondant



de nombreuses démarches sont entreprises pour calmer les esprits, circonscrire les foyers d'agitation et empêcher que le pays tout entier ne s'embrase.

Le chef du gouvernement, M. Rachid Karamé, a laissé entendre lundi soir dans une allocution radio-télévisée que le conseil de cabinet qui s'était tenu dans la matinée avait pris une série de mesures destinées à ramener l'ordre à Tripoli, mais il n'a pas précisé s'il sera fait appel à l'armée.

De source proche du ministère de l'intérieur, on croit savoir que des « *changements spectaculaires* » pourraient intervenir dans les prochains jours, peut-être à l'issue du nouveau conseil des ministres, qui se réunit ce mardi en fin d'après-midi. Pour « *déconfessionnaliser* » l'armée, un nouveau commandement serait en voie de formation, les postes de responsabilité devant être partagés à égalité entre chrétiens et musulmans. C'est à la majorité des voix que les décisions seraient prises, et les ordres communiqués à la troupe pour qu'elle intervienne « *au mieux et au moment opportun* ». Les groupuscules gauchistes de Tripoli ne semblent pas favorables à de telles mesures, dont ils risquent de faire les frais.

Parmi les nombreuses victimes des violences au Liban figurent trois jeunes sportifs dont la mort a profondément ému l'opinion publique à Beyrouth. Jean Bassili, directeur de l'association sportive de l'automobile au Liban, et deux de ses collaborateurs, Elie Saadé, fils du directeur technique des journaux *Al Nahar* et *l'Orient-le Jour*, et Paul Nassif, fils de l'ambassadeur du Liban à Berne, avaient quitté Beyrouth le samedi 30 août pour se rendre dans le désert de Syrie, où ils devaient établir l'itinéraire d'un prochain rallye automobile. Alors qu'ils se dirigeaient vers le poste frontalier libano-syrien de Masnaa, ils ont été pris en otages au village musulman de Sad-Wayel, après avoir présenté leur carte d'identité, qui mentionnait leur religion. Puis ils furent emmenés dans un bosquet pour être abattus à bout portant d'une balle dans la nuque. Leurs corps ont été retrouvés sept jours plus tard dans une fosse commune à côté de onze autres cadavres.

ÉDOUARD SAAB.

Les négociations sur la livraison d'armements ultra-modernes à Israël ont repris à Washington

Six jours après avoir signé le nouvel accord intérimaire sur le Sinaï, Israéliens et Egyptiens se sont retrouvés ce mardi 9 septembre, à Genève, pour en examiner les modalités d'application. L'ordre du jour de ces négociations, qui devraient, en principe, durer de deux à trois semaines, est particulièrement chargé. Il comprend notamment la désignation des commissions mixtes israélo-égyptiennes, le programme d'évacuation des puits de pétrole d'Abou-Rodeiss, la fixation du calendrier du repli israélien et les dispositions à prendre pour le déplacement des spécialistes américains des postes d'observation électronique.

● A WASHINGTON, alors que M. Kissinger poursuit sa campagne d'explications pour convaincre le Congrès d'approuver avant la fin de ce mois l'envoi de ces techniciens américains dans le Sinaï, les Etats-Unis et Israël ont repris leurs négociations en vue de la fourniture à Jérusalem d'armements américains ultra-modernes.

Ces négociations avaient été suspendues en mars dernier par les Etats-Unis à la suite de l'échec de la 9e mission de M. Kissinger au Proche-Orient. Leur reprise est la conséquence directe de l'accord de dégagement conclu la semaine dernière entre Le Caire et Jérusalem.

Les Etats-Unis auraient promis à Israël pour l'année à venir une aide militaire de l'ordre de 1,5 milliard à 2 milliards de dollars. Les armements demandés par les Israéliens comportent des avions F-15 capables de rivaliser avec les Mig-23 dont sont dotées les aviations égyptienne et syrienne ; des blindés destinés à assurer la défense du Sinaï à l'est des cols stratégiques abandonnés par Israël ; des missiles sol-sol ; enfin un équipement électronique sophistiqué.

D'autre part, une vingtaine de membres du Congrès américain ont rendu publique, lundi, une lettre du roi Hussein dans laquelle ce dernier menace de se tourner vers l'Union soviétique pour se procurer des missiles antiaériens si le Congrès américain s'oppose à la vente des quatorze missiles Hawks que la Jordanie demande aux Etats-Unis.

● AUX NATIONS UNIES, le représentant d'Israël, M. Haïm Herzog, a annoncé lundi que son gouvernement était prêt, indépendamment de toute considération politique, à permettre le libre passage dans les ports israéliens de marchandises à destination des voisins d'Israël. M. Herzog, qui parlait au cours de la session économique spéciale de l'Assemblée générale, a annoncé d'autre part que son gouvernement était disposé à mettre à la disposition de ses voisins les résultats des recherches israéliennes dans le domaine de l'utilisation de l'énergie solaire et de l'utilisation des ressources hydrauliques, pour fertiliser les déserts. Israël, a dit M. Herzog, serait prêt à faire du Centre national de recherche sur les zones arides dans le désert du Néguev un centre régional ouvert à tous les pays du Proche-Orient désireux d'y participer et d'y coopérer.

● A DAMAS, le président Assad a déclaré lundi soir — avant son départ pour Prague, où il est arrivé ce mardi matin en visite officielle — que l'accord égypto-israélien est un « *acte partiel et séparé, en contradiction avec les intérêts primordiaux du pays et ne servant pas la cause d'une paix juste* ».

● AU CAIRE, l'ensemble de la presse reproduit ce mardi une interview de M. Sadate à la revue koweïtienne *Al Siassa*, dans laquelle le président égyptien critique ouvertement la position syrienne à l'égard de l'accord israélo-égyptien. Evoquant d'autre part les relations entre le Caire et Moscou, M. Sadate a déclaré : « *Aucun être humain qui a un peu de dignité ne pourrait être satisfait de la façon dont nous avons été traités par l'Union soviétique.* » Il a cependant démenti les rumeurs selon lesquelles l'Egypte se préparerait à abroger le traité d'amitié avec l'U.R.S.S. — *(A.F.P.)*

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

● L'ASSASSINAT, lundi 8 septembre à Bogota, du général Ramon Arturo Quinones, inspecteur général des forces armées, a été revendiqué par l'Armée de libération nationale (E.L.N.). Plusieurs milliers de soldats et de policiers ont été mobilisés pour retrouver les auteurs de l'attentat. Le général Quinones avait commandé en 1973 une brigade de lutte anti-guérilla dans le département de Santander. — *(A.F.P., Reuter.)*

Italie

● LE MAIRE DE NAPLES a démissionné, lundi 8 septembre, après avoir échoué dans sa tentative d'associer la plupart des groupes politiques au gouvernement de la ville. Membre du parti républicain, M. Giuseppe Galasso avait été désigné, au début du mois d'août, malgré les réticences des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates. Il pourrait être remplacé par un communiste qui dirigerait la municipalité avec l'appui des socialistes, mais ce ne serait qu'une solution provisoire car les deux partis de gauche ne comptent que trente-deux conseillers sur quatre-vingts. — *(Corresp.)*

Japon

● DES PATROUILLEURS SOVIETIQUES ont mitraillé et arraisonné, le lundi 8 septembre un petit chalutier japonais ayant neuf hommes d'équipage, au large de la pointe méridionale de l'île de Sakhaline.

Le ministère japonais des affaires étrangères a ordonné à son ambassade à Moscou de demander des éclaircissements à ce sujet au gouvernement soviétique. — *(A.P.)*

Mozambique

● LE PRÉSIDENT NYERERE, qui vient de faire une visite de cinq jours au Mozambique, a signé le 7 septembre à Lourenço-Marques avec le président Samora Machel deux accords qui marquent le début d'une coopération économique et diplomatique étroite. — *(Reuter.)*

Ouganda

● LES FORCES OUGANDAISES ont été placées en état d'alerte le long de la frontière tanzanienne. Cette mesure fait suite à un communiqué de Kampala annonçant que des « *soldats tanzaniens en civil* » avaient enlevé trois Ougandais dans un bar de la ville-frontière de Mutukula. — *(A.P.)*

Philippines

● LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPÉENNE (C.E.E.) s'apprête à accorder un prêt de 500 millions de dollars aux pays membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), a indiqué le lundi 8 septembre à Manille M. François-Xavier Ortoli, président de la Commission des Communautés européennes. L'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines et Singapour sont membres de l'ASEAN. — *(A.F.P.)*

La visite du vice-président irakien

M. HUSSEIN ESTIME QU'UN ACCORD NÉGLIGEANT LES PALESTINIENS NE « MÉRITE PAS » APPROBATION

Le vice-président irakien, M. Saddam Hussein, a eu, ce mardi 9 septembre, un entretien en tête à tête avec le président Giscard d'Estaing qui l'a reçu ensuite à déjeuner. L'entretien a plus spécialement porté sur le Proche-Orient.

« *Nous comprenons*, a dit M. Hussein aux journalistes, *les particularités de la position française et nous comprenons aussi — ce qui est très important — que la France n'a pas de parti pris hostile à notre égard. Nos relations économiques vont donc continuer à s'améliorer dans tous les domaines, bien que la position de la France au sujet du Proche-Orient ne soit pas conforme à la nôtre.* »

Recevant lundi à dîner M. Saddam Hussein, à Versailles, M. Jacques Chirac a notamment déclaré : « *L'instauration d'un nouvel ordre économique mondial suppose un système monétaire plus stable et mieux adapté aux réalités du commerce et des échanges de notre temps. Il est clair que les mécanismes permissifs que nous connaissons actuellement en matière de parité des changes ne peuvent, en créant une tentation permanente de facilité et un climat d'incertitude, que fausser le fonctionnement de l'économie et décourager les hommes.* »

Faisant allusion aux « *efforts déployés par l'Irak* » pour instaurer une « *zone de paix et de stabilité* » dans le golfe Arabo-Persique, M. Chirac a ajouté : « *De même, il nous paraît nécessaire d'aboutir à un règlement global, juste et durable du conflit qui menace la paix* (au Proche-Orient). *Ce règlement, assorti de garanties internationales, ne saurait, à notre sens, être envisagé sans la prise en considération du droit des Palestiniens à disposer d'une patrie.* »

Dans sa réponse, M. Hussein a fait implicitement allusion au récent accord israélo-égyptien. « *Les solutions actuellement proposées*, a-t-il dit, *et qui ne traitent pas le fond du problème — à savoir le retour du peuple palestinien à la terre dont il a été chassé, — ne méritent pas d'être approuvées. Nous estimons que de telles solutions ne doivent pas conduire les pays épris de paix — y compris la France — à commettre une erreur d'évaluation dont les dangereuses conséquences seront lourdes pour l'humanité et la paix.* »

M. Hussein a d'autre part déclaré que son pays appréciait le rôle joué par la France dans le dialogue euro-arabe et pour lancer une conférence sur l'énergie et les matières premières.

La coopération nucléaire

Lundi matin, M. Hussein avait assisté, à Istres, à des démonstrations d'avions. Il s'est notamment informé des délais de livraison du Mirage F1-M 53, ancien candidat au « marché du siècle » (qui ne sera pas livrable avant 1980), et s'est intéressé à l'Alpha-Jet franco-allemand.

Dans l'après-midi, MM. Chirac et Hussein ont eu un entretien, consacré aux relations bilatérales dans tous les domaines, y compris en matière de coopération nucléaire. A ce sujet, le premier ministre a déclaré :

« *Conformément aux procédures communautaires, nous devons transmettre nos projets à la Communauté européenne, ce qui sera fait immédiatement. Ce n'est qu'après avoir reçu les observations éventuelles de la Communauté que l'accord sera signé. Ce qui pourrait se faire dans un mois.* »

L'informatique, la pétrochimie, l'agriculture, domaines où d'importants contrats sont envisagés, ont été évoquées. Des négociations portent également sur un ensemble de projets industriels, notamment des usines de montage de camions et d'automobiles et le projet de métro de Bagdad. M. Chirac a précisé que les problèmes militaires n'avaient pas été abordés. Cependant, M. Hussein passera la matinée de mercredi aux établissements Thomson-C.S.F. de Bagneux, où est fabriqué notamment du matériel de détection.

ASIE

Vietnam du Sud

FORTE D'UN MILLION DE MEMBRES

La communauté chinoise est invitée à aider à la consolidation du régime

Saigon *(A.F.P.)*. — Un effort d'assimilation de la communauté chinoise du Vietnam du Sud est amorcée à Saigon, depuis l'annonce faite par le président du « comité de liaison et d'information des Chinois de Saigon » d'une prochaine campagne visant à répandre la langue vietnamienne parmi ses frères de race.

Le président, M. Sau Vang, a, selon le quotidien saigonnais *Tin Sang*, déclaré que les Chinois du Vietnam du Sud sont « *plus favorisés* » que les autres communautés vivant à l'étranger. Il les exhorte à participer activement à l'effort de consolidation du régime révolutionnaire.

La communauté chinoise du Vietnam du Sud est estimée à environ un million de personnes (soit 6 % de la population) dont la moitié vivent à Cholon, la ville chinoise de Saigon. Elle forme un ensemble relativement homogène, essentiellement originaire de Chine du Sud. La langue la plus communément parlée est le cantonais.

Cette homogénéité a su[...] aux efforts d'assimilation [...] régime Diem. La commu[...] chinoise exerce un contrôle [...] tant sur des secteurs impor[...] de l'économie. Alors que, [...] 1963, le régime de Diem av[...] principe interdit aux Ch[...] n'ayant pas la nationalité vietnamienne le droit d'e[...] un métier dans les branches [...] tivité économique et comme[...] qui sont traditionnellemen[...] leurs, la communauté chinoi[...] guère éprouvé de difficu[...] conserver un rôle prépond[...] dans les circuits économiqu[...] notamment dans les secteur[...] on cherchait à l'écarter plu[...] ticulièrement, comme celui [...] distribution du riz.

Le gouvernement a adop[...] politique de la main tendu[...] Chinois, comme tendent [...] prouver de nombreuses int[...] tions à ce propos lors du c[...] du Front national de libérat[...] Saigon, il y a quelques sem[...] et la présence d'un homme d[...] res chinois, M. Thang Minh [...] le comité du F.N.L. de la [...]

AMÉRIQUES

Etats-Unis

LES DIFFICULTÉS DE L'INTÉGRATION SCOLA[...]

Une centaine de manifestan[ts] sont arrêtés à Boston

Boston *(A.F.P., Reuter.)* — Les élèves de Boston ont pris, lundi 8 septembre, le chemin de l'école, escortés par plusieurs centaines de gardes nationaux. Un peu avant l'ouverture des classes, la police a procédé à une centaine d'arrestations lors d'une manifestation organisée par une association en faveur de l'intégration scolaire. Plusieurs centaines de manifestants, hostiles quant à eux à l'intégration raciale dans les écoles par le « busing » (transport d'enfants noirs dans les écoles fréquentées par des élèves blancs et réciproquement), se sont rassemblés devant une école de la ville, contre laquelle ils ont jeté des pierres. Les forces de l'ordre, équipées pour la lutte anti-[...] ont violemment réprimé [...] manifestation.

Les établissements où l[...] sures de déségrégation d[...] entrer en vigueur étaient à [...] vides lundi, la majorité des [...] blancs ayant préféré garde[...] enfants chez eux. Plus d[...] cinq cents policiers et si[...] gardes nationaux appelés [...] rescousse patrouillent da[...] rues de Boston, tandis qu[...] le quartier sud de la ville [...] population est en majorité [...] gine irlandaise et où l'opp[...] au « busing » est la plus v[...] tireurs placés sur les toi[...] veillent l'arrivée et le dép[...] autocars amenant les enfa[...]

Chili

SELON UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUÉD[OISE]

Huit mille personnes sont encore déten[ues] dans des camps de concentration

Stockholm *(A.F.P.)*. — Les noms de quarante et un tortionnaires chiliens, dont celui du général Augusto Pinochet, ont été publiés lundi 8 septembre à Stockholm par la Commission sur les crimes de la junte militaire au Chili dans un document transmis aux Nations unies. Ce document donne également une liste détaillée des tortures auxquelles ont été soumis des détenus.

La commission, en présence de trois anciens ministres du président Allende, a affirmé lundi au cours d'une conférence de presse, qu'environ huit mille personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, sont incarcérées dans différents camps de conc[entra]tion, dont le plus « *ignobl*[...] celui de Tres-Alamos. Elle [...] cisé d'autre part qu'un t[...] cent mille personnes o[...] arrêtées et emprisonnées [...] le coup d'Etat de la junte [...] taire.

Des témoignages sur les [...] tions de détention dans les [...] ont été présentés par M. [...] Lawner, architecte employ[...] le président Allende et M. [...] doro Morales, ancien présid[...] la Centrale syndicale chi[...]

D'autre part, des membr[...] la commission se sont entr[...] avec M. Olof Palme en vu[...] boycottage international du [...] par les Nations unies.

Cuba

Les délégués de soixante-dix-neuf pay[s] décident de soutenir le mouvement pour l'indépendance de Porto-Rico

La Havane *(A.F.P.)*. — La conférence internationale de solidarité pour l'indépendance de Porto-Rico, réunie à Cuba, a décidé d'agir pour « *augmenter l'appui mondial au mouvement pour l'indépendance de Porto-Rico et au peuple portoricain* ».

Soixante-dix-neuf pays ont été représentés à cette conférence par deux cent quatre-vingt-onze délégués et trente-quatre observateurs, sous le patronage du Conseil mondial de la paix. Des représentants de dix-huit organismes internationaux ont également participé aux trois jours de travaux, qui se sont terminés le lundi 8 septembre.

Le document final de la conférence appelle l'opinion internationale « *à dénoncer le danger que représentent les enclaves militaires nord-américaines sur le territoire portoricain* » et « *à travailler à stopper la campagne de stérilisation massive des femmes portoricaines* ».

Pour les délégués présents à Cuba, la situation actuelle de Porto-Rico « *constitue le plus flagrant acte de colonialisme* » d'Amérique latine, où l'on compte déjà notamment ceux « *de la zone du canal de Panama, des îles Malouines, de Belize, de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique* ».

Le document demande [...] ment la liberté sans conditio[n] [...] Portoricains emprisonnés p[...] gouvernement des Etats-Un[is].

Le chef de l'Etat cub[ain] M. Osvaldo Dorticos, a d[...] lundi que le soutien de Cu[ba] [...] la cause de l'indépendanc[e] [...] Porto-Rico « *n'est pas négoc*[...] *avec les Etats-Unis* » et ne [...] même pas constituer un thè[me] [...] discussion bilatérale. Le dép[arte]ment d'Etat américain avait [...] entendre que le soutien c[...] aux partisans de l'indépend[ance] de Porto Rico entravait la no[rma]lisation des relations entre La [Ha]vane et Washington.

[Rattaché aux Etats-Unis ap[rès la] guerre hispano-américaine en [...] Porto-Rico constituait un « [terri]toire non intégré » (No incorpo[rated] Territory) jusqu'en 1952, da[te à] laquelle fut créé le « Commonw[ealth] of Puerto-Rico ». L'île (8 674 [kilo]mètres carrés, deux millions [...] cent mille habitants environ) [se] gouverne elle-même ; elle est c[onsi]dérée par les textes officiels co[mme] « librement et volontairement [asso]ciée aux Etats-Unis. Elle posséd[e sa] propre Constitution, un gouver[neur] et une Assemblée législative élu[e au] suffrage direct pour quatre an[s. La] population de Porto-Rico élit d'a[utre] part un délégué permanent (R[esi]dent Commissioner) à la Cha[mbre] des représentants des Etats-Uni[s qui] participe aux débats sans droi[t de] vote.]

ASIE

Chine

Pékin donne un grand relief au dixième anniversaire de la région autonome du Tibet

De notre correspondant

Pékin. — Il y a dix ans, le eptembre 1965, la première As- nblée élue de l'histoire tibétaine nonçait la formation de la rè- n autonome du Tibet. Le parti e gouvernement chinois ont dé- é de donner un grand relief à anniversaire et de saisir l'oc- ion pour réaffirmer leur poli- ue à l'égard des minorités. Ils envoyé à Lhassa une impo- ite délégation pour « *trans- ttre les salutations chaleu- ses et cordiales du grand igeant, le président Mao, et du nité central du parti aux ples des diverses nationalités la région* ». Le groupe, conduit M. Hua Kuo-feng, vice- mier ministre, se caractérise bord par la forte représenta- n des minorités nationales, ociées en quelque sorte à cette e de famille qui ne doit pas se uire à un dialogue des Han et Tibétains. Le second point frappe est le nombre des mes, comme si l'on avait du suggérer que l'oppression sculine ou l'oppression han du sé relevaient des mêmes prin- es ennemis aujourd'hui com- tus.

Que sait-on de l'histoire tibé- ne des dix dernières années ? paremment, pas grand-chose. n'est pas question qu'un tou- e ou qu'un journaliste se rende hassa. Mais un travail patient les dépêches quotidiennes finit donner une idée de la situa- n. La première réflexion qui npose est que la région est ter- lement loin de Pékin. Lorsque délégation s'en est allée, les s hautes personnalités du ime sont venues la saluer à roport de Pékin avec la même ennité que s'il s'agissait d'un part pour l'étranger. On n'au- t pas agi ainsi s'il avait été estion d'un anniversaire en ngolie. Dans le cœur des Chi- is, ce monde glacé, perché -dessus des plaines fertiles, à kilomètres de hauteur, est un tre univers.

Officiellement, une ligne rienne relie Lhassa à Chengtu, ais elle ne figure pas sur les raires réguliers de la compagnie tionale d'aviation. Pour l'accès uel par la route, il existe plu- urs itinéraires, mais longs cha- n de milliers de kilomètres et nchissant des cols à plus de 0 mètres d'altitude. Dans tous cas, il faut des jours et des s en convoi.

e Tibet, c'est aussi une toute te population sur un immense itoire : 1 300 000 habitants ourd'hui, soit un cinq centième la population chinoise totale. in, à lui tout seul, est cinq plus peuplé. Mais les Tibé- s occupent à eux seuls un ième de la Chine, un terri- e plus de deux fois supérieur a France et formant frontière l'adversaire indien. Leur ortance stratégique aussi est commune mesure avec leur ulation.

La difficile relève des Han

ue s'est-il passé depuis dix ? Tout d'abord, la collectivi- on. Alors que les communes ilaires, fédérations de coopé- ves, s'étaient généralisées dans plaines en 1958, le Tibet, au it de 1965 ne connaissait pra- ement que les petits groupes traide (pour les quatre cin- mes des paysans et la moitié éleveurs). C'est le 5 octobre seulement que l'agence Chine elle put annoncer que, pour de 90 %, les villages tibétains ent formé des communes ilaires.

ans ce pays de pauvres dia- aux esprits bloqués par les us et les superstitions, l'idéo- socialiste a fini par péné- Peu à peu, le parti a assuré emprise. Il s'est attaché à ter, chez les jeunes surtout, anière à éviter que le com- isme n'apparaisse comme une alité des Han étrangère aux tains. L'effort s'est intensifié ces dernières années : en 1972 et en 1973 par exemple, on a recruté plus de onze mille communistes. Toutes ces communes populaires ont maintenant un bureau du parti et pratiquement tous les membres de ces bureaux sont tibétains. Même chose pour les associations de paysans pauvres, les associations des femmes, la ligue de la jeunesse, la milice et les services de sécurité et de protection. On compterait, nous dit-on, vingt-sept mille cadres des minorités — contre dix-sept mille en 1964, — soit 60 % d'un total de quarante-cinq mille. Ces chiffres montrent que le problème de la relève des Han par les Tibétains n'est pas encore entièrement réglé. Il est difficile de trouver des dirigeants en nombre suffisant.

Les lettrés, lamas ou propriétaires, sont passés en bonne partie dans le camp adverse, et les masses étaient analphabètes. Chine nouvelle assure que six cents Thibétains exercent des responsabilités de direction à l'échelon du district ou de la préfecture. A noter que, en 1964, la même agence donnait le chiffre d'un millier ; c'était avant la collectivisation, alors que le panchen lama détenait encore des responsabilités dans l'administration de Lhassa. On était alors moins exigeant sur le plan politique.

Ces difficultés se reflètent dans la composition du comité régional du parti. Le premier secrétaire, M. Ren Rong, est un Han, les huit secrétaires qui l'assistent sont han pour moitié d'entre eux ; enfin, sept des dix autres membres réguliers sont issus des minorités nationales. La situation s'est améliorée à cet égard depuis 1970 et la majorité tibétaine s'affirme progressivement, grâce à l'accession des jeunes aux postes de responsabilité. Il rest encore beaucoup à faire, cependant dans une région traditionnellement arriérée, à population dispersée et naguère encore sans prolétariat.

L'industrialisation n'est pas facile dans des conditions naturelles aussi ingrates. On note cependant quelques progrès. Le nombre des usines ou fabriques est passé en dix ans de soixante-sept à deux cent cinquante, notamment des centrales électriques, des cimenteries, tanneries, des industries textiles, des fabriques d'instruments aratoires, etc. Progrès sensibles, mais les hauts fourneaux ne sont pas pour demain. Les Tibétains ne représentaient, il y a deux ans, que 46 % des effectifs des usines. Le grand retard culturel du Tibet, la tradition de l'élevage et de l'agriculture de haute montagne, expliquent ce pourcentage anormalement bas.

La croissance économique est notable, mais il faut tenir compte du très bas niveau de production initial et du fait qu'il s'agit sans doute de la plus pauvre région du pays. La production industrielle brute aurait quadruplé en dix ans — comme le nombre des entreprises. La production de céréales a augmenté de 48 % et permet désormais à la région de se suffire en grain. Dans l'élevage, si on peut enregistrer une croissance depuis 1958 — multiplication par 2,8 — l'augmentation de 35 % seulement dans la décennie est insuffisante.

La population du Tibet s'est accrue de trois cent mille âmes depuis 1950, soit de 25 à 30 %, malgré les départs de 1959, consécutifs à la rébellion. On ne dispose d'aucun chiffre pour la dernière période, mais, sans nul doute, les progrès de l'hygiène et le relèvement sensible du niveau de vie doivent renforcer cette tendance. Un énorme effort est accompli dans le domaine de l'éducation.

La transformation la plus décisive est peut-être celle des mentalités. Dans nulle autre partie du territoire chinois on n'avait poussé si loin les interdits, le mysticisme et les mystifications. Les incertitudes du vent, des nuages et des tempêtes de neige incitaient peut-être à croire aux forces surnaturelles, mais l'ignorance aussi et la brutalité du précédent régime y étaient sans doute aussi pour quelque chose.

Dans l'ensemble cette politique a été efficace au cours de la dernière décennie, le Tibet est resté assez calme. Relativement, car des accrochages ont continué sporadiquement dans quelques régions délicates pendant la révolution culturelle. Cependant ni Tchang Kaï-chek ni la C.I.A. américaine n'ayant les moyens de parachuter des armes et de former des combattants comme autrefois, la rébellion s'anémie. Le Népal a contraint les guérilleros Khampas à la sédentérisation. Il reste que la Chine s'efforce encore de rallier les hors-la-loi et continue de leur offrir une issue par la rentrée au pays natal. Mais ce problème passe désormais bien après celui du développement politique et social de la région.

ALAIN BOUC.

NE DELEGATION DE SA- ANTS FRANÇAIS, conduite ar le professeur Bernard regory, directeur général du entre national de la recher- e scientifique, se trouve, epuis le dimanche 7 sep- mbre, à Pékin, où un banquet été offert en son honneur, ndi, par le vice-président l'Académie chinoise des iences, M. Wu Yu-hsun. — A.F.P.)

Cambodge

ARRIVÉ MARDI A PHNOM-PENH

Le prince Sihanouk se rendra en octobre à Pékin, à New-York et à Pyongyang

Le prince Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge, a quitté Pékin mardi 9 septembre pour Phnom-Penh où il est arrivé en début d'après-midi. Il était accompagné de sa femme, la princesse Monique, et de MM. Penn Nouth, premier ministre du gouvernement révolutionnaire ; Kieu Samphan, vice-premier ministre ; Thioun Mum, l'un des dirigeants du Front national uni, et de plusieurs autres personnalités. Le prince transporte avec lui les cendres de la reine-mère, qui est morte en Chine.

Il a été accueilli à l'aéroport de Phnom-Penh par M. Son Seng, vice-premier ministre chargé de la défense. Le chef de l'Etat a dit dans son discours sa « *joie* » et sa « *fierté* » de rentrer dans son pays après plus de cinq années d'exil. Il résidera au palais royal et se rendra au temple d'Angkor Vat pour y déposer les cendres de la reine-mère.

Une très grande manifestation populaire avait été organisée à Pékin pour saluer le prince, nous câble notre correspondant. Au cours des deux banquets d'adieu offerts lundi et mardi par les parties chinoise et cambodgienne, M. Teng Hsiao-ping, vice-premier ministre de Chine, et le prince ont souligné la solidité des liens noués entre les deux pays au cours de la guerre. Le chef de l'Etat khmer a déclaré que le conflit a « *permis de voir qui sont, dans ce monde où le matérialisme et l'opportunisme jouent un rôle non négligeable, les pays vraiment épris de justice, authentiquement internationalistes et anti-impérialistes... et les autres* ». Le dirigeant chinois a, de son côté, repris la formule du président Mao Tse-toung selon lequel c'est le Cambodge qui a aidé la Chine, et non l'inverse. Il a ajouté : « *Cette grande victoire a été obtenue entièrement en suivant la ligne de confiance en ses propres forces, avec une aide extérieure insignifiante.* » Il n'a pas ménagé ses éloges du prince et de M. Penn Nouth.

La mission du GRUNC en Chine a été fermée mardi : le Cambodge n'est plus représenté à Pékin que par une ambassade. Phnom-Penh peut cependant compter sur une assistance chinoise dans l'avenir. Une période de reconstruction s'ouvre en effet ; il s'agit, selon le prince Sihanouk, de « *la seconde étape de la marche de la révolution au Cambodge* », dont le chef de l'Etat a ainsi défini les grandes lignes : « *consolidation du pouvoir populaire, réalisation d'une véritable démocratie populaire faisant de notre société une société puissante et indépendante comptant essentiellement sur nos propres forces, nos ressources, notre travail et nos sacrifices, et défense de notre indépendance, de notre souveraineté, de notre intégrité territoriale et de notre non-alignement* ».

Le prince ne restera cependant pas longtemps dans son pays. Il sera le 29 septembre à Pékin pour assister le 1er octobre à la fête nationale chinoise. Il se rendra ensuite à New-York, où il prendra la parole aux Nations unies (son séjour serait très bref). Le prince visitera ensuite une fois encore la Corée du Nord, où il demeurera pendant deux semaines avant de fêter son propre anniversaire, le 31 octobre, à Pékin.

● A BANGKOK, le ministre thaïlandais des affaires étrangères a déclaré lundi que son pays établirait dès que possible des relations diplomatiques avec le Cambodge. L'ambassadeur de Thaïlande aux Etats-Unis a récemment rencontré à New-York M. Ieng Sary, vice-premier ministre khmer. Bangkok se déclare prêt à approvisionner le Cambodge en produits alimentaires et en matériels divers.

POLITIQUE

LES DÉCLARATIONS DE M. ANDRÉ BORD

(Suite de la première page.)

— Le président de la République parle bien peu de « participation », alors que ce fut l'une des grandes idées du gaullisme. La crise économique est-elle, selon vous, la seule raison de ce silence ?

— La participation reste pour nous l'objectif essentiel. La participation est avant tout un état d'esprit, et, par conséquent, lorsque le président de la République, le premier ministre ou les membres du gouvernement s'engagent dans la voie de la concertation, cela constitue pour nous la mise en pratique de la participation. Décentraliser, déconcentrer, c'est de la participation. Nous verrons, lorsque viendra le texte sur la réforme de l'entreprise, comment pourront être mises en pratique progressivement les idées de participation, alors que, dans ce domaine, sous la présidence de Georges Pompidou, toute une série de mesures avaient déjà été prises.

— M. Sanguinetti a estimé que M. Giscard d'Estaing conduisait une politique économique trop libérale, qui ne correspondait pas au tempérament des Français. Qu'en pensez-vous ?

— La définition d'un nouveau modèle de croissance auquel nous allons nous attacher signifie, pour nous, une politique économique de plus en plus humaine, et je crois que cela correspond à la volonté du président de la République. Cela ne signifie pas pour autant que l'on tombera dans une politique libérale sauvage. Qui ne voit aujourd'hui que les mesures que vient d'annoncer le président de la République sont marquées du sceau d'un certain libéralisme ? Elles rentrent toutes dans un cadre bien ordonné d'une politique réfléchie et où le rôle de l'État est particulièrement important.

— Après les événements de Corse, l'accroissement des pouvoirs économiques, sociaux et culturels de la région vous semble-t-il souhaitable et suffisant ?

— M. Jacques Chirac a rappelé qu'il n'était pas question de remettre en cause les structures unitaires du pays. C'est là notre position. Mais des efforts doivent être faits en matière de déconcentration et de décentralisation. Les Français souhaitent une administration plus proche d'eux, qui puisse les informer, les conseiller et répondre à leurs préoccupations quotidiennes. Le gouvernement peut prendre des dispositions facilitant davantage l'action des organismes régionaux dans les domaines où la régionalité est évidente, mais rapprocher l'administration du citoyen passe aussi par les communes et les départements, dont il faut aussi déconcentrer les pouvoirs. Il serait également souhaitable que les préfets délèguent davantage de pouvoirs à leurs sous-préfets, ce qui provoquera une revitalisation de l'arrondissement et du canton. Mais vouloir créer un exécutif régional, c'est mettre en place un nouvel écran entre l'administré et l'administration.

— Comment vos rapports se sont-ils établis avec le premier ministre, devenu secrétaire général d'honneur de l'U.D.R. ? Quel rôle joue ce dernier dans l'orientation du mouvement ?

— Jacques Chirac a déjà marqué profondément la vie du mouvement par ses orientations, puisque c'est lui qui avait mis en place, avant les assises de Nice, les groupes de réflexion dirigés par Yves Guéna et qui nous ont permis de repréciser les grands objectifs de l'U.D.R. Il n'est plus secrétaire général aujourd'hui, mais il est toujours chef du gouvernement et par conséquent son poids au sein du mouvement est particulièrement important. Il est notre leader. Il va donc de soi qu'il continuera à marquer l'action de notre mouvement. J'ai avec lui des contacts fréquents et notamment une entrevue chaque semaine.

— L'U.D.R. a toujours voulu être l'aile progressiste de la majorité ; les centristes veulent constituer son aile gauche et les républicains indépendants se veulent les plus fidèles au chef de l'État. Quelle place particulière voyez-vous donc à l'U.D.R. dans la majorité ?

— L'U.D.R., sous l'impulsion de Jacques Chirac, s'est transformée progressivement en rassemblement et nous nous employons à renforcer cette orientation. Rassemblement, cela signifie une certaine originalité et la diversité des adhérents comme on l'a vu aux assises de Nice. Nous avons le sentiment qu'étant un rassemblement nous sommes les plus représentatifs de la diversité française. Dès lors, nous avons déjà aujourd'hui une place de choix différente de celle des autres formations politiques, car les notions de droite, de gauche ou de centre n'ont pour nous plus de sens depuis l'avènement de la V[e] République.

— M. Poniatowski souhaite que les républicains indépendants aient autant d'élus que les autres formations de la majorité. Souhaitez-vous beaucoup d'élections primaires lors des prochaines élections législatives ?

— Il est normal que chaque chef de formation ambitionne une représentation plus forte de ses amis, aussi bien au niveau législatif que sur le plan local. En tout cas, en ce qui nous concerne, nous avons, nous aussi, cette ambition. Mais c'est l'électeur qui décidera. Il est prématuré aujourd'hui de spéculer sur le nombre des élections primaires éventuelles. L'U.D.R. sera prête, le moment venu, à s'engager dans la bataille pour prendre des sièges là où il le faut, c'est-à-dire sur l'opposition.

Le scrutin majoritaire est intangible

— Le gouvernement envisage d'introduire une certaine dose de proportionnelle dans les élections municipales. L'U.D.R. a toujours été favorable au scrutin majoritaire. N'est-ce pas une première entorse à ce principe ?

— L'U.D.R. reste favorable au scrutin majoritaire, car il convient que se dégage d'un suffrage universel une majorité d'accord sur l'essentiel et ayant une volonté de soutenir le gouvernement qui applique la politique définie par le chef de l'État. Pour les élections législatives, c'est là un principe intangible. Je ne sais pas si le gouvernement envisage d'introduire une certaine proportionnalité, mais il me paraît souhaitable qu'au niveau des communes, cellules de base de la démocratie, se retrouvent des majorités capables de gérer dans l'intérêt général, les affaires de la collectivité.

250 000 adhérents

— Quelle est, selon vous, l'audience actuelle de l'U.D.R. auprès des électeurs, et dans quels secteurs comptez-vous développer votre campagne d'adhésion ?

— Le nombre des adhérents à l'U.D.R. continue à augmenter, et nous arrivons à environ deux cent cinquante mille inscrits, parmi lesquels les jeunes occupent une place importante. Le rajeunissement des cadres est bien commencé. Par exemple, à Strasbourg, la moyenne d'âge des membres de mon comité de circonscription est de trente-trois ans. Les nouveaux adhérents se recrutent beaucoup parmi les jeunes filles et les jeunes garçons, et je note aussi un accroissement de l'adhésion des femmes. Elles sont de plus en plus nombreuses à vouloir participer à nos écoles de cadres et à vouloir recevoir une formation leur permettant de jouer un rôle de gestion dans les collectivités locales.

— Vous voulez développer vos relations avec des partis étrangers. Ce vœu s'inscrit-il dans la conception « mondialiste » de M. Giscard d'Estaing ?

— Je suis impressionné par le nombre d'invitations que je reçois de l'étranger. J'irai au congrès C.D.U. en Allemagne alors que le programme de la visite d'une délégation U.D.R. en Roumanie est en cours d'élaboration. Cela démontre l'impact du gaullisme à l'étranger. J'ai pensé qu'il pouvait être utile également de faire connaître l'U.D.R. aux Français résidant à l'étranger. Des sections vont donc être créées dans différents pays. Ces compagnons pourront nous informer de l'état d'esprit des citoyens de ces pays et à travers eux pourront aussi faire connaître les positions de notre mouvement sans pour autant nous immiscer dans les affaires intérieures de nos voisins. »

Propos recueillis
par ANDRÉ PASSERON.

« Je reste disponible », déclare M. Jacques Chaban-Delmas

De notre correspondant

Bordeaux. — Au cours d'une conférence de presse donnée à la mairie de Bordeaux, le 8 septembre, M. Jacques Chaban-Delmas a annoncé la parution prochaine d'un ouvrage. Intitulé *l'Ardeur*, ce livre ne sera, selon l'ancien premier ministre, ni un recueil de mémoires ni un plaidoyer *pro domo*. « *Au moment où je me considère un peu plus qu'à la moitié de ma vie politique,* a-t-il dit, *je devais des précisions sur mon passé et sur la direction qui est la mienne. Mon action politique, sur le plan national, n'a pas cessé. Je m'interdis seulement de mettre des bâtons dans les roues de ceux qui ont la charge de la France. Je reste disponible. L'amertume, je l'ai décantée. J'ai donc veillé à ce que ce livre ne soit pas inconvenant.* »

Interrogé sur la position du CELISO (Comité d'études et de liaison des intérêts du Sud-Ouest), créé par M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'État aux P.T.T., le maire de Bordeaux a déclaré qu'il était très heureux de voir reprise une idée pour laquelle il avait lui-même œuvré depuis très longtemps.

M. Chaban-Delmas a conclu en insistant sur l'importance qu'il accordait aux institutions régionales, disant notamment :

« *En l'état actuel de la loi, qui a un caractère extensif, le gouvernement a la possibilité d'étendre les compétences des conseils régionaux. C'est ce que je demande déjà. Mais il demeure que les habitants d'une région n'auront pas le sentiment que leurs affaires sont réellement traitées par leurs représentants tant qu'ils ne les auront pas élus au suffrage direct.* »

Avant la session extraordinaire du Parlement

M. Mitterrand : nous n'estimons pas nécess[…] un vote de censure

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a expliqué, lundi 8 septembre, au micro de France-Inter, que les socialistes « *n'estiment pas utile de substituer au vote qui aura lieu à l'Assemblée nationale cette semaine un vote de censure.* « *Qui peut croire,* a ajouté le député de la Nièvre, *que le vote qui sera émis à l'occasion de cette session extraordinaire ne sera pas un vote éminemment politique ?* »

En ce qui concerne les offres de concertation faites par M. Giscard d'Estaing, M. Mitterrand a noté : « *La majorité a la responsabilité de définir la politique du pays. Elle ne doit pas se camoufler derrière de fausses consultations avec l'opposition.*

Le premier secrétaire, après avoir évoqué les événements de Corse, a souhaité que M. Poniatowski, « *qui a commis des imprudences, serve l'unité nationale en s'effaçant* ».

M. Mitterrand est également revenu sur la controverse au sein de l'union de la gauche. Il a expliqué que « *depuis le début de l'offensive antisocialiste du P.C.F., le parti communiste a manqué de confiance dans la dynamique de l'union de la gauche* » et qu'il […] transformé « *en une sorte de […]seur permanent de tous les […] du P.S.* ». « *Nous n'avons […] besoin de tuteur* », a noté le […]mier secrétaire avant de soul[…] qu'il évite, pour sa part, « *de […]tre de l'huile sur le feu* ». M. […]terrand a, d'autre part, renc[…] son soutien à M. Jean D[…] directeur de la rédaction du […]vel *Observateur*, en jugean[…] les attaques du P.C.F. cont[…] journaliste relèvent de « *l[…] de polémique* ».

Interrogé sur la démissi[…] M. Henri Caillavet du Mouv[…] des radicaux de gauche, le […]mier secrétaire du P.S. s'est […] à indiquer : « *M. Henri Ca[…] est un citoyen qui a le droit […] prononcer comme il l'en[…]* Enfin M. Mitterrand a co[…] qu'il entendait diriger le […] encore plusieurs années, « *j[…] la victoire. C'est vrai,* […] noté, *que la vie publiq[…] harassante moralement, in[…]tuellement, parfois physiqu[…] Je tiens le coup. J'ai un n[…] jusqu'en 1977. Si aucun o[…] de santé — et je n'en […] pas — ne s'y oppose, j'assu[…] mes responsabilités tant q[…] militants du P.S. me […] confiance.* »

Crise au sein de la fédération socialiste de la […]

De notre correspondant

La situation du P.S. dans la Loire est instable depuis que, à l'occasion des assises du socialisme, en octobre 1974, il a été rejoint par quelque cent soixante membres du P.S.U., qui ont suivi MM. Chapuis et Rocard. Les nouveaux venus du P.S.U. et de la C.F.D.T., alliés au CERES, devenaient majoritaires dans ce département, ce qui entraînait la démission des précédents responsables du P.S., puis leur adhésion au Mouvement des radicaux de gauche.

Une nouvelle crise vient de surgir au sein de l'équipe fédérale du P.S. Le premier secrétaire, M. Jean Vincent, a adressé aux secrétaires de section le texte d'une déclaration qu'il a faite le 3 septembre au nom de la moitié du bureau fédéral et dénonçant « *les erreurs politiques capitales commises au mois d'août par certains secrétaires fédéraux* ».

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase semble être un communiqué émanant de la fédération de la Loire du P.S. qui invitait, fin août, les radicaux de gauche à dénoncer la p[…]position de M. Caillavet e[…] lait les travailleurs à sig[…] pétition « *en faveur de l[…] démocratie portugaise* ». […] ayant reçu l'aval notamm[…] P.C.F., du P.S.U. et de la […]

LES DIRIGEANTS DU […] VONT SE RÉUNIR EN SÉMINAIRE

Le secrétariat national d[…] socialiste va se réunir en se[…] travail du 18 au 21 septem[…] l'Oise (le lieu exact n'est […]cisé). Les secrétaires nation[…] parti socialiste seront assistés […] occasion d'un certain nom[…] délégués nationaux, dont le[…]tions correspondent aux q[…] inscrites à l'ordre du jou[…] réunion.

M. BÉHAR : il n'y a pas de glissement politique du Grand-Orient de France.

M. Serge Béhar, nouveau grand maître du Grand-Orient de France, a présenté, lundi 8 septembre, au cours d'une conférence de presse, les travaux du convent de son obédience, qui a siégé à Paris du 5 au 8 septembre. Après avoir rappelé que le Grand-Orient « *se veut le centre de l'union* », c'est-à-dire « *une association d'hommes de progrès ouverte à tous les républicains épris de liberté et de solidarité, sans exclusive* », le grand maître a démenti que se soit opéré un « *glissement politique* » de l'ordre. « *Il est évident,* a-t-il noté, *que nous ne participons pas, à la manière des partis, aux luttes de l'arène politique. Pour autant, nous ne sommes pas apolitiques. Nombreux sont les frères — ils en ont le droit et même le devoir — qui participent à la vie politique nationale. Si nous nous gardons des luttes de l'arène, il n'en reste pas moins que nous prenons toutes les positions que nous jugeons nécessaires.* »

Le grand maître a, d'autre part, indiqué que le convent avait demandé que les problèmes d'éducation soient considérés comme prioritaires.

Conduite par M. B[…]

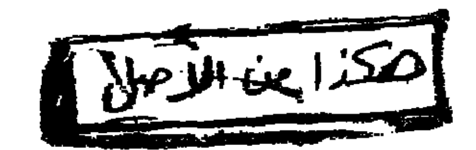
UNE DÉLÉGATION DU […] EST REFOULÉE A LA GARE DE NI[…]

(De notre correspond[…])

Nice. — L'accès de la […] Nice a été refusé, lundi […]tembre, à une délégation […] communiste conduite par […]gile Barel, député des […] Maritimes. Accompagné […] suppléant, M. Charles […] conseiller général, et de […]gile Pasquetti, secrétaire […] fédération, le doyen de l'[…]blée nationale voulait s'a[…] aux cheminots dans leur c[…]

Une lettre à M. Edgar Faure

Dans une lettre adres[…] M. Edgar Faure, M. Rober[…]langer, président du group[…]muniste de l'Assemblée na[…] écrit : « *Les entraves […] apportées par le ministère […]térieur à l'activité des […] communistes, de même q[…] propos agressifs et ins[…] qu'il tient à leur égard, […] atteinte gravement à l'ins[…] parlementaire. Je pense qu[…] appartient, dans de […] conditions, d'intervenir aup[…] premier ministre pour q[…] parlementaires communiste[…]sent accomplir leur mand[…]près des travailleurs qui le[…] confiance.* »



LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

la plus moderne des maisons spécialisées
61, rue Froidevaux - 75014 PARIS - Tél. 633.55.11

Pour vous installer vous-même
ULTRA RAPIDEMENT
et très
ECONOMIQUEMENT

100 modèles vitrés

SUPERPOSABLES - JUXTAPOSABLES
DEMONTABLES - ACCORDABLES - ETROITS
LARGES - PROFONDS

du Meuble Individuel au Grand Ensemble...
du Meuble Traditionnel au Meuble Contemporain...
du Meuble de Style au Meuble sur Mesure.

Pour obtenir notre CATALOGUE GRATUIT, découpez-le **BON** ci-dessous et retournez-le

à la MAISON DES BIBLIOTHEQUES
en Montparnasse
61, rue Froidevaux - 75014 PARIS

ou appelez le 633-73-33
Répondeur automatique même la nuit et les jours fériés sans interruption.

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITREES contenant tous les détails, hauteur, largeur, profondeur, bois, contenance, prix, demande de devis, etc.
M. ......
à ......

TRADITIONNELS

Etagères en multipli, montants en aggloméré placage acajou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué - Vitres coulissantes avec onglets bords doucis.

BIBLIOTHEQUES STANDARD VITREES — BIBLIOTHEQUES VITREES GRANDE PROFONDEUR
JUXTAPOSABLES SUPERPOSABLES ACCORDABLES

SPECIALEMENT conçues pour servir de base à tous nos MODELES STANDARD ou pour très gros volumes, encyclopédies, livres d'art, disques, etc.

7 HAUTEURS de 64 à 224 cm - 4 LARGEURS 64 - 78 - 94 - 128 cm - 2 PROFONDEURS : 20 et 25 CM

5 HAUTEURS de 83 à 222 cm - 4 LARGEURS 64 - 78 - 94 - 128 cm - 2 PROFONDEURS : 30 et 38 CM

Profondeur hors tout : 20 cm
Profondeur utile : 16,5 cm
Hauteur utile entre les rayons : 25 cm
Profondeur hors tout : 25 cm
Profondeur utile : 21,5 cm
Hauteur utile entre les rayons : 25 cm

Profondeur hors tout : 30 cm
Profondeur utile : 26,5 cm
Hauteur utile entre les rayons du bas : 36 cm ; autres : 33 cm
Profondeur hors tout : 38 cm
Profondeur utile : 34,5 cm
Hauteur utile entre les rayons du bas : 36 cm ; autres : 33 cm

100 COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE

Comment SUPERPOSER : Tous nos modèles de mêmes largeurs, de profondeurs et hauteurs différentes peuvent être posés l'un sur l'autre sans aucune fixation.

Comment JUXTAPOSER : Tous nos modèles de mêmes profondeurs, mais de hauteurs et largeurs différentes peuvent être juxtaposés sans aucune fixation.

STANDARD 5 RAYONS Ht. 144 - Larg. 94 - Prof. 20

TOUS FORMATS Ht. 185 - Larg. 94 - Prof. 30/20

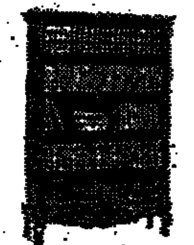
BIBLIOTHEQUE-SECRETAIRE Ht. 222 - Larg. 94 - Prof. 38/25

SPECIAL FORMATS DE POCHE (non vitré) Ht. 107 - Larg. 78 - Prof. 16

Sur demande, ces modèles peuvent être livrés en Stratifié blanc (non vitrés) en bois BRUT à tapisser ou à peindre, en d'autres essences de bois : Afromasia - Chêne - Sapelli - Merisier (teintes naturelles ou foncées).
De nombreux accessoires permettent de personnaliser et d'adapter à tous les intérieurs les meubles individuels ou les ensembles.

RUSTIQUES

Etagères en multipli, montants en aggloméré placage traité ébénisterie, vernis mat satiné. Teinte noyer.
Frontons, dessus et socles débordants avec moulures de style en bois massif. Pieds en forme.
Vitres claires coulissantes avec onglets, bords doucis.





RUSTIQUE Ht. 156 - Larg. 98 - Prof. 32



SECRETAIRE RUSTIQUE Ht. 156 - Larg. 98 - Prof. 32

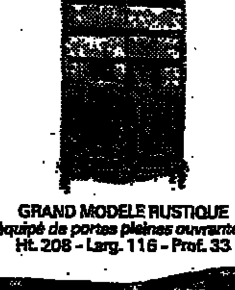
Tous les modèles rustiques sont juxtaposables et superposables par simple pose, grâce à un système exclusif de moulures amovibles.



JUXTAPOSITION DE MODELES GRANDE PROFONDEUR PERMETTANT L'INSTALLATION D'UNE TELEVISION.
Ht. 203 cm - Larg. 242 cm - Prof. hors tout 42 cm - Prof. utile 35 cm.

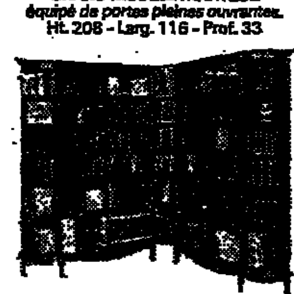


GRAND MODELE RUSTIQUE Ht. 208 - Larg. 118 - Prof. 33



GRAND MODELE RUSTIQUE équipé de portes pleines ouvrantes. Ht. 208 - Larg. 118 - Prof. 33

BIBLIOTHEQUE RUSTIQUE TOUS FORMATS. Ht. 205 - Larg. 94 - Prof. 42/27,5



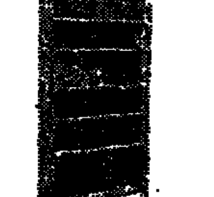
ACCESSOIRES POUR BIBLIOTHEQUES RUSTIQUES GRANDS MODELES.
Meubles d'angle : prof. utile : 17 cm ; ouverture en façade : 20 cm.
Quart de Rond : encombrement hors tout de chaque élément : 34 cm.

Ces meubles peuvent aussi être exécutés en Chêne ou en Merisier.

CONTEMPORAINS

Ces nouveaux modèles sont réalisés en Profilé Aluminium anodisé brossé et en Stratifié blanc ou noir, assemblage grâce au brevet français A.T.X.

Description générale :
Montants et traverses en aluminium anodisé brossé.
Pinces d'assemblage système breveté A.T.X.
Pieds à vérins, plastique noir.
Côtés et fonds en stratifié double face 8 mm.
Crémaillères aluminium encastrées.
5 étagères réglables en aggloméré stratifié double face 19 mm, chant avant avec T aluminium encastré.
2 couleurs : noir ou blanc.
2 largeurs : 78 et 94 cm.
2 profondeurs : 25 et 35 cm.
Hauteur : 200 cm.
LIVRÉE NON MONTÉE.



Ht. 200 - Larg. 94 - Prof. 25 ou 35.

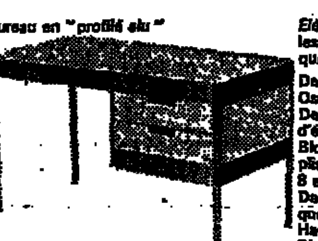


Ht. 200 - Larg. 78 - Prof. 25 ou 35 modèle vitré.

Ces modèles sont livrés non vitrés, mais peuvent néanmoins être équipés facilement, grâce au brevet A.T.X., de portes coulissantes en verre ou en perspex bronzé de 5 mm d'épaisseur. Ces glaces coulissent dans des traverses spéciales et peuvent être placées à n'importe quel endroit de la bibliothèque.
Hauteur des glaces : 53,5 cm.
Hauteur du système complet (glaces + traverses) : 72 cm.



Juxtaposition de modèles "profilé alu".
Larg. 94 — Larg. 78 — Larg. 94



Bureau en "profilé alu"

Elégant bureau mis au point pour s'intégrer dans les ensembles contemporains et dans n'importe quel intérieur moderne.
Description :
Ossature en aluminium anodisé brossé.
Dessus en aggloméré stratifié blanc de 19 mm d'épaisseur, 4 chants replaqués Chêne.
Bloc tiroir en profilé alu, avec panneaux de remplissage en aggloméré stratifié blanc deux faces de 8 et 16 mm d'épaisseur.
Deux tiroirs de 50 x 38,5 x 12, face avant replaquée stratifié blanc.
Haut. 73 cm — Larg. 60 cm — Long. 130 cm
Bloc-tiroirs : long. 55 cm — Haut. 42 cm
Tiroirs : long. 50 cm — Larg. 40 cm — Haut. 12 cm

DEPARTEMENT SUR MESURE

De nombreux bois.
Devis gratuit rapide.
Délais d'exécution respectés.
Possibilités de grandes installations ultra-rapides avec nos modèles standard et de série.

Ht. 225 cm
L. 340 cm

Une réalisation de notre département sur mesure. (au centre : une niche pour la télévision).

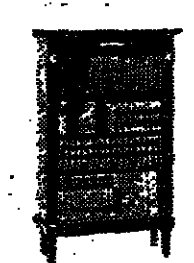
MEUBLES DE STYLE



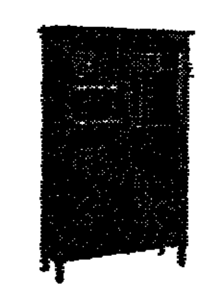
REGENCE Ht. 180 - Larg. 100 - Prof. 33 (existe également en secrétaire)



LOUIS XVI Ht. 140 - Larg. 78 - Prof. 32,5



DIRECTOIRE Ht. 140 - Larg. 82 - Prof. 36



VITRINE LOUIS XVI Ht. 178 - Larg. 107,5 - Prof. 38

VISITEZ NOS EXPOSITIONS

ouvertes tous les jours même le samedi de 9 h à 19 h — *FERMÉ LE LUNDI MATIN — **FERMÉ LE LUNDI

FRANCE

EN MONTPARNASSE
61, rue Froidevaux - 75014 PARIS
Métro : Denfert-Rochereau - Gaîté, Raspail, Edgar-Quinet
Autobus : 28 - 38 - 58 - 68

AMIENS - 3, RUE DES CHAUDRONNIERS*
BORDEAUX - 10, RUE BOUFFARD
CLERMONT-FERRAND - 22, RUE G. CLEMENCEAU
GRENOBLE - 88, RUE SAINT-LAURENT*
LILLE - 88, RUE ESQUERMOISE*
LYON - 6, RUE DE LA REPUBLIQUE
MARSEILLE - 109, RUE PARADIS*
MONTPELLIER - 8, RUE SERANE*
NANTES - 9, RUE J.-J. ROUSSEAU
NICE - 8, RUE DE LA BOUCHERIE (Vieille ville)*
RENNES - 18, QUAI EMILE-ZOLA (près du musée)**
STRASBOURG - 17, AV. DU GAL DE GAULLE (esplanade)*
TOULOUSE - 2 ET 3, QUAI DE LA DAURADE

ETRANGER

BELGIQUE - BRUXELLES 1000 54, RUE DU MIDI
LIEGE 4000 47, BD D'AVROY
PAYS-BAS - BUSSUM 3 SLOCHTERENLAAN, P.O. BOX 478
PORTUGAL - FARO RUA DO ALPORTEL, 55 B
CANADA - MONTREAL 357 E - P.Q. 10.485 BD SAINT-LAURENT

INSTALLEZ-VOUS... VOUS-MÊME ULTRA-RAPIDEMENT ET CHIFFREZ VOTRE DÉPENSE...

100 COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE AVEC NOS MEUBLES STANDARD

JUXTAPOSITIONS, SUPERPOSITIONS, PAR SIMPLE POSE, SANS AUCUNE FIXATION.

CATASTROPHES

Le séisme de Turquie : près de trois mille morts

De notre correspondant

Ankara. — Le nombre des victimes du séisme du samedi 6 septembre, qui a particulièrement ravagé la petite ville de Lice (à une centaine de kilomètres au nord-est de Diyarbakir) et ses environs, dépasserait d'ores et déjà 2 600 morts. Certains avancent même le chiffre de 2 900. Rien qu'à Lice, on a retiré des décombres plus de 900 corps.

Deux mille soldats sont arrivés pour participer activement aux travaux de déblaiement. Il s'agit d'une course contre la montre puisque, plus de quarante-huit heures après le tremblement, on aurait retrouvé vivants un enfant et deux vieillards.

Le cimetière de Lice s'étant révélé trop petit, on s'affaire, à l'aide d'engins de terrassement, à creuser des tombes nouvelles.

Les habitants de Lice se plaignent de la lenteur des travaux de déblaiement qui pourrait encore accroître le nombre des victimes. Ils font état aussi de l'insuffisance du ravitaillement, en eau et en vivres. Les convois d'aide arrivent de plus en plus nombreux, mais vivres et tentes sont aussitôt pillés par la population affamée et sans abris depuis trois nuits.

Afin d'éviter des épidémies, les sources d'eau ainsi que les corps en décomposition retirés des décombres sont désinfectés.

Le conseil des ministres turc s'est réuni ce 9 septembre sous la présidence du chef de l'Etat, M. Koruturk, afin d'arrêter les mesures à prendre en faveur des sinistrés avant la venue de l'hiver. Cette saison est, en effet, particulièrement dure dans cette région montagneuse de l'Anatolie-Orientale. D'autre part, un représentant de la Ligue internationale, regroupant notamment la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge, se trouve dans la capitale turque afin d'organiser l'acheminement de l'aide offerte par les organismes internationaux. De même, plusieurs comités d'aide aux victimes du séisme se constituent dans les principales villes turques.

Cependant, Lice, qui était jusqu'à samedi une ville paisible de dix mille habitants juchée sur le mont Siro, n'est plus. Sur deux mille maisons, mille cent sont complètement effondrées et le reste est difficilement habitable. L'exode a commencé. On saura dans les jours qui viennent si le gouvernement décide de reconstruire Lice dans la plaine ou abandonne cette idée pour édifier un nouveau centre destiné à accueillir les rescapés.

ARTUN UNSAL.

● *L'ambassade de Turquie à Paris* communique : les régions touchées par le séisme se trouvent en dehors des zones touristiques. De ce fait, les touristes n'ont pas été atteints et n'ont subi aucun dommage.

● *Le Secours populaire français* a ouvert une souscription en faveur des sinistrés turcs et a pris ses dispositions pour leur faire parvenir vêtements, médicaments, etc. Envoyer les fonds à Secours populaire français, 9, rue Froissard, 75003 Paris, C.C.P. Paris 654-37.

● *Le Centre français de protection de l'enfance*, 97, boulevard Berthier, 75017 Paris, C.C.P. Paris 6 409 47 (pour les *enfants turcs*), recueille les dons qui seront rapidement envoyés aux enfants victimes du tremblement de terre de Turquie.

SPORTS

LA DÉCISION DE RETRANSMETTRE EN DIRECT LES JEUX OLYMPIQUES DE MONTRÉAL EN EUROPE SERA PRISE LE 15 SEPTEMBRE.

M. Charles Curran, président de l'Union européenne de radiodiffusion (U.E.R.), et M. Michel Killanin, président du Comité international olympique (C.I.O.), sont convenus, le 8 septembre à Londres, de fixer au lundi 15 septembre la date limite pour trouver un accord financier en vue de la retransmission des Jeux olympiques de Montréal.

Cet accord concerne tous les pays sauf l'Amérique du Nord, qui a accepté d'acquitter un droit de 110 millions de francs.

EQUITATION. — *Le concours hippique national du Vaudreuil (Eure) a eu lieu les 6 et 7 septembre sous le double signe de l'amitié et du souvenir. C'est en effet dans la propriété de Michel Raoul Duval, champion de France de concours hippique en 1966 et 1967, mort accidentellement à trente-quatre ans le 29 décembre 1974, qu'ont eu lieu en particulier la finale du championnat de Normandie des cavaliers remportée par Daniel Constant en selle sur la jument* Caronade, *et le grand prix Michel-Raoul-Duval, épreuve en deux manches qui a consacré la victoire du cheval olympique* Quo Vadis B *monté par le Normand Marc Houssin devant les jeunes nordistes Laurent Persyn et Laurent Hazebroucq.*

JUSTICE

Présenté comme un agent ennemi sous l'occupat

Un professeur demande le retrait de la vente du livre « Roger Wybot et la bataille pour la D.S.T

Me Pierre Doublet s'est présenté le lundi 8 septembre devant M. Pacquetet, vice-président du tribunal de Paris, pour demander en référé au nom de M. Maurice Martineau, actuellement professeur à Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence), le retrait de la vente du livre « Roger Wybot et la bataille pour la D.S.T. », de M. Philippe Bernert, édité par les Presses de la Cité, en vue de la suppression de certains passages concernant son client.

Il y est écrit, en effet, que M. Martineau, présenté comme agent ennemi sous l'occupation, aurait été condamné à mort après la libération et fusillé. Or M. Martineau assure qu'ayant été chargé, en octobre 1940, en sa qualité d'officier — sorti de Saint-Cyr — de monter un réseau de contre-espionnage à Paris, arrêté par les Allemands le 15 novembre 1941, puis condamné à mort par un tribunal militaire allemand le 29 août 1942, il fut gracié, mais déporté en janvier 1944.

Appréhendé à son retour en France par la faute d'« accusations invraisemblables » (n'émanant pas d'ailleurs de M. Wybot), il devait être acquitté le 19 juin 1950 par l[e tri]bunal militaire de Paris. Ensuit[e] M. Martineau, il reprit sa c[arrière] dans l'armée, obtenant sa p[romo]tion au grade de commandant; [gra]vement blessé en Algérie, il fu[t] dégagé des cadres pour entre[r dans] l'enseignement.

Au nom des Presses de la [Cité,] Me Paul Bailly a rétorqué [que la] demande de M. Martineau éta[it] tardive, car elle aurait dû être [intro]duite, à son avis, dans un d[élai de] trois mois à compter de la d[ate de] la publication de l'ouvrage, [remon]tant au mois de mai dernier.

Il a ajouté enfin que, dans la [nouvelle édi]tion du livre, le passage menti[onnant] la fausse condamnation de M[. Mar]tineau à la libération et sa exécution avait été supprimé.

A la prison de Fleury-M

LES ÉDUCATEURS EN GRÈVE

Depuis le 3 septembre, les [éduca]teurs de la prison de Fleury-[Mérogis] (Essonne) sont en grève. Le [mouve]ment est suivi par douze de[s] éducateurs de l'administratio[n péni]tentiaire en poste dans cet é[tablisse]ment.

En réalité, leur statut leu[r inter]disant de recourir à la grève [propre]ment dite, les éducateurs s[ont pré]sents à Fleury-Mérogis, mai[s s'abs]tiennent de toute activité. [Reçus le] 5 septembre par M. Paul [...] directeur du centre pénitent[iaire de] Fleury-Mérogis, ils ont expo[sé à ce] dernier leurs revendicatio[ns qui] portent sur l'organisation d[u travail] et l'abondance excessive des [...]

FAITS DIVERS

● *Deux attentats à l'explosif ont été commis à Bastia (Corse)* dans la nuit du 7 au 8 septembre. Le premier s'est produit devant un bar ; les dégâts sont peu importants. Dans le second cas, un engin composé de deux bâtons de dynamite a été placé sur la plate-forme d'un camion appartenant à un entrepreneur de la ville, mais il n'a pas explosé. Selon les enquêteurs, ces deux attentats n'auraient pas de caractère politique.

● *Un chauffeur routier français incarcéré en Iran.* — Un chauffeur routier de vingt-trois ans, M. Yann Perret-Gentil, domicilié à Saint-Prix (Val-d'Oise), est emprisonné depuis plus de trois mois en Iran, à Sirjan, à 1 300 kilomètres au sud de Téhéran. Une caution de 300 000 F a été exigée par les autorités iraniennes pour sa mise en liberté.

Chargé d'une livraison dans une mine de cuivre située en pleine montagne, M. Perret, qui s'était perdu, aurait déchargé son véhicule sur le bord de la route, et la cargaison aurait été volée. Selon son avocat, Me Jacques Denis, du barreau de Paris, le routier français aurait été attaqué par une bande armée qui lui aurait dérobé sa marchandise.

● *La coopération judicia[ire en]tre la France et la R.F.A.* [...] gouvernement de la Rép[ublique] fédérale d'Allemagne a [adopté] jeudi 4 septembre, un pr[ojet de] loi pour faire entrer en [vigueur] le traité franco-allema[nd du] 24 octobre 1974 qui porte [sur la] coopération entre les deu[x pays] dans le domaine judicia[ire. Ce] traité, complément de la c[onven]tion européenne du 20 avr[il ...] est destiné à simplifier et [accé]lérer l'aide mutuelle en [cas de] délit concernant les deu[x pays.]

Ainsi, un délinquant re[...] France pourra être extr[adé en] R.F.A. pour confrontation [comme] témoin et y être maintenu [en pri]son. La coopération porte [égale]ment sur l'obligation [d'assis]tance d'un pays à l'autre [en cas] de délit justifiant une acti[on judi]ciaire dans l'un des pay[s alors] que dans l'autre il se règle [par] voie administrative. — (A

POLICE

Les policiers manifesteront le 18 septembre

(Suite de la première page.)

Première « innovation » de M. Michel Poniatowski, les opé-rations « coup de poing » — qui ...staient depuis longtemps de ...nière moins systématique — ...t d'abord séduit les fonction-...res qui y voyaient le moyen ... se recycler dans le véritable « service public ». Les servitudes ...elles entraînèrent, la minceur ...s résultats et la multiplication ...s incidents avec le public dé-...ragèrent pourtant bien vite ...rdiens de la paix et ins-...teurs. Les « bavures » et « erreurs » de certains services conduisirent, d'autre part, à douter de la valeur des conceptions ministérielles de la lutte contre la criminalité. Conceptions au demeurant toutes superficielles, les problèmes fondamentaux demeurant entiers : insuffisance des effectifs (cette année, le recrutement compense à peine les départs en retraite), pauvreté du matériel, conditions de vie et de travail jugées préjudiciables à la qualité du service.

Si les organisations confédérées (C.G.T., C.F.D.T.) n'ont jamais compté sur l'administration actuelle pour porter remède aux maux dont souffre la police, les syndicats autonomes ont cru pouvoir jouer la carte de la concertation. Une disposition étrangère au statut de la fonction publique, faisant d'eux les interlocuteurs exclusifs de l'administration au sein du comité technique paritaire, ils se félicitèrent de la réactivation de cet organisme, en janvier dernier, avant d'y consacrer de gros efforts. Une telle attitude supposait, pour ne pas décevoir la base, que des résultats notables en ressortent.

Mais à cet égard, le bilan de la première session du C.T.P. surprit désagréablement les policiers, dont la grande majorité — jeunes et ayant souvent combattu sur le front syndical dans le secteur privé avant de devenir policiers — ne croient plus guère aux vertus de la conciliation avec l'administration, attitude dans laquelle les confortent ceux — militants politiques, représentants socio-professionnels — qu'ils ont à combattre, parfois durement, dans les manifestations.

L'action qui va s'engager ne porte pas seulement sur des revendications matérielles, mais aussi sur les conditions d'emploi, notamment à la lueur des récents événements. Depuis le printemps et l'agitation dans le Midi, les fonctionnaires ont l'impression de plus en plus nette que la police est en train de reprendre, sans que la nécessité en apparaisse toujours, son visage des mauvais jours — celui de « l'après 68 » — et les déclarations belliqueuses du ministre de l'intérieur à l'égard de la C.G.T. et du parti communiste ne sont pas faites pour les rasséréner à la veille d'une rentrée sociale vraisemblablement difficile. Or, cette perspective s'ajoute au « traumatisme corse » né d'une aventure au cours de laquelle des hommes ont payé le double prix d'une politique inflexible de démonstration de force dont l'utilité restera toujours à démontrer et d'une surprenante impréparation qui aurait pu avoir des conséquences plus dramatiques encore...

On a, par exemple, acheminé à la hâte vers Bastia des compagnies républicaines de sécurité désorganisées, car, déduction faite des congés, des détachements sur les plages et de l' « épuration » des éléments corses, certaines unités partirent seulement avec la moitié de leur effectif ordinaire (lequel est déjà inférieur à l'effectif théorique), d'où quelques inévitables replâtrages des dispositifs improvisés sur place. Le matériel suivit tant bien que mal, encore que, dans la nuit du 28 août, une compagnie se soit retrouvée, face aux émeutiers en armes, avec des grenades lacrymogènes et offensives dépourvues de bouchons allumeurs — ils étaient restés au cantonnement, sur le continent — donc rigoureusement inutilisables. Certaines scènes de cette nuit-là ont rappelé celles qu'avait vécues la police parisienne le 21 juin 1973 aux abords de la Mutualité, face aux troupes d'Alain Krivine. L'infériorité technologique des C.R.S. face aux manifestants était patente. Quand bien même l'ordre de riposte ne se serait pas longtemps fait attendre, qu'auraient-elles pu faire de leurs mousquetons de calibre 7,12 — modèle 1892 modifié 1917 — ordinairement utilisés comme matraques et à peu près inaptes à toute autre forme de service ?

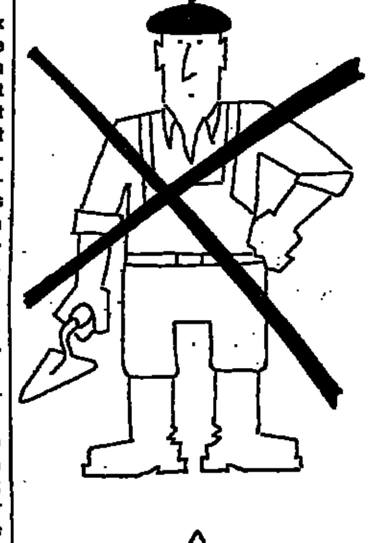
De toute façon, sous leur forme actuelle, les C.R.S. sont inadaptées à des missions de maintien de l'ordre comportant l'usage du feu : sait-on, par exemple — et c'était le cas à Bastia — que le gardien en opération ne se déplace jamais avec ses munitions (cinq balles par homme) et que, au cas où l'ordre de feu est donné, il doit aller les chercher dans son car, au prix de risques considérables ? Mais faut-il pour autant, ainsi que l'ont demandé certains au vu de la malheureuse expérience corse, doter des unités civiles de matériel lourd et donner ainsi naissance à une force de manœuvre paramilitaire prête à toutes les aventures ? Ou bien, doit-on plutôt, comme l'a suggéré M. Roger Cousin, secrétaire général du Syndicat national indépendant et professionnel des C.R.S., laisser les choses en l'état et substituer aux C.R.S. les gendarmes mobiles — des militaires équipés du matériel approprié — lorsque la situation se dégrade ?

Plus lourd de conséquences, bien que passé dans l'indifférence, apparaît l'envoi en Corse des tireurs d'élite de la préfecture de police et d'autres brigades de province. Les remous nés de l'utilisation en maintien de l'ordre d'unités de police judiciaire ne sont pas encore apaisés au quai des Orfèvres. L'arrivée de l'ordre du ministre de l'intérieur, après les événements d'Aléria, a soulevé un tollé chez les intéressés, d'autant que la hiérarchie se gardait de préciser si l'expédition avait lieu au titre de la brigade antigang ou de la brigade anticommando. Or, si les deux unités sont à peu près composées des mêmes hommes, leurs statuts sont bien différents : la première a une existence officielle, permanente et des prérogatives administrativement définies qui n'incluent pas le maintien de l'ordre ; la seconde ne se forme qu'à l'occasion d'opérations ponctuelles — prises d'otages, détournements d'avions, etc. — grâce au concours de volontaires disposant d'armes de précision pour tenter de neutraliser les malfaiteurs.

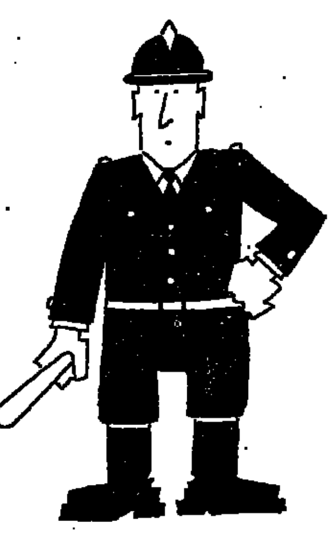
Personne, dans ceux qui ordonnaient la manœuvre, ne s'était apparemment soucié de savoir si une différence de nature existait entre une intervention contre un malfaiteur menaçant des personnes dans une banque et contre un manifestant, fût-il armé. Les inspecteurs parisiens, eux, s'en étonnèrent. Et il fallut de longues tractations — et le recours, par l'administration, à des arguments parfois douteux faisant appel tant à leur virilité qu'à la nécessité d'effacer les « bavures » récentes — avant qu'ils acceptent la mission... sur réquisition en bonne et due forme. A Bastia, on ne les fit d'ailleurs pas intervenir. Mais aujourd'hui, les tireurs d'élite parisiens se demandent si un jour on ne cherchera pas à les utiliser au quartier Latin...

JAMES SARAZIN.









(Dessin de KONK.)

...s deux malfaiteurs de l'avenue de Breteuil ...aient minutieusement préparé leur agression

Les deux malfaiteurs qui s'étaient retranchés lundi 8 septembre ...rs 12 h. 30 dans une succursale du Crédit industriel et commer-...l, 88, avenue de Breteuil à Paris (7e), retenant en otage sept per-...nes (nos dernières éditions), ont réussi à prendre la fuite et à ...happer à la police en emportant la rançon d'une valeur de 6 mil-...ns de francs, en devises françaises et étrangères — versée par le ...I.C. — qu'ils avaient exigé pour libérer leurs otages.

...A 22 h. 12, après de longues négo-...tions, les deux hommes, masqués, ...més, l'un d'un pistolet mitrailleur, ...tre d'un fusil de chasse à canon ...é, avaient quitté l'établissement ...ncaire, à bord d'une voiture Peu-...ot 504 blanche mise à leur dispo-...on par la police.

...Emmenant avec eux trois des sept ...ges — trois femmes les mains ...achées, — les deux hommes par-...rent très vite à semer les véhicules ... police lancés à leur poursuite ...ns les rues de Paris, et ensuite ...échapper aux recherches. A ... heures, en effet, les policiers ...rouvaient la Peugeot 504 blanche ...andonnée par les deux gangsters ...Lagille (18e), à proximité de la ...rte de Saint-Ouen. Les deux mal-...teurs avaient relâché l'une des ...ois otages, avant, semble-t-il, de ...enfuir à bord d'un véhicule « re-...ls », une Citroën CX métallisée ...'ils avaient pris la précaution de ...acer là.

A 23 h. 30, ce second véhicule ...ait retrouvé avenue du Maine (15e) ...vec, à l'intérieur, les deux dernières ...mmes prises en otages, enchaînées ...es aussi. Les deux malfaiteurs, ...x, avaient disparu, sans que l'on ...che avec précision s'ils avaient ...sé une nouvelle voiture relais, ...s'étaient enfuis à pied, ou même, ...mme l'a affirmé un témoin, s'ils ...ient emprunté un taxi.

... reste que les deux hommes ...ient, comme le démontre ce ...ouement, remarquablement pré-...é leur « affaire ». Contrairement ...e qui avait été affirmé au départ, ...amment par la police, il ne semble ..., en effet, que ce soit pour avoir ...anqué » un hold-up « classique » ...ès l'intervention presque immédiate des policiers, très nombreux lundi à 12 h 30 dans ce quartier de Paris en raison de l'arrivée du vice-président irakien, que les deux gangsters se soient résolus à utiliser des otages pour se tirer d'affaire. Plus vraisemblable apparaît la version selon laquelle les gangsters avaient envisagé toutes les hypothèses, y compris celle de la prise d'otages.

C'est ainsi que, après avoir tenté en vain à 12 h. 30 de se faire remettre les clefs du coffre-fort de la banque, et croyant à une intervention des policiers, ils n'hésitèrent pas à prendre en otages huit personnes, six employés de la banque et deux clients, puis à relâcher l'un de ces deux clients, un homme âgé, pour qu'il aille faire savoir leurs conditions aux policiers.

C'est ainsi que l'un des deux hommes, au cours d'une étonnante conversation téléphonique avec un journaliste de Radio-France, avait confirmé toutes ces conditions et indiqué leur détermination. C'est ainsi, enfin, qu'au cours de l'après-midi et de la soirée les deux malfaiteurs ne commirent, semble-t-il, pas une faute permettant une intervention de la police qui avait totalement bouclé le quartier, écartant des abords immédiats de la banque aussi bien les journalistes que les badauds. Jamais les hommes de la brigade antigang, dès 13 heures présents sur les lieux et porteurs du brassard rouge-orange, ne purent intervenir même au moment de la « sortie ». Les tireurs d'élite de la BAG ne confiaient-ils pas à leur patron, le commissaire divisionnaire Marcel Leclerc : « *Nous pouvions en avoir un à coup sûr. Mais jamais les deux.* »

QUELLE « CATÉGORIE » ?

Nulle prise d'otage n'est excusable, nul motif prétendument noble ne peut être allégué pour réduire la liberté et menacer la vie de quiconque. Pas plus qu'il n'est justifiable, s'il s'agit d'un conflit contre un Etat, de s'emparer d'une personne étrangère à ce conflit pour en faire l'objet d'un chantage contre cet Etat.

De sorte qu'on ne voit pas quelle différence de nature pourrait exister entre la prise d'otages de l'avenue de Breteuil, la séquestration de Mme Claustre au Tchad ou les détournements d'avions.

Mais de cette évidence, le ministre de l'intérieur, qui ne cherche plus, au contraire, à cacher son goût pour les actions de force, en déduit, pour ce qui concerne les principes, des conclusions générales hâtives, faussement argumentées, donc dangereuses.

A Nice, lundi 8 septembre, il a, en personne, fait montre de sa satisfaction aux deux policiers qui avaient courageusement pris la place des deux otages. Double satisfaction : les otages libérés, leur ravisseur a été tué et il a été ainsi soustrait à ses juges naturels. Mais la mort de Guy-Patrick Tchalian n'aura, pour l'exemple, hélas ! servi à rien. A la prise d'otages de Nice aura succédé immédiatement celle de l'avenue de Breteuil. Il reste que la première aura suscité un discours qui ne contient pas, tant s'en faut, que de l'irréfutable.

Car de qui veut parler le ministre d'Etat pour appeler la vergne de l'opinion sur « cette catégorie de la population d'où émanent les trois quarts de la criminalité » ? Certains officiels déjà ont dû se demander le sens de cette phrase, puisque, curieusement, elle est omise dans le résumé fait par la préfecture des Alpes-Maritimes du discours de Nice dont elle faisait partie.

Cependant, on voudrait croire que de telles affirmations, émanant d'un successeur de M. Marcellin, sont appuyées sur des sources inattaquables. Il n'en existe qu'une seule : le compte général de la justice qui, annuellement, fait le point des condamnations prononcées. De cet unique texte peut, en effet, ressortir la certitude légale que tel fait délictueux doit être imputé à telle personne et à elle seule ; et, de l'addition des chiffres obtenus, la mise en cause — ambiguë — de certaines « catégories de population ».

Hors de cette limite, pourtant si fragile déjà, les accusations portées par le ministre sont à relier avec le « vagabond pillard » du dix-neuvième siècle, si ce n'est « le juif voleur et sournois », le gitan, le tzigane ; toutes affirmations dont on a trop vu à quelles atrocités elles conduisaient.

Des chiffres, il est vrai, paraissent donner en partie raison à M. Poniatowski. Mais que voit-on ? En 1971 (derniers chiffres officiels que confirment les premiers résultats définitifs de 1972), pour mille cent quatorze affaires jugées par les cours d'assises de la France métropolitaine, six cent six étaient des crimes contre les personnes, quatre cent soixante-cinq contre les biens. Dans ces deux catégories, ouvriers, manœuvres et « non-actifs » représentaient plus de 70 % des coupables avérés. En matière correctionnelle, c'est un pourcentage supérieur qui apparaît, y compris les petits employés. N'y a-t-il pas une autre conclusion à tirer de ces chiffres que le « sus aux pauvres » qui paraît sortir de la bouche du ministre ?

PHILIPPE BOUCHER.

COMMISSAIRES ET INSPECTEURS FAVORABLES A LA JOURNÉE D'ACTION

L'intersyndicale de la police nationale (qui groupe le Syndicat des commissaires de police, le Syndicat national autonome des policiers en civil et la Fédération autonome des syndicats de police) s'est réunie ce mardi 9 septembre. Les participants ont constaté que les perspectives budgétaires « *ne permettront pas d'améliorer valablement le fonctionnement des services, les moyens, les effectifs et la situation matérielle des fonctionnaires de police* ».

Chacune des organisations constitutives de l'intersyndicale « *a fait connaître sa déception et son mécontentement, ainsi que son intention d'organiser dans les semaines à venir des journées d'action dont la première, mise au point que la Fédération autonome des syndicats de police, aura lieu le 18 septembre* ».

« Un contrôle plus étroit sera fait sur les catégories de la population d'où émanent les trois quarts de la criminalité »

déclare à Nice M. Michel Poniatowski

« *Le rôle de la police est de protéger chaque Française et chaque Français dans sa vie, sa sécurité et ses biens. C'est une priorité absolue. Je ferai tout mon possible pour que cette mission soit assurée* », a déclaré, le 8 septembre, à Nice (*le Monde* du 9 septembre), M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, en remettant la médaille d'or pour acte de courage et de dévouement aux deux policiers qui ont accepté de servir d'otages lors du siège du Crédit lyonnais de la ville, le 2 septembre.

« *Depuis un an*, a ajouté le ministre, *des mesures sévères ont été adoptées contre la grande criminalité. Les statistiques qui seront prochainement publiées par la police judiciaire montreront que sa progression est cassée. Mais une action renforcée va être engagée contre la moyenne criminalité et la délinquance qui, elles, continuent à progresser. Nous mettrons en œuvre de nouveaux moyens juridiques et, par exemple, j'entends que toute personne porteuse illégalement d'armes ou d'explosifs soit automatiquement condamnée à deux ans. De même, un contrôle plus étoffé et plus étroit sera fait sur ces catégories de la population d'où émanent les trois quarts de la criminalité française.* »

Ayant annoncé une augmentation du budget de la police pour 1976 de 19 % — supérieure à celle de l'ensemble des dépenses de la nation (*le Monde* daté 20-21 juillet). — M. Poniatowski s'est une nouvelle fois élevé contre les « *critiques malsonnantes* » entourant l'action de la police, et principalement après la mort de l'auteur de la prise d'otages de Nice, le gangster Guy Tchalian. « *La loi autorise le tir par la police chaque fois qu'un policier est en légitime défense ou protège une personne menacée dans sa vie*, a-t-il dit. *Ce tir doit intervenir chaque fois qu'il n'existe pas de danger pour un innocent et que les conditions légales sont réunies.* »

● *M. Dominique Gallet*, secrétaire politique du Front progressiste : « *Depuis quelques mois se développe en France un climat de désordre public, d'insécurité et de violence qui pourrait être évité. (...) Incapacité ou politique consciente ? Nous sommes en droit d'être inquiets et de nous demander vers quel objectif convergent ces atteintes permanentes à l'ordre public et cette attitude gouvernementale troublante. Tous les démocrates doivent être vigilants et ne pas tomber dans le piège qui est peut-être tendu au peuple français pour justifier le passage à un Etat autoritaire.* »

L'U.D.R. ET L'ABUS DE POUVOIR... OUBLIÉ

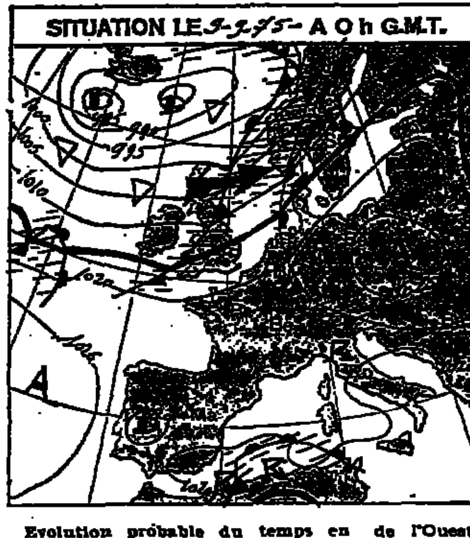
Le bureau exécutif de l'U.D.R. a, au cours de sa dernière réunion (*le Monde* du 5 septembre) regretté qu'aucune réaction officielle n'ait suivi la demande, par un syndicat de C.R.S., du retrait de ces unités de Corse lors des récents événements, alors qu'en 1961, dans des circonstances similaires, un dirigeant syndical parisien, M. François Rouve, secrétaire général de la Fédération syndicale des personnels de la préfecture de police, avait été révoqué.

Prenant connaissance de ces déclarations, le conseil d'administration de la Fédération autonome des syndicats de police, dont fait partie l'organisation incriminée, le Syndicat national indépendant et professionnel des C.R.S. rappelle que « *le Conseil d'Etat, dans un arrêt en date du 25 mai 1966, a annulé la révocation prononcée à l'époque contre M. François Rouve par M. Roger Frey, ministre de l'intérieur, reconnaissant ainsi l'illégalité de cette mesure. En conséquence, les membres du conseil d'administration de la F.A.S.P. s'élèvent avec vigueur contre le fait que des représentants politiques de la République française se réfèrent à un « abus de pouvoir » caractérisé pour réclamer une sanction contre l'un de ses membres* ».

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9-9-75 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 10-9-75 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 9 septembre à 0 heure et le mercredi 10 septembre à 24 heures :

Le courant perturbé océanique qui circule entre l'anticyclone des Açores et les basses pressions d'Islande pénétrera sur la France.

Mercredi 10 septembre, une zone de temps couvert et pluvieux située le matin de la Bretagne au pas de Calais se décalera vers l'est au cours de la journée et s'étendra le soir de l'Aquitaine à la frontière belge, à travers le Limousin et le Bassin parisien. Ces pluies, parfois accompagnées d'orages l'après-midi et le soir, seront suivies par l'ouest d'un temps plus frais et variable, avec des éclaircies et quelques averses, qui gagnera progressivement nos régions de l'Ouest et du Nord-Ouest. Les vents, modérés dans l'intérieur, assez forts sur les côtes, souffleront du sud ou du sud-ouest durant les pluies, puis ils tourneront à l'ouest ou au nord-ouest après leur passage. Les températures seront en baisse.

Sur le reste du pays, après quelques brumes matinales, de belles éclaircies se produiront encore et les températures demeureront assez élevées, mais des nuages orageux se développeront et des orages sont à craindre, principalement du Midi méditerranéen au Morvan et au sud des Vosges. Les vents faibles, puis modérés, s'orienteront au secteur sud.

Mardi 9 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 019,3 millibars, soit 764,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Ajaccio, 26 et 14 degrés ; Biarritz, 22 et 16; Bordeaux, 25 et 13; Brest, 21 et 16 ; Caen, 23 et 11 ; Cherbourg, 22 et 12 ; Clermont-Ferrand, 23 et 11 ; Dijon, 23 et 10 ; Grenoble, 21 et 9 ; Lille, 23 et 11 ; Lyon, 20 et 11 ; Marseille, 26 et 16 ; Nancy, 22 et 8 ; Nantes, 25 et 11 ; Nice, 25 et 18 ; Paris-Le Bourget, 25 et 11 ; Pau, 24 et 13 ; Perpignan, 26 et 16 ; Rennes, 25 et 10 ; Strasbourg, 21 et 10 ; Tours, 25 et 10 ; Toulouse, 25 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 23 et 11 degrés ; Athènes, 32 et 24 ; Bonn, 23 et 11 ; Bruxelles, 23 et 12 ; Le Caire, 34 et 26 ; Iles Canaries, 26 et 21 ; Copenhague, 19 et 13 ; Genève, 21 et 10 ; Lisbonne, 24 et 15 ; Londres, 24 et 15 ; Madrid, 20 et 10 ; Moscou, 13 et 6 ; New-York, 25 et 22 ; Palma-de-Majorque, 27 et 17 ; Rome, 26 et 18 ; Stockholm, 18 et 10 ; Téhéran, 34 et 30.

● *La météo par téléphone.* — En composant le numéro téléphonique 862-39-35, les habitants de la Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise et du nord de la Seine-et-Marne obtiendront des renseignements sur les prévisions de la météorologie nationale pour leur région grâce à un répondeur automatique installé à Roissy-en-France (Val-d'Oise).

Journal officiel

Sont publiées au *Journal officiel* du 9 septembre 1975 :
DES LISTES

● Des élèves ayant obtenu en 1975 le diplôme d'ingénieur de l'Ecole centrale de Lyon ;

● Des élèves ayant obtenu en 1975 le diplôme d'ingénieur des arts et manufactures ;

● Des élèves ayant obtenu le diplôme de fin d'études de l'Ecole de haut enseignement commercial pour les jeunes filles (H.E.C.J.F.) (promotion 1975) ;

● D'admission en 1975 à l'Ecole des affaires de Paris ;

● Des élèves de l'Ecole française de radio-électricité et d'électronique ayant obtenu en juillet 1975 le diplôme d'ingénieur de cet établissement.

Avis de concours

● *A l'Assistance publique de Paris*, un concours pour le recrutement de dix-neuf magasiniers aura lieu le 14 octobre prochain. Renseignements et inscriptions (jusqu'au 19 septembre) à la direction du personnel, service du recrutement et de la gestion du personnel, bureau R.G. 3, 4, rue Saint-Martin, 75100 Paris R.P.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 247

HORIZONTALEMENT

I. Son art était vivant. — II. Ce sont ses vertus qu'on apprécie. — III. Ouvre la bouche pour ne rien dire ; Sujet de méditation. — IV. Passe à Chartres sans s'y arrêter ; Bien caché. — V. Fait trop souvent le prix ; D'un auxiliaire. — VI. Euphorbe. — VII. Prononcé par un Latin sur le point de se déplacer ; S'impose en vue d'une mise au point. — VIII. Genre de tourbe ; Note. — IX. N'est pas aimé ; Vidait une nef. — X. Article ; Peut être fort riche et ne pas prêter. — XI. Généralement sérieuses quand elles sont intéressantes.

VERTICALEMENT

1. On peut dire qu'après ça, il n'y a plus d'enfants ! Préposition. — 2. Manque de docilité ; Pierre. — 3. Seuls semblent le désirer ceux qui ne l'ont jamais connue ; Fin de mode. — 4. Localite de France ; Demeura. — 5. Morceau de... violon ; Eloignerait d'une vallée de larmes. — 6. Grâce à lui, bien des gens ont pu se mettre d'accord ; Médecin ou philosophe ; Leur abus rend déraisonnable. — 7. Articulé ; Préposition ; Préfixe. — 8. Pur, dans un beau visage ; Sur l'Arroux. — 9. Fait occasionnellement la loi.

Solution du problème n° 1 246

Horizontalement

I. Alep ; Pâte. — II. Nature ; OV. — III. NB ; Résine. — IV. Eon ; Nenni ! — V. Udine ; El. — VI. LR ; Gê ; Râ. — VII. Elsa ; Un. — VIII. Taro ; Rixe. — IX. Iago ; As. — X. Isère. — XI. Sot ; Réels.

Verticalement

1. Anne ; Loties. — 2. Labour ; Aa. — 3. Et ; ND ; Ergot. — 4. Pur ; Igloo. — 5. Rennes ; Ir. — 6. Pesée ; Arase. — 7. In ; Isée. — 8. Tonneaux ; RL. — 9. Eveil ; Névés.

GUY BROUTY.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P 4 207 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)
90 F 160 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 530 F

ETRANGER par messageries
I — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 307 F 400 F

II. — TUNISIE
125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

CARNET

Naissances

— Marie-Christine et Thierry Poincelin ont la joie d'annoncer la naissance de Hugues le 31 juillet 1975.

— Christiane et Jean Bisson ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille, Véronique, le 4 septembre 1975.
4, rue Simonet,
78300 Poissy.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Gavin, fils du général et de Mme H.B. Coxen, et de Kantharavynn-Françoise, fille de feu S.E. Ng Karet et de Mme, née Schneider,
Polperro Cornouailles.
Paris.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de M. Daniel Schmidt avec Mlle Marcelle Gindre qui a été célébré dans l'intimité, au temple de l'Oratoire du Louvre, à Paris, le 17 juillet 1975.
3 bis, rue Emile-Duclaux,
Paris-15e ;
6, rue Léon-Vaudoyer,
Paris-7e.

— M. et Mme Antoine Saglier, Mme Helyett Guédon, Le docteur et Mme Jean Guédon, ont le plaisir de faire part du mariage de leurs enfants, Isabelle et Alain, célébré le 14 août 1975 dans l'intimité.
8, rue Mignard,
75016 Paris ;
4, quai de Stalingrad,
92100 Boulogne ;
16, rue Lecourbe,
75015 Paris.

Décès

Georges DUPOIZAT

Mme Georges Dupoizat,
M. et Mme Michel Dupoizat et leur fille,
Le docteur et Mme Bruno Dupoizat et leurs enfants,
M. Jean-Louis Dupoizat,
Mlle Chantal Dupoizat,
Le docteur et Mme Jack Voarick et leur fils,
Et toute la famille,
ont la très grande douleur de faire part du décès de
M. Georges DUPOIZAT,
préfet honoraire,
colonel honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la Résistance,
commandeur des Palmes académiques,
commandeur du Mérite agricole,
survenu, à Bourg-en-Bresse, le 8 septembre 1975.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 septembre, à 10 heures, en l'église Notre-Dame à Bourg-en-Bresse.

L'inhumation aura lieu à Saint-Forgeux (Rhône) dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.
9, rue du Docteur-Roux,
01000 Bourg-en-Bresse.

[Né en 1909 à Lyon, licencié en droit, diplômé d'arabe dialectal, M. Dupoizat fut tout d'abord officier des affaires indigènes au Maroc. Entré en 1943 au ministère de l'intérieur, il fut nommé l'année suivante sous-préfet de Nantua (Ain). Il est alors condamné à mort par les Allemands et révoqué par le gouvernement de Vichy en raison de sa participation à la Résistance.

Réintégré dans ses fonctions à la Libération, il est nommé, en 1945, sous-préfet de Saint-Nazaire, et ensuite de Montbrison et de Roanne. Préfet de Belfort en 1949, M. Dupoizat est nommé, en 1953, secrétaire général du gouvernement tunisien sous le régime du protectorat, puis intérimaire de la présidence du conseil des ministres de ce gouvernement. En 1956, il devient préfet de Tlemcen (Algérie), et en 1961 préfet de l'Ain. Il devait occuper ce poste jusqu'en 1973.]

Émile KOHN-ABREST

On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 3 septembre 1975 à Paris, de
M. Emile KOHN-ABREST,
officier de la Légion d'honneur,
ancien directeur du laboratoire de toxicologie de la préfecture de police,
expert près la cour d'appel.
42, rue de Bourgogne,
75007 Paris.

[Né à Paris le 9 mars 1880, M. Emile Kohn-Abrest fait ses études à l'Institut chimique de Nancy et entre, en 1903, au laboratoire de toxicologie de la préfecture de police, qu'il dirigera de 1913 à 1948. En 1911, il devient expert chimiste et toxicologue près le tribunal de la Seine, et, en 1929, membre titulaire du conseil supérieur de l'hygiène publique. De 1919 à 1941, il est chargé de cours à l'Institut de médecine légale, et de 1924 à 1954, à l'Institut d'hygiène de la faculté de médecine de Paris. Auteur notamment d'un « Précis de toxicologie », il s'illustra surtout par près de quatre mille rapports d'expertise, dont certains à l'occasion d'événements restés célèbres, comme les « affaires » Stavisky ou Prince.]

— Mme Alice Benveniste, son épouse,
Gérard et Laurence Benveniste,
Colette Piault, ses enfants,
Anne et Jean-Pierre Jolivel,
Fabienne et Hélène Benveniste,
Fabrice et Agnès Piault, ses petits-enfants,
ont la tristesse d'annoncer le décès de
M. Maurice BENVENISTE,
survenu le 5 septembre 1975.
Les obsèques, selon ses vœux, ont eu lieu dans la stricte intimité de ses enfants et petits-enfants.
1 bis, boulevard de la Saussaye,
92200 Neuilly.

— L'administrateur général des affaires maritimes Robert Bolopion,
Mlle Alice Berney,
Leurs enfants, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Aurore BOLOPION,
née Berney,
survenu accidentellement le mercredi 27 août 1975.
La date des obsèques sera fixée ultérieurement.

— Versailles, Lyon, Paris.
M. et Mme J. Henry et leur fille,
Mme H. Rochas, ses enfants et petits-enfants,
Les familles Guillot, Lescadron, Bureau, Bouvet, parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Victor BOSQUETTE,
survenu à Paris dans sa quatre-vingt-seizième année, le 4 juillet, muni des sacrements de l'Eglise.
Un service sera célébré à son intention le 13 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Merry, Paris-4e.

— Mme André Brunel, son épouse,
M. et Mme Philippe Brunel,
M. et Mme Dominique Brunel et leur fille,
ses enfants et sa petite-fille,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur André BRUNEL,
professeur à l'U.E.R. de stomatologie et de chirurgie maxillo-faciale de la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu le 4 septembre, dans sa cinquante-quatrième année.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité en l'église de Coincy-l'Abbaye (Aisne).
182, rue de Rivoli,
75001 Paris.

— M. et Mme Philippe Gauler-Raymond et leurs enfants, Nathalie, Marie et Pauline,
ont la douleur de faire part du décès de leur fils et frère,
Martin,
survenu le 3 septembre dernier dans sa quatorzième année.
Les obsèques ont eu lieu le 9 septembre, à 11 heures, à Saint-Nom-la-Bretèche.
30, route de Saint-Germain,
78571 Saint-Nom-la-Bretèche.

— Tours.
On annonce le décès de
M. Michel GEORGINADI,
survenu à Tours (Indre-et-Loire) le 4 septembre 1975, dans sa soixante-dix-septième année.
Les obsèques ont eu lieu le 8 septembre en la cathédrale Saint-Alexandre-Nevski, rue Daru, à Paris.
Paris.
De la part de :
Mme Georginadi, son épouse,
M. Michel Georginadi,
M. Serge Georginadi,
ses fils.
17, rue de la Paix,
Tours (Indre-et-Loire).

— On nous prie d'annoncer la mort de
Guillaume LE FLOC'H,
agrégé de l'Université,
inspecteur d'académie honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenue à Pont-Croix le 5 septembre 1975.
De la part de Mme Guillaume Le Floc'h et de ses enfants.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
6, rue des Boucheries,
29122 Pont-Croix.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Roger LE ROUX,
ingénieur honoraire S.N.C.F.,
survenu à Suresnes, le 28 août 1975, dans sa soixante-treizième année.
L'incinération et l'inhumation ont eu lieu le mercredi 3 septembre au colombarium du cimetière du Père-Lachaise.

— M. et Mme Jean-Pierre Marsault,
M. et Mme Claude Marsault,
M. et Mme Pierre Landon,
Et ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. André MARSAULT,
directeur honoraire des P. et T. du Loir-et-Cher.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le lundi 8 septembre, en la chapelle des Grouets
« Les Gaudinières », les Grouets,
41000 Blois.

— M. J.-A. Paris, son exécuteur testamentaire, a le profond regret de faire part du décès, survenu à Bangkok le 2 août 1975, de
M. Pierre-Michel MURIEL
La messe de funérailles a été célébrée en l'église Saint-Louis, le 9 août, suivie de l'inhumation au cimetière catholique de Silom, à Bangkok (Thaïlande).
Priez pour lui !
J.-A. Paris,
G.P.O. 2571 Bangkok.

— Le directeur, les professeurs, les étudiants et le personnel de l'Institut d'études politiques de Lyon et de l'U.E.R. d'histoire et géographie, ont le regret de faire part du décès de
M. Samuel M. OSGOOD,
professeur associé
à l'université Lyon-II,
survenu à Kent (U.S.A.).
335, Miller Avenue,
Kent (Ohio) 44240.

— Mme Raymond Picard, son épouse,
Marion, Marielle et Blaise, ses enfants,
Et toute leur famille,
ont la très grande douleur d'annoncer que
Raymond PICARD,
professeur à la Sorbonne,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,
est décédé le 5 septembre, à l'âge de cinquante-huit ans, à la suite d'une cruelle maladie.
La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 10 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris-5e.
Cet avis tient lieu de faire-part.
15, avenue Arouet,
92330 Sceaux.

— Mme Roger Plicque, son épouse,
M. Jean-Louis Plicque, et
M. et Mme Jacques Touron, ses enfants,
Béatrice, Florence et Stéphane Touron, ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Roger PLICQUE,
survenu le 30 août, à Paris, à l'âge de soixante-six ans.
La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église de Villenoy (Seine-et-Marne) dans l'intimité familiale, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.
Un service religieux sera célébré le vendredi 12 septembre, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, Paris-16e.
12, rue Léonce-Reynaud,
75016 Paris ;
56, avenue Paul-Doumer,
75016 Paris ;
35, boulevard Murat,
75016 Paris.

— M. Jacques Rouvière, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de c[assation], Olivier, Catherine, Ma[...] Noëlle et Christophe,
M. et Mme Jacques Raimbault,
Mme Jean Rouvière,
Mme Jules Colmant et ses enfa[nts],
M. et Mme Etienne Bleys et le[urs] enfants,
M. l'abbé Philippe Raimbault,
M. et Mme Jean-Paul Raimb[ault] et leurs enfants,
M. et Mme Guy Martin et l[eurs] enfants,
M. et Mme Jacques Dufaux [et] leurs enfants,
M. et Mme François Rouvière [et] leurs enfants,
M. et Mme Gabriel Hardy et l[eurs] enfants,
ont la douleur de faire part [du] décès de
Mme Jacques ROUVIERE,
née Jacqueline Raimbault,
leur épouse, mère, fille, belle-sœur, belle-sœur et tante,
survenu le 8 septembre 1975 à [l'âge] de trente-huit ans.
La cérémonie religieuse sera [célé]brée le mercredi 10 septemb[re], 10 h. 30 précises, en l'église S[aint-]Jacques du Haut-Pas, 252, rue S[aint-]Jacques, Paris-5e, suivie de l'i[nhu]mation au cimetière de Chouzy [(Loir-et-]Cher) 41.
Cet avis tient lieu de faire-[part].
84, boulevard Arago,
75013 Paris.
24, rue Saint-Pierre,
92200 Neuilly-sur-Seine.
8, rue des Ursulines,
75005 Paris.

— M. et Mme Jean Stoetzel, nous prient d'annoncer la mort [acci]dentelle survenue le 1er septem[bre de] Antoine STOETZEL,
ancien élève de l'Ecole polytechn[ique],
diplômé de l'Institut d'études politiques de Par[is],
diplômé de la Harvard Business Schoo[l],
maître-assistant à l'université de Paris-Sorbon[ne].
S'associent à cette annonce :
Sa grand-mère, Mme Sabatie[r],
Ses oncles et tantes Stoetzel, [...]
aler, Berty et leurs enfants et [petits-]enfants.
Le service religieux et l'inhum[ation] ont eu lieu le samedi 6 septe[mbre] à Saint-Aubin-sur-Yonne, dan[s l'in]timité de la famille et du villa[ge].

— Les administrateurs, la dir[ection] et le personnel de l'Institut fr[ançais] d'opinion publique, ont la tristesse de faire part [de la] disparition d'
Antoine STOETZEL,
survenue le 1er septembre 197[5 dans] un accident d'avion.

[Né en 1942, Antoine Stoetzel [avait] poursuivi après l'Ecole polytechniq[ue des] études aux Etats-Unis au cont[act des] mathématiciens et de politicolog[ues re]nommés. Co-éditeur avec deux [profes]seurs américains d'un ouvrage p[aru en] 1973 sous le titre « Mathematical A[pproa]ches to Politics », il allait dépose[r dans] les jours qui viennent le manuscrit [de sa] thèse de doctorat ès sciences. Il [apportait] dans ce travail une contribution n[ouvelle] à l'étude des lois qui éclairent les c[ompor]tements politiques.]

— On nous prie d'annonc[er le] rappel à Dieu de
M. Bernard-Antoine YVA[N],
managing director de Crude Oil Trading S.[A.],
Joint director de Vitol Trading S.A.,
décédé, muni des sacremen[ts de] l'Eglise, le 26 août 1975, da[ns sa] trente-neuvième année.
Les obsèques ont eu lieu [dans] l'intimité et l'inhumation [a été] effectuée dans le caveau de f[amille] à Saint-Rémy-de-Provence.
De la part de :
Mme Bernard-Antoine Yvan [et] ses enfants,
M. et Mme Henri Yvan et de[s] enfants,
Des familles Ducros, Alo[...], Jonchères, Monteilhet, Mirlo, [...]bure, Privat-Amos, de Roch[...] Teilloy.
13910 Maillane.

Annivers[aires]

— Il y a onze ans dispara[issait] Paule Tyta GABRIEL (Danielle dans la Résistanc[e]).
Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimé[e].

— La famille Devouassoux, membres de l'expédition Everest, l'Office de haute montagne Gé[rard] Devouassoux, l'école de ski [...] Compagnie des guides de Cham[onix] rappellent le souvenir de
Gérard DEVOUASSOUX
et des cinq sherpas,
disparus le 9 septembre 1974 lo[rs de] l'ascension de l'Everest.
Une messe sera célébrée à Ch[amo]nix, à 18 h. 30.

Me[sses]

— Un service religieux sera cé[lébré] le mardi 16 septembre, à 11 he[ures], en l'église Saint-Philippe-du-R[oule], pour le repos de l'âme de la duchesse de Levis Mirepoix, décédée à Léran (Ariège) le 8 [...] 1975, munie des sacrements [de] l'Eglise.

Remerciem[ents]

— La générale Henri Freyden[berg], dans l'impossibilité de répond[re à] toutes les marques de sympathie [qui] lui ont été témoignées lors du [décès] du général d'armée
Henri FREYDENBERG
prie toutes les personnes qui se [sont] associées à sa douleur de trouve[r ici] l'expression de ses vifs reme[rcie]ments.

Visites et conféren[ces]

MERCREDI 10 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PRO[ME]NADES. — Caisse nationale [des] monuments historiques. — 15 [h.], métro Abbesses : « Le village [de] Montmartre : du château [des] Brouillards au nouveau Bate[au-]Lavoir » (Mme Carcy). — 15 [h.], 62, rue Saint-Antoine : « Hôtel [de] Sully » (Mme Oswald). — 1[5 h.], 23, rue de Sévigné : « Paris, [ses] institutions, sa municipalité, [au] musée Carnavalet, dans les app[arte]ments de Mme de Sévigné » (M[me] Pennec).
15 h., 2, rue de Sévigné : « [Les] rénovations du Marais, hôtel Lam[oi]gnon, hôtel de Marle ». — 20 h., place de l'Hôtel-de-Ville : « [Les] hôtels illuminés du Marais » (A [tra]vers Paris). — 15 h., 12, rue Sai[nt-]Merri : « Itinéraire des ribaudes [des] anciennes Halles » (Mme Hager). 15 h., 6, place Paul-Painlevé : « [La] vie au Moyen-Age : le musée [de] Cluny » (Association française [des] arts).

RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

Le casque et le turban

Pas mauvais ce documentaire — dernier de la série, il est de Bernard Bouthier — sur la façon de commercer en triangle à Nantes, au Siècle des Lumières. Pacotille contre esclaves en Afrique, esclaves contre épices aux Antilles, épices contre ducats et ducats contre hôtels, dans l'île Feydeau au retour.

Bonne affaire. Les bénéfices, difficiles à évaluer, s'agissant de troc, se mesurent, compte tenu des pertes, à l'importance du bétail ainsi transporté à fond de cale : plus d'un million de têtes. Au rythme des trois-mâts et des goélettes, apparemment, on ne chômait pas.

Et joli sujet. Un peu ingrat. Gravures, documents, façades, costumes et meubles d'époque, on a beau les cadrer, les éclairer, les photographier en gros et en détail, on en a vite fait le tour. Une armoire à linge n'est jamais qu'une armoire, même si elle est d'acajou. Un figurant en livrée, un figurant, même s'il est d'ébène.

On a donc coupé, battu, mêlé ces plans fixes à des bouts d'interview ; un commissaire-priseur, visiblement gêné par les maquilleuses et les projecteurs, l'héritier à demi-ruiné et à moitié content d'une de ces grandes familles de « négociants » — « La France, ton café fout le camp... », — un noble historien, un historien noble si vous préférez ; un autre qui a pour dada non pas la traite des Noirs, mais celle des Blanches, ces filles de la campagne environnante, ces laveuses, ces fileuses, ces servantes, séduites et abandonnées sur les rives de la Loire. On les obligeait à des déclarations de grossesse dont on retrouve la trace sur les registres paroissiaux. Discrétion — pas inutile, pas neuve non plus — sur le bon usage des actes d'état civil, des ordinateurs, des mathématiques et de la loi des séries par les amis de MM. Le Goff ou Leroy-Ladurie.

Et rappel, il s'imposait, de la situation des travailleurs immigrés, ces esclaves des temps modernes. Elle ne s'est guère améliorée. Ils étaient domestiques et les voilà manœuvres. Ils versaient le chocolat dans des salons, ils hissent le ciment sur des chantiers. Et, à moins de considérer le passage du turban au casque comme un progrès, on ne peut guère se féliciter de leur sort. M. Polo, ce vieux monsieur amer, son arrière grand-père, un homme qui avait le goût du risque et le sens des responsabilités, un fier aventurier, a fait jadis fortune dans le trafic du bois d'ébène et du bois de rose — M. Polo ne nous le fait pas dire : où va l'argent aujourd'hui, hein ? aux promoteurs immobiliers et aux marchands de bestiaux... Triste époque ! Il y a hôtel et hôtel, cheptel et cheptel évidemment. Ne pas confondre.

CLAUDE SARRAUTE.

LES SYNDICATS EUROPÉENS SUR TF1

● Syndicats réformistes (ceux qui tendent à améliorer la condition ouvrière sans remettre en cause le capitalisme), syndicats révolutionnaires (dont les objectifs sociaux recoupent l'action politique), syndicalisme de l'Europe du Nord, syndicalismes français et italien : c'est sur cet axe que Gilles Martinet a bâti pour TF 1, en collaboration avec Daniel Creusot, une émission de cinquante-cinq minutes intitulée : « Les syndicats européens à la conquête du pouvoir. »

Le secrétaire national du parti socialiste accueillera notamment M. Gunnar Nilsson, secrétaire général du Syndicat ouvrier suédois, et M. Olof Palme, premier ministre suédois ; MM. Edmond Maire, Georges Séguy et André Bergeron ; des représentants d'une centrale syndicale et de deux banques allemandes ; le secrétaire général du Syndicat des mineurs et le leader du Syndicat des transports britanniques ; les secrétaires généraux de trois syndicats italiens (d'obédience communiste, socialiste et chrétienne). Enfin, M. Charles Levinson, fondateur du Syndicat international de la chimie, analysera la position des syndicats internationaux face aux multinationales. *(Ce mardi 9, à 21 h. 45.)*

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 10 SEPTEMBRE

● *M. Paul Dijoud*, secrétaire d'État à l'immigration, répond aux questions de Jean-Pierre Elkabbach sur France-Inter à 13 heures.

● *Le parti communiste français*, représenté par M. Guy Hermier, membre du bureau politique, et Mme Hélène Constans, député de la Haute-Vienne, expose son point de vue sur la rentrée à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

LES PROGRAMMES

MARDI 9 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

20 h. 35, Les animaux du monde : « Boas, Pythons et Cie », réal. P. Arnal ; 21 h., Jeu : « Le blanc et le noir », de P. Sabbagh, réal. J. Boyer ; 21 h. 45, Documentaire : Les syndicats européens à la conquête du pouvoir, de G. Martinet ; réal. D. Creusot ; 22 h. 40, IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2



20 h. 30, Les Dossiers de l'écran. Film : « Les papillons », de J. Nasfeter (1972), avec J. Bohdal, Stawinska, M. Czechowicz.

Dans une colonie de vacances, un garçon de douze ans, qui commence à penser à l'amour, tombe sous le charme d'une très jeune fille qui s'entoure d'un climat de séduction. C'est un film polonais inédit.

Débat : « L'amour à quinze ans », animé par Joseph Pasteur, avec le concours de huit jeunes de quinze à dix-neuf ans.

23 h. 15, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Westerns, films policiers, aventures : « La Valse des truands », de P. Bogart (1968), avec J. Garner, G. Hunnicutt, C. O'Connor, Sh. Farrell.

Philip Marlowe, le détective privé inventé par Raymond Chandler, est chargé de ramener à son domicile le frère d'une jeune fille. Cette enquête de routine se révèle mouvementée.

22 h., FR 3 Actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues, par R. Pillaudin : « Fonctions de l'image », avec J. Starobinski et Y. Bonnefoy ; 21 h. 15, Festival de Salzbourg : L. Price, soprano (Beethoven, R. Strauss, Respighi, Poulenc) ; 22 h. 30 (R.), « Mémoires improvisés », de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5 (S.), Les bons mouvements, par A. Francis ; 20 h. 30 (S.), Festival estival de Paris, en direct de la Sainte-Chapelle : Les musiciens de Provence (Noëls instrumentaux de Notre-Dame-des-Doms) ; 22 h. 10 (S.), concours international de guitare, par R.-J. Vidal ; 22 h. 30 (S.), La symphonie en France, par D. Mégevand : « Symphonie, opus 6, n° 5 en sol mineur » (Gossec) ; « Symphonie n° 3 » (Tournemire) ; « Deuxième symphonie en la » dite « Bretonne » (Emmanuel) ; « Symphonie pour orchestre à cordes » (Adrienne Clostre) ; 24 h. (S.), Apollon contre Dyonisos, par P. Lattes.

MERCREDI 10 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

20 h. 33, Dramatique : le Meilleur de la vie, d'après l'œuvre de P. Gascar, mise en scène J. Bouchet, avec M. Lesser, P. Maguelon, Thierry.

Pierre, un orphelin âgé de onze ans, est accueilli par une famille, dans le midi de la France. Mais, sans tendresse, sans affection, il apprend les injustices de la vie.

22 h., Portrait : « Super star : Jeanne Moreau », de J. Audoir ; 22 h. 55, IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 30, Série : Mannix ; 21 h. 25, Magazine : Le point sur l'A 2, avec M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche.

22 h. 50, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30 (R.), Histoire du cinéma : « L'assassin habite au 21 », de H.-G. Clouzot (1942), avec P. Fresnay, S. Delair, J. Tissier, P. Larquey (N.)

Dans une pension de famille de Montmartre, l'inspecteur Wens recherche un mystérieux assassin qui signe ses crimes du nom de « M. Durand ».

21 h. 50, FR 3 Actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Promenades romaines, par S. Matti ; 21 h. 30, Musique de chambre : Andante favori en fa majeur (Beethoven) ; Orchestre de chambre tchèque de Prague, direction Otokar Steslkal (J. Suk, J.-Z. Bartos, Martinu) ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés, de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit, par E. Lansac et G.-M. Duprez ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5 (S.), Les bons mouvements, par A. Francis ; 20 h. 30 (S.), Beethoven au mont des Oliviers, par G. Condé : « le Roi Étienne », opus 117, « le Christ au mont des Oliviers », « Consécration de la maison, opus 124 », « Cantate sur la mort de l'empereur Joseph II », « Pour une fête », « Ah ! Perfido » ; 22 h. 30 (S.), La symphonie en France, par D. Mégevand : « Symphonie fantastique » (Berlioz), par l'Orchestre de Paris, direction Ch. Munch ; « Symphonie n° 3 » (Roussel), par l'orchestre Lamoureux, direction Ch. Munch ; 24 h. (S.), Concert pour mon chat, par J. Couturier.



SPECTACLES

théâtres

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Valses de Vienne.
Nouveau Carré, 20 h. : Cirque à l'ancienne (square Émile-Chautemps) ; 20 h. 45 : Dick Annegarn ; 21 h. : Histoire du soldat.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : le Tube.
Cartoucherie de Vincennes, 20 h. 30 : Citrouille.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 45 : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
Cour des Miracles, 21 h. : Groupe de musique rock ; 23 h. : Jacques Blot.
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Le Lucernaire, 19 h. 30 : Fando et Lis ; 20 h. 45 : les Chaises ; 22 h. 15 : Sade.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Nouveautés, 21 h. : la Libellule.
Studio des Champs-Élysées, 20 h. 45 : la Solitude d'un gardien de but.
Théâtre Campagne-Première, 19 h. : 1 m 80, 95 kilos... et ça cause ; 20 h. 30 : le Presse-Purée des Destaing ; 22 h. : India (danse) ; 23 h. : Steve Lacy et Atonal Swing, free jazz.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Ice Dream. — Ranch, 20 h. 30 : Terreur et Sexe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 21 h. 15 : Ça va pas mieux ; 22 h. 30 : Nadine Mons.
Café de la Gare, 20 h. 30 : Coluche.
Pizza du Marais, 22 h. 30 : Qué fada !
Le Petit Casino, 21 h. 15 : Jocelyne, ça suffit ! ; 22 h. 30 : Spectacle Cami.
Le Sélénite, 20 h. 30 : la Jacassière ; 22 h. 30 : J'ai aucune idée ; 23 h. 30 : Peau d'homme.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : l'Année de la frime.

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 45 : Revue Roland Petit.
Élysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oser.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folie.
Olympia, 21 h. 30 : Mouloudji.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 9 septembre

Les cabarets

Alcazar, 23 h. : Paris-Broadway.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30.
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Nu..., etc., etc.
Tour Eiffel, 20 h. : Spectacle argentin.

Les opérettes

Henri-Varna - Mogador, 20 h. 30 : Fiesta : hommage à Luis Mariano.

La danse

Voir Théâtre Campagne-Première.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Ballet national de Colombie.
Espace Cardin, 21 h. : Pilobolus.

Festival estival

Jardin d'acclimatation, 15 h. 30 : GERM (P. Mariétan).
Jardins du Palais-Royal (audio-visuel), 20 h. : Molière côté jardin ; 21 h. : Artisanat vivant.
Musée Guimet, 18 h. 30 : Films musicaux.
Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 : les Musiciens de Provence.

Festival de musique de chambre de Paris

Église Saint-Médard, 21 h. : Orchestre de chambre Bernard Thomas, avec Hans Goverts, piano forte (Bach, Mozart).



SAISON LYRIQUE

RADIO FRANCE Studio 104 Jeudi 11 septembre à 20 h. 30	BERLIOZ Béatrice et Bénédicte avec N. DENIZE, J. ANGOT, A. ESPOSITO, D. SCHARLEY, C. MELONI, P. MARINOV M. PHILIPPE Orchestre lyrique Dir. André JOUVE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THEATRE des CHAMPS-ELYSEES Vendredi 19, samedi 20 septembre à 20 h. 30 Loc. ouverte	Direct. LEONARD BERNSTEIN Sol. M. HORNE, L. BERNSTEIN, R. BELKIN HOMMAGE INTERNATIONAL A MAURICE RAVEL Alborada del Gracioso, Shéhérazade Concerto en sol, Tzigane, La Valse

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO-FRANCE Studio 105 Lundi 22 septembre à 20 h. 30	S. NIGG, M. RAVEL, G. ENESCO, BEETHOVEN avec C. Bonneton, J.-C. Benoît H. Puig-Roget, C. Lardé, R. Benedetti, J. Cohen

ORCHESTRE DE CHAMBRE

RADIO-FRANCE Studio 104 Mercredi 24 septembre à 20 h. 30	VIVALDI, HAENDEL, HAYDN, POULENC, Ch. CHAYNES Dir. Jean DOUSSARD avec J. Boyer, R. Delmotte

ORCH. NATIONAL DE FRANCE
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

EGLISE SAINT-LOUIS des INVALIDES Jeudi 25, vendredi 26 septembre à 21 heures Loc. ouverte	Direct. LEONARD BERNSTEIN Sol. Stuart BURROWS Chœurs de Radio-France Direction J.-F. MONOT BERLIOZ REQUIEM

Location : Salle, Radio-France et Agences.

PREMIÈRE



CALENDRIER DES CONCERTS

EGLISES BILLETTES, ST-MEDARD, ST-GERMAIN-DES PRES DU 9 au 25 septembre (P.e. Kiesgen.)	FESTIVAL de MUSIQUE de CHAMBRE de PARIS Renseign. : Durand 260-21-76
HOTEL de BONDEVILLE 4, rue des Haudriettes-3e Vendredi 12, mardi 16, vendredi 19 septembre à 21 heures (P.e. Valmalète.)	LES QUATUORS FRANÇAIS À L'HOTEL DE BONDEVILLE 12 - QUATUOR VIA NOVA Mozart, Haydn, Ravel 16 - QUATUOR PARRENIN Dvorak, Brahms, Bartok 19 - QUATUOR BERNEDE Schubert, Debussy, Beethoven
ABBAYE de ROYAUMONT Samedi 13 septembre à 20 h. 15 Loc. : Durand (Warner.)	28e SAISON MUSICALE DE ROYAUMONT OSCAR GHIGLIA, guitare Bach, Villa-Lobos, Ponce, Ohana, Bracali
CHARTRES CATHEDRALE illuminée Vendredi 19 septembre à 21 heures (Kiesgen.)	NEW-YORK PHILHARMONIC Direction : PIERRE BOULEZ Il ne reste plus aucune place pour ce concert



MUSIQUE AU CARRE
du 8 au 13 à 21 h
L'HISTOIRE du SOLDAT
Stravinsky - Ramuz
par
Les Solistes de Marseille
direction Devy Erlih
en première partie
Duo de Ravel
5, rue Papin - 277.88.40

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Pather Panchali, de S. Ray ; 18 h. 30 : Cette nuit ou jamais, de D. Schmid ; 20 h. 30 : Macbeth, de R. Polanski ; 22 h. 30 : Othello, de S. Yutkevitch ; 0 h. 30 : Othello, de D. Buchowitzki.

Les films nouveaux

LE CHAT ET LA SOURIS, film français de Claude Lelouch, avec Michèle Morgan. — Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Images, 18e (522-47-94).

IL FAUT VIVRE DANGEREUSEMENT, film français de Claude Makowski, avec Annie Girardot. — Concorde, 8e (359-92-84) ; Gaumont-Lumière, 14e (770-84-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Danton, 6e (326-08-18) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

SOUVENIRS D'EN FRANCE, film français d'André Téchiné, avec Jeanne Moreau. — Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Gaumont-Rive Gauche, 6e (548-26-36) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).

TARZOON LA HONTE DE LA JUNGLE, dessin animé belge de Jean-Paul Walvarens. — Version amér. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Vendôme, 2e (073-97-52) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12). — V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Cambronne, 15e (734-42-96).

MONDO CANDIDO, film italien de Gualtiero Jacopetti et Franco Prosperi. — France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86).

CHILE, film mexicain de Carlos Ortiz Tejeda, Alexis Guvas et Argel Flores. — Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

LA FILLE DU GARDE-BARRIERE, film français de Jérôme Savary. — Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Studio-Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Arlequin, 6e (548-62-25) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

Les exclusivités

AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v. angl.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
ALLONSANFAN (It., v.o) : Le Marais, 4e (278-47-86).
L'ANGE NOIR (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) (ven.).
L'AIGLE AVAIT DEUX TETES (Ang., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) (mer., sam., lun.).
LES AVENTURES DE PINOCCHIO (It., v.o.) : Pagoda, 7e (551-12-15) (en soirée) ; (v.f.) : Studio Raspail, 14e (326-38-98), Studio Marigny, 8e (225-20-74), Pagode, 7e (551-12-15) (mat.) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LA BETE (Fr.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40), Trois Nations, 12e (343-04-67), P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-94-48) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Panthéon, 5e (033-15-04) ; Balzac, 8e (359-52-70).
LE BAGARREUR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46) (à 20 h. et 22 h. 15).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42) (jeu.).
EXHIBITION (Fr.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marotte, 2e (231-41-39) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Murat, 16e (288-99-75).
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Terminal-Foch, 16e (704-49-53).
LA FLEUR ET LE FUSIL : HANOI (Belg.) : Le Seine, 5e (325-92-46) (de 14 h. 15 à 18 h. 45) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13) (à 16 h. 35 et 20 h. 15).
FOLLE A TUER (Fr.) (*) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
FRENCH CONNECTION No 2 (A., v.o.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; (v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE FUTUR AUX TROUSSES (Fr.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
LES GALETTES DE PONT-AVEN (Fr.) (*) : Murat, 16e (288-99-75) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Max-Linder, 9e (770-40-04).
LA GUERRE DU PETROLE N'AURA PAS LIEU (Mar., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13) (à 14 h. 45, 18 h. 25, 22 h. 5) ; Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11).
L'INDE FANTOME (Fr), première partie : Olympic, 14e (783-67-42) ; deuxième partie : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
INDIA SONG (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Le Seine, 5e (325-92-46), à 20 h. et 22 h. 20.
LE JARDIN DES DELICES (Esp.) (v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
LE JOUR DU FLEAU (The Day of The Locust) (A., v.o.) (*) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LENNY (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
OPERATION LADY MARLENE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71).
LE MORT VIVANT (A., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19)
LE PARRAIN No 2 (A., v.o.) (*) : Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Maxéville, 9e (770-72-87).
PROFESSION REPORTER (It., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Templiers, 3e (277-94-56) ; (v.f., sam. et dim.) : Luxembourg, 6e (633-97-77)
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE RETOUR DU DRAGON (A., v.f.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio-Galande, 5e (033-72-71) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29)
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42) (Dim.).
THE GROOVE TUBE (A., v.o. (*) : Biarritz, 8e (359-42-33) ; Studio-Jean-Cocteau, 5e (033-47-62).
TOMMY (A., v.o.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) (version stéréophonique).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) (Mar.).
VERITES ET MENSONGES (Amér., v.o.) : Studio-Git-Le Cœur, 6e (326-80-25).
LE VIEUX FUSIL (Fr.) (*) : George-V, 8e (225-41-46) ; Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Publicis-St-Germain, 6e (222-72-80) ; Boul-Mich, 5e (033-48-29) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17).
VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82).
YAKUSA (A., v.o.) (*) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; (v.f.) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Fauvette, 13e (331-60-74).

Les rééditions

LES CHEVAUX DE FEU (Rus., v.o.) : Dragon, 6e (548-54-74).
LES FORBANS DE LA NUIT (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).

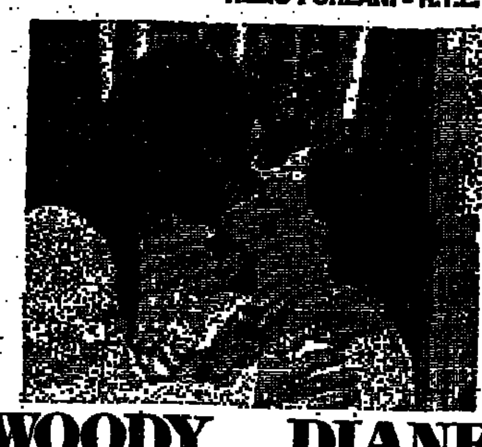
Les grandes reprises

ANDREI ROUBLEV (rus., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-
DELIVRANCE (A., **, v.o.) : S 5e (633-08-44).
LE KID (A., v.o.) : New-Yorker (770-63-40).
PIERROT LE FOU (Fr., **) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
PSYCHOSE (A., ** v.o.) : An Bazin, 13e (337-74-39) (du au mar.).
ROSEMARY'S BABY (A., **, v. Bonaparte, 6e (326-12-12).
SENSO (It., v.o.) : Quintette, (033-35-40) : Elysées-Lincoln (359-36-14).
SHERLOCK JUNIOR (A.) : St Saint-Séverin, 5e (033-50-91).

Les séances spéciales

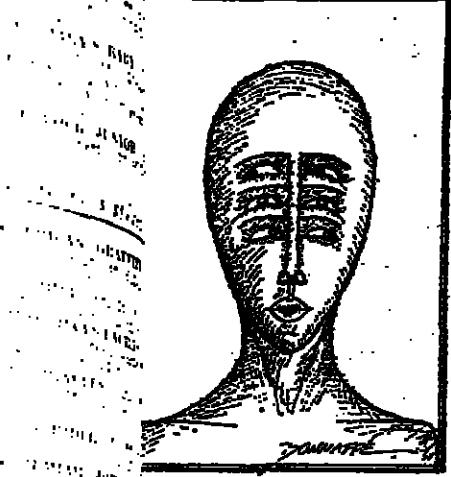
AMERICAN GRAFFITI (A., v. Luxembourg, 6e (633-97-77), à 12 h., 24 h.
LA CHINE (Fr., It., All.) : le 5e (325-92-46), à 12 h. (sauf
CINQ PIECES FACILES (A., **, Saint-André-des-Arts, 6e (326-4 à 12 h. et 24 h.
LES DIABLES (Ang., **, v.o.) Clef, 5e (337-90-90), à 12 24 h.
EASY RIDER (A., **, v.o.) : la 5e (337-90-90), à 12 h. et 24
JEREMIAH JOHNSON (A., v. la Clef, 5e (337-90-90), à 12 24 h.
LE MANUSCRIT TROUVE A GOSSE (Pol., v.o.) : le Sei (325-92-46), à 12 h. 15 (sauf 14 h. 45, 17 h. 15.
PHANTOM OF THE PAR (A., v.o.) : Luxembourg, 6e 97-77), à 10 h., 12 h. et 24
LES PRODUCTEURS (A., v Luxembourg, 6e (633-97-77), à 12 h. et 24 h.
THE LAST PICTURE SHOW v.o.) : Saint-André-des-Ar (326-48-18), à 12 h. et 24 h.

Le théâtre LA BRU nous communique q location est ouverte SAFARI DANS UN PLACA d'A. Bernier et R. M avec la compagnie N BATAILLE. La pre aura lieu le mardi 1 tembre.



ARTS ET SPECTACLES

Culture



...es intellectuels grecs et la République

● La visite à Athènes de Michel Guy, secrétaire ...tat à la culture, a permis ... renouer avec la Grèce, avec ... culture grecque, des liens ...e la dictature avait distendu...s. Lors de ses entretiens avec ...n homologue grec, M. Trypanis, le secrétaire d'Etat a ...vert le dossier des échanges ...lturels : Paris enverra à ...hènes une exposition des ...pressionnistes et une rétrospective 1950-1975 des artistes ...ançais ; en échange, le gouvernement grec dépêchera à ...ris une exposition d'art ...zantin et une exposition des ...éserves » du Musée national ...Athènes (« le Monde » daté ...-11 août).

Les deux ministres ont étudié ...semble un projet de festival ... la Méditerranée, qui aurait ...multanément lieu en Grèce et ...ans le midi de la France. ...ntre leurs projets communs, ...s responsables, français et ...rec, ont pu confronter leurs ...xpériences et leurs points de ...ue.

● En Grèce, le ministre de ... culture s'appelle ministre de ... civilisation et des sciences. ...rivain, académicien, ancien ...fesseur à Oxford, M. Trypa...is n'est pas un professionnel ...la politique, mais un famil... de la poésie antique. Il se ...it à établir un contraste ...re ce qui se passe aujourd...ui et l'ancienne politique ...turelle qui clamait haut les ...nfaits et les plans grandilo...nts de l'« ordre ».

...a tâche la plus immédiate ... gouvernement grec est de ...arer les « erreurs tech...ues » de la dictature : « Nous ...s sommes trouvés devant les ...ces démontées qu'une ges... déficiente avait abandon...s sur le terrain. Cinq mille ...numents et bâtiments d'art ...ient besoin d'une aide ...ente, et avant tout l'Acro...e. De simples barres de fer ...illé soutenaient les marbres ... Parthénon, qui tombaient ...s les jours », rappelle volon...s M. Trypanis.

...a République grecque va ...ter également ses efforts sur ...lécentralisation : dans toutes ... provinces, des maisons de ... culture seront créées. Ce ...nt des centres de rencontre, ... conférences, et aussi des ...émathèques et des salles de ...cert. Le gouvernement pré... d'autre part la réorgani...on de l'Ecole d'art drama...ie et des conservatoires.

... Si la Grèce entend colla...er étroitement avec la France ... le plan des échanges cultu..., c'est que, estime M. Try...is, « les liens qui l'unissent ...aris sont particuliers ; les ...cs se rappellent avec recon...sance l'attitude qu'a eue la ...nce lors de la grande crise ...l'été dernier. L'influence de ... civilisation française a été ...ortante, et cela dès le dix...tième siècle. La France et ...is spécialement représentent ... idéal pour les Grecs ».

...our le ministre de la civi...tion et des sciences, les ...llectuels européens ne per...nt pas leur personnalité en ...aborant étroitement. Il ...se, au contraire, que ce sera ... des conditions qui leur ...ettront de l'affirmer, ainsi ... celle de leurs peuples.

D. A.



Musique

« L'HISTOIRE DU SOLDAT » au Nouveau Carré

Dans son Nouveau Carré, qui justifie de plus en plus son nom avec ses gradins de trois côtés enserrant la scène, Silvia Monfort fait, cette saison, la part plus belle encore que l'an passé à la musique, classique, moderne, extra-européenne et folk, musique des quatre jeudis, chaque mois, recherchant des formes nouvelles de présentation, de contact avec le public.

Pour ouvrir cette série, *l'Histoire du soldat*, de Ramuz et Stravinski, dans une présentation dépouillée à l'extrême, puisqu'il n'y a ni décor (sinon deux arabesques sur la volute d'un manche de violon rouge, tranchant sur le rideau noir) ni acteurs, le texte étant dit et à peine mimé par les solistes de Marseille et leur chef, Devy Erlih, qui fait fonction de récitant. Au texte de Ramuz de créer lui-même la représentation dans le cerveau du spectateur, et sa force d'évocation est certes puissante, avec ses mots répétés, concassés, rythmés, de conteur paysan, brodant à la manière de la sagesse des nations une philosophie concrète sur une histoire schématique.

Pourtant, c'est un peu dommage de s'astreindre à une telle pauvreté, alors que la minuscule scène suffirait à planter les quelques éléments d'un théâtre de tréteaux ou de marionnettes concentrant et décuplant les pouvoirs imaginatifs de l'acteur, dans l'esprit du projet initial. Et c'est se méprendre sur l'œuvre que de faire des acteurs avec les instrumentistes, alors que ceux-ci, comme des musiciens de village, ne sont là que pour jouer calmement des marches et des danses, entre les scènes, après deux coups de fendant, dans un style qui est déjà, en 1918, celui de la « musique d'ameublement », même si c'est bien autre chose encore. Le style même de cette saynète joue sur cette dichotomie entre le récit et la musique qui alternent ou se recoupent sans se mêler vraiment, alors qu'ici, par exemple, le violoniste-soldat dit qu'il a donné son violon au diable, ou bien que son violon est muet, et le voilà qui se met à jouer, contredisant la simplicité linéaire — certes un peu affectée — de l'œuvre.

« *On n'a pas le droit de tout avoir ; c'est défendu* », dit Ramuz. On ne peut être à la fois bon violoniste et acteur, et Yan-Pascal Tortelier, malgré une naïveté assez touchante, n'a pas les moyens vocaux de son rôle ; Devy Erlih, un peu sentencieux, s'identifie mieux comme récitant au style de Ramuz, mais sa direction du petit ensemble expérimental n'a pas toute la rigueur impassible, implacable, qui fait saillir la saveur tonnante de Stravinski ; Jean-Marie Sevolker dit parfaitement les répliques du diable, et les instrumentistes sont tous de qualité, malgré la discrétion extrême du contrebassiste.

En prologue, Devy Erlik joue à merveille avec Geneviève Teulières la *Sonate pour violon et violoncelle* de Ravel, suave et diabolique à l'égal de *l'Histoire du soldat*.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Les 9, 10, 11, 12 et 13 septembre, à 21 heures.

Les structures de Ionesco

Depuis vingt ans, avec *la Cantatrice chauve* et *la Leçon*, un public toujours jeune, jamais le même, s'initie au labyrinthe du théâtre le l'absurde. Jacques Mauclair prépare pou· l'Atelier *l'Homme à la valise*, la dernière pièce de Ionesco et répète au Nouveau Carré l'une des plus anciennes, *le Tableau*, mis en musique par Gérard Calvi.

Ionesco a assisté à une répétition. Il aime ? Il ne veut pas se prononcer : « *J'étais trop attentif au texte. D'ailleurs, je suis mauvais juge pour moi, j'ai horreur de me regarder dans une glace.* » Du *Tableau* à *l'Homme à la valise* Ionesco reconnaît une évolution, mais il s'accroche fermement à son « *impression* » : il n'y a pas de progrès dans les arts. « *Je ne sors pas tellement souvent*, dit-il, *le seul spectacle réellement neuf que j'aie vu c'est* le Regard du sourd, *un spectacle de silence, de gestes, d'images scéniques. Nous* (lui, Beckett, Genêt) *avons déterminé une nouvelle façon de faire du théâtre, grâce à des hommes comme Blin, Serreau, Nicolas Bataille. La mise en scène donne l'impression d'évoluer, le texte non.*

» *Nous exprimons la condition humaine dans sa globalité, dans sa réalité existentielle, métaphysique, ce qui nous sépare de l'engagement politique de Brecht, de l'engagement dans le divin de Claudel, de l'engagement dans le non-engagement du Boulevard. Les passions, les angoisses de l'écrivain sont sa matière première, et, finalement, ne comptant pas. L'art est inhumain. Ce qui compte, c'est la création d'une structure. Les temples grecs ont été construits pour que les croyants viennent y prier les dieux. Les dieux sont morts, les croyants n'existent plus, les temples demeurent, continuent d'être visités, ils sont devenus une illustration des lois de l'architecture. Pirandello avait des idées sur l'âme. Ses théories psychologiques sont dépassées, son théâtre reste.* »

Les structures de Ionesco sont-elles si solides que, dans le monde entier, leurs mises en scène diffèrent peu ? « *Les meilleurs textes sont en même temps des mises en scène. On me fait confiance.* » Accepterait-il de voir ses pièces traitées comme Planchon, Chereau ou Vitez traitent les classiques ? « *Attendez que je sois dans le domaine public.* » « *Quand une pièce est belle*, intervient Silvia Monfort, directrice du Nouveau Carré, *elle entre dans le domaine public.* » Ionesco ne répond pas.

COLETTE GODARD.

★ A partir du 15 septembre.

CORRESPONDANCE

DÉNAZIFIER WAGNER (suite)

Mme Lucienne Molina, présidente des Amis de Richard Wagner, nous écrit :

Dans une lettre (*le Monde* daté 24-25 août) M. Léon Poliakov présente la pensée de Wagner comme l'une des sources de l'idéologie hitlérienne. Mais, à ce propos, il paraît indispensable de préciser que l'argumentation (et les citations...) de M. Poliakov ne semblent pas reposer sur la documentation qu'on serait en droit de prétendre venant de la part d'un directeur de recherche au C.N.R.S.

Ainsi, Wagner n'a pas écrit *le Judaïsme dans la musique* dans un but d'hostilité à l'égard du peuple juif, mais au contraire pour convier tous les hommes, juifs ou non, à participer à l'effort de régénération en se dépouillant de leur vouloir-vivre égoïste.

Il semble plutôt qu'Hitler se soit servi de Wagner pour se donner une respectabilité culturelle qu'il eût été bien en peine d'obtenir par lui-même. Il n'est besoin, pour s'en convaincre, que de lire son interprétation délirante de *Parsifal* (rapportée par H. Rauschning), dans laquelle la pureté spirituelle que symbolise le Graal devient celle du sang et les souffrances d'Amfortas ont pour origine une maladie hémopathique.

Wagner a toujours combattu pour un idéal universel où les traditions et les patrimoines de chaque peuple seraient intégrés dans une unité supérieure. Et cet objectif s'oppose entièrement à l'idéologie nazie qui repose sur les idées de puissance, de totalitarisme et de repli sur soi-même. Cette analyse rejoint au demeurant les conclusions d'une thèse de doctorat qui doit être soutenue prochainement sur les idées politiques de Richard Wagner.

■ Une série de concerts, intitulée « Les quatuors français à l'hôtel de Bondeville », aura lieu les 12 (quatuor Via Nova), 16 (quatuor Parrenin) et 19 septembre (quatuor Bernède), à 21 heures, dans le bâtiment du 4, rue des Haudriettes, actuellement en cours de restauration.

LETTRES

La rage et la complainte

(Suite de la première page.)

Cette ville de crépuscule s'accordait avec son désarroi, son désespoir, lorsqu'il vint naguère s'y établir. Il avait, en guise de souvenirs, des blessures qui ne guériraient pas : sa mère, son ami, la femme qu'il aimait, tués durant la guerre d'Algérie, l'une par les Français, les autres par le F.L.N. Brisé, fatigué, n'éprouvant pas même l'envie de se donner la mort, Jalal s'est jeté dans la toile d'araignée de New-York City, parmi toutes les épaves, tous les exilés de la vie, tous les passants en perdition, qui courent les rues de la ville, vers ils ne savent quelle issue.

Il a réussi à s'oublier lentement, à oublier son crève-cœur, sa détresse, en se réfugiant dans le divertissement « pascalien », les consolations moroses et dérisoires de l'esthétisme, les délicatesses, les alibis, l'imposture des belles âmes : le maquillage de la misère.

Mais, une nuit, ses chimères ne le protégeront plus ; la meute de loups des souvenirs l'envahit de nouveau : « ...*Mes morts ne veulent pas dormir, leurs cris de peine me parviennent jusqu'ici dans cette tombe d'oubli que je me suis donnée... Je les entends gémir, leurs douleurs m'assourdissent.* » Jalal reprend conscience de son désespoir, à la faveur de sa rencontre avec Junkee, un Noir rempli de rancune et de violence, de haine pour les Blancs : « *Mon ami, sachez-le, j'ai déclaré la guerre à Babylone depuis des siècles. Oui, depuis des siècles, ne t'étonne pas. C'est elle ou moi, et pour moi tout est permis... Ecoute, écoute bien : je les entends, je les entends les miens... J'entends leurs gémissements monter du fond des temps.* » Jalal et Junkee — *deux naufragés, deux solitudes qui se côtoient* — continuent, ensemble, leur voyage dans « Babylone » : étrange flânerie qui mène Jalal vers sa vérité.

Il a entrepris sur lui-même un travail d'archéologue. Il se met à nu, et va se mettre à mort. Il s'acharne à détruire le maquilleur, l'illusionniste, le faussaire délicat : toutes les grimaces, la singerie qu'il a héritées de l'Occident lorsqu'il apprenait la philosophie à Paris. Il refuse, au terme de son cheminement, la culture qui l'a façonné : il n'y trouve qu'une duperie ; il rejette l'identité qu'on lui a transmise : il n'y voit qu'un déguisement. « Ayons le courage de la haine, ayons le courage du suicide. »

A la fin du roman, Jalal ira rejoindre la résistance palestinienne. « Je tirerai, je tirerai jusqu'à la folle sur tout ce qui bouge. O Seigneur ! Allah, God, please, help me... » La rage et la complainte.

FRANÇOIS BOTT.

★ Gallimard, 284 p., 39 F.

● *L'hebdomadaire « Femmes d'aujourd'hui »*, dont la majorité des actions, détenue par la librairie Hachette, est passée récemment sous contrôle belge (*le Monde* du 30 août), révèle les chiffres de la transaction : Hachette a cédé 396 000 actions sur les 720 000 qu'elle détenait, au prix global de 11 800 000 F belges (environ 1 500 000 F français). Les acquéreurs sont trois groupes de presse, deux d'Anvers, la société Uitgeverij J. Hoste N.V. (quotidiens édités en flamand), le groupe Cyriel Van Thillo (hebdomadaires flamands), et le groupe de M. Maurice Brebart, qui édite en Belgique *la Libre Belgique*.



SOCIÉTÉ

« Racisme et sexisme »

UNE LETTRE DE Mme GIROUD

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, nous écrit :

Jean-Jacques Dupeyroux a raison (*le Monde* du 9 septembre) : en étendant aux femmes, par la loi du 11 juillet 1975, le bénéfice de la loi du 1er juillet 1972 sur le racisme, il fallait, pour qu'elle soit complète, conférer aux associations le droit de se porter partie civile.

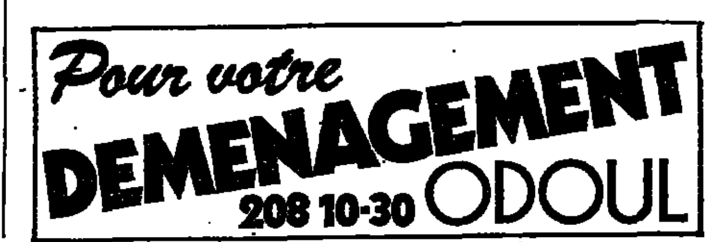
J'ai demandé à M. le garde des sceaux de réparer cette omission au cours de la prochaine session parlementaire. Sauf erreur, aucune association ne répond déjà aux conditions exigées par le code de procédure pénale pour engager de telles poursuites. Il n'y a donc pas encore de temps perdu.

Faut-il que la loi frappe également, comme M. Dupeyroux les suggère à ceux qui, soit provoqueraient à la discrimination, à la haine, ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes, en raison de leur sexe, soit propageraient des idées ou des théories tendant à justifier ou encourager cette discrimination, cette haine ou cette violence ?

Cela signifie, en clair, que les hommes pourraient alors poursuivre devant les tribunaux les organes des mouvements féministes.

On peut s'interroger, me semble-t-il, sur l'opportunité d'encourager cette guerre-là...

● *M. Paul Duraffour*, député radical de gauche de Saône-et-Loire, a adressé une lettre au président de la République afin de connaître son opinion sur « la publicité faite autour du livre *Histoire d' O* ».



ÉDUCATION

BATAILLE DE CHIFFRES ENTRE LE MINISTÈRE ET LA FÉDÉRATION <ÉCOLE ET FAMILLE>

Le coût de la rentrée scolaire suscite une polémique

Septembre fait rebondir chaque année la polémique sur le coût, pour les familles, de la rentrée scolaire. A quelques jours de celle-ci, la fédération École et Famille de la Confédération syndicale des familles (C.S.F.) a présenté, au cours d'une conférence de presse, les résultats de l'enquête qu'elle a faite sur ce sujet ; le ministère de l'éducation conteste de son côté la hausse globale de 18 % annoncée par cette organisation, estimant que cette augmentation ne dépasse pas 12 %. Un seul point d'accord : on constate cette année une disparité très importante des prix pour un même article, qui peuvent varier du simple au double selon les magasins.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) a enregistré les augmentations suivantes sur les articles de la rentrée : 29,2 % pour le poste papiers, cahiers, enveloppes, 13 % sur les blouses, 19 % sur les vêtements de sport, 15 % pour les bleus de travail, 9,6 % pour les stylos à encre, et 17,6 % pour les autres articles de papeterie.

S'appuyant sur ces chiffres, ainsi que sur ceux recueillis auprès d'environ deux mille familles et dans les magasins, la fédération Ecole et Famille estime que le « budget » de la rentrée est cette année de 468,70 F ou 538,70 F pour un élève de sixième, selon qu'il ait ou non des livres à acheter; ce coût était évalué l'an dernier à 451,20 F. Le « budget » d'un élève de quatrième est de 663,70 F (soit 20 % de plus qu'en 1974), il est de 617 F pour un élève en première année de C.E.T. Ces dépenses ont d'autant plus de répercussion sur le niveau de vie de la famille que celui-ci est modeste. Selon École et Famille elles représentent, pour une famille de trois enfants, prestations familiales comprises, 75 % du revenu mensuel d'un « smicard », 59 % pour un revenu de 2 700 F et 47 % pour un revenu de 3 200 F.

A ces dépenses de rentrée vont s'ajouter pendant l'année les frais de cantine scolaire — 11,1 % d'augmentation entre juillet 1974 et juillet 1975, selon Ecole et Famille — et ceux occasionnés par les transports : en fonction des aides, variables, de l'Etat et des collectivités locales, la charge revenant aux familles est estimée à environ 55 francs en moyenne par mois et par enfant.

Des écarts importants

Le ministère de l'éducation estime, pour sa part, que cette enquête, comme d'autres, *« doit être accueillie avec prudence »*, et avance ses propres chiffres. Selon lui, l'équipement complet d'un enfant entrant en sixième — cartable, livres, blouse, équipement sportif, fournitures diverses, cotisations et assurances — se monte cette année à 505,20 francs, soit 53 francs de plus que l'an dernier. Pour un élève entrant en quatrième, ce coût est de 713,70 francs (+ 81,20 francs).

Ces divergences dans les appréciations s'expliquent par plusieurs raisons. D'une part, les enquêtes de ce type n'ont guère de caractère scientifique (1). D'autre part, les disparités sont énormes selon les magasins et les modes de distribution : de 3 F à 5,40 F pour un paquet de copies doubles de 100 pages ; de 3,10 F à 6,80 F pour un cahier de textes de petit format ; de 20 F à 60 F pour les blouses, etc. (enquête École et Famille). La différence de qualité sur les articles ne peut justifier à elle seule des écarts aussi importants. En outre, bien que la liste des articles soit la même dans les deux enquêtes, certains « postes » ne recouvrent pas la même réalité : le ministère n'inclut pas dans son poste papier les enveloppes et retire aussi les chaussons de danse rythmique du poste équipement sportif

Enfin, les prix indiqués par Ecole et Famille, pour certains articles, sont, parfois, bien supérieurs à ceux pratiqués dans certains magasins, notamment les hypermarchés.

Cette organisation estime que la hausse constatée à cette rentrée scolaire n'est pas compensée par une aide suffisante des pouvoirs publics aux familles ; selon elle, les dispositions prises sont *« des poussières de mesures »* et ont *« un caractère d'assistance, alors qu'une politique énergique de réajustement des revenus modestes serait nécessaire pour favoriser le droit de chacun à l'éducation »*. La fédération considère à ce propos que le principe de la gratuité scolaire, réaffirmé solennellement dans la loi votée par le Parlement le 11 juillet, n'est pas appliqué réellement.

(1) Le ministère de l'éducation envisage pour l'an prochain, en collaboration avec l'INSEE, de mettre au point une méthode d'investigation plus rigoureuse.

Les aides

● **PRET DE LIVRES AUX ELEVES DE SIXIEME, CINQUIEME ET QUATRIEME.**

La gratuité de la plupart des manuels de sixième, et d'une part importante de ceux de cinquième, est désormais assurée par les crédits versés aux établissements depuis 1964. Cette année, les élèves de quatrième vont commencer à bénéficier du prêt des livres. Une subvention de 15 F par élève de cette classe va, en effet, être versée aux établissements publics et privés sous contrat d'association.

● **TRANSPORTS SCOLAIRES.**

Plus d'un million sept cent mille élèves utiliseront les transports scolaires subventionnés par l'Etat, soit cent mille de plus que l'an dernier. Cette aide passe de 573 millions de francs à 680 millions de francs.

Pour inciter les départements à porter leur effort financier à un niveau suffisant, le ministère entend moduler l'augmentation de sa subvention en fonction de l'effort accompli. L'objectif est de rendre, à terme, ce service entièrement gratuit pour les familles et de porter dans ce but la subvention de l'Etat à 75 %.

● **LES BOURSES D'ETUDES DU SECOND DEGRE.**

Le plafond des ressources au-dessous duquel une bourse peut être accordée a été relevé de 12 %. Le montant de la part unitaire de bourse a été porté de 141 F à 147 F. De cette façon, le taux moyen des bourses est désormais de 441 F dans le premier cycle et de 882 F dans le second cycle et les collèges d'enseignement technique. En outre, une part supplémentaire de bourse est accordée aux élèves de deuxième et troisième année des sections industrielles des C.E.T. ou centres d'apprentissage privés de même nature.

Les enfants de nationalité étrangère dont la famille réside en France ou dans un département d'outre-mer peuvent recevoir des bourses dans les mêmes conditions que les jeunes Français.

La prime de premier équipement pour les élèves boursiers de première année de C.E.T. industriel passe de 209 F à 229 F.

● **ALLOCATION DE RENTRÉE.**

L'allocation de rentrée, créée en 1974, est portée de 118 F à 126,40 F. Elle est versée aux familles ayant un revenu mensuel inférieur à 2 350 F ; 50 % des élèves soumis à la scolarité obligatoire en bénéficient. Le « plan de relance » prévoit d'autre part d'attribuer cette année une prime exceptionnelle de 250 F par enfant aux familles bénéficiant d'une prestation familiale, que les enfants soient ou non scolarisés.

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

Le nombre des analphabètes a augmenté de 48 millions entre 1960 et 1970

« Si le pourcentage des analphabètes a diminué dans l'ensemble du monde, leur nombre continue d'augmenter en chiffres absolus », a déclaré M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, lundi 8 septembre, à l'occasion de la neuvième Journée internationale de l'alphabétisation. *« Le nombre global des analphabètes*, a-t-il ajouté, *s'élève aujourd'hui à quelque huit cents millions, soit le tiers de la population adulte ; 60 % de ces analphabètes sont des femmes et, de 1960 à 1970, le nombre des femmes analphabètes s'est accru de quarante millions contre huit millions seulement pour les hommes. »*

Au cours de cette journée, deux prix sont décernés pour récompenser des actions marquantes dans la lutte contre l'analphabétisme. Le prix Mohammed Reza Pahlavi a été attribué au philosophe et éducateur brésilien Paulo Freire, auteur d'une méthode d'alphabétisation fondée sur les préoccupations des adultes et destinée à *« provoquer, chez eux, une attitude critique qui engage à l'action »*. Le prix Nadejda Kroupskaïa a couronné l'activité d'un Somalien, M. Abdirizak Mahamoud Abukar, qui a réalisé une transcription de la langue nationale et a organisé des campagnes d'alphabétisation.

Ces prix ont été remis aux lauréats à Persépolis : un colloque d'experts, du 3 au 3 septembre, y a marqué le dixième anniversaire d'une nouvelle stratégie : *« l'alphabétisation fonctionnelle »*. Celle-ci avait été lancée par une conférence internationale réunie par l'UNESCO à Téhéran. Elle consistait à lier l'alphabétisation à l'apprentissage d'un métier industriel, ou de techniques agricoles et à la faire progresser d'abord dans des régions réellement en voie de développement, ou des secteurs professionnels où elle est particulièrement nécessaire. Un *« programme expérimental mondial »*, comportant douze projets-pilotes, en majorité en Afrique, a été lancé avec l'aide de l'UNESCO et du programme des Nations unies pour le développement.

Un bilan « scientifique » de ces actions va être publié par l'Organisation d'ici à la fin de 1975. Le *« programme expérimental »*, qui portait sur un million d'adultes seulement, a, selon M. M'Bow, contribué, dans une large mesure, à faire prendre conscience aux gouvernements et aux organisations internationales de *« la nécessité d'associer l'alphabétisation à toutes les actions de développement. D'autre part, il a permis de mettre au point des matériels d'enseignement adaptés aux problèmes spécifiques de chaque milieu »*, et d'étudier les méthodes de formation des « alphabétiseurs ». Dans certains pays il a servi de point de départ à des opérations plus importantes, fondées sur la conjugaison de réformes scolaires et de programmes d'alphabétisation plus efficaces.

Mais l'expérience des dix dernières années a montré, selon le directeur général de l'UNESCO, que *« la victoire sur l'analphabétisme suppose, avant tout, une prise de conscience de la collectivité nationale et des traits culturels qui lui sont propres. Il faut, enfin, une volonté politique effective de la part des gouvernements qui confère aux tâches d'alphabétisation le caractère d'un effort libérateur et patriotique »*.

De son côté, le pape Paul VI, dans un message adressé à M. M'Bow, met l'accent sur l'alphabétisation des travailleurs migrants, nécessaire pour *« leur permettre de participer pleinement, d'abord à leur propre culture d'origine, ensuite pour s'insérer dans la vie sociale et professionnelle du pays hôte »*.

Développer l'effort français en faveur des immigrés

A Paris, M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, chargé des travailleurs immigrés, au cours d'une conférence de presse, a admis qu'il faut reconnaître aux étrangers le droit à l'alphabétisation. *« D'ici moins de dix ans*, a-t-il promis, *l'analphabétisme au sens strict devra avoir disparu au sein de la population étrangère et chaque travailleur étranger devra pouvoir bénéficier d'une connaissance suffisante du français. »* La France compte environ 4 millions d'étrangers, dont huit cent mille à un million deux cent mille d'analphabètes. *« En 1974, près de soixante-douze mille d'entre eux ont bénéficié d'une action d'apprentissage ou de perfectionnement linguistique dans des centres publics ou privés. »* Le secrétaire d'Etat estime qu'en deux ans leur nombre pourrait être doublé et passer à cent cinquante mille par an. Les fonds consacrés à cette action devraient passer de 35 millions de francs en 1974 à 60 millions de francs pour l'exercice 1976.

M. Dijoud fait appel aux quel[...] cent associations qui, souvent bé[...] volement, s'occupent d'alphabét[...] tion. Il leur propose de former [...] groupe de travail pour coordon[...] leurs efforts. *« L'effort linguisti[...] devra être plus cohérent et m[...] ordonné... J'espère d'ici à la fin [...] cette année établir une sorte [...] carte de l'apprentissage linguistiq[...] Je compte également sur les pré[...] de région qui, mieux informés [...] mieux associés à la mise en œ[...] de cette politique, devront inté[...] l'alphabétisation dans des p[...] régionaux complets et ambitieu[...] formation des migrants. »*

Cette alphabétisation, qui se [...] en français, devrait s'insérer dan[...] plans de formation des entrepi[...] *« Elle doit pouvoir être dispe[...] plus largement qu'aujourd'hui [...] le cadre du congé de formatio[...] des aménagements sont nécess[...] à cet égard, notamment en c[...] concerne les règles des deux [...] d'ancienneté, des initiatives [...] prises en commun avec le secré[...] d'Etat à la formation profe[...]nelle. »* Même, selon M. Dijoud [...] *loi pourrait reconnaître et amé[...] un droit propre à l'apprentissag[...]guistique »*.

Une mission d'étude sera [...] dans les mois à venir, en l[...] avec le ministère de l'éducation [...] étudier une nouvelle pédagogie [...]phabétisation. M. Dijoud so[...] qu'elle *« soit surtout une inc[...] à apprendre, une incitation à l[...]motion... Pourquoi ne pas a[...]dre le français aux immigr[...] leur donnant une culture tec[...]gique de base à partir d'une [...]trise de l'outil et de la machi[...] aille plus loin que la seule a[...]tion gestuelle ? »*.

En ce qui concerne les form[...] M. Dijoud estime qu'il faut s[...] et renforcer le bénévolat, ma[...] *faudra aussi élargir et renouve[...] monde des formateurs en l'ouv[...] des formateurs issus des n[...] professionnels et aussi aux im[...] eux-mêmes »*.

RELIGION

Au musée du Désert

COMMENT LA RÉFORME POURRAIT-ELLE AVOIR HONTE D'ÊTRE UNE RÉSISTANCE ? déclare M. André Chamson

(De notre correspondant.)

Nîmes. — Comme chaque année a eu lieu, le 7 septembre, la grande assemblée des protestants au mas de Soubeyran du musée du Désert, près d'Anduze. Le matin, devant des milliers de fidèles, le culte a été célébré par le pasteur Jean Cadier, doyen de la faculté protestante de Montpellier, selon l'ordre du dix-huitième siècle.

L'après-midi, Mlle Marguerite Soulier, de la faculté des lettres de Montpellier, a développé le thème de l'esprit du Désert au seizième siècle. Puis, M. André Chamson, de l'Académie française, romancier cévenol, a fait un important discours dans lequel il a noté en particulier que ceux qui prétendent parler au nom de la communauté protestante de France auraient dû être présents à cette assemblée au milieu du Désert. « Parce que nulle part on ne peut trouver une réunion qui témoigne aussi ardemment de ce qui fut et de ce qui est toujours l'esprit de la Réforme, je pense que les protestants qui ne sont pas chez nous ne peuvent être que des liquidateurs de la Réforme, car la Réforme ne peut se nourrir de regrets. Comment pourrait-elle avoir honte d'être une résistance ? »

L'orateur termina par ces mots : « Certes, nous ne pouvons que nous réjouir d'être aujourd'hui au-delà des temps de disqualification que nous avons connus pendant notre enfance. Si l'on accepte de ne pas nous rejeter dans les ténèbres extérieures, on peut compter sur notre affectueuse amitié. Nous sommes nombreux à ne pas être prêts à dire : « Je me réunis », comme n'ont pas voulu le dire nos anciens qui ont souffert dans les prisons et sur les galères. »

Le pasteur Benjamin Muller, de l'Eglise réformée d'Alès, rappelant sa fidélité à l'histoire d'hier, souligna que si cette histoire n'est pas aujourd'hui un appel à une fidélité personnelle et communautaire, une fidélité à l'Evangile, elle ne devient qu'un souvenir à classer dans les anthologies. — G. M.

LE CHEMIN DE DIEU ET LES COMBATS DE L'ÉGLISE

Deux essais des cardinaux Garrone et Renard

Avec cet essai, ce n'est pas le prélat des structures qui s'exprime — le cardinal Garrone est préfet de la congrégation romaine pour l'éducation catholique, — mais le spirituel, qui voudrait esquisser le chemin qui mène l'homme jusqu'à Dieu (1). Son livre s'ouvre avec les premières strophes d'une étonnante beauté de l'*Eve* de Péguy, pour se refermer avec les *Romances populaires* de saint Jean de la Croix.

Faire découvrir la prière : tel est le but que s'est assigné l'auteur, et l'on a tôt fait de repérer ses maîtres préférés : Pascal, Maritain, Gilson et, par-dessus tout, saint Thomas d'Aquin, sans parler des géants de la Bible.

Le classicisme du cardinal sourd à chaque instant. Il culmine dans ses louanges pour le rosaire, en qui l'Église, obéissant *« au sûr instinct de la maternité, voit la rectitude et la fécondité, la valeur éducative et nourricière pour la foi et pour la charité. Quel trésor que le rosaire ! le rosaire, vrai catéchisme ! Le rosaire, est missionnaire ! Il libère la foi. »*

Un combat prophétique

Le rosaire ? Jean XXIII le disait tous les jours, note de son côté le cardinal Alexandre Renard, archevêque de Lyon, dans son petit ouvrage sur l'Église (2). C'est le pasteur qui parle et essaie d'éclairer ceux qui doutent de l'Eglise et de ses objectifs. Le cardinal opte, quant à lui, pour des solutions prudentes : mieux vaut risquer le sacrement de baptême — sa préparation étant sauve — que le refuser par excès de sévérité. Ou bien : attention de ne pas réserver la confirmation à une élite ; il faut offrir ce sacrement durant les années de la catéchèse prolongée, si possible, à l'adolescence ; on devrait insister sur la pastorale de la pénitence ; il est impossible de dire que les relations prénuptiales entrent dans l'économie du Christ ; la contraception, l'avortement, l'euthanasie, constituent une *« escalade de la mort »*.

En se battant pour l'enfant à naître, l'Eglise, estime le cardinal, mène un *« combat prophétique »*.

H. F.

(1) *Aller jusqu'à Dieu*, par le cardinal G.-M. Garrone. Editions du Centurion, 330 pages, 25 F.
(2) *Que veut l'Eglise ?*, par le cardinal A. Renard. Editions du Chalet, 149 pages, 27 F.

La succession du cardinal Alfrink

L'ÉVÊQUE DE ROERMOND BRANDIT LA MENACE D'UN SCHISME

La Haye (A.F.P.). — Mgr Gijsen, évêque de Roermond (Pays-Bas), prélat conservateur, commentant la question de la succession du cardinal Alfrink, archevêque d'Utrecht, dont Paul VI a accepté le départ pour limite d'âge (« le Monde » du 4 septembre), a déclaré dans un de ses sermons que « la possibilité d'un schisme était devenue de plus en plus claire ».

Ce propos a été relevé par M. Piet de Jong, ancien premier ministre, catholique, qui a reproché au prélat de manquer de charité en agitant de façon irresponsable la menace d'un schisme « qui ne devrait plus être possible entre chrétiens ».

Cette polémique a créé quelques remous chez les catholiques hollandais, dont la majorité craignent que Paul VI ne désigne comme successeur un évêque de tendance conservatrice. Le nom de Mgr Simonis, évêque de Rotterdam, est parfois avancé.

RAPATRIÉS

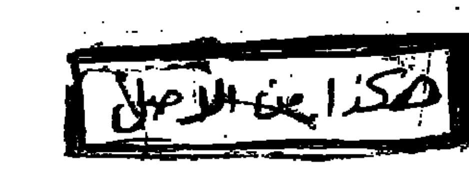
● *Deux incidents* se sont produits entre des ressortissants algériens et d'anciens harkis, les 6 et 7 septembre, dans le Tarn. A Graulhet, samedi, M. Mohamed Djellal, un ancien harki, a tiré plusieurs coups de feu sur la porte d'un appartement occupé par des travailleurs algériens. Il a été arrêté et écroué. Le lendemain soir, à Albi, M. Miloud Ben Mohamed, lui aussi ancien harki, a été blessé d'un coup de couteau au cours d'une dispute avec trois Algériens qui se faisant passer, semble-t-il, pour d'anciens harkis, lui avaient proposé de l'emmener en voiture.

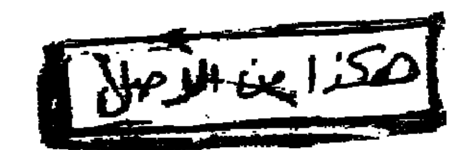
A L'HOTEL DROUOT

Mercredi

VENTES

S. 12. - Meubles. Objets d'ameubl. Mes René et Claude Boisgirard.
S. 14. - Bx meubles. Me Pescheteau.





Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Une utilisation inattendue des accélérateurs de particules

LA LUMIÈRE DES ÉLECTRONS

ES premiers modèles de l'atome, ceux de la fin du siècle dernier, avaient une ractéristique commune : il y ait dans l'atome des électrons mouvement, et ce mouvement ıgendrait ce qu'en termes vants on appelle ondes électro-agnétiques ; en bref, de la nière. Alors récente, la théorie Maxwell prévoyait qu'une rge électrique en mouvement ettait de la lumière. Il parais- ; donc normal d'attribuer nission de lumière par les mes au mouvement de leurs trons. On allait bientôt cons- er que les choses étaient moins ples, que l'émission de lumière vait pas grand rapport avec la orie de Maxwell. Toute la phy- ie quantique allait naître de constatations.

Et pourtant, les équations de Maxwell ne sont pas fausses. Qu'elles ne s'appliquent pas, ou du moins pas directement, à l'échelle de l'atome, ne les empêche pas d'être *tout* à fait correctes pour des mouvements de plus grande amplitude. Quand des électrons tournent, ils émettent de la lumière. C'est bien ce qu'on a constaté dès qu'on s'est avisé de les faire tourner suffisamment vite.

La physique nucléaire, puis celle des particules élémentaires, ont eu besoin d'accélérateurs de particules. Fondamentalement, un accélérateur est une cellule qui donne une impulsion aux particules qui la traversent ; mais, du fait qu'elles la traversent, les particules quittent la cellule et donc échappent à son action. Pour multiplier celle-ci, on peut faire tourner la particule, ce qui est possible en utilisant des aimants, pour la ramener à l'entrée de la cellule, qu'elle retraversera ainsi des milliers de fois. Accélérée à chaque fois, *elle* pourra atteindre de très grandes vitesses.

Ce type d'accélérateur est un « synchrotron ». Il peut accélérer des électrons ou d'autres particules, comme les protons. Toutes ces particules, en tournant, vont émettre de la lumière, mais seuls les électrons, parce qu'ils sont très légers, vont l'émettre en abondance.

Connue sous le nom de rayonnement synchrotron, cette lumière a été observée depuis longtemps. On a vérifié qu'elle avait les caractéristiques prévues par la théorie. Et c'est tout, ou presque. Elle n'intéressait personne : les anciens synchrotrons étaient des sources lumineuses peu intenses, et ils émettaient dans le visible ou le proche ultra-violet, domaine où l'on dispose de sources lumineuses plus efficaces et plus maniables.

Mais les physiciens ont construit des synchrotrons de plus en plus puissants, utilisé des particules d'énergie de plus en plus élevée. Puis, ils ont conçu un nouvel appareil, l'« anneau de collision », où l'on garde pendant des heures, dans un vide absolu, à une énergie bien fixée, des faisceaux de particules qui vont se croiser en certains points et dont on étudiera les interactions.

Rayons X et ultra-violets

Les faisceaux d'un anneau de collision sont bien plus intenses que ceux d'un synchrotron. Il en sera de même du rayonnement émis. De plus, l'énergie du faisceau ne varie pas, et donc ne varie pas non plus la nature du rayonnement. Aux énergies actuellement atteintes — de l'ordre du milliard d'électrons-volts pour les anneaux de collision d'électrons — le rayonnement synchrotron est principalement constitué de rayons X et d'ultra-violets, dans un domaine de longueur d'ondes où l'on ne dispose d'aucune source intense.

Ce rayonnement est d'utilisation difficile, car aucun matériau ne lui est transparent. Il ne se propage que dans le vide. Pas question d'utiliser des lentilles comme en optique classique. On peut cependant le dévier par des miroirs, à condition qu'il les frappe sous incidence rasante ; avec des appareils appelés monochromateurs, on sait sélectionner telle ou telle longueur d'onde adaptée à une expérience particulière.

En sens inverse, si aucun matériau n'est transparent, c'est que tous interagissent de façon importante avec le rayonnement. Il y a beaucoup à apprendre en étudiant cette interaction. D'autant que c'est un domaine pratiquement vierge, car l'absence de source intense interdisait autrefois presque toute recherche. Ainsi des expériences qui demandaient quarante-huit heures de pose avec des tubes à rayons X, se font en une vingtaine de secondes auprès de l'anneau de collision d'Orsay (ACO).

Il y a une dizaine d'années qu'existent des anneaux de collision. Les physiciens du solide, les spécialistes de l'optique et de la physique de l'atome ont immédiatement compris ce que pouvait leur apporter la « lumière » émise par ces machines. Il leur a fallu plus longtemps pour convaincre leurs collègues de la physique des particules, constructeurs des anneaux de collision, qu'une cohabitation était possible. Les bâtiments et les anneaux n'avaient pas été conçus dans cette *optique* ; quelques adaptations étaient indispensables. Il fallait donc demander aux physiciens des particules, qui venaient après un dur travail de mettre au point leur anneau de collision, de freiner quelque peu leur programme expérimental pour permettre à d'autres de faire des expériences qu'en leur for intérieur ils jugeaient secondaires.

Ces difficultés psychologiques furent bientôt levées, et, aujourd'hui, chaque anneau de collision d'électrons existant sert, outre les physiciens des particules, bien d'autres spécialistes de physique atomique et moléculaire qui, indifférents aux collisions complexes dont la machine est le siège et d'où elle tire son nom et son budget, la considèrent comme une simple « lampe » presque aussi merveilleuse que celle d'Aladin. La recherche fondamentale comme retombée de la recherche fondamentale. Il y a là un beau thème d'étude pour les planificateurs.

C'est le cas, en particulier, de l'anneau de collision d'Orsay. ACO fut mis en service en 1966. Dans la petite salle qu'il remplit presque entièrement, il restait par chance un recoin disponible. Ces quelques mètres carrés sont devenus le LURE, le laboratoire pour l'utilisation du rayonnement électromagnétique. Laboratoire sans locaux ni physiciens propres, où s'entassent les appareils qu'apportent de nombreuses équipes françaises et étrangères, papillons fascinés par cette étrange lumière.

Situation inconfortable, mais provisoire. Les années passant, ACO est devenu trop peu énergique pour la physique des particules. Un autre anneau, le D.C.I. (1), est presque achevé. Dès le milieu de l'année prochaine, ACO ne sera plus utilisé que comme source de rayonnement synchrotron, et les utilisateurs pourront occuper toute la superficie disponible. La maigreur ne sera plus un impératif pour travailler au LURE. Le nouvel anneau, D.C.I., émettra aussi un rayonnement synchrotron, plus intense et plus riche en rayons X que celui d'ACO. Son utilisation est prévue et un hall expérimental de taille raisonnable a été construit à cette fin.

MAURICE ARVONNY.

(1) Les physiciens avaient étudié un projet d'anneau très performant. Faute de crédits, ils réduisirent leurs ambitions, pour pouvoir loger l'appareil dans une salle de forme ronde, antérieurement construite à d'autres fins. Cette salle était connue comme l'« Igloo » ; le projet devint donc celui d'un Dispositif de collision dans l'Igloo (D.C.I.).

Pour étudier les couches profondes de l'atome

LE rayonnement synchrotron est un outil. Il peut trouver de nombreux usages. La plupart ont cependant un point commun. Il s'agit d'étudier ceux des électrons atomiques qui sont le plus iés au noyau ; en jargon, les couches profondes.

Dans l'atome isolé, dans la molécule, dans cette sorte d'énorme molécule qu'est un cristal, les électrons atomiques ne sont pas tous dans *la même situation*. Quoique ce ne soit qu'une image grossière, il est commode de se les représenter comme disposés sur une famille de couches concentriques. Les électrons des couches externes ne sont que faiblement liés à leur entourage et sont assez mobiles. *Il ne faut leur fournir que peu d'énergie pour qu'ils passent d'une couche à une autre, ou même pour qu'ils quittent l'atome auquel ils* appartenaient. L'énergie apportée par la lumière visible est amplement suffisante. Aussi connaît-on très bien les couches externes des atomes. Mais *pour* étudier *les* couches profondes, il faut fournir *cent ou* dix mille fois plus d'énergie. La lumière visible ne convient pas. Il faut de l'ultra-violet ou des rayons X. Faute de sources intenses et commodes, les études ont *été* moins poussées, et les couches profondes sont bien moins connues.

Il est hors de question de recenser ici ce que permet un outil comme le LURE. A la limite, on peut transposer aux couches profondes ce qui se fait depuis des lustres sur les couches externes par l'utilisation de lumière visible. Soit une large part de la physique atomique, de la physique moléculaire et de la physique du solide.

Hors de ce vaste domaine, il reste quelques applications spécifiques. L'une tient au caractère exactement calculable du rayonnement émis par un électron. *Comme il est aisé de mesurer le nombre d'électrons qui circulent dans l'anneau — c'est une simple mesure de* courant électrique — on dispose en fait avec ACO ou DCI d'un véritable étalon de lumière. Cela permet d'étalonner d'autres sources, tels les tubes à rayons X. Ou encore de mettre au point, comme c'est actuellement le cas, des expériences qui prendront place à bord de satellites pour étudier le rayonnement ultra-violet du soleil, rayonnement *qu'on ne peut étudier au sol* puisque l'atmosphère l'arrête.

Une autre application tient à ce que le rayonnement synchrotron est « blanc » : *il* contient toutes les longueurs d'onde. On peut sélectionner celle qu'on désire. Dans le domaine des rayons X, on peut trouver des couples de longueurs d'onde telles qu'un élément chimique donné absorbe beaucoup la première et pratiquement pas la seconde. Deux radiographies donneront, par différence, une image où l'on ne verra que l'élément chimique en question. Les applications possibles sont nombreuses en chimie, en biologie, voire même en médecine.

LIVRES

■ LES OBJETS FRACTALS ; FORME, HASARD ET DIMENSION, par Benoît Mandelbrot, chez Flammarion (« Nouvelle bibliothèque scientifique »), 190 p., 4 F.

Combien mesure la côte de la Bretagne ? Ce titre de chapitre introduit directement au cœur de l'ouvrage. A première vue, la réponse est évidente : il suffit de prendre une carte, un curvimètre... et de diviser la longueur mesurée par l'échelle de la carte. A la réflexion, on constate que c'est moins simple. Sur une carte à plus petite échelle, la côte aura plus de sinuosité ; la longueur que l'on obtiendra sera plus grande.

Conclusion : la côte de la Bretagne n'est pas assimilable à une « bonne » courbe mathématique, à un objet, à *une* dimension. Mais ce n'est pas non plus une surface. Faut-il donc renoncer à décrire cette côte par un être mathématique ? Ce serait une grave impuissance. En fait, on peut fort bien imaginer des êtres intermédiaires entre courbe et surface, de dimension intermédiaire entre un et deux, ou plus généralement non entière. L'auteur a créé l'adjectif *fractal* pour qualifier ces objets.

Il n'en est pas l'inventeur ; il y a longtemps que des mathématiciens ont étendu, et de plusieurs façons différentes, la notion de dimension à des valeurs non entières. Mais cela était sans application. Benoît Mandelbrot montre dans cet ouvrage que ces applications sont nombreuses, et que, des erreurs de transmissions téléphoniques aux cratères de la Lune, *de la distribution* des étoiles à la structure du savon, la nature regorge d'objet fractals.

Ce n'est pas un livre de mathématiques. Il ne contient pratiquement ni formule ni théorème, et ce n'est qu'en appendice qu'on trouvera les diverses définitions des dimensions fractales. L'auteur est un mathématicien de valeur, conseiller scientifique du directeur des recherches d'I.B.M., après avoir professé à l'université de Lille et à l'École polytechnique. Mais il ne démontre rien, il se contente de suggérer. Et il charme.

A la fin du livre, on trouvera d'exquises notes biographiques sur quelques pionniers de la dimension fractale, hommes souvent méconnus car, dit l'auteur de l'un d'eux, « *tant d'éclairs de génie se perdent dans une gangue aussi épaisse d'élucubrations* ».

■ A *L'AFFUT* DES ETOILES, MANUEL PRATIQUE DE L'ASTRONOME AMATEUR, par Pierre Bourge et Jean Lacroix, chez Dunod, 330 p., 45 F.

Un livre qui se veut pratique, et qui l'est. Comment repérer les constellations à l'œil nu ? Que voir avec de simples jumelles ? Mais, dès la vingtième page du livre, il vous faudra une lunette astronomique, qu'il est au demeurant aisé de construire soi-même. Cela définit bien le public restreint auquel s'adresse ce livre ; mais il est bien adapté à son public.

Le difficile repérage des substances faiblement cancérigènes

Les limites des textes et le coût des expériences

IL est probable que de très nombreux produits chimiques modernes (et aussi certainement quelques produits anciens) sont dangereux pour la santé. Ils provoquent des maladies parfois graves comme le cancer. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ils sont très difficiles à repérer, et un certain nombre d'entre eux continuent d'exercer leurs méfaits sans que l'on puisse les accuser formellement, donc les interdire.

Si un produit provoque des désordres graves et fréquents et surtout si ces derniers apparaissent rapidement, il en sera tout de suite rendu responsable. Mais si ce n'est qu'après quelques années que ses méfaits se manifestent, si, de plus, l'incidence de la maladie qu'il provoque est faible, il continuera d'être employé. Si le produit est largement utilisé, il pourra provoquer des centaines de milliers de morts en toute impunité.

Supposons, par exemple, qu'un produit (éventuellement sous plusieurs marques) soit utilisé par la moitié de la population française, soit 25 millions de personnes et qu'il provoque une augmentation de 1 % de l'incidence des cancers : il provoquera donc 250 000 cancers... Et ce produit a pourtant toutes les chances de rester en circulation.

Le choix des animaux d'expérimentation

S'il est suspecté un jour, il sera testé sur des animaux. Le plus souvent, on choisira des rats. L'expérimentateur fera deux lots d'animaux identiques qu'il élèvera de la même manière. Il appliquera le produit suspect régulièrement aux animaux de l'un des lots. Il examinera ensuite l'apparition de telle ou telle maladie dans les deux lots. Si une maladie survient plus souvent dans le lot traité que dans le lot témoin, le produit en sera rendu responsable.

Tout le problème est de choisir des lots d'animaux assez nombreux pour que la différence d'incidence de la maladie soit significative. Supposons que l'expérimentateur ait choisi des lots de cent rats (deux lots soit deux cents rats au total). Il constate, par exemple, qu'il apparaît vingt-sept cancers spontanés dans le lot traité de cent rats, et vingt-trois dans le lot non traité de cent rats. Pourra-t-il déduire que le produit augmente de 4 % l'incidence des cancers chez le rat puisque cette incidence est de 27 % chez les rats traités et de 23 % chez les rats non traités ? Sûrement pas !

On peut, en effet, supposer que les cancers apparaissent au hasard, qu'ils soient spontanés ou provoqués. Si l'expérimentateur refaisait une expérience semblable avec deux autres lots de cent rats, il pourrait trouver, par exemple, vingt-deux cancers chez les rats traités et vingt-quatre chez les rats non traités. Il ne pourrait pas en déduire que le produit empêche 2 % d'apparition des cancers spontanés. Il devra utiliser les lois statistiques sur les sondages (*le Monde* du 17 janvier 1973).

Ces expériences sont, en effet, identiques à celles où il y aurait une très grande population de rats non traités et de rats traités et que l'on ait essayé de trouver quelle est l'incidence des cancers dans ces deux populations en faisant un sondage auprès de cent rats de chacune de ces populations.

Que signifient alors les deux expériences ? La première indique qu'il y a quatre-vingt quinze chances sur cent pour que l'incidence des cancers soit comprise entre 19 % et 35 % chez les rats traités alors qu'il y a quatre-vingt quinze chances sur cent qu'elle soit comprise entre 16 % et 32 % chez les rats non traités.

La seconde démontre qu'il y a quatre-vingt quinze chances sur cent que l'incidence soit comprise entre 15 % et 31 % chez les rats traités et quatre-vingt quinze chances sur cent pour qu'elle soit comprise entre 17 % et 33 % chez les rats traités.

De faibles variations

Ces deux expériences ne prouvent donc rien sur le pouvoir cancérigène du produit puisque les quatre lots correspondent à quatre « fourchettes » 19 à 35 %, 16 à 32 %, 15 à 31 %, 17 à 33 % qui ont une partie commune (de 19 à 31 %). Tout au plus ces tests auront-ils montré que le produit n'est pas très cancérigène et qu'il y a de fortes chances qu'il n'augmente pas l'incidence des cancers de 12 % (de 19 à 31 %) (1).

Une telle étude ne permet donc pas de mettre en évidence un pouvoir cancérigène faible comme celui auquel nous nous intéressons : une augmentation de 1 % de l'incidence des cancers. Pour y arriver, il faudrait faire des expériences sur des milliers ou même des dizaines de milliers d'animaux, pendant des années (un rat vit de deux à six ans). Le coût serait prohibitif.

Est-ce à dire qu'en pratique les produits capables d'augmenter de 1 % l'incidence des cancers sont impossibles à déceler ? Un biais permet, à la rigueur, d'y arriver. Au lieu de traiter les rats avec une dose on leur en administre dix. On peut alors supposer que l'effet sera dix fois plus grand. On n'aura donc plus besoin d'un test permettant de déceler 1 % mais d'un test permettant de déceler 10 %. Quelques centaines d'animaux seront encore nécessaires si on veut être sûr du résultat à 95 %. L'expérience est moins certaine que celle qui serait faite avec les doses normales, mais elle demeure utile. En pratique toutefois, étant donné son coût qui demeure élevé, elle n'est que très rarement employée.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

(1) En fait, un traitement statistique plus élaboré est nécessaire. Il fournit un résultat du même ordre de grandeur (à 95 % de confiance sur le résultat, l'incertitude est de l'ordre de plus ou moins 8 %).



Encore des menteurs

DEUX frères disent toujours scrupuleusement la vérité, avec une seule exception : chacun ment au sujet de son anniversaire le jour même de cet anniversaire.

On leur demande, le jour de la Saint-Sylvestre : « *Quand est votre anniversaire ?* » Le premier répond : « *Hier* » et le second : « *Demain* ».

Si le 1er janvier ils font les mêmes réponses aux mêmes questions, quand est l'anniversaire de chacun ?

(Solution ci-dessous à l'envers.)

Chaque frère ne ment qu'un jour par an et doit donc dire la vérité au moins une fois au cours du problème.

Le premier est donc né le 30 décembre ou le 31. S'il est né le 30, il n'a pas le droit de mentir le 1er janvier en affirmant qu'il est né le 31. Mais, en étant né le 31, il peut mentir ce jour-là et dire la vérité le lendemain.

Le second est né le 1er janvier ou le 2. S'il est né le 2, il n'a pas le droit de mentir le 31 en affirmant qu'il est né le 1er janvier. En étant né le 1er, il dit la vérité la première fois et ment la seconde.

Le premier frère est donc né le 31 décembre et le second le 1er janvier. (Martin Hollis, Tantalizers, Allen and Unwin.)

PROBLEME N° 53

Voici une nouvelle version du célèbre problème du voyageur et des menteurs (*le Monde* du 24 octobre 1973). Un voyageur arrivant à un point où sa route se divise en deux directions ignore laquelle mène au village qu'il veut atteindre. Il se trouve en face de trois habitants de la région, dont il sait que l'un dit toujours la vérité, que l'autre ment toujours et que le troisième ment parfois, sans cependant savoir lequel est dans chaque cas.

Comment peut-il connaître son chemin en deux questions dont les réponses sont « oui » ou « non » ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION DU PROBLEME N° 52

Comment construire huit tétraèdres ayant, deux à deux, une portion de surface commune, la portion commune n'appartenant jamais à plus de deux tétraèdres ?

Les triangles ABD, BCE, CAF et DEF ont, deux à deux, une portion de côté commune. Un point I, situé au-dessus, détermine quatre tétraèdres répondant à la condition grâce aux faces passant par I.

De même, avec un point J, situé au-dessous, et les triangles KLP, LMO, MKN et NPO, on obtient quatre autres tétraèdres corrects. Les portions communes des triangles sur le plan assurent que l'ensemble des huit tétraèdres ont deux à deux, et deux à deux seulement, une portion de face commune. (Réf. : *Mathematical Games & Pastimes*, A.P. Domoryad, Pergamon Press.)

PIERRE BERLOQUIN.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Le recours aux systèmes de navigation par inertie

Bien des voyageurs qui empruntent des Caravelle ont effectué des atterrissages automatiques par visibilité quasi nulle, sans peut-être même le savoir. Or ces atterrissages se font avec une sécurité presque parfaite, grâce à une caractéristique intéressante de cet avion : au moindre doute, l'équipe peut effectuer une manœuvre (remise des gaz) à la suite de laquelle l'avion cesse de descendre et même reprend de l'altitude sans retard significatif. Une approche manquée se traduit donc, au pire, par une remontée et une nouvelle tentative d'approche.

Paradoxalement, il est plus difficile de parvenir au même résultat avec des avions plus récents. L'aérodynamique plus raffinée, qui permet de meilleures performances de montée ou de croisière, fait que ces avions ne sont plus le « bouchon de liège » qu'était la Caravelle. En particulier, une manœuvre de remise des gaz ne parvient à arrêter la descente de l'avion que dans un délai de l'ordre d'une dizaine de secondes. Pour faire face à cette situation, divers remèdes sont possibles, tous fondés sur une instrumentation électronique plus poussée. Le dernier raffinement mis à l'étude par les services officiels français de l'aéronautique est le recours aux systèmes de navigation par inertie pour compléter le moyen traditionnel de guidage des avions en cours d'approche et d'atterrissage qui est l'I.L.S. (« le Monde » du 15 janvier).

Rendre plus sûr l'atterrissage automatique des avions

L'I.L.S. (Instruments Landing System) se compose d'un groupe d'antennes émettrices très directives, situées en bordure de piste, et d'un récepteur radio spécialisé à bord de l'avion. De ce récepteur il sort deux indications utilisées pour le guidage de l'avion en approche :

— L'écart latéral de l'avion par rapport à l'axe de la piste, cet axe se trouvant matérialisé par un faisceau dont la portée est de 20 ou 30 kilomètres par rapport à l'entrée de piste ;

— L'écart vertical par rapport à un plan de descente incliné de 2,5 à 3 degrés, et aboutissant sur la piste un peu en retrait de son seuil.

Ainsi donc, dès qu'il a « capturé » le faisceau de l'I.L.S. (c'est-à-dire 20 ou 30 kilomètres avant l'entrée de piste), l'avion dispose d'indications d'écart que le pilote s'efforce de maintenir à zéro (par exemple, en tournant un peu à droite s'il a un écart latéral vers la gauche, ou en descendant s'il a un écart vertical positif). S'il maintient bien ces écarts à zéro, il suivra une trajectoire rectiligne inclinée de 2,5 à 3 degrés dans l'axe longitudinal de la piste.

On peut remarquer en passant que la descente de l'avion s'effectue avec une vitesse verticale non négligeable (plus de 3 mètres par seconde, c'est-à-dire la vitesse d'un ascenseur rapide), et qu'il n'est donc pas étonnant qu'il faille un certain temps pour annuler cette vitesse de descente, si le pilote reconnaît l'impossibilité de se poser. Par exemple, si le temps de réaction est de l'ordre d'une dizaine de secondes, on est sûr que l'avion aura encore eu le temps de descendre d'une quinzaine de mètres avant que son mouvement descendant puisse être inversé. Cela donne tout son sens à la notion de *« hauteur de décision »* : il existe une hauteur minimale de l'avion où le pilote doit décider soit de remonter (remise des gaz) soit de se poser. S'il décide de se poser, il faut que ce soit avec la quasi-certitude de se poser sur la piste, sinon sa vitesse de descente l'amènera quand même à toucher le sol... dans les labours voisins, ce qui est dangereux. C'est ici qu'apparaît l'intérêt d'un système de navigation par inertie venant en aide à l'I.L.S.

Imaginons, en effet, le cas le plus dramatique. Le pilote a effectué une descente absolument normale, il a un écart latéral et un écart vertical nuls par rapport au faisceau I.L.S., ce qui signifie que, s'il continue sur la lancée, il va toucher la piste au bon endroit. C'est ce qu'il s'apprête à faire alors qu'il arrive à 30 mètres d'altitude, qu'on suppose être la hauteur de décision. Mais, à 25 mètres de hauteur, il perd l'information I.L.S. par suite d'une panne de l'émetteur au sol (cas rarissime, heureusement).

Un système de navigation par inertie peut apporter ici une aide appréciable. Rappelons qu'il s'agit d'un système permettant de calculer les déplacements de l'avion (ou de tout autre mobile qui le porte) par simple mesure de ses accélérations, c'est-à-dire sans recourir à aucune information extérieure. Et la finesse des mesures est telle que le système inertiel peut mesurer des variations de vitesse de quelques centimètres par seconde.

Ainsi, le système inertiel peut prendre le relais des informations I.L.S. (en somme, les extrapoler), si celles-ci viennent à disparaître. Mais cela n'est pas aussi naturel qu'il peut sembler, et il faut un certain nombre de traitements mathématiques. Au cours de la descente, le système inertiel « observe » les informations données par l'I.L.S. et les compare à celles qu'il aurait lui-même données au même instant (par exemple, toutes les secondes). Alors intervient une délicate pondération. En effet, on sait que les informations données par l'I.L.S. ne sont pas parfaites, pas plus d'ailleurs que celles que fournit le système inertiel. Mais les deux dispositifs ont deux façons différentes de « mentir ». L'I.L.S. est capable, d'un coup sur l'autre, de donner des indications assez différentes (il est en quelque sorte « fébrile »), mais, en moyenne et à long terme, il dit vrai. C'est tout le contraire avec le système inertiel : il est très stable à court terme, bien que susceptible de dévier lentement à long terme. *L'association de l'I.L.S. et du système inertiel*, sous forme d'un calculateur qui reçoit leurs informations et les « filtre » l'une par l'autre, permet d'en tirer le meilleur parti. Notamment, de calmer la fébrilité de l'I.L.S., qui, si on le suivait à la lettre, imposerait parfois une activité excessive à l'avion (un coup à droite, un coup à gauche...). Mais, au-delà du confort supplémentaire ainsi apporté, il y a la fonction de survie à une perte de l'I.L.S. dans les secondes critiques qui précèdent l'atterrissage, et c'est ce qui intéresse avant tout les services officiels de l'aéronautique. Ceux-ci ont donc suscité une étude sous deux formes complémentaires :

— Le service technique de l'aéronautique fait étudier par une société spécialisée dans la navigation par inertie (la Sagem) l'équipement embarqué capable d'effectuer le couplage inertie-I.L.S. avec la contribution de la SNIAS pour ce qui concerne le contexte avion, puisque le thème fixé est celui de l'Airbus A 300 ; dès maintenant, les essais préliminaires sur un avion Nord-262 du Centre d'essais en vol de Brétigny ont montré la « faisabilité » du projet

— Le service technique de la navigation aérienne fait étudier un système (principalement implanté au sol) de « reconformation », permettant de transmettre vers l'avion, peu de temps avant l'impact (au moment du survol d'une balise qui existe au-devant de la piste de tous les aérodromes) l'écart latéral de celui-ci pour lever les derniers doutes qui pourraient subsister.

POLEN LLORET.

Libre opinion

Le Muséum et son rôle

par CLAUDE DELAMARE DEBOUTEVILLE (*)

LE rapport de la Cour des comptes tel qu'il a été publié par les *différents journaux que je lis régulièrement, à savoir : le Monde* (26-27 juin 1975), *le Figaro*, *le Journal du Dimanche* et, bien entendu, *le Canard enchaîné*, pourrait laisser croire que ce sont les professeurs administrateurs qui sont responsables d'un état de délabrement que nous stigmatisons tous.

N'étant pas titulaire d'une chaire à collections, je tiens à m'élever hautement contre ce type d'accusation. Ayant été successivement assistant au Muséum, professeur d'université, professeur au Muséum national, membre des commissions du Plan, membre du comité consultatif des universités, membre réélu à cinq reprises du comité national de la recherche scientifique, je dois dire que toutes les instances que j'ai fréquentées ont toujours insisté sur l'importance du Muséum national d'histoire naturelle en tant que conservatoire de collections permettant de mieux orienter l'exploitation de la planète Terre ; et sur la primauté que la communauté internationale devrait accorder à la préservation du patrimoine recelé par le Muséum national de Paris et par le British Museum, qui ont été les reflets des grandes explorations des derniers siècles. Dans nos collections nationales, il existe ainsi des quantités d'espèces qui ont disparu depuis longtemps de la nature actuelle. Nos concitoyens doivent impérativement prendre conscience de cette richesse du patrimoine national et de l'importance de l'institution qui le régit.

Le Muséum n'est pas seul à posséder des collections mal étudiées, faute de personnel. Certains de nos chercheurs ont pu récemment démontrer qu'il était possible de trouver dans le secret des laboratoires étrangers, même parmi les plus puissants, des « fossiles vivants » que l'on croyait disparus depuis des millions d'années.

Les professeurs administrateurs du Muséum national insistent chaque année sur l'incapacité matérielle de faire progresser la science française, en raison des crédits insuffisants qui sont attribués à cet établissement. Il est donc tout à fait injuste d'avoir l'air d'assimiler les professeurs, qui essayent de préserver tant bien que mal un patrimoine unique, à des reptiles ou à des fossiles. Aucun collègue universitaire n'accepterait cette interprétation, de même qu'aucun travailleur du Muséum, quel que soit son niveau hiérarchique, n'accepterait d'être considéré comme un bradeur, pas plus qu'aucun collègue universitaire ou intellectuel, au sens large, n'accepterait d'être amalgamé à une telle analyse. La vérité est beaucoup plus cruelle ; il n'y a pas assez de crédits d'entretien (il n'y a qu'à voir l'état lamentable de certaines galeries et de certains laboratoires) ; il n'y a pas assez de crédits d'investissement ; il n'y a pas assez de personnel, de jour comme de nuit. Et même, dans le cadre de l'écologie générale, dont j'assume la direction, la source des crédits est pratiquement tarie.

Le Muséum est complètement ignoré des ministères des finances et de l'éducation, alors qu'il rend des services inappréciables aux universités et au monde intellectuel, français et étranger. La politique de contrats, qui est celle du gouvernement actuel, s'adapte très mal, sauf quelques exceptions, à la promotion d'un établissement dont le rôle devrait s'accroître au cours des années qui viennent, en raison même de sa vocation naturaliste et planétaire.

Etant l'un des plus anciens écologistes de France, et probablement celui qui a fait faire le plus de travaux en ce domaine, dans le cadre de monographies intéressant diverses régions des Amériques, d'Afrique et d'Asie, et étant parmi ceux qui ont animé le plus l'écologie nationale, je récuse formellement toutes critiques injustifiées qui pourraient être portées contre le Muséum national, car ce muséum est plus aimé et mieux connu à l'étranger qu'il ne l'est en France, en dehors, bien entendu, des milieux universitaires. Je récuse complètement une politique qui consisterait à être toujours en retard d'une guerre. J'ai vu renaître les grands instituts américains de conservation, y compris la Smithsonian Institution. J'ai vu se développer le British Museum. Mais, depuis ma tendre enfance, j'ai vu péricliter le Muséum national d'histoire naturelle de Paris. C'est donc aux citoyens français qu'il faut s'adresser, et non pas aux gestionnaires de cet organisme. Les différents directeurs que j'ai connus étaient tous des hommes éminents, et, je dois le dire, n'ont ménagé ni leur peine, ni leur temps, ni leur talent. Tous les collaborateurs, scientifiques ou techniques, en dépit de conditions de travail souvent très difficiles, participent aux travaux et publications de haute qualité, et donc aux découvertes, qui sont tout à l'éloge de cet établissement.

Si un nouveau statut, mal construit, devait démanteler l'œuvre de la Convention, qui régit actuellement le Muséum national, nous risquerions de retrouver le malaise qui règne en ce moment dans les universités, à la suite de l'application de la loi d'orientation. Nous assisterions de nouveau à une Saint-Barthélemy des intellectuels, qui, en ce qui concerne les chercheurs du Muséum, vivent encore dans un contexte apaisé, fort libéral, et produisent des travaux qui, je peux l'affirmer, sont fort bien appréciés par l'ensemble de la communauté scientifique internationale. A vouloir changer coûte que coûte, on risque, à mon sens, de faire plus de mal que de bien.

Pour le moment, le Muséum a besoin avant tout de locaux, de crédits d'entretien et de sécurité, et d'un personnel suffisamment nombreux.

(*) Professeur au Muséum, directeur du laboratoire d'écologie générale du Muséum national à Brunoy ; directeur du laboratoire souterrain du C.N.R.S. à Moulis (Ariège).

ACTUALITÉ MÉDICALE

COMMENT ACCOUCHER SANS DOULEUR ?

LE plaidoyer que consacrait, dans une « Li[bre] opinion (« le Monde daté 6-7 août), [le] docteur Cheynier à l'« accouchement s[ans] douleur par la méthode psychoprophylactique » a provoqué chez nos lecteurs de vives réactions.

Les unes viennent des utilisatrices, qui dén[on]cent l'insuffisance de cette méthode, les autres [des] anesthésistes, qui critiquent les carences actuel[les].

Nous publions ici les extraits les plus si[gni]ficatifs des correspondances reçues à ce suje[t].

POINT DE VUE

L'analgésie obstétricale ne peut se limiter à la psychoprophylax[ie]

par le Dr B. LOISEL (*)

FAIT partie de l'analgésie obstétricale toute méthode ou technique qui supprime les douleurs de l'accouchement tout en laissant la femme consciente et capable de participer activement à la naissance de son enfant. L'anesthésie générale avec sa perte de conscience obligatoire est, par définition, exclue des techniques analgésiques.

Si l'on en croit le Dr Cheynier, gynécologue-accoucheur (*le Monde* daté 6-7 août 1975), une seule méthode est efficace dans tous les cas : la préparation psychoprophylactique à la naissance encore appelée préparation à « l'accouchement sans douleur ». D'après lui : « *Les femmes qui ont participé à une telle préparation obtiennent grâce aux techniques auxquelles elles se sont entraînées une indolorisation des contractions utérines de l'accouchement dont la preuve n'est plus à faire et point n'est besoin pour elles d'envisager une analgésie ou une anesthésie médicamenteuse.* » Les échecs de la méthode psychoprophylactique ne surviennent, suivant le Dr Cheynier, qu'en cas de préparation trop tardive ou faite sans conviction. Autrement dit, une préparation correcte garantit un accouchement indolore.

Hélas ! La réalité est, qu'on le *veuille ou non, bien différente.*

Ecoutons les experts de la Fédération mondiale des sociétés d'anesthésiologistes présidée par le professeur J.-J. Bonica (1) : « *Lorsque la psychoprophylaxie est bien appliquée :*

» — 10 à 20 % des accouchements se passent sans douleur et ne requièrent ni analgésie ni anesthésie;

» — dans 30 à 50 % des cas, la douleur est diminuée à des degrés divers, et les parturientes ne réclament que peu d'analgésique ;

» — dans le reste, la douleur est entière. »

Ainsi, au mieux, le soulagement n'est réel et complet que dans un cinquième des cas.

Voilà qui remet les choses en place. Nous sommes loin des affirmations triomphales du Dr Che[ynier].

Il ne faudrait pas en déduire [pour] autant que la préparation ps[ycho]prophylactique à la naissance [soit] inutile. La future mère y reçoi[t des] informations sur son anatomie, [l'hy]giène de la grossesse et le dé[roule]ment des différentes phases de [l'ac]couchement. Elle s'entraîne à [disci]pliner sa respiration, à se rela[xer,] à effectuer des efforts de po[ussée] abdominale.

C'est pourquoi la préparation [psy]choprophylactique vaut toujou[rs la] peine d'être suivie, surtout pou[r une] première naissance.

Souffrir inutilement ?

Cependant, puisque bien qu'utile, la psychoprophylaxie a ses limites, il est tout à fait légitime de recourir à une analgésie médicamenteuse en cours d'accouchement lorsque les contractions utérines deviennent mal supportées ou même d'emblée dès le début de l'accouchement, si la femme le désire.

« La mission capitale du médecin anesthésiste est le choix des drogues et des techniques afin de soulager au maximum les douleurs de la mère sans lui faire courir de risque supplémentaire et sans aucun inconvénient pour son enfant. En effet, il n'existe aucune technique qui soit tellement supérieure aux autres qu'elle devrait être la seule employée. Aussi le type d'analgésie devrait toujours être décidé sur mesure, en fonction de chaque cas particulier et en tenant le plus grand compte des souhaits de la mère. » (Bonica.)

Quelles sont donc les diffé[rentes] techniques d'analgésie médic[amen]teuse ?

Certaines diminuent les do[uleurs] sans les supprimer totalemen[t. Ce] sont, par exemple : l'injecti[on de] dérivés de la morphine ou l'i[nhala]tion d'un mélange gazeux a[nalgé]sique (protoxyde d'azote 50 [%-] oxygène 50 %). Ces technique[s sont] simples et peuvent être ut[ilisées] même en l'absence du m[édecin] anesthésiste (2).

D'autres techniques réalisen[t rée]lement l'accouchement tout [à fait] indolore et permettent, le [cas] échéant, de pratiquer un fo[rceps,] une césarienne, ou tout autr[e acte] chirurgical sans faire appel à [l'anes]thésie générale. C'est le cas, e[n par]ticulier, des analgésies rachidie[nnes :] péridurale, caudale et rach[ianes]thésie. Obtenues par infiltration [d'une] substance anesthésique loca[le en] certains points très précis [de la] colonne vertébrale, elles son[t] efficaces dans 95 % des ca[s. De] réalisation un peu délicate, el[les ne] peuvent malheureusement êtr[e pra]tiquées que par des médecins [anes]thésistes ayant reçu une fo[rmation] spéciale dans ce domaine. [Or] ces médecins sont, en Franc[e, très] peu nombreux : environ cen[t cin]quante sur les trois mille a[nesthé]sistes ! (Cent cinquante, et no[n] cinq cents comme l'affirm[e le] docteur Cheynier, mal informé.)

Pour remédier à cette si[tuation] très préjudiciable aux parturien[tes et] à leur progéniture, il est urge[nt de] créer un nouveau spécialiste : [l'anes]thésiste-réanimateur obstétrical.

En effet, il faut maintenant q[ue les] médecins anesthésistes-réanim[ateurs] envahissent les maternités e[t les] salles d'accouchement comm[e au] cours des vingt dernières a[nnées] ils ont envahi les services d[e chi]rurgie et les salles d'opérati[on. Il] ne faut pas oublier qu'il y a [vingt-]cinq ans les anesthésies gén[érales] en chirurgie étaient données [par le] chauffeur du chirurgien, l'étudia[nt en] médecine novice ou, au [mieux,] l'infirmière exercée.

Par rapport à son collègue [chi]rurgical, l'anesthésiste-réanim[ateur] obstétrical devra avoir des co[nnais]sances *particulières non seul[ement]* dans le domaine des anal[gésies] rachidiennes mais aussi en [obsté]trique et en médecine du nouve[au-né.] Pour acquérir ces connaissance[s, une] année de formation supplém[entaire] après le certificat d'études spé[ciales] en anesthésie-réanimation semb[le un] minimum indispensable.

Si ces souhaits se réalisent, [on] *verra la morbidité et la mo[rtalité] maternelle et périnatale diminu[er en] raison de la meilleure qualit[é des] soins assurés* ». (Bonica.)

C'est déjà le cas en Suèd[e où] l'analgésie obstétricale est gé[néra]lisée et la mortalité périnatal[e est] la plus basse du monde.

Pourquoi, docteur Cheynier, [ne] pourrions-nous pas faire de m[ême] en France ? Et au nom de quel [prin]cipe imposerions-nous l'accou[che]ment psychoprophylactique co[mme] seule méthode d'analgésie obs[tétri]cale ?

(*) Anesthésiste-réanimateur c[hargé] de l'analgésie obstétricale à [la] maternité de l'hôpital Lariboi[sière] à Paris.

(1) *Manuel d'analgésie et d'a[nes]thésie obstétricales*, par J.-J. Bo[nica] (1975, 200 pages, 35 F), Libr[airie] Arnette, 2, rue Casimir-Delavi[gne,] 75006 Paris. Ce petit ouvrage, tra[duit] de l'américain, est tout à [fait] remarquable.

(2) Le mélange protoxyde d'a[zote] 50 % - oxygène 50 % existe [tout] préparé dans une seule et m[ême] bouteille, excluant ainsi tout ri[sque] d'erreur dans le pourcentage [de] protoxyde d'azote administré.

(3) Mortalité périnatale : c'es[t la] somme de la mortalité fœtale [des] trois derniers mois de la gros[sesse] et de la mortalité infantile [des] sept premiers jours de la vie.

Le témoignage d'une jeune femme

Etant enceinte de mon premier enfant, j'ai suivi, cette année, toutes les séances (neuf au total) de la « préparation à l'accouchement sans douleur » à la maternité Fernand-Lamaze, dirigée par le docteur Cheynier. Dès le troisième mois de grossesse, j'effectuais tous les jours chez moi, avec l'aide de mon mari, les *exercices indiqués au cours de* ces séances. Lorsque les premières contractions se sont manifestées, j'étais très calme, appliquant « en bonne élève » les leçons que j'avais reçues. Tout alla bien jusqu'à un point. Je veux dire que je dominais et contrôlais assez bien tout ce qui m'arrivait, mais je ne pouvais pourtant pas dire qu'il n'y avait pas de douleurs. Je m'appliquais encore plus, pensant que « c'était de ma faute » si j'avais mal. Lorsque vinrent les dernières contractions, la douleur était très intense. Je ne comprenais toujours pas pourquoi cette douleur m'était si difficile à supporter.

Après lecture de l'article du docteur Cheynier, je m'interroge : en effet, d'après lui, les douleurs seraient le résultat :

— « D'une préparation commencée trop tard » : ce n'est sans doute pas mon cas, l'ayant commencée dès le troisième mois de la grossesse ;

— « D'une préparation qui n'est pas entreprise avec suffisamment de sérieux par l'équipe obstétricale » : cela ne devrait pas être mon cas puisque j'ai été suivie et préparée par l'équipe du docteur Cheynier ;

— « D'un manque d'assiduité et de conviction de la femme dans son entraînement personnel » : comme je l'ai écrit plus haut, je ne pense pas avoir manqué d'assiduité et de conviction tout au long de cette préparation.

Alors, que reste-t-il ? Il reste un doute qui ressemble étrangement à de la culpabilité : peut-être *n'étais-je* pas suffisamment « bonne élève » ? Je serais restée sur cette impression culpabilisante si je n'avais confronté mon expérience avec celle des autres femmes, mes compagnes à la maternité, dont la plupart étaient « préparées » et qui, cependant, ressentaient la même chose que moi.

S'il n'est pas question pour l'obstétricien de « pénaliser ou de rejeter une femme mal préparée », on voit par ce témoignage qu'il est facile de la culpabiliser en lui mettant en quelque sorte une mauvaise note au cas où elle ne supporterait pas bien son accouchement.

Cela dit, l'intérêt de la méthode psychoprophylactique n'est pas, en effet, à mettre en doute. Il s'agit simplement de la prendre comme telle, c'est-à-dire comme une préparation à l'accouchement et comme un moyen d'éduquer les femmes enceintes.

M. SILBERNAGL,
Paris (12e).

La souffrance des autres

On ne peut manquer de s'étonner de constater que ce n'est que fort tardivement que la recherche médicale s'est souciée d'alléger les souffrances des parturientes, alors que depuis belle lurette elle s'est attachée à supprimer celles des extractions dentaires par exemple, pour ne citer que celles-là, pourtant, et de loin, moins considérables tant en intensité qu'en durée. Mais voilà... Les hommes se font arracher des *dents, ils n'accouchent pas.* (...)

La préparation psychoprophylactique présente certes bien des avantages, y compris ceux d'une surveillance serrée de la grossesse. Mais, en pratique, comment est-elle réalisée, et réalisable ? Dans tel service, des cours magistraux avec schémas au tableau et indications verbales des exercices à faire chez soi. Dans tel autre, le moniteur censé assister la parturiente au jour J n'est pas là au moment précis. Insuffisance numérique ? Vacances ? Il faut ajouter à cela que cette préparation exige une relative disponibilité, des déplacements, pris sur quel temps ? C'est-à-dire pour celles qui travaillent ou ont déjà charge de famille sans être aidées, un surcroît d'effort et des problèmes pratiques à résoudre.

Cela revient à dire que ce type de préparation élimine toute une catégorie de femmes, sans parler de celles qui pour des raisons de caractère ne sont pas à même de s'astreindre à cette régularité, et ceci, en supposant qu'elle ne soit pas illusoire comme c'est parfois le cas. Il ne suffit pas de la présenter sous un jour idéalisé. Si ladite préparation était dans les faits ce qu'elle est censée être, et donnait tous les résultats qu'on est en droit d'en attendre, qui se soucierait d'une péridurale ? (...)

Objecter le manque d'anesthésistes pour limiter le recours à la péridurale n'est pas s'en plaindre. Dans un service où l'on estimerait que cela fait partie de la routine et qu'il va de soi que la douleur doive être supprimée par tous moyens dont on dispose actuellement, il y en aurait, au même titre qu'il y a des réanimateurs lorsqu'il le faut. L'insuffisance numérique invoquée n'aurait-elle pas à voir avec la politique malthusienne de l'Université, et les « reçus-collés » ? En quoi est-ce en priorité aux femmes qui accouchent d'en faire les frais ?

HÉLÈNE GOUTAL-VALIÈRE,
Paris.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85



emplois internationaux

SIEMENS AKTIENGESELLSCHAFT

recherche

des INGENIEURS ELECTRICIENS et TECHNICIENS SUPERIEURS en Electricité

pour son Département **OUTRE MER à ERLANGEN** (près de Nuremberg) R.F.A.

en vue de leur confier des tâches de
- Ingénieurs de Vente
- Ingénieurs de Marketing
- Ingénieurs d'Etude

Après une période d'adaptation et de formation, notamment dans l'étude d'installations électriques, il leur sera offert la possibilité d'être mutés dans des Etablissements SIEMENS à l'Etranger.

De bonnes connaissances de la langue allemande sont indispensables.

Nous remercions les candidats de bien vouloir adresser leur dossier, en vue d'un premier examen, à SIEMENS S.A. Département du Personnel B.P. 122, 93204 SAINT-DENIS

MAROC

Pour 1 HUILERIE : 200 T graines par jour situées près d'une ville portuaire importante au nord de RABAT, nous recherchons pour un de nos clients, pour un contrat de 2 ans et pour assurer la formation de jeunes cadres marocains :

DIRECTEUR USINE
— Sens du commandement et des responsabilités
— Expérience de gestion administrative
Connaissance matériel huilerie souhaitée

INGÉNIEUR, CHEF FABRICATION
Diplômé A & M, ENSIA ou équivalent

3 CHEFS DE QUART
Ces 2 postes nécessitent la connaissance parfaite du matériel de huilerie, l'usine comportant :
— Atelier décorticage de coton et tournesol
— Atelier de pré-pression
— Atelier d'extraction par solvant
— Chaufferie et Service d'Entretien

INGÉNIEUR ÉLECTRO-MÉCANICIEN
Connaissance en entretien d'usine indispensable

INGÉNIEUR CHIMISTE
Connaissance des oléagineux souhaitée pour :
— Suivi et contrôle de la qualité et de la production
— Analyse matières premières et produits fabriqués

MÉCANICIEN D'ENTRETIEN
Connaissance matériel huilerie souhaitée

Pour tous ces postes :
— Conditions d'âge : 30 ans mini.
— Logement assuré

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions à :
SPEICHIM DBQ
104, rue Edouard-Vaillant 93140-BONDY

EXPANSIAL

Recherche pour Sociétés Nationales Algériennes

Secteur Travaux Pétroliers

INGENIEURS

- **Electromécanicien** — Entretien matériel TP et Pétrolier — Réf. 532
- **Mécanicien** — Entretien diesels mécaniques et électriques — Réf. 504
- **Electricien** — Etudes, spécifications, contrôle, réalisations — Réf. 505
- **Transport** — Matériel lourd en zone désertique — Réf. 509
- **Spécialiste** — Gestion de stocks — Réf. 531
- **Soudeur** — Contrôle de soudure, tuyauteries pétrole et gaz — Réf. 419
- **Superviseur** — Montage parties techniques de raffineries — Réf. 539
- **Superviseur** — Montage instrumentation de raffineries — Réf. 540

Salaire selon compétence. Nombreux avantages sociaux.
Adresser c.v. détaillé avec référence correspondante à:
EXPANSIAL 6, rue Halévy 75009 Paris
2, Place l'Albertine 1000 Bruxelles (BELGIQUE).

HAVAS CONTACT

Schlumberger

offre des situations vivantes bien rémunérées et comportant de nombreux avantages à des

INGENIEURS

débutants (ou presque), électriciens, électroniciens ou mécaniciens. Ils participeront à l'expansion des activités de recherche pétrolière en Europe, Afrique, Moyen et Extrême Orient. Une formation rémunérée, préparatoire à l'activité proposée, est assurée sur les lieux mêmes d'exploitation et, selon ceux-ci, le salaire débute entre 4.600 et 7.650 francs par mois. Outre un diplôme d'ingénieur, il est demandé aux candidats de posséder de bonnes notions d'Anglais. Envoyer C.V. + photo à S.T. Schlumberger, Personnel Dept., 42 rue Saint Dominique, 75007 Paris.

SFAT

recherche pour chantier longue durée au

MOYEN-ORIENT

INGÉNIEUR COORDINATION

SOUS-INGÉNIEUR

Grande expérience des chantiers et connaissance planning PERT

Tél. pour Rendez-vous : 755-89-40 poste 41.

SOCIETE COMMERCIALE FILIALE DE BANQUES FRANÇAISES recherche

COLLABORATEUR

ayant expérience Commerce International pour

BUREAU MOSCOU

LANGUE **RUSSE** INDISPENSABLE

Ecr. nº 20.563, CONTESSE P., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q. t.

PROFESSEUR DE TECHNOLOGIE

pr l'école catholique ss contrat d'association, école St-Charles, à Saint-Pierre, île de la Réunion (B.T.S. ou D.U.T. exigé). 2, rue Rodier, B.P. 312, 97410 SAINT-PIERRE.

SPECIALIZED CONSORTIUM BANK

with very strong backing, LOCATED IN PARIS

is looking for

YOUNG INTERNATIONAL BANKER

- with experience in financial analysis, and in structuring, analysing with legal counsel, and syndicating both Euroloan and Eurobond transactions. Work in energy would be a plus.
- Applicants must be fluent in English and French. Other languages will be appreciated.

Compensation will be negociable according to experience and qualifications.

Please, write with full details to...
No 20.014 CONTESSE Publ. 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, who will forward.

— *Applications will be held in strictest confidence.*

POUR AFRIQUE NOIRE
Importante société cciale rech.

HOMMES JEUNES DYNAMIQUES, LIB. O. M.

possédant diplôme Ecole supér. commerce ou niveau équivalent, désireux se créer situation avenir, possibil. après formation d'assumer poste comportant responsabilités. Ecrire avec C.V. détaillé nº 36.930 B, à BLEU, 17, rue Lebel, 94-Vincennes, q.t.

Dans le cadre de la coopération technique, l'Institut national polytechnique de Lorraine cherche

INGENIEURS

ou équivalent pour enseigner la chimie à l'école d'ingénieurs de l'INSTITUT ALGERIEN DU PETROLE.
Adr. candidat., C.V. avec photo et prét. à M. Prost, E.N.S.I.C., 1, rue Granville, 54042 NANCY CEDEX.

Importante Société Gabonaise d'un très grand groupe international, spécialisé dans la vente de matériels et biens d'équipement, recherche

SON CHEF COMPTABLE

Ce poste, dont la résidence est à LIBREVILLE, requiert un diplômé B.E.C.S. ou équivalent, 28 ans minimum, ayant acquis une solide expérience comptable et fiscale. Très bonne situation de départ. Après carrière de 5 à 10 ans, possibilité d'étudier recasement France ou Etranger dans autres Sociétés du même groupe. Adresser lettre manuscrite et C.V. s/référence 1.099 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 Paris - Cédex 02, qui transmettra.

Important Cabinet Comptable à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe recherche

JEUNE COMPTABLE

Niveau BSEC-BT ou similaire
MISSION :
Gestion de dossiers, projets de bilan, contacts clients.

3 à 4 ans d'expérience des techniques comptables, des connaissances dans le domaine fiscal et juridique sont indispensables.

Logement facilité.

Poste d'avenir stable.

Adresser C.V. détaillé à SELETEC Conseil en recrutement 67009 STRASBOURG - CEDEX, sous référence 606.

Organisme parapublic à vocation internationale siège social PARIS recherche

AGRO ECONOMISTE

ayant quelques années d'expérience, acquise si possible outre-mer. Formation agronomique de base souhaitée. Formation économique complémentaire. Le candidat retenu sera disponible pour des missions de toutes durées à l'étranger.
Anglais et/ou espagnol.
Les ingénieurs intéressés peuvent écrire (C.V. + photo + salaire) à PUBLIPRESS, sous référence 483/100, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02.

Banque d'affaires française recherche

exploitant confirmé

pour sa Direction Etranger
secteur pays de langue allemande

Le poste :
assurer et développer
- les relations avec les correspondants des pays concernés.
- les opérations bancaires avec des sociétés françaises investissant dans le secteur ou avec des filiales françaises de sociétés étrangères appartenant à ce secteur.

A prédominance commerciale, le poste implique aussi de négocier les opérations, d'en apprécier le risque et de participer à leur montage.

Le candidat :
- 5 ans minimum de pratique aussi bien des opérations bancaires étranger que françaises
- expérience des relations avec les pays concernés
- apte à traiter avec des interlocuteurs de haut niveau
- nationalité : française, allemande ou suisse
- langues parlées couramment : Français, Allemand, Anglais

Envoyer lettre manuscrite + c.v. précis, photo et prétentions sous réf. 36955 à Havas Contact 156 Bd Haussmann, 75008 Paris

HAVAS CONTACT

PRÉSIDENT FIRME DIMENSION INTERNATIONALE

cherche pour TOKYO

secrétaire de direction expérimentée

- ANGLAIS - FRANÇAIS
- Sténo dans les 2 langues
- Position Cadre

Adresser CV avec une courte lettre manuscrite sous référence 6667 à

sema selection 16-18 rue Barbès 92128 Montrouge (Membre de l'ANCERP)

La Division chaudières industrielles

d'un Groupe Anglo-Saxon 18 000 personnes recherche

pour l'Algérie

cadre technico commercial

30 ans minimum. Ayant plusieurs années de pratique de vente de biens d'équipement industriels de préférence dans le domaine thermique. Il sera chargé dans le cadre d'un contrat d'assistance technique de longue durée, de mettre en place et de diriger une structure technico-commerciale locale.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés.

Information Carrière SVP.11.11

Référence 641

65, avenue de Wagram 75017 PARIS

Importante Société de T.P.
recherche pour chantier

en IRAN

UN INSTITUTEUR

ayant C.A.P.
Anglais indispensable

Il sera chargé de la scolarisation primaire des enfants du personnel expatrié français.

Poste à pourvoir immédiatement

Ecrire, avec C.V. photo et prétentions à Nº 20.948 CONTESSE Publicité — 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transm.

POUR IMPORTANT CHANTIER SITUÉ EN PAYS ARABE, SOCIÉTÉ BATIMENT AIMERAIT ENTRER EN CONTACT AVEC

personne de haut niveau ayant qualité d'ascendant et de souplesse et pouvant prendre en charge un service administratif.

Expérience gestion financière
Anglais courant exigé et arabe apprécié
Poste à pourvoir rapidement

Adresser dossier de candidature avec photo à : nº 20.875, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société internationale importante
spécialisée dans la fabrication de produits en plastique en particulier les tubes pour le Marché du BATIMENT et des TRAVAUX PUBLICS
recherche son

RESPONSABLE COMMERCIAL AFRIQUE FRANCOPHONE

pour la vente de l'ensemble des produits du Groupe dans ces pays.

Le candidat recherché doit avoir une bonne expér. de la vente de produits industriels en Afrique.

Il sera amené à passer 70 % de son temps en Afrique, le reste à Paris.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

REMUNERATION : 80.000 Francs par an.

Ecrire avec C.V. détaillé à Nº 18.677.
Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

SOCIETE FRANÇAISE, LEADER SUR LE MARCHE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES
recherche

INGÉNIEURS AGRONOMES

pour étoffer son département exportation

en AFRIQUE et en AMÉRIQUE LATINE

Il leur sera confié l'entière responsabilité commerciale de leur secteur et ils devront résider sur place. Une expérience à un niveau de responsabilité équivalent serait appréciée.
L'espagnol courant sera exigé en Amérique latine.
Discrétion assurée.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
SUD-MARKETING, Nº 11.649 - 3 place F.-Baret, 13006 MARSEILLE.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde *présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.*

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CHAMBRE RÉGIONALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

recherche

CONSEILLER EN GESTION

DE HAUT NIVEAU

MISSION :

- *Rechercher avec les Chefs d'entreprise (dominante P.M.I.) des solutions aux difficultés conjoncturelles, établir et suivre l'application de plans de développement à moyen terme ;*
- *Perfectionner les dirigeants à la gestion ;*
- *Lancer des actions concertées inter-entreprises.*

CONSEILLER EXPORTATION

DE HAUT NIVEAU

MISSION :

- *Rechercher les opportunités d'actions à l'export ;*
- *Mettre en place des services export au sein des entreprises ;*
- *Concevoir, organiser et exécuter des opérations à l'étranger.*

PROFIL :

— *Pratique approfondie de la gestion d'entreprises à un niveau de responsabilités élevé et du commerce international pour le 2e poste.*
— *Formation supérieure.*
— *Aptitude aux contacts, au travail en équipe, et esprit de méthode.*

RÉMUNÉRATION : 80.000/100.000 F/an

Durée de la mission : deux ans
Résidence Abbeville ou éventuellement Amiens

Adresser C.V. lettre manuscrite et photo à :
CRCI PICARDIE *36, rue des Otages, 80000 AMIENS*

Le Directeur financier et administratif de
COFRADEL (LYON)
société mère d'un Groupe de distribution en forte expansion (CA 1975 : 2 milliards de F), cherche

le chef de sa division financière

auquel il délègue :
- la gestion interne et le placement de la trésorerie du Groupe (50 MF), selon des procédures strictes ;
- l'étude et la négociation des plans de financement, des crédits et des opérations financières en France et à l'étranger (70 MF d'investissements par an) ;
- les relations financières avec les filiales ;
- l'information financière sur le Groupe ;
- et, s'il en a la compétence, la coordination et le contrôle central des budgets et des plans pluri-annuels, certaines évaluations d'affaires et études de rentabilité.

C'est un cadre de 32 ans minimum, HEC, ESCP ou équivalent, très actif, ayant de solides bases comptables et, au moins, 5 à 6 ans d'expérience en études et négociations financières (industrie, banque).

Ecrire à Mme M.C. TESSIER, réf. 2945 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE – 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

est recherchée, dans le cadre de l'ouverture d'un bureau situé à LYON, par un cabinet d'expertise comptable ayant son siège à Paris. • Solide expérience. Parfaitement bilingue Français-Anglais. Sténo dans les deux langues. • Ce poste offre un travail varié et requiert de réelles capacités d'autonomie et d'organisation afin d'assurer également les travaux administratifs courants. • Les candidates d'origine anglo-saxonne seraient appréciées.

Envoyer C.V., lettre manuscrite avec rémunération souhaitée et photo, sous référence 21225/M à : C.I.S.P., 3, av. Percier, 75008 Paris



SOCIETE EN EXPANSION BOURGOGNE
recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR
CONFIRMES

pour prendre responsabilité du service INFORMATIQUE : IBM 3/8 - 37/40 - GAP II. Ecrire avec C.V. et prétentions sous N° 875.808 à REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q. tr.

BANQUE PRIVÉE
SPÉCIALISÉE DANS LE CRÉDIT IMMOBILIER
recherche pour son agence de **NANTES** un

DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

—Grandes Ecoles Commerciales - Sciences Eco. - Sciences Po ou équivalent—

ayant une bonne formation bancaire (2 années minimum), pour :
- organiser le département des crédits aux particuliers,
- assurer l'étude des crédits aux entreprises et coordonner l'ensemble de l'action commerciale dans le secteur précité.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 5138 à AXIAL Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris qui transmettra rapidement votre candidature.

LABORATOIRE PHOTOGRAPHIQUE EST COLOR
en pleine expansion (actuellement 360 personnes), recherche pour METZ

Directeur financier

pour prendre en charge

— comme CHEF COMPTABLE les comptabilités générale et analytique de la société et de ses filiales,

— comme DIRECTEUR FINANCIER, et en liaison étroite avec la direction, la gestion financière de l'entreprise qui, en raison de ses activités saisonnières, a une politique de placements très élaborée.

Poste de haut niveau nécessitant, outre des diplômes comptables (D.E.C.S., etc.) et de gestion (H.E.C., E.S.S.E.C., I.A.E., etc.), une très bonne expérience des entreprises moyennes.

(Réf. 619.)

Chef du personnel

pour

— la gestion courante du personnel,

— l'élaboration et le suivi, en liaison avec la direction, du budget de la masse salariale de l'entreprise,

— la participation au maintien et au développement à tous les niveaux d'un esprit d'équipe.

4 à 5 ans d'expérience souhaitée d'une entreprise moyenne.

(Réf. 617.)

REMUNERATION ELEVEE.
DISCRETION ABSOLUE ASSUREE.

Ecrire sous référence indiquée, avec curriculum vitae, photo et prétentions, à :

OREST B.P. 712, 57011 METZ CEDEX.

SOCIÉTÉ 2.000 PERSONNES
INSTRUMENTS DE PRÉCISION
(comportant optique électronique hydraulique ayant grande stabilité personnel)
Recherche :

CHEF SERVICE MÉTHODES

Usine CHATEAUDUN

CONVIENDRAIT A :
INGÉNIEUR A.M. ou EQUIV.
ayant longue expérience dans direction d'un service méthodes, usinage, montage et contrôle dans la branche
MÉCANIQUE DE PRÉCISION

Relèvera du Directeur Usine et sera chargé de la préparation technique du travail, outillage, définition technique des approvisionnements, démarrage fabrications, choix des investissements, implantations, études procédés fabrications, liaisons avec bureau études et analyse de valeur, surveillance des prix de revient, établissement technique des devis.
Usine 600 personnes à 1 h. 30 auto de Paris. Lycée sur place. Logement pavillon possible.

Envoyer Curriculum Vitae à SOPELEM, M. SERRY, 102, rue Chaptal, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Importante Société Française
Produits Alimentaires
de Grande Consommation
en pleine expansion crée le poste de

DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT

Il aura pour mission essentielle de suivre sur le plan international l'évolution des produits afin d'élargir la gamme actuelle.
Il aura d'autre part un rôle de conseil pour les produits existants (amélioration des procédés).
Ce poste conviendrait à

UNIVERSITAIRE ou INGENIEUR

30 ans minimum, connaissant l'Anglais, ayant acquis dans Groupe Alimentaire utilisant technologies avancées, (de préférence multinational) une expérience de création et de lancement de nouveaux produits.

Résidence Ville de Picardie.
Quelques voyages à prévoir Europe, USA.

Ecrire sous Référence 3222 à
PARFRANCE P.A.
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

SOCIETE LI. ATAL
58, rue de Manoise, 02000 LAON

recherche pour serv. inform. équipé d'un ordinateur IBM 3/10 à disques (évolution 3/15).

1 PROGRAMMEUR GAP 2
confirmé. La connaissance de BOMP serait un atout suppl.

Logement possible.
Envoyer C.V. détaillé et prétent. au chef serv. informat. ou tél. (23) 23-29-54 pr R.-V. immed.

AUDIT

GROUPE FRANÇAIS D'AUDIT ET DE CONSEIL
recherche pour Province

3 chefs de mission

ANGERS, NANTES ET LYON

Responsables de missions d'audit, ils seront chargés d'animer, d'encadrer, et de former une équipe de collaborateurs.
Ils seront titulaires du diplôme d'Expert-Comptable. Une expérience de Manager de Cabinet Anglo-Saxon serait appréciée.

9 collaborateurs confirmés

OUEST
(ANGERS, NANTES, RENNES, TOURS)
SOISSONS, LYON

Ils seront titulaires du Certificat Supérieur de Révision.

Pour tous ces postes, une possibilité d'intégration au Groupe en qualité d'Associés est proposée à terme.

Adressez C.V. et photo sous réf. HELIOSIFRANCE, à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

— Nous sommes une **IMPORTANTE STE DE TELECOMMUNICATIONS** en expansion constante.

— Nous recherchons pour une de nos usines (1200 personnes) située **REGION NORD DE LA FRANCE** (dans un cadre agréable près de **LILLE**),

un chef du personnel

Agé de 35 ans minimum, de formation droit, psycho, CNAM, ENOES ou similaire, ce spécialiste de la fonction personnelle aura plusieurs années d'expérience acquise en unité de production.

Une discrétion absolue est assurée.
Adressez C.V. dét. en indiquant prétent. à No 20518 CONTESSE Publ., 20, avenue Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

Important Groupe recherche, pour l'une de ses récentes unités de production en plein développement
— 300 personnes —
— matériel lourd très moderne —

ingénieur

AM, ICAM, ECAM, IDN,

34 ans minimum,
ayant déjà une solide expérience des problèmes de FABRICATION et de la DIRECTION D'EQUIPES.

Il lui sera peu à peu confié
TOUTE LA PRODUCTION :
animation et coordination des différents services.
Lieu de travail : 200 kms Sud Paris.

Veuillez écrire sous référence M 7012 M

INTERCARRIÈRES

AUCHAN

Société de distribution nationale, 16 hypermarchés
recherche des :

CHEFS DE PRODUITS

pour les secteurs Jardin, Camping, Sport, Bricolage Chaussures, Tapis (sols et murs), Epicerie, Charcuterie, Boucherie, Fruits et Légumes, Poissonnerie.

LA FONCTION

Définir l'assortiment

Etude du marché national et étranger. I. tiers de son temps est consacré à la prospection intensive des fournisseurs, pou rechercher les meilleurs circuits d'approv sionnement (grossistes, directs, importa tion) et à la visite de la concurrence.

Négocier la gamme

aux meilleures conditions de qualité, pri délais, service, appréciation du rappo qualité/prix, par une bonne connaissan technique des produits et des élémen constitutifs des prix de revient rassembl dans un cahier des charges.

Vendre la gamme aux hypers

organisation de réunions de collections.

Formation supérieure commerciale ou ingénieu Connaissance du produit non indispensable.

Nous assurons une formation commerciale technique. Lieu de travail : Villeneuve-d'Ascq.

Ecrire avec C.V., photo, numéro de téléphone, à P.P. - Centrale d'Achat, Auchan. rue de la Cousinerie - 59650 Villeneuve-d'As

---

INGENIEURS BUREAU D'ETUDES ET MÉCANIQUE ENTRETIEN

DEUX - SEVRES

Avec un effectif de 1.400 personnes et un chiffre d'affaires de 200 millions, la Société Louis HEULIEZ, implantée dans les Deux Sèvres est l'une des plus importantes entreprises françaises de carrosserie automobile.
Elle recherche deux jeunes Ingénieurs non débutants, formation A et M ou niveau équivalent pour les postes de :

— **ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE** : responsable des sections entretien et outillage (75 personnes). Bonnes connaissances électricité, fluides, mécanique générale et si possible emboutissage. Réf. 545M2.

— **ADJOINT AU DIRECTEUR DU BUREAU D'ETUDES** supervisant les études (20 personnes) et l'atelier de prototypes (40 personnes). Expérience indispensable du travail des métaux en feuilles et, de préférence, de la carrosserie automobile. 544M2.



26, rue Marbeuf, 75008 PARIS - vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande. Rappeler la référence.

LE CRÉDIT MUTUEL DE BRETAGNE
recherche pour renforcer
la Division Organisation et *Méthodes*

UN CADRE

Attiré par les techniques de l'organisation déjà expérimenté dans ce domaine.

Les candidats devront posséder :
— une solide pratique bancaire acquise soit en exploitation, soit dans des services centraux ;
— une bonne formation générale complétée par une formation professionnelle bancaire ;
— des aptitudes aux relations humaines ;
— un esprit logique et novateur ;
— le sens du concret et de l'observation.

Lieu de travail : **Région BRESTOISE**

Ecrire avec C.V. et photo au Départ. du Personnel, C.M.B. - 59, rue de Brest, 29206 LANDERNEAU.

UNE IMPORTANTE BANQUE DE PROVINCE

renforce ses Services d'Exploitation
et offre d'excellentes situations à

DIRECTEURS DE GROUPES D'AGENCES

— âgés au minimum de 30 ans ;
— diplômés d'Etudes Supérieures (HEC, ESSEC, SUP. de CO., EDHEC) ;
— justifiant d'une expérience bancaire d'au moins 5 ans.

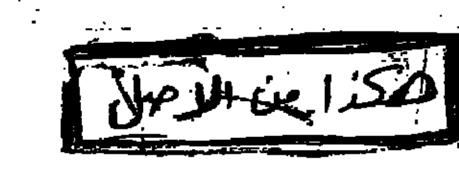
LEUR MISSION :

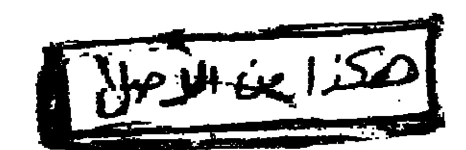
Coordonner, planifier, animer un réseau d'agence dans le cadre d'objectifs précis sur un marché qu'ils devront progressivement connaître et développer.

Les postes sont dotés d'une très bonne rémunération assortie d'avantages divers.

Entrée en fonction immédiate ou selon accord mutuel.
Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé indiquant derniers appointements perçus, adressée à :

B.E.O. (REF. 6.295), 3, rue de Téhéran, 75008 PARIS.
LA PLUS ABSOLUE DISCRETION EST DE RIGUEUR.







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

RÉPARATION NAVALE

PICARDIE BORD DE MER

Une société de réparation navale chaudronnerie et mécanique, effectif 200 personnes, filiale d'un groupe important souhaite former à ses techniques

UN INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

de formation supérieure ayant un début d'expérience de quelques années dans l'industrie, pour lui confier un poste de

chef de fabrication

comprenant la fonction méthodes et la coordination des équipes de réparation sur les bateaux.

Connaissance de l'anglais technique souhaitée.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. détaillé) seront examinées avec toute la discrétion d'usage, sous la réf. 670/M, par :



a. et j. ourlin — CONSEILS DE DIRECTION — 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

JEUNE INGÉNIEUR

A & M, ENSI, ICAM ou équiv.

Grande ville de province.

Une importante Société Pétrolière recherche un jeune ingénieur pour animer à l'échelon régional son équipe de vente à la clientèle industrielle.

Il sera responsable sur l'ensemble de son territoire (1/8e de la France) de la réalisation de nos objectifs de vente de lubrifiants dans l'industrie, les T.P., les grandes administrations.

Il dirigera aussi l'équipe administrative qui assure le suivi des affaires.

Les candidats intéressés écriront, sous réf. 31068/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Importante Société Industrie Chimique et **Matières Plastiques**

ingénieur commercial

Pour prendre en charge un important portefeuille de clients de polyéthylène sur le secteur SUD EST de la FRANCE.

Résidence : LYON.

Expérience impérative de la vente de matières plastiques, si possible sur le même secteur.

Formation supérieure souhaitée, Anglais nécessaire.

Pour obtenir informations complémentaires écrire sous référence 5103 I à Henri PHILIPPE

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris



---

directeur commercial

STRASBOURG

ENTREPRISE DE DISTRIBUTION DE GROS, C.A. 50 M, recherche pour ses départements :

- QUINCAILLERIE professionnelle et art. ménagers
- CHAUFFAGE ET ROBINETTERIE INDUSTRIELLE

DIRECTEUR COMMERCIAL ADJOINT DE P.D.G.

apportant, avec une formation supérieure, une expérience à la fois COMMERCIALE et de GESTION dans la DISTRIBUTION et, si possible la connaissance des produits.

Il aura pour mission la mise en route de la nouvelle implantation de la société.

Allemand indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous réf. 108/M (réponse et discrétion assurées), au :

Groupe Opéra Sélection 8, RUE DE LA MICHODIÈRE - PARIS 2e

MPT GROUPE STÉS DE TRANSPORT DU NORD DE LA FRANCE

recherche

INGÉNIEUR

formation I.D.N. ou équivalente

ayant quelques années d'expérience dans l'Industrie. Dynamique, doit avoir le goût des contacts humains et commerciaux. Appelé, après une période de formation, à seconder le Directeur de l'une de nos Sociétés, il devra pouvoir lui succéder dans les deux années environ - Voit. et logem. assurés.

Écrire avec C.V. et prét., nº 7.247, « le Monde » P., rue des Italiens - 75427 PARIS-9e, qui transm.

IMPORTANTE SOCIETE

NÉGOCE ACIERS ET FOURNITURES BATIMENT

recherche pour région CENTRE-EST

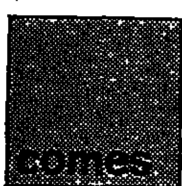
directeur.

Il devra :

- assumer l'ensemble de la gestion ;
- développer les activités existantes ;
- rechercher de nouvelles voies d'expansion et de diversification ;
- résider dans la région Centre-Est.

Il aura :

- un niveau de formation supérieure (H.E.C. - E.S.S.E.C. si possible) ;
- une expérience du négoce des aciers et fournitures bâtiment ;
- une expérience confirmée de la négociation avec fournisseurs et clients ;
- l'habitude du commandement.



Envoyer C.V. détaillé, photo récente et prétentions, au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous réf. 1093).

L'ATELIER DE CONSTRUCTION DE RENNES

RECHERCHE

UN INGENIEUR A.M. ou équivalent,

Spécialiste des techniques de déformation à froid et à chaud, disposant d'une première expérience industrielle.
Responsable de l'étude et de l'implantation de techniques nouvelles de production, il sera aussi chargé de concevoir et de mettre au point des produits nouveaux, devra animer une équipe de techniciens.

Ecrire avec C.V., photo et rémunération actuelle S/Réf. 59108 à :

GANIDE 19, Rue de Montmorency 75003 PARIS - Chargé du recrutement

---

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL (usines et bureaux à Lyon)

nous recherchons un

EXCELLENT TECHNICIEN (INGÉNIEUR SI POSSIBLE)

pour assurer au sein de notre service commercial les relations avec les pays de langue anglaise.

PROFIL :

— connaissances de base :

1. Mécanique hydraulique
2. Techniques d'exploitation des mines
3. Langue anglaise courante ou bonne connaissance du français pour candidat de elangune maternelle anglaise.
4. Notions d'espagnol seraient souhaitables

— Bonnes qualités commerciales et de contact humain

— Age : minimum 30 ans

— 2 à 3 ans de pratique d'exploitation des mines ou d'expérience commerciale seraient appréciés.

Adresser C.V. détaillé et prétentions ss réf. 875872, REGIE PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q. tr.

Société en pleine expansion, filiale d'un Groupe Américain charge HONEYWELL BULL de recruter son

CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

Bon technicien, mais surtout homme de contact et de réalisation.

- Matériel : H.B. 61/58.
- Lieu de travail : ROUEN.

Adresser C.V. et prétention sous réf. 4/M à APES 1 F 103

HONEYWELL BULL 61-63, rue d'Avron 75020 Paris

apes

ADMINISTRATION COMMERCIALE 60 000 F - AMIENS

Lee Cooper

C.A. 100 M - 1.000 personnes, recrute l'Adjoint du Directeur de l'administration commerciale : liaisons avec les clients et les représentants planning d'expéditions, règlements des litiges, organisation et animation d'une équipe de 20 personnes. De réelles perspectives de carrière existent pour un candidat ayant une formation type École de Commerce, une expérience de la fonction et un fort potentiel personnel. Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous la référ. 2.345 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, rue Danton 75263 PARIS cedex 06



IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE recherche pour sa division agricole

INGÉNIEUR AGRONOME

- spécialisé entomologie et phytopathologie ;
- quelques années d'expérience ;
- connaissance anglais souhaitable.

Pour poste Adjoint Chef Service Expérimentation Lyon

Ecrire avec C.V. sous Nº 121 à EREC, BRITANNIA, 20, bd E.-Deruelle, 69432 LYON Cedex 02.

TOULOUSE

Notre Société commercialise des PRODUITS INDUSTRIELS DE GRANDE CONSOMMATION pour développer son service formation elle recherche un

ASSISTANT DE FORMATION

- Il participera à la conception, à l'élaboration et à la réalisation des différents programmes de FORMATION TECHNIQUE et COMMERCIALE. Ce sera « UN FORMATEUR » ayant des aptitudes commerciales ou UN TECHNICO-COMMERCIAL ayant le sens pédagogique.
- Une expérience de quelques années est nécessaire.
- Une connaissance des professions du bâtiment serait appréciée.

AGE MINIMUM 25 ANS

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à nº 20619 CONTESSE Publicité — 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

FRANCHE-COMTE UNE IMPTE ENTREPRISE AGRO ALIMENTAIRE (C.A. 220 M.), recherche

CHEF DES SERVICES COMPTABLES ET FINANCIERS

(format. expertise comptable en grande école (ESSEC), directement rattaché au Directeur Général, il aura la responsabilité de :

- la comptabilité générale ;
- la comptabilité analytique (à créer) ;
- la gestion financière ;
- la fiscalité ;
- les budgets (à créer) de la Société et de ses filiales.

Le candidat devra posséder une forte expérience en entreprise, être capable d'assumer ses fonctions de manière autonome et procéder à la réorganisation des fonctions existantes.

Adr. C.V. + photo nº 6.200 à P. LICHAU, 10, rue Louvois, 75063 Paris, Cedex 02, qui tr.

Fabricant de produits d'isolation et stores recrute de suite

CHEF AGENCE LYON 70.000 F/AN

+ FRAIS + VOITURE
Jeune et dynamique
Expérience de création de réseau souhaitée
Ecrire C.V. + photo, réf. 1.536, PROMOPRESSE, 164, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY.

Les candidats sélectionnés seront reçus à Lyon entre le 22 et le 29 septembre.

ORGANISME PUBLIC REGIONAL ayant son siège dans une ville de l'Ouest, recherche

UN CADRE

chargé des questions d'aménagement du territoire de la planification et des relations avec l'Etablissement Public Régional.
Formation : Institut d'Etude Politique + cycle supérieur d'aménagement et d'urbanisme.
Habitué : aux procédures de décision administratives aux discussions avec les responsables locaux et régionaux à l'animation de réunions.
Expérience indispensable dans agence d'urbanisme organisme d'aménagement...

UN INGENIEUR DEBUTANT et UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

ayant de préférence des connaissances en propriété industrielle, pour travaux de recherches documentaires et analyse de produits industriels demandant des contacts avec chefs d'Entreprises

Ecrire nº 1.228 H.A.P., Petites Annonces
7 X - 44040 NANTES CEDEX.

INDUSTRIE SIDERURGIQUE RHONE-ALPES

Fabricant des ferroalliages spéciaux utilisés en fonderie et vendues 70 % à l'exportation en Europe, filiale d'un important groupe français,

recherche pour assistance technique sur réseau d'agents établis :

SPECIALISTE FONDERIE

Pour assistance technique avec agents en clientèle.

- Allemand parlé et écrit indispensable ;
- Anglais souhaité.

Voyage 3 jours par semaine.

Réponse à toutes candidatures 2e quinzaine de septembre.

Adresser C.V. à : HAVAS GRENOBLE nº 14.836.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE

CHERCHE POUR SON USINE DE **HAUTE-SAVOIE**

COMPTABLE INDUSTRIEL

D/E/C/S - 25 ans minimum dégagé O.M., ayant acquis expérience 2/3 ans dans direction posting, gestion stocks et budget.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions et salaire actuel à Nº 20.941, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

IMPORTANTE COOPERATIVE AGRICOLE POLYVALENTE DEPARTEMENTALE de la Région Centre RECHERCHE

Responsable de Région

(4 régions pour le département)
Fonction : Animation de 10 à 12 Agents, dépositaires Participation à l'élaboration de la politique commerciale.
Responsable de son application.
Profil : Age 30 ans minimum, Ingénieur ou assimilé. Adresser C.V. manuscrit avec photo et prétent., HAVAS CHARTRES, nº 75.902, qui transmettra.

RECHERCHONS UN

CHEF

du Secrétariat Administrat. d'un hôpital psychiatrique privé en BRETAGNE.

Expérience nécessaire dans la pratique administrative et dans l'organisation du travail de bureau.

Le poste à pourvoir placera le candidat à la tête d'une quinzaine d'employés, dont il devra diriger et contrôler le travail.
LOGEMENT ASSURÉ

Aptitude du candidat et de sa famille pour une vie à la campagne.

Envoyer C.V. manuscr., photo (ret.) et prétentions s/Réf. T.053 UBL..!

Centre de Psychologie et d'Efficience
17 r. des acacias Paris

CABINET D'INFIRMIERES DABEE
1, place de l'Hôtel-de-Ville, 45500 GIEN. Tél. 67-10-70.
Recherche : INFIRMIERES LIBERALES D.E.
dynamiques, possédant voiture, pour collaboration cabinet et visite clientèle. Ecr. ou téléph.

LYCEE TECHNIQUE RECH. :
— 1 PTA électro-mécanique.
— 2 PTA micro-mécanique.
Niveau minimum requis : BTS ou DUT.
S'adresser : 18, chemin des Bruyères, 76200 DIEPPE.
Tél. : (35) 84-40-55.

Service Public recherche DIRECTRICE-ECONOME
Maison d'Enfants à caractère social Narbonne (46 lits).
Dipl. Infirm. ou Educ. Spé.
EDUCATEUR SPECIALISE
Maison d'Enfants à caractère social et FJT - Encadrement Equipe Educative.
Expérience et réf. demandées. Conv. Coll. Séc. Soc.
Lettre + C.V. détail. : C.A.F., 2, allée de Bezons, Carcassonne.

IMPORTANTE COOPERATIVE AGRICOLE POLYVALENTE DEPARTEMENTALE de la région Centre RECHERCHE pour son département approvisionnement
1 CHEF DE SERVICE DES ACHATS 30 ans min.
Formation : Ingénieur agronome ou assimilé ayant plusieurs années d'expérience dans un poste similaire à fonction commerciale.
Adresser C.V. manuscrit avec photo et prétentions à Havas Chartres Nº 75901, qui transmettra.

Energetic youg man (min. 25 years) required as an assistant for operations department of expanding international shipping Company based in Monaco.
Applicants should have sound basic Knowledge of shipping practice and preferably experience in handling disbursements accounts and claims, as well as commercial shipmanagement duties and need to have a flexible approach to shipping. Command of english language - spoken/written - a necessity. Salary according to qualifications and experience, with excellent fringe benefits, and possibilities for advancement. Write in confidence with full personal and career details to TRANSPORTS S. A., 57, rue Grimaldi, MC MONACO.

COLLEGE CEVENOL
43400 CHAMBON/LIGNON
recherche pour rentrée septembre 1975, 1 professeur comptabilité avec B.T.S. ou D.U.T. Tél. (71) 59-72-52.

Le Lycée Agricole de Savoie, 73290 La Motte-Servolex, recrute un ingénieur spécialisé en floriculture pour occuper un poste de maître auxiliaire 1re catégorie. Urgent.
Faire acte de candidature : M. le Directeur du Lycée Agricole. Tél. : 16-79 - 25-41-80.

CHAMPAGNE POL ROGER offre à :
Cadre masculin, 35 ans minim. Dynamique, décisif.
Responsabilités administratives et commerciales.
Animation organisation bureau. Liaisons agences France et Etranger Anglais courant, Espagnol souhaité. Lieu de travail : EPERNAY.
Ecrire lettre manuscrite avec photo et C.V. à Christian de BILLY, 48, avenue de Champagne, 51200 EPERNAY.

Importante Entreprise de Travaux Publics recherche pour son Centre de Corrèze UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF
Formation IUT - Gestion des Entreprise. Après une période de formation, le candidat sera responsable de l'administration et de la comptabilité du centre.
Adresser C.V. et prétentions à HAVAS 15000 AURILLAC nº 401 qui transmettra.

ENTREP. MOY. BATIM. NICE (C.A. 75, 12 mil. F.) rech. pr compl. pte équipe direct., son responsab. COMPTAB. GESTION De niveau B.P., DECS ou ESC exp. responsab. en s'appuy. sur atelier informatiq. externe ? Des prévis. et contrôles mens. exploitation. Des prévis. et contrôles décadaires de trésorerie. Des déclarations fisc. et divers. Connais. bâtim. souh. mais non indisp. Env. lettre man., C.V. et rémunér. souhaitée. Ecr. : HAVAS NICE 0785.

Clinique Psychiatrique privée région méditerranéenne, rech. infirmiers (res) à D.E. ou H.P. Ecr. HAVAS NIMES nº 56.495.

---

offres d'emploi

ATTACHE A LA DIRECTION GENERALE

Cette société, en cinq ans, a multiplié son chiffre d'affaires par 5. Ses perspectives d'expansion en France ne s'arrêtent pas là. Dans son marché, le second œuvre du bâtiment, elle a une image de premier plan. Cette progression en chiffre et en personnel implique évidemment des réformes de structure. La Direction Générale a ainsi décidé de créer un poste fonctionnel qui lui est directement rattaché. Son titulaire pourra être chargé de missions à tous les niveaux et interviendra ponctuellement auprès de toutes les Directions, technique, commerciale, marketing, administrative, etc...
Il aura ainsi une position privilégiée pour écouter, apprendre, se faire connaître, se rendre utile et justifier ultérieurement d'autres responsabilités. Dans un premier temps lui seront confiées des tâches de gestion du personnel et de secrétariat général.
Ce poste demande un homme en première partie de carrière, une formation supérieure orientée vers la gestion : Sciences Politiques, Doctorat de gestion, ISA, INSEAD, CPA... et une expérience professionnelle l'ayant complétée (banque, cabinet d'organisation...) Il s'agit d'une situation d'avenir et les qualités humaines seront un élément déterminant de choix.
La rémunération prévue sera de l'ordre de 120 000 F.

Les personnes qu'intéressent ces perspectives sont invitées à adresser leur dossier sous référence AG 937/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7, RUE LINCOLN - PARIS 8e

Dans le cadre de l'expansion de son

COMMERCE INTERNATIONAL

Un groupe industriel Français de rang mondial recherche quelques jeunes personnalités de premier plan.

HEC - ESSEC - INSEAD ou UNIVERSITAIRES

pour leur confier des responsabilités majeures dans la direction et la promotion des ventes ou dans la gestion commerciale en France ou à l'Etranger.

Ces postes impliquent une première expérience confirmée dans le domaine commercial et font appel a des hommes de réflexion, d'action et de concertation.

Une période de formation et d'adaptation est prévue pour permettre l'intégration dans notre groupe.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à CERIEP Nº 2271
69 rue Lafayette 75009 PARIS.

---

téléphones Picart Lebas

Notre activité constructeur s'accroit et, pour faire face à cette expansion, nous souhaitons recruter un

COLLABORATEUR COMMERCIAL

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (H.E.C., ESSEC, Sup. de Co...) et ayant déjà une première expérience professionnelle. Nous le formerons rapidement à nos produits et à notre clientèle.

GROUPE DEPAEPE

Au sein de la Société, il travaillera en collaboration directe avec la Direction et le Chef des Ventes.
Il sera responsable des ventes sur la France en accord avec la politique définie par la Société, et des relations permanentes avec la clientèle.
Il doit également pouvoir faire des propositions nouvelles à la Direction concernant les ventes et les produits eux-mêmes.
Des déplacements fréquents sont à prévoir.

Adressez c.v. manuscrit et prétentions sous réf. 901 à Picart Lebas 115 bd de La Villette 75010 Paris.

HAVAS CONTACT

BANQUE D'AFFAIRE

recherche

— **UN RESPONSABLE DES SERVICES BANCAIRES**
ayant plusieurs années d'expérience et un fort niveau personnel.

— **UN RESPONSABLE DE LA TRÉSORERIE ET DES CHARGES**

Discrétion parfaitement assurée

Adresser C.V. sous Nº 105.088 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e, qui transmettra.

offres d'emploi

SECOND ŒUVRE BATIMENT

TOUS FLUIDES

recherche

DIRECTEUR

Ingénieur Grande Ecole E.C.P. ou équiv.

35 ans minimum, ayant au moins 5 années d'expérience acquise dans entreprise chauffage, génie climatique.

Il s'agit d'un poste d'animateur et de haute responsabilité, sur le double plan TECHNIQUE ET COMMERCIAL

L'entreprise est engagée résolument dans une voie de modernisation et d'expansion et s'est dotée des moyens et des structures nécessaires pour assurer l'avenir.

Le Directeur recherché aura pour mission de lui faire franchir un nouveau stade d'évolution :

- *pour la mise en place de méthodes de travail nouvelles, plus rapides, plus efficaces, permettant une meilleure rentabilité;*
- *pour une diversification des orientations commerciales et la conquête de nouveaux marchés sur le plan national et international.*

Le poste comporte un avenir certain pour une personnalité forte et dynamique.
ANGLAIS NECESSAIRE - ALLEMAND SOUHAITE

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référ. 2.170,

CORT 65, avenue Kléber, Paris-16e.
Discrétion assurée.

JCB FRANCE



Filiale du Groupe anglais JCB, premier constructeur européen de chargeurs-pelles et engins de travaux publics,

recherche, pour renforcer son Service Après Vente, deux ingénieurs :

ingénieur service

1524 AM

expérimenté SAV

matériels lourds à transmissions hydrauliques pour assister les concessionnaires d'une grande région, intervenir en clientèle, appliquer la politique AV de la Société.

Base d'action SARCELLES (95) avec nombreux déplacements (voiture de fonction).

Formation de base : mécanique (école d'ingénieurs ou E.N.P.).

Courts stages de perfectionnement en Angleterre (maîtrise de la langue anglaise nécessaire) ; notions d'allemand appréciées.

jeune ingénieur diplômé

1524 BM

A.M., T.P. ou équivalent,

pour rejoindre le SAV en France après un an de spécialisation au siège en Angleterre à ROCESTER (Staffordshire) : maîtrise de la langue anglaise indispensable ; notions d'allemand appréciées.

JCB France est devenu en 3 ans leader du chargeur-pelle sur le marché français et offre des perspectives très ouvertes de développement personnel.

Ecrire avec CV détaillé et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à

plein emploi 10 rue du mail paris 2e

IMPORTANT ORGANISME BANCAIRE

(Quartier Bourse)
Equipé d'un ordinateur IBM 370/158
sous OS/VS1 relié en TR
à un réseau de 50 terminaux
recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME OS

AYANT ACQUIS :
— Une formation supérieure.
— Une connaissance approfondie de l'OS, de T.C.A.M., de l'Assembleur PL/1 apprécié.
— Une expérience professionnelle de 2 ans à ce poste ou comme adjoint direct.

IL SERA :
- Le responsable de la section système (4 p).
- Le conseiller technique des services études et exploitation.
- L'interlocuteur du constructeur.

Rémunération en relation avec la haute qualification exigée.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à

STRUCTURES
31, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

ALLIS-CHALMERS
MATERIAL HANDLING EUROPE

recherche

directeur des ventes Europe

Responsable du développement des ventes et du contact avec les principaux distributeurs et clients.
Expérience souhaitée dans l'industrie de la manutention.
Anglais indispensable, allemand souhaité.
Poste important et de très grand avenir.

Adresser candidature à J. WITTEVRONGEL
53, avenue Victor Hugo 75116 PARIS

---

offres d'emploi

etap membre de l'ANCERP

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS PARIS - RECHERCHE POUR ANIMER ET DIRIGER PLUSIEURS DE SES FILIALES EN FRANCE

DIRECTEUR GÉNÉRAL

La réussite dans ce poste implique :
- une formation supérieure (grande école ingénieurs ou commerciale) ;
- une expérience effective de direction et de gestion.
- des qualités d'animateur et de négociateur.

SITUATION INTERESSANTE AU SEIN D'UNE EQUIPE DE DIRECTION DYNAMIQUE, DANS UN SECTEUR EN DEVELOPPEMENT.

Ecrire sous référence KA 147 CM.

IMPORTANT PROMOTEUR DE STATIONS DE SPORTS D'HIVER (RATTACHE A PUISSANT GROUPE) RECHERCHE POUR UNE STATION DES ALPES EN FORT DEVELOPPEMENT

DIRECTEUR DÉLÉGUÉ

Représentant local du promoteur, il assumera, sous l'autorité du P.-D. G., des responsabilités touchant : la gestion et l'exploitation (supervision de plusieurs hôtels, des remontées mécaniques...) et l'ensemble des contacts avec l'administration, la municipalité, les stations voisines, propres à promouvoir le développement futur de la station...
Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, ayant de préférence une expérience similaire ou connaissant bien le ski et ayant déjà assumé des responsabilités de direction dans un secteur tertiaire : tourisme, sociétés de services...

Ecrire sous référence MC 149 AM.



CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVENCE

ETUDES ET REALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS DANS LES DOMAINES PETROLE, PETROCHIMIE, CHIMIE, CRYOGENIE, RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES

CHEF DE SERVICE ACHATS

Dans le cadre de la politique de la direction des approvisionnements (qui gère un C.A. achats supérieur à 400 millions de francs), ce cadre sera responsable :
- des achats destinés à la fabrication (matériel chaudronné, tuyauterie...) ;
- des fournitures d'entretien et d'équipement de l'usine.

Il s'agit essentiellement de négociations de produits sidérurgiques destinés à des fabrications de type unitaire pouvant convenir à candidat de 32 ans minimum, de format. sup. (ingénieur ou E.S.C.), ayant ouverture aux problèmes techniques et expérience confirmée des achats.

LIEU DE TRAVAIL : ARLES.
Evolution promotionnelle dans d'autres usines du groupe.

Ecrire sous référence SC 149 CM.

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE AMERICAIN
recherche pour usine ville proche LILLE

INGÉNIEUR RESPONSABLE DE LA PRODUCTION

CAPABLE EVOLUER VERS DIRECTION USINE.

Ce poste peut convenir à :
INGENIEUR A.M., I.D.N. OU GENIE CHIMIQUE
35 ans minimum, bonne connaissance de l'anglais, ayant acquis, dans le domaine des résines et vernis synthétiques, une solide expérience
- de l'exploitation (délais, coûts et qualité) ;
- ainsi que de la conception, mise en œuvre et entretien des équipements.

SITUATION INTERESSANTE ET AVENIR POUR CANDIDAT AYANT QUALITES MARQUEES D'ANIMATEUR ET D'ORGANISATEUR.

Ecrire sous référence MU 128 AM.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS SECTEUR AGRO-INDUSTRIEL - VILLE CENTRE FRANCE EN LARGE EXPANSION CREE POSTE DE

CHEF SERVICE QUALITÉ

Ce poste peut convenir à un ingénieur chimiste ENSIA, AGRO ou équivalent ayant acquis, dans firme agro-alimentaire ou pharmaceutique, solide exp. des problèmes de « qualité », capable de diriger :
- la section contrôle ;
- le laboratoire d'analyse ;
- la section expérimentation (détermination des méthodes d'analyse, normes de contrôle...).

SITUATION INTERESSANTE ET AVENIR POUR CANDIDAT AYANT QUALITES MARQUEES DE RIGUEUR, DE CURIOSITE INTELLECTUELLE ET DE CONTACT.

Ecrire sous référence FN 114 CM.

IMPORTANT ORGANISME FRANÇAIS AU PLAN NATIONAL RECHERCHE

RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché au Directeur de l'Organisme, ce poste peut convenir à cadre formation supérieure, 38 ans minimum, ayant formation comptable du niveau DECS ou expertise. Capable organiser et diriger :
- important service comptable et financier (rapports banques et administr.) ;
- gestion du personnel ;
- service statistique ;
- organisation administrative.

LANGUE ANGLAISE OU ALLEMANDE SOUHAITEE - LIEU DE TRAVAIL : 30 KM NORD PARIS - POSSIBILITE ACCESSION LOGEMENT PAVILLON.

Ecrire sous référence FP 129 AM.

CAPAG - CETRA

DEPARTEMENT « OUVRAGES D'ART » RECHERCHE POUR UN TRES IMPORTANT CHANTIER DE LONGUE DUREE SITUE DANS LA VALLEE DU RHONE (500 A 800 PERS.)

CHEF DU PERSONNEL ET DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Ce poste peut convenir à candidat ayant très solide expérience des fonctions de personnel (5 à 10 ans). Des connaissances en comptabilité seront fortem. appréciées. Il assumera d'emblée l'ensemble des responsabilités de personnel à tous niveaux (embauche - gestion - relations avec partenaires sociaux, etc.) et s'il en a les compétences il supervisera également les services comptabilité chantiers - achats. A l'issue du chantier, il évoluera au sein de la Société.

Ecrire sous référence RH 153 AM.

IMPORTANTE SOCIETE METALLURGIQUE (1.300 PERSONNES) FILIALE GROUPE SIDERURGIQUE CREE UN POSTE DE

INGÉNIEUR CONSTRUCTION MÉTALLIQUE

études conseil développement

Cet ingénieur sera chargé d'assistance technique auprès de la clientèle et étudiera des avant-projets afin de promouvoir les produits de la société.
Ce poste peut convenir à ingénieur AM, TP ou équivalent, 30 ans minimum, ayant une expérience d'étude dans le domaine considéré et capable de faire la liaison entre les services commerciaux, le développement technique et la fabrication.
Poste actif et attrayant sur le plan technique pour candidat ayant qualité de contact.
Anglais souhaité.

POSTE A POURVOIR DANS L'EST DE LA FRANCE.

Ecrire sous référence DN 127 AM.

etap 4 rue Massenet 75016 PARIS
discrétion absolue

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS FRAIS
offre un poste de

Directeur divisionnaire des ventes

Responsable de l'animation, du soutien, du réseau de ventes et des contacts avec les principaux clients.

Connaissance du marché des produits de grande consommation.

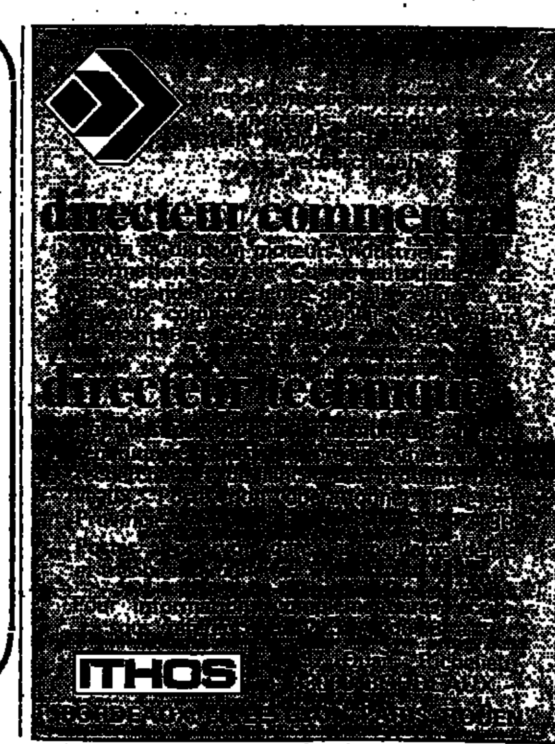
Le candidat retenu devra :
- être jeune ;
- avoir une formation supérieure commerciale ;
- avoir une expérience de la vente démontrant qu'il aime passionnément ce métier.

Résidence à Paris.
Déplacements à prévoir.

Ecrire en envoyant lettre manuscrite, C.V., photo, et prétentions, sous référence 512 (à mention/enveloppe), qui transmettra.

EMPLOIS et CARRIERES
26, rue du Fbg-Poissonnière
75010 PARIS





---

offres d'emploi

MORGAN GUARANTY TRUST
Company of New York
recrute pour renforcer son équipe conception et système

UN ANALYSTE

Le candidat retenu devra nécessairement :
- avoir une bonne formation générale (licence ou maîtrise)
- justifier de plusieurs années d'expérience de la fonction
- avoir d'excellents contacts et beaucoup d'ascendant personnel
- posséder une bonne connaissance des applications bancaires
- maîtriser parfaitement la langue anglaise.

La responsabilité de moyens projets sous tous leurs aspects lui sera confiée.
Il pourra également être appelé à rédiger certains programmes
(réf.75102)

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Le candidat retenu devra nécessairement :
- être titulaire d'un DUT Informatique
- justifier de 2 ans minimum d'expérience en programmation (Assembleur, PL1 ou Cobol) et en analyse.
- avoir une bonne connaissance de la langue anglaise.

(réf.75.103)

Ces postes sont situés à PARIS.

Faire acte de candidature en envoyant C.V. photo et prétentions en rappelant la réf. du poste à ORGAMATIC
126, bd Auguste Blanqui 75013 Paris
ou tél. au 336.41.22 pour obtenir r.vs

---

insep

(Institut supérieur d'éducation pern

élargit son équipe
et recherche

COORDINATEURS D'AFFAIRES

— diplômés(ées) de l'enseignement supérieur ;
— 3 à 5 ans minimum d'expérience professionne

Mission : recherche de clients, diagnostic, élaboration, négociation, coordination de projets complexes de formation en entreprises.
Rémunér. en accord avec qualité des candid

FORMATEURS-ANIMATEURS HAUT NIVE

(temps plein ou temps partiel)

— minim. 10 ans pratique Direction Entrepris
— expérience réelle de la formation ;
— excellente maîtrise de la psychosociologie.

Mission : animer des sessions de formation p
Cadres Sup. et dirigeants entrepr
Rémunération à débattre.

Envoyer curriculum vitae + photo à :
INSEP, 4, av. de l'Opéra, 75001 Par

Société française (2300 personnes, C.A. 730 millions de F.) d'un important groupe multinationa (produits alimentaires de grande consommation) recherche pour département

Contrôle de gestion

analyste de gestion

Le poste comporte :
- participation à l'élaboration des plans à court et long terme ;
- comptes d'exploitation des différentes branches de produits et analyse des écarts entre objectifs et résultats ;
- études d'investissements et de rentabilité ;
- liaisons étroites et constantes avec tous les départements de la société (marketing, usines, informatique ...) ;
- à terme, supervision des services prix de revient des usines.

Nous demandons :
un jeune cadre diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC, Sc. po., ESC...) :
- possédant une formation comptable de base,
- ayant acquis une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans (comme assistant de gestion ou au sein d'un service comptabilité analytique d'usine ou en qualité de gestionnaire de produit).

Bonnes connaissances d'anglais.

Nous offrons une très intéressante perspective de carrière dans le contrôle de gestion après une année de fonction avec l'actuel titulaire du poste.

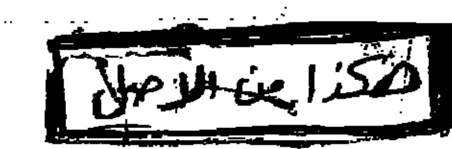
Ecrire avec CV détaillé, photo, salaire actuel et prétentions au Service 7006 M

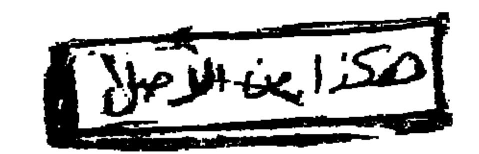
plein emploi Publicité
10 rue du mail paris 2

Société industrielle et commerciale en très forte progression, spécialisée dans la raccorderie et la robinetterie pétrole et industrie, recherche son

DIRECTEUR D'AGENCE DE PARIS

Cette Unité de commercialisation et de stockage, implantée sur 7.000 m2, comporte un effectif de 25 personnes et réalise un chiffre de plusieurs millions de francs.
Le poste nécessite une expérience confirmée des relations commerciales avec les Engineerings et les milieux pétroliers ; la pratique de la direction d'une équipe de vente, et celle de la gestion économique et humaine d'une Unité décentralisée.
Connaissance de l'Anglais souh. Age 40 ans minim.
Ecrire sous le numéro 105.089, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.





ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

• créatif
• indépendant
• responsable

C'est le profil de

l'ingénieur de vente

qui assurera le lancement de notre nouvelle "DIVISION TERMINAUX" pour la FRANCE

Son succès sera à la mesure de ses propres réalisations.

Il bénéficiera d'un support logistique déjà existant pour des produits éprouvés.

Nous aimerions en discuter avec lui s'il a 2 à 3 ans d'expérience.

• *Anglais nécessaire.*

Veuillez adresser votre C.V. sous référence TM2 à :

digital

Direction du Personnel
DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
18, rue Saarinen
Centre Silic - Cidex L.225
94533 RUNGIS - Tél. 687.23.33

Banque spécialisée Crédits Immobiliers recherche :

1) POUR SON SERVICE JURIDIQUE

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

(Référence 101.)

Ce poste conviendrait à un clerc de notaire d'une trentaine d'années, licencié en Droit, ayant acquis une bonne expérience des actes de prêts immobiliers.

2) POUR SON SERVICE DES CREDITS ACQUEREURS

CHEF DE SECTION COMMERCIALE

(Référence 102.)

Ce poste conviendrait à un jeune homme dynamique diplômé de l'enseignement supérieur et justifiant d'une expérience antérieure de plusieurs années dans le domaine du crédit au logement.

3) POUR SON SERVICE DES CREDITS AUX PROMOTEURS

RÉDACTEUR D'ÉTUDES DÉBUTANT

(Référence 103.)

Ce poste conviendrait à un jeune homme dégagé des obligations militaires, diplômé d'une école de commerce ou ayant une formation similaire. Le candidat devra avoir de bonnes notions de droit et de comptabilité.

Envoyer curriculum vitae, prétentions et photo en précisant la référence du poste sous le n° 2.863,

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q. tr.

DIGITAL, vous connaissez ?

Si vous vendez des systèmes "INFORMATIQUE de GESTION", vous nous avez déjà rencontrés.

Nous sommes le n°1 des mini-ordinateurs et les promoteurs de l'INFORMATIQUE REPARTIE.

Venez participer à l'expansion de ce département commercial ; il double son chiffre d'affaires chaque année.

Nous recherchons des

ingénieurs commerciaux

ayant :

• une bonne connaissance de *l'informatique de gestion,*
• une expérience de deux à trois ans.
• une bonne connaissance de l'anglais.

Adressez votre C.V. sous référence BM2 au :

Direction du Personnel
DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
18, rue Saarinen
Centre Silic - Cidex L.225
94533 RUNGIS - Tél. 687.23.33

digital

Chef comptable

80-000 F - PARIS

Une société américaine multinationale dont la filiale française est spécialisée dans la commercialisation et la distribution de matériel de reproduction recherche un Chef Comptable.

Dépendant directement du Secrétaire Général et supervisant 11 personnes, il lui sera confié l'entière responsabilité des opérations comptables de la société.

Il mettra en place les procédures de contrôle et collaborera à la mécanisation des opérations visant une meilleure organisation et utilisation de son service.

Le candidat aura une très solide formation comptable, complétée par une expérience comptable de plusieurs années dans une société anglo-saxonne.

Il devra faire preuve d'initiative et d'autonomie dans ses décisions.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire, celle de l'informatique est souhaitable.

Réf. C 1 901.

Adresser C.V. détaillé, en spécifiant la référence, à G.-C. FULCONIS, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Discrétion absolue.

HAVAS CONTACT.

STÉ ENGINEERING
PARIS
forte expansion exportation
recherche

secrétaire de direction commerciale

connaissant bien anglais et si possible espagnol, capable initiatives et pouvant effectuer de courts séjours à l'étranger.

Adr. C.V. et Prétention à n° 8085
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

L'INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (IDI)

recherche

UN CADRE

pour son département d'expertise financière

— Formation HEC, J.F. ou équivalent.
— Expérience professionnelle min. 3 ans de préférence dans un cabinet de révision comptable.

Adr. lettre manuscr. et C.V. av. prét. s. n° 31.938 à :
J.R.P. 39, rue de l'Arcade, Paris (8e), qui transmettra.

PEUGEOT

OUTILLAGE

2 lignes de produits : OUTILLAGE pour PROFESSIONNELS et AMATEURS électrique et à main — 220 MF en FRANCE recherche (CREATION DE POSTE) un

INSPECTEUR COMMERCIAL

OUTILLAGE ELECTRIQUE POUR PROFESSIONNELS

RESPONSABLE DES VENTES dans sa zone (1/2 ou 1/3 FRANCE) : animation 10 Représentants et Démonstrateurs - Contacts personnels avec gros clients. Initiative des ACTIONS PROMOTIONNELLES.

EXPERIENCE INDISPENSABLE

• de l'ANIMATION d'un réseau de REPRESENTANTS et de revendeurs.
• dans les canaux de distribution : GROSSISTES en Quincaillerie FOURNITURES INDUSTRIELLES/AUTO.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscr. CV. détaillé, rémunération et phot (ret.) ss réf. 3279 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

---

legal affairs manager

A multi-national manufacturing and marketing company with Headquarters in Paris offers an outstanding career opportunity in Legal Affairs.

You will report to the President Director General and be responsible for :

- advice to the company on all legal matters including taxation, patent and trade mark matters
- local corporate secretarial duties including stockholder relations
- direct the preparation of contracts and related legal matters
- preparation of company submission to tax authorities and direct negotiations relating to the determination of tax liabilities
- provide legal counsel and advice to all offices within the company.

There will be a small staff reproting to the Legal Affairs Manager, assisting him in the matters above, as well as handling related legal functions such as delinquent customer accounts and real estate and insurance.

The candidate should have a degree in law from a leading French university and some experience in handling similar duties in antoher large firm. An excellent knowledge of English is required.

Please send a resumé and salary expectation under ref. No 20552 to CONTESSE Publ. 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, which will transmit.

DIRECTION FINANCE

Un des premiers Groupes Français en matière d'Audit — et de Conseil en Gestion — 450 personnes — crée à son Siège de PARIS le poste de cadre chargé de :

• analyser, réviser et consolider les données comptables et de gestion en provenance de ses Centres de Province ;

• préparer états financiers et fiscaux ainsi que tout document de synthèse ;

• assurer les relations bancaires, la gestion de la trésorerie et les opérations de financement.

Les candidats devront avoir une solide expérience comptable et avoir atteint une rémunération de 80 000 F minimum.

Notre croissance régulière donne à un cadre ambitieux, homme ou femme, la garantie d'une carrière évolutive au sein du Groupe.

Adresser C.V., résumé de carrière avec photo sous réf. HELIOS FRANCE à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Service du Personnel
de la Direction Générale
des Télécommunications (PTT)

recrute

jeunes ingénieurs

DIPLÔMÉS

Pour :
— organisation, méthodes et formation (mise en place de nouveaux systèmes, ingenierie de la formation, enseignement ....).
— Etudes Informatiques.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 58954 à PUBLIPRESS
31, Bd Bonne Nouvelle - 75002 Paris

ORGANISME FINANCIER

recherche

pour mission étude économique courte durée

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ayant expérience confirmée industrie automobile au niveau international et contacts principaux constructeurs. Anglais indispensable.

Ecrire n° 7.231, « LE MONDE » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

COURTAGE D'ASSURANCES

PARIS Société de courtage 60 personnes recherche un HOMME du METIER :

• SPECIALISTE de la tarification risques industriels ;

• NEGOCIATEUR haut niveau

pour tenir le poste d'
INSPECTEUR-VERIFICATEUR
des RISQUES INDUSTRIELS

Ce poste s'adresse à une personnalité d'ENVERGURE. 30 ans minimum. Rémunération correspondante.

Ecrire à D. TRIAIRE, 32, rue E.-Flachat, 75017 Paris. Discrétion assurée.

---

la crise ? quelle crise ?

DIGITAL ne la connaît pas et poursuit son EXPANSION RAPIDE

inspecteurs de maintenance

qui avez un MINIMUM DE 3 ANS D'EXPERIENCE, venez vous joindre à une équipe dynamique qui peut vous offrir des perspectives à la mesure de vos ambitions :

• possibilités d'accès aux RESPONSABILITES de SITES et de GROUPES.

- *bonne connaissance de l'anglais nécessaire.*

Postes à pourvoir en REGION PARISIENNE et à LILLE

Ecrivez rapidement sous référence MM2 à la :

digital

Direction du Personnel
DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
18, rue Saarinen
Centre Silic - Cidex L.225
94533 RUNGIS - Tél. 687.23.33

BANQUE D'AFFAIRES PARIS
recherche pour
le département commerce extérieur
de sa direction étranger

spécialiste du financement exportation d'équipements industriels

chargé de créer le secteur Pays de l'Est.

Le poste :
• essentiellement de nature commerciale : prospection et négociation
• spécialisé dans le secteur indiqué mais impliquant aussi des interventions sur d'autres pays
• intégré dans une petite équipe mais rattaché directement au Responsable du Département
• comportant des voyages.

Le candidat :
Le poste étant à créer, les qualités ci-dessous sont impératives :
• habitude des négociations avec les pays de l'Est
• très bonne connaissance des techniques de financement du commerce extérieur appliquées aux équipements industriels pouvant très bien avoir été acquises en entreprise et pas nécessairement dans une banque
• Anglais courant plus Allemand ou Russe.

Adresser lettre manuscrite + cv. précis, photo et prétentions sous ref. 36936 à Havas Contact 156, bd Haussmann - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

OS 8
TOPS 10
RSX 11D

Ça vous dit quelque chose ?
Ce sont les moniteurs les plus connus qui contribuent au succès croissant de nos mini-ordinateurs.

ingénieurs software

• Vous savez très bien développer et maintenir des systèmes TEMPS REEL INDUSTRIEL ou TELECOMMUNICATIONS,
• Vous recherchez un poste à responsabilités TECHNIQUES et COMMERCIALES,
• Vous avez une bonne connaissance de l'ANGLAIS,

Notre jeune équipe d'ingénieurs sera heureuse de vous accueillir et de vous faire participer à son *plan de développement ambitieux.*

Veuillez adresser votre C.V. sous référence SEM3 à :

Direction du Personnel
DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
18, rue Saarinen
Centre Silic - Cidex L.225
94533 RUNGIS - Tél. 687.23.33

digital

offres d'emploi

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
leader dans sa branche
recherche

un Concepteur-Chef de Projet Bases de données

Il devra :
- participer à la définition de la stratégie de développement des applications télétraitement,
- concevoir les applications bases de données en dégageant les meilleures solutions sur les plans coût-performance,
- élaborer les plannings de réalisation et contrôler l'avancement des travaux, ainsi que l'évolution des coûts par rapport aux prévisions,
- participer à la réalisation et à la mise en place des applications.

Le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur. Il aura une expérience internationale ; il aura conçu et réalisé plusieurs applications bases de données.
Expérience IMS exigée
Anglais courant indispensable
Lieu de travail : région parisienne

Merci de faire parvenir votre candidature sous référence 1089 à
Pierre LICHAU S.A.
10, rue de Louvois, 75063 Paris cédex 02 qui tr.

MF Massey Ferguson
1er constructeur français de matériel agricole
offre à

jeunes diplômés

ENSA - INA ... section machinisme agricole.

plusieurs postes : notamment dans services techniques, marketing ou technico-commerciaux.

Les candidats intéressés enverront CV et prétentions, sous réf. 254 DU/M, Service du Personnel, 22, avenue Galilée, 92350-Le Plessis-Robinson.

plein emploi

---

consultant senior

Un Cabinet de Conseil en Ressources Humaines Parisien, appartenant à un Groupe de Sociétés de Service, recherche un CONSULTANT PARTENAIRE capable de renforcer l'équipe existante par son apport personnel au niveau de chacun des services offerts : recherche et sélection de cadres, conseil en gestion du personnel.

Une première expérience dans la profession est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous réf. M 478 à I.C.A. qui transmettra.

Traitement confidentiel absolu des candidatures assuré.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

DELEGUE GENERAL

SYNDICAT PROFESSIONNEL REGIONAL

Important par sa représentation (le 1/4 de la production nationale) ce Syndicat l'est aussi par l'intensité de ses activités et le travail de ses Commissions.
Son Délégué Général véritable factotum et seul cadre permanent assure devant le Président, le management du Syndicat dans tous les domaines économique, financier, juridique, social, relations publiques...
C'est donc un homme dont l'expérience industrielle (juridique et sociale en particulier) et la personnalité lui permettent de s'imposer auprès de plus de 40 entreprises adhérentes.
Il peut n'avoir que 35 ans ou au contraire davantage car c'est sa compétence et non son âge qui sera prise en considération.
Sa rémunération prévue au début est de l'ordre de 85.000 F.

Les personnes qu'attirent ces responsabilités sont invitées à adresser un dossier sous référence SP 831/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7, RUE LINCOLN - PARIS 8e

BANQUE PRIVEE FRANÇAISE PARIS
IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour

DÉPARTEMENT INTERNATIONAL

en expansion

CADRE

désireux de s'intégrer à une équipe jeune
— Spécialisé dans la réglementation des changes et investissements.
— Possédant par ailleurs une expérience pratique de toutes les opérations avec l'étranger : opérations courantes, financements en F.F. et devises.
— Justifiant d'une réelle aptitude pour les contacts avec la clientèle.
—Anglais apprécié.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous n° 73580 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

---

offres d'emploi

URGENT

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
(2500 personnes), recherche

UN CADRE RESPONSABLE DES SERVICES GENERAUX

pour lui confier :
- la gestion des locaux et des immobilisations de l'ensemble de la Division (Siège en deux immeubles, agences réparties sur toute la France) ;
- la supervision des services intérieurs du Siège (courrier, service dactylographique, standard, etc...) qui comptent 20 personnes.

— Expérience de la fonction indispensable.
— Formation supérieure souhaitée. — Anglais apprécié.

Adresser curriculum-vitae, photo et prétentions sous n° 2805 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

La Librairie FERNAND NATHAN
crée, sous la responsabilité de son Directeur Marketing Export, le poste d'

attaché de promotion export

Il assure la promotion et la vente des produits existants auprès des libraires et des établissement d'enseignement ;
Il contribue à l'étude du marché et à la recherche des produits nouveaux ;
Il négocie avec les organismes étrangers publics et privés.

Cette fonction, très itinérante (70% du temps), conviendrait à un homme jeune (26 ans minimum) dont la formation, orientée vers l'enseignement et la pédagogie, serait éventuellement complétée par une expérience réussie dans le domaine commercial.

Pratique de l'anglais indispensable.
Autres langues appréciées.
Le salaire de départ, de l'ordre de 60.000 F., évoluera en fonction des résultats obtenus.

Ecrire avec CV détaillé et photo, sous référence 1527 M, à
plein emploi 10, rue du mail PARIS 2

Importante Société Internationale
COURBEVOIE DEFENSE
recherche pour son président

Secrétaire de Direction

Bilingue français-anglais
- une formation supérieure ;
- la pratique de la sténo et de la dactylo dans les deux langues.

Position cadre. Horaires libres. Restaurant d'Entreprise, avantages sociaux.

Adresser candidature avec curriculum vitae et photo sous référence ATTY
(à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIERES
26, rue du Fbg-Poissonnière
75010 PARIS

Assistant Gestion - Finances au Directeur Général

Grande école commerciale, Sciences Po, ou formation équivalente.

Le D.G. d'un groupe de sociétés commerciales à vocation européenne (en France 140 millions de F.) recherche un jeune cadre financier pour lui confier l'analyse et le contrôle de l'ensemble budgets-comptabilité-trésorerie-gestion-informatique, avec la perspective de prendre progressivement des responsabilités de direction financière.

Ce poste nécessite une expérience, même brève, de la gestion et du contrôle dans l'optique de la Direction Générale, la capacité de maîtriser un ensemble complexe et d'intervenir aussi bien au niveau politique que dans le détail des opérations, un potentiel personnel et une curiosité d'esprit permettant une évolution rapide et diversifiée dans un groupe très dynamique.

Ecrire avec C.V. détaillé en indiquant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 1520 M, à
plein emploi 10, rue du Mail, PARIS 2e

---

groupe **SVP**
pour ses propres services

Attaché de Direction Commerciale

27 ans minimum. De formation supérieure et ayant plusieurs années d'expérience commerciale.
Il aura pour mission de promouvoir nos services auprès d'une clientèle d'entreprises de premier plan.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés.

Information Carrière SVP.11.11
Référence 637
65, avenue de Wagram
75017 PARIS

La Générale Informatique d'Exploitation
recherche
pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

chefs de projets

le matériel actuellement installé se compose de :
- deux 370/168 - 4000 K,
- un 370/158 - 3000 K,
- 350 terminaux téléprocessing.

Envoyer CV (sous référence 7040 M)
Service du Personnel,
Tour Franklin, Cédex 11,
92081-Paris La Défense.

GIE

plein emploi

Société distribution accessoires auto et autres produits électriques

en pleine expansion, filiale groupe européen
recherche pour siège région parisienne

CHEF DES VENTES PRODUITS ÉLECTRIQUES

(vente grand public)

Le candidat devra être capable :
— d'animer un réseau national comptant déjà une centaine de personnes ;
— de contribuer à l'élaboration de la politique de marketing de cette division de la société et de la mettre en œuvre ;
— de préparer les budgets annuels et veiller à la réalisation des objectifs.

Connaissances en matière de gestion appréciées. Situation d'avenir pour candidat dynamique.

Adresser C.V. et photo :
CABINET SICARD, 17, quai Stalingrad, 92100 BOULOGNE. Tél. 604-41-71.

Groupe ancien, Moyenne importance
Notoriété nationale, Internationale automobiles
en expansion
Porte Ouest de Paris
recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Adjoint à la Direction Générale
90 000 annuel
- 32 ans minimum, **Haute potentialité,**
- Economiste ayant sérieuses références en personnel, Gestion d'entreprise et Finances.
- Connaissances comptabilité, banques, approvisionnements et achats.

Poste intéressant et d'avenir.
Adresser CV manuscrit et photographie à :
Pierre LICHAU S. A. sous référence 6161
10, rue de Louvois 75063 Paris Cédex 02 qui tr.

Pierre Lichau s.a.

- Si vous avez une bonne pratique des études de marché, qualitatives et quantitatives ;
- Si vous vous sentez capable de commercialiser de nouvelles techniques d'étude, mises au point et déjà utilisées avec succès par notre Cabinet ;
- Si vous êtes habitué à parler en groupe et à convaincre

nous pouvons vous confier le poste de

DIRECTEUR

de notre département
« Etudes de Marché »

Vous aurez à assurer la préparation et la supervision des études, l'animation des attachés d'études, le management de la clientèle.

Plus tard, si vous le désirez, vous pourrez évoluer vers une carrière de Conseil en Marketing et Stratégie de développement au sein de notre Cabinet.

Adr. C.V., photo, prétentions à J.-P. de Frédéric, VEPRO-CONSEIL, 38, rue Boissière, 75016 PARIS.

GROUPE BANCAIRE PARIS 8ème
recherche dans le cadre de son développement,

jeunes diplômés

de l'enseignement supérieur (Gestion, Finance).

Libérés des obligations militaires.
A l'issue d'un stage de formation d'une durée de 18 mois, ils seront affectés soit au Service Organisation, soit au Service Inspection du Groupe.

Déplacements fréquents en province pour des missions de durée variable.
Réelles possibilités d'avenir.

Ecrire avec CV, photo et prétentions, sous référence 1531 M, à
plein emploi 10, rue du mail paris 2

---

offres d'emploi

la Filiale d'un Groupe Pharmaceutique International
recherche son

directeur administratif et financier

100 000

De formation supérieure (D.E.C.S. souhaité), il sera âgé d'au moins 35 ans, parlera si possible l'allemand ou l'anglais et pourra justifier d'une expérience similaire.
- Responsable Administratif, il dirigera les services comptables, stocks, expéditions et informatiques (30 personnes).
- Responsable Financier, il saura appliquer la stratégie financière de l'entreprise, mènera la gestion financière, les études financières et gèrera la trésorerie.
- Responsable du Personnel, il en contrôlera l'administration et assurera le développement humain de la société (75 personnes).

Localisation PARIS.
Ecrire sous réf. M/482 avec lettre manuscrite, C.V. + photo à :



CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES
25, RUE DU RENARD, 75004 PARIS

DIRECTEUR GÉNÉRAL



IMPORTANTE SOCIETE EUROPEENNE recherche pour son réseau de vente PARIS, DIRECTEUR GENERAL.
- Anglais impératif,
- Très bons contacts,
- Très bonnes capacités de vente,
- Négociateur de 1er ordre,
- Sachant motiver son personnel,
- Sens financier,
- Esprit commercial,
- Expérience appréciée dans le domaine achat/vente papier cartonnage.
- Ayant pratique à haut niveau des contacts avec industrie.

Ecrire avec photo et C.V. sous réf. 31075/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertisin[g]
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PAR[IS]

Chef des Ventes régiona[l]

Nous sommes une SOCIETE DE DIFFUSION de REVETEMENTS DE TABLE et de TAPIS DE BAINS solidement implantée sur le marché national.

Nous recherchons pour l'un de nos secteurs (15% de notre C.A.) L'ANIMATEUR capable de DIRIGER et de SUIVRE LES REALISATIONS d'une équipe de SEPT représentants multicartes.

Nous souhaitons le concours d'un homme de 37 ans minimum possédant une expérience confirmée de la vente et de l'encadrement commercial.

Vous résidez de préférence dans la région parisienne et avez à prévoir de nombreux déplacements, 80% DE VOTRE TEMPS dans les régions que vous contrôlez : Basse-Normandie, Pays de la Loire, régions Nord-Est et Rhône-Alpes.

Votre rémunération est bien entendu liée aux résultats et pourra aussi être déterminée en fonction de votre expérience.

Les candidats intéressés adressent C.V. détaillé + photo et lettre manuscrite à : D. TRIAIRE 32, rue Eugène Flachat - 75017 PARIS. Tél. 380.63.41.

GIFOS

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA REGION DE F[...]

créé à l'initiative de 2 grandes Banques privée[s] par d'importantes Sociétés industrielles, offre, [à] PARIS (1er) une opportunité à un(e)

JEUNE ANALYSTE FINANCIE[R]

Instruction de dossiers de demandes de prêts à L.T. (analyses financières et économiques). Rapports au Comité d'Engagement. Suivi des investissements.

INDISPENSABLE
- Formation supérieure : Grande Ecole ou Université.
- DEJA ANALYSTE FINANCIER depuis 2/3 ans mini, de préférence en BANQUE.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscr., C.V. détaillé, rémunération, photo (ret.) ss réf. 3271 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
Effectif 5.000, proche BANLIEUE OUEST
CREE SON

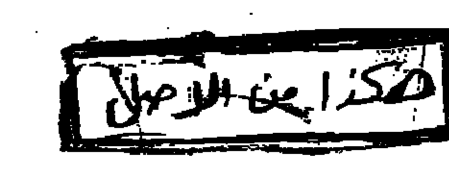
SERVICE RECRUTEMENT

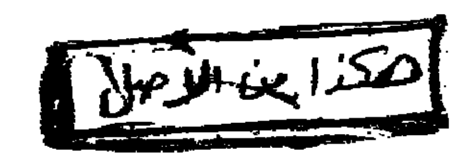
et recherche
JEUNE

PSYCHO SOCIOLOGUE PRATICIEN

désireux de faire carrière dans la fonction personnel.
Le candidat retenu sera de formation universitaire (I.N.O.P. ou Maîtrise).

Ecrire, photo, formation, expérience et desiderata sous n° 487 à : LEVI-TOURNAY, 5, Cité Pigalle, 75009 PARIS, qui transmettra.
Il sera répondu à toutes les candidatures.





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

---

Notre Groupe réalise 20% des exportations françaises d'un produit agricole de grande consommation,
42 pays sont nos clients, principalement en Afrique, Moyen et Extrême-Orient.

Nous recherchons notre

responsable ordonnancement ventes export

pour lui confier l'ensemble des opérations nécessaires à la bonne exécution des contrats jusqu'à la livraison inclue.

Animant un service de 3 personnes, il devra maîtriser principalement :
- la planification des productions réparties sur les usines du Groupe,
- les problèmes liés aux transports,
- les formalités administratives et douanières.

Ce poste implique à la fois une expérience de 3 à 5 ans des opérations d'exportation dans tous leurs aspects et des capacités personnelles d'organisation et de contacts.
Anglais souhaitable. Lieu de travail Montparnasse.
Ecrire avec CV détaillé en précisant le salaire actuel, sous référence 1532 M, à

plein emploi 10 rue du mail paris 2e

PARIS

Succursale française d'un groupe américain spécialisé dans biens d'équipements, garages et stations-service, recherche un :

CADRE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

La fonction :
Sous l'autorité du Directeur général, il devra organiser et gérer le service administratif et comptable, établir les situations mensuelles américaines, les déclarations fiscales, préparer les bilans en liaison avec le Cabinet Conseil, traiter et suivre les questions administratives et financières, dégager les statistiques nécessaires de la comptabilité analytique.

Il faut :
Avoir 30 ans minimum, une connaissance impérative de l'anglais et une expérience des systèmes de gestion américains.
Etre disponible très rapidement.

Les personnes intéressées doivent envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, sous n° 105.082, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e), qui transmettra.



Spécialiste de la mode féminine
recherche :
pour son siège à PARIS :

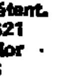
DIRECTEUR des VENTES FRANCE

Il aura pour mission : l'animation et la gestion de la force de vente constituée par 6 chefs de région et 100 boutiques.

Il participera avec la Direction à l'élaboration et la définition de la politique commerciale de la Société.

Nous souhaitons un candidat ayant environ 5 ans d'expérience de vente et d'encadrement d'un réseau de distribution.

Adresser C.V. et prétent.
sous réf. 121 M 621
30, rue de Mogador
75009 PARIS



Centre de Psychologie Appliquée

C&C

IMPORTANT GROUPE DE CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES

renforce son potentiel industriel et recherche pour une de ses unités de Production,
Banlieue Nord Ouest

ingénieur sécurité

chargé de :
- Définir et proposer toutes mesures favorisant l'amélioration de la sécurité du travail.
- Contrôler la conformité de tout projet d'une nouvelle installation avec la réglementation en vigueur.
- Promouvoir un esprit de prévention accident-incendie auprès de l'ensemble du personnel.
- Participer aux études et à l'amélioration des conditions de travail.

Ce poste intéresse un ingénieur présentant une carrière en production dans l'industrie métallurgique (sidérurgie, éventuellement marine), diplômé d'une école d'ingénieur, âgé de 30 ans - Critère favorable : expérience dans une fonction similaire.

Adresser lettre, CV avec photo et prétent. sous No 20512 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

GROUPE EXPANSION

recherche son

CONTROLEUR BUDGÉTAIRE

— Responsable de la préparation et du suivi des budgets des publications du Groupe (« l'Expansion », « Lire »...) Il analyse et présente les résultats mensuels. Il effectue toute étude particulière de rentabilité en liaison avec les responsables des publications.

— De formation supérieure (complétée par un D.E.C.S.), le candidat aura développé son esprit d'analyse et d'organisation par une expérience budgétaire et/ou d'audit, d'au moins 2 ans. Il aura également une bonne pratique des méthodes comptables modernes.

— A terme, l'évolution du poste doit conduire le candidat à prendre la responsabilité du CONTROLE DE GESTION.

— Le salaire suivra l'évolution des fonctions et ne sera pas inférieur à 70 000 F.

Les dossiers de candidatures, sous référ. M. 1042 (à préciser sur l'enveloppe), seront traités confidentiellement par DEVELOPPEMENT — 10, rue de la Paix, PARIS-1er.

Armstrong

Leader dans plusieurs secteurs
second œuvre bâtiment (agencement intérieur)
recherche pour étoffer ses structures administratives

son Chef de Service gestion des ventes

Afin de lui confier la responsabilité du contrôle, de la coordination et du service des commandes, depuis la prise d'ordre commercial jusqu'à la livraison et la facturation au client. Consécutivement à cette responsabilité, il sera en liaison étroite avec l'informatique dont il sera l'utilisateur principal en tant que gestionnaire des stocks et le responsable de l'entrepôt dont il sera l'interlocuteur hiérarchique.

Agé au minimum de 28 ans, de formation supérieure et ayant si possible quelques années d'expérience en matière de gestion (administrative, stock, informatique), le candidat choisi sera retenu par ses qualités de relation et ses aptitudes à l'analyse et au contrôle de l'information.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Envoyer C.V. photo et rémunération actuelle sous référence 216 au CABINET J.C. MAURICE Conseil en Gestion du personnel, 42 rue Legendre - 75017 PARIS.

L'un des premiers groupes pharmaceutiques français
recherche
pour ses implantations françaises et étrangères, un

CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat devra bénéficier d'une connaissance très large des affaires, acquise au sein de sociétés de dimension internationale.

Il devra être capable de contribuer à l'adaptation permanente de l'entreprise aux besoins de sa croissance rapide.

Il participera activement à l'élaboration du plan et animera la préparation des objectifs, des politiques, des programmes d'action et des budgets.

Le poste nécessite des connaissances et une expérience importante en matière de contrôle budgétaire, prix de revient, évaluation de projets et plus généralement des systèmes d'information et de gestion tant européens qu'anglo-saxons.

Adresser C.V. manuscrit avec photo récente sous référence 706 à :
EPRI, 126, bd Auguste-Blanqui, 75013 PARIS.

---

informatique

Dans le cadre du développement de son Département Engineering et petits systèmes, une Organisation Internationale, recherche

- **CHEFS DE PROJETS**
- **TECHNICIENS DE LA PROGRAMMATION**

— ayant au minimum 2 ans d'expérience sur 6/58 avec multipostes
— connaissance du 61/60 appréciée.

Postes à pourvoir sur PARIS avec déplacements Province.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 30998/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Important établissement
d'Enseignement de Gestion
Région parisienne
recherche

responsable administratif et financier

pour

- diriger et assumer les activités administratives, financières, comptables, immobilières et de relations humaines.
- organiser, structurer et superviser les services placés sous sa responsabilité.
- âge 35 ans minimum • formation supérieure
- expérience confirmée • anglais courant.

Pour inf. compl., écrire s/ réf. 2315 A.

ORES - CFF
23, rue des Mathurins
75008 PARIS
Groupe BOSSARD
Discrétion totale assurée.

INGENIEUR GRANDE ECOLE DIRECTEUR TECHNIQUE

PARIS

Filiale d'un groupe français important employant plus de 1500 personnes, la société est l'une des plus importantes entreprises françaises de carrosserie automobile. Son activité s'exerce simultanément dans la fabrication en sous traitance pour les grands constructeurs et dans la réalisation et l'aménagement de véhicules spéciaux.
Elle occupe 750 personnes environ.
Renforçant ses structures, elle crée le poste de DIRECTEUR TECHNIQUE. Celui-ci aura sous sa responsabilité l'ensemble des problèmes techniques de la société, principalement gestion de la production, conception et définition des produits nouveaux.
Expérience nécessaire du travail des métaux en feuilles et si possible de la carrosserie automobile.

France Cadres
26 Rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 550M.

Si vous êtes

UN JEUNE DIPLOMÉ de l'enseignement supérieur

Burroughs

vous offre
une carrière commerciale dans l'informatique

Pour être documenté sur :
- les postes proposés ;
- la formation que nous assurons ;
- le profil de carrière.

Envoyer simplement vos nom et adresse à
Burroughs - Agence Paris-Nation
27, rue Titon - 75011 PARIS

DIRECTEUR des VENTES EXPORT

EUROPE — AFRIQUE — MOYEN-ORIENT.

Société française, Siège à Paris, nous sommes l'un des premiers constructeurs européens dans notre spécialité (moyens de stockage). Les marchés à l'exportation sont très ouverts et notre position en forte progression.

Nous cherchons un Commercial de haut niveau, jeune, agressif, ayant une bonne pratique des négociations industrielles et du commerce international.

Nous lui confierons l'animation, le développement et l'organisation de nos ventes export.

Il sera intégré à une équipe de Direction dynamique qui considère l'exportation comme la clé du développement de l'entreprise.

Une grande disponibilité et la pratique courante d'une ou plusieurs langues sont indispensables.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle, sous référence 187 CC, à notre Conseil

algoe
Association Lyonnaise d'Ingénieurs-Conseils
Boîte Postale 25 — 69130 ECULLY.

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche à PARIS

Jeune cadre comptable

débutant ou quelques années d'expérience.

A l'échelon du groupe, il participera à la consolidation des comptes des Sociétés, au contrôle financier, à l'inspection comptable, etc...

Larges possibilités de formation et de carrière.

Formation supérieure exigée :
H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P. Le D.E.S. serait très apprécié.

Anglais impératif, allemand ou espagnol souhaité.

Ecrire, avec curriculum vitae, sous référence BREK (à mentionner sur l'enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIERES
28, rue du Fbg-Poissonnière
75010 PARIS

SOCIETE MULTINATIONALE
FILIALE IMPORTANT GROUPE AMERICAIN

recherche pour siège à Paris

DIRECTEUR DU PERSONNEL

- Il participera à l'élaboration et à l'ajustement de la politique humaine de l'entreprise.
- Se verra confier :
  — La responsabilité de l'administration et de la gestion du personnel ;
  — La coordination avec l'unité de production ;
  — Les relations avec les représentants du personnel.

Ce poste intéressera un cadre expérimenté de formation supérieure, maîtrisant bien les différents aspects de la fonction et possédant une excellente connaissance de la législation du travail et des questions juridiques.

Rémunération de 80 à 100 000 F l'an, selon expér.

Nous vous remercions d'écrire avec CV détaillé et photo (retournée) ss réf. 441 à LEVI-TOURNAY, 5, cité Pigalle, 75009 - Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING
RÉALISANT USINES CLEFS EN MAINS
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Filiale Groupe Important
RÉGION PARISIENNE
recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Responsabilités :
ADMINISTRATION ET GESTION
(comptabilité générale, analytique, budgétaire, gestion financière, relations avec les Banques, contrôle de l'informatique.)
GESTION SOCIALE ET FORMATION

Responsabilités importantes et perspectives de promotion.

Formation de base : Grandes Ecoles ou expertise comptable.

Forte expérience recherchée.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions à
STAGE (YC. W)
7, RUE ROY, 75008 PARIS.

ELECTRONIQUE-ELECTROTECHNIQUE

Gestion commerciale

Importante Société commercialisant des composants électroniques et électrotechniques d'importation, en plein développement, crée un nouveau poste auprès du Directeur Commercial.
Le collaborateur recherché sera secondé par une petite équipe dont il coordonnera l'activité.
Ses responsabilités seront centrées sur deux pôles principaux :
- commercial : orientation et suivi de l'action des ingénieurs technico-commerciaux; analyse des statistiques; administration des ventes.
- technique : contrôle des problèmes techniques soumis par les clients, impliquant des échanges permanents avec les fournisseurs.

Ce poste convient à un candidat 30 ans minimum, joignant à un sens commercial développé - dont il a fait la preuve dans les fonctions précédemment exercées - une réelle aptitude au travail en équipe et une solide formation technique (BTS minimum).
La maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance de l'allemand souhaitée.
Lieu de travail : proximité métro Sablons.

sélé CEGOS garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier (lettre man., CV détaillé et rém. act.) sous réf. M/13.882
33, quai Galliéni,
92153 SURESNES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
FABRIQUANT ET DISTRIBUANT DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION
recherche

UN CHEF DE CENTRE DE DISTRIBUTION

POUR UN DE SES ETABLISSEMENTS DE LA REGION PARISIENNE

Il sera responsable de l'Administration, de la Comptabilité, de la Mécanographie, du Stockage, de la Distribution, de la Maintenance de l'Equipement et de la Gestion du Personnel du Centre.

Le candidat recherché devra être diplômé de l'Enseignement Supérieur, avoir des connaissances en Informatique et en Droit Social et une expérience minimum de 10 ans dans ce type d'activité. Il devra être apte à commander et à animer une équipe de 120 à 130 personnes.

La rémunération de départ sera importante compte tenu du niveau du poste.

Une formation de 3 mois aura lieu dans les autres Etablissements de la Société et au Siège pour permettre au candidat retenu de prendre ses fonctions dans les meilleures conditions.

Adr. C.V. avec photo et prét. sous réf. N° 875.804 à REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q. tr.

IMPORTANT GROUPE DE MAGASINS
recherche

CHEF COMPTABLE

PROFIL :
- 30 ans minimum ;
- niveau B.P. ou D.E.C.S. ;
- plusieurs années d'expérience et de pratique comptable.





- Situation à Paris, quartier Etoile ;
- situation d'avenir et rémunération en fonction des qualifications du candidat.

Ecrire F.-M. RICHARD, Expert-Comptable, 7, avenue de Friedland, 75008 Paris, en indiquant âge, références, salaire désiré. — (Discrétion assurée.)

Entreprise de développement industriel (ouest Paris) recherche :

UN INGÉNIEUR

CONFIRMÉ (Centrale ou Mines)

pour étude et réalisation de prototype complexe (aérodynamique, structures, électrotechnique, fluides).

Env. C.V. RAPIDEMENT, rémunér. souhaitée, N° 21.041, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris 1er qui transmettra.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

SOCIÉTÉ CHIMIQUE EUROPÉENNE MULTINATIONALE DE TOUT 1er PLAN
recherche
pour poste à pourvoir à PARIS
(Banlieue SUD-OUEST)

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation de base :
Ingénieur chimiste ou équivalent, ayant acquis une solide expérience dans la prospection du marché des élastomères et/ou caoutchouc.

Le candidat retenu devra savoir utiliser ses connaissances techniques pour la promotion de ces produits dans un marché à fort développem. potentiel. Maîtrise de l'anglais indispensable.

La Société offre :
— Un poste à responsabilités ;
— Une rémunération intéressante et évolutive ;
— Une possibilité de carrière au sein du groupe.

Ecrire sous référ. 1576 à SWEERTS PUBLICITE, Boîte postale 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui tr.

GIRATEV GROUPEMENT INFORMATIQUE
DES ORGANISMES DE RADIO ET DE TELEVISION
POSSEDANT UN IBM 370/158 SOUS OS/VS1

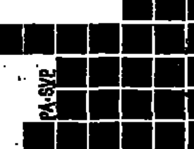
cadres grandes écoles

X - TELECOM - SUPELEC - CENTRALE, etc.

CHARGE D'ETUDES INFORMATIQUES DE SYSTEMES DE GESTION EN LIAISON AVEC LES CLIENTS,

CHEFS DE PROJET

Envoyer c. v. à M. le Directeur Général du GIRATEV, 3, rue Jeanne d'Arc 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX



Importante Entreprise Travaux Publics et Bâtiment

C.A. 300 M recherche pour diriger l'ensemble de ses services comptables siège et agences

UN CHEF COMPTABLE DE HAUT NIVEAU

(Expertise Comptable)

(Il devra justifier d'une expérience pratique confirmée, de préférence dans la profession.)

Adresser C.V. et prétentions à J. DODIN, 18, rue Goubet, PARIS-19e.

Pour une importante société construction matériels bâtiment et T.P. recherchons

DISTRICT MANAGERS

basés à Paris, capables développer l'implantation de la Société à l'Etranger dans la vente de matériels B.T.P.

Exigences : 30 ans minimum, diplômé Grande Ecole, Anglais et Espagnol, Allemand apprécié, expérience similaire en exportation.

Adresser C.V. + photo + rémunération souhaitée à



Dép. « Hommes de Valeur ». Rue Lesdiguières 38690 CLAIX. Tél. : (76) 98-07-02.

CENTRE DE FORMATION SUPÉRIEURE AU MANAGEMENT
recherche :

INGÉNIEUR ÉDUCATEUR

Expérimenté
35 ans minimum
Poste nouveau à aménager avec le titulaire
Activité principale : pédagogie et intervention auprès de directeurs de filiales et d'établissements de grandes entreprises.
Adr. curriculum vitae détaillé, photo, prétentions et références à CFSM, Grande Voie des Vignes, 92290 CHATENAY-MALABRY.

INGENIEUR
GRANDES ECOLES
— Responsable d'un labo de recherches et de développement dans le domaine du soudage par faisceaux d'électrons
— 30 ans minimum
— Expérience 5 à 10 ans dans labo de développement électromécanique
Ecrire av. C.V. et prétentions, à
SCIAKY 119, quai Jules-Guesde 94400 VITRY-s.-SEINE

CENTRE RENE-HUGUENIN
5, rue Gaston-Latouche, 92210 ST-CLOUD, recherche
INFIRMIERES D. E. jour
40 h sem. Sal. début 2.860 F brut si 2 ans ancienn. 3.050 F brut + prime 7,50 %
INFIRMIERES D. E. nuit
46 h sem. Sal. début 3.760 F + prime 7,50 %, possib. logement pr célibataire. Ecr. ou tél. pour rendez-vous : 602-98-58.

BOBIGNY ville Préfecture recrute
ASSISTANTES SOCIALES D. E.
Candidature à M. le Maire

CODIMA rech.
STANDARDISTE DACTYLO SECRETAIRE
bilingue Allemand
Avant. sociaux. Tickets restaur. Se prés. : 2, rue Vernier (17e).

Puissant groupe international bâtiment charpente métallique industrialisée en expansion

RECHERCHE (pour son agence de Paris)

INGENIEUR DE VENTE

ETP - AM - ENSI ou Autodidacte confirmé.
5 à 10 ans expérience commerc. et technique en charpente et construction métallique industrialisée.

Bonnes notions d'Anglais souhaitées.
Poste stable, indépendant, comportant des possibilités de promotion.

Rémunération élevée.

Discrétion absolue garantie

Adres. C.V. dét. ss. no 2078 à SOPIC, 5, rue St-Pierre-le-Jeune, 67000 STRASBOURG

COLLABORATEURS

30 ans min., aptitude contacts humains, bne élocution, dynam. très bne présentation, expérience cciale indispens. temps partiel ou complet. Format. ass. Gains impts, situat. d'avenir.
Tél. Mme Lestage 231-46-73 236-39-31, 10-12 h. ; 14 h. 30-18 h.

ETABLISSEMENT FINANCIER
en rapide expansion
Tour Maine-Montparnasse
recherche

COLLABORATEUR
— Minimum 25 ans.
— Bonne formation comptable.
— Niveau probatoire ou similaire.
— Quelques années d'expérience D'AUDIT PME appréciées.
— Qualités de contact.
— Permis de conduire.

Le poste suppose des déplacements fréquents et de courte durée en province.
Possibilité carrière.

Adr C.V. manuscr. et prétent. No 20.952, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Jeune SOCIETE CONSEIL gestion organisation recherche

INGÉNIEURS
même DEBUTANTS
— Ayant sens du contact ;
— Intéressés par le conseil en milieu PME.
(Ingénieurs IAE, ESCP, etc.)

Env. lettre manuscrite et C.V.
POUR CONSEIL
15, rue de Courbevoie 92000 NANTERRE.

SOCIETE BANLIEUE OUEST recherche

COLLABORATRICE SECRETAIRE de DIRECTION

BILINGUE ANGLAIS

Connaissance de l'allemand appréciée.
Niveau Bac, B.T.S. ou équivel.

Demande :
— 3 à 5 ans d'expérience dans la même fonction ;
— Sens de l'accueil, des relations de travail en équipe, des initiatives et des responsabilités ;
— Du dynamisme, de l'efficacité.

Offre :
— Bonnes rémunérations, avantages socx, restaurant entreprise, car gratuit de Paris. 5X8X13.

Adresser C.V., photo et prét. s./réf. 13.329 à SEXTANT/DPA, 182, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 - NEUILLY, qui transm.

Société d'Expertise Comptable Près Nation par R.E.R. rech.

EXPERT-COMPTABLE
STAGIAIRE DEBUTANT
Grandes Ecoles et DECS complet.

Env. C.V. no 20.759, Contesse P., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

SOCIETES D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS D'IMPORTANCE NATIONALE
Confieraient la direction de leur service administration (Gestion des sociétés, fiscalités, etc.) à

UN CADRE DIPLOME SUPERIEUR
de haut niveau et déjà expérimenté.

Ecrire avec C.V. et photo à EPSI, 19, av. V.-Hugo, Paris-16e qui transmettra. Réf. : M/36.

Filiale française Impt. groupe étranger offre poste

CHEF DE PRODUITS

branche prod. chimiques. Anglais indispens. Expér. 3 ans min. exigée. Lieu de travail : PARIS. Env. ou déposer C.V., prétent. et lettre manuscr. en mentionnant votre no de tél. s/réf. 1095 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.

PAKISTAN INTERNATIONAL AIRLINES
90, Champs-Elysées, 75008 PARIS.

recherche :

— Agent de Comptoir réservations, rompu aux méthodes de réservation.

— Secrétaire expérimentée.

— Magasinier, bonnes connais. import/export, approvisionnement magasin.
La préférence sera donnée au candidat ayant occupé emploi similaire.

Pour ces 3 postes, la connais. de l'anglais est absolument indispensable.
Env. C.V., prétentions, photo à l'attention du Directeur adjoint.

Avocats associés, 8e arrdt, ch. SECRETAIRE AUDIO-TYPISTE Très expérimentée, libre de ste. Téléph. : 225-18-10.

Société disposant de licences internationales

RECHERCHE

INGENIEUR - GDES ECOLES ou équivalent

Allemand courant ; pour prendre en charge progressivement l'activité : projets et réalisations d'un de ses départements.

Expérience engineering et sous-traitance appréciée.

Situat. à développement rapide. Adresser C.V. manuscrit :

EFAEM, 146, rue Montmartre 75002 Paris.

FILIALE FRANÇAISE IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE IMPORT-EXPORT
recherche pour bureau Paris

CADRE (HOMME) TECHNICO-COMMERCIAL
— Age minimum 35 ans ;
— Au moins 4 années expér. achat, vente de biens d'équipement dans le cadre de fournitures d'usines clefs en main, T.P., pétro-chimie, cimenterie, etc. ;
— Ouvert à la technique, capable de discuter les cahiers des charges ;
— Aptitude certaine à l'action commerciale ;
— Connaissance des formalités administratives import-export ;
— Anglais indispensable.
Poste à pourvoir immédiatement. Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, prétentions, photo ss no 36.942 B à BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes qui tr. Réponse et discrét. assurées.

HEC - SUP DE CO ESSEC

La SOCIETE : Groupe Industriel en flèche dans sa profession (C.A. : 2 milliards de francs). Son expansion se caractérise par le développement de filiales en Province et à l'étranger.

Nous vous proposons de vous former au sein de notre Direction administrative et financière comme Adjoint au Chef de service financier. Il vous sera confié au départ la gestion de la trésorerie du Groupe (prévisions, relations avec les Banques).

Lieu de travail : PARIS-SUD

Adresser C.V. et photo sous référence 2.481 (à mentionner sur l'enveloppe) à ORGANISATION et PUBLICITE 2, r. Marengo, 75001 Paris, q. tr.

JEUNE CADRE COMPTABLE

Vous avez 27 ans minimum, un D.E.C.S. ou une formation équivalente, cinq ans d'expérience en comptabilité générale, et envie aujourd'hui de faire carrière dans une entreprise jeune et agressive.
Vous êtes l'homme que cherche le directeur financier de la FILIALE FRANÇAISE DE DISTRIBUTION en forte expansion (50 % de croissance depuis trois ans) d'un GROUPE INTERNATIONAL (C.A. 800 MF) pour le poste de

CHEF COMPTABLE

à Paris (Nord Ouest).
Votre rôle : avec votre service, prendre en main la comptabilité générale, établir les C.E. et bilans mensuels, trimestriels et annuels.
Votre rémunération est confortable et vous avez là une remarquable occasion de carrière.
Connaissance de l'allemand souhaitée.

Ecrire à : Mme F. MAXENCE, sous référence no 2.948.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, rue Royale, 75008 Paris.

Impte imprimerie offrant fabrications diversifiées, cherche contact avec courtiers, V.R.P. ou autre, entretenant des relations solides avec acheteurs dans société de grande renom. Gains import. Ecr. à no 36100 B, BLEU, 17, rue Lebel - (94) Vincennes, qui transmettra.

Cherche pers. sér. pr s'occuper 2 enfants 2 apr.-midi par sem. Porte de St-Cloud, tél. après 19 heures - REY : 605-27-28.

Recherchons, urgent, INSTITUTRICE, 9e, 10e 15 enfants maximum. Téléph. pour R.-V. 403-17-05.

Société trad. offre trad. tech. TOUTES LANGUES à traducteurs expérimentés. Ecr. no 7.232 « le Monde » Publ., 5, r. d. Italiens - 75427 Paris-9e.

URGT conseil, cherche à temps partiel pour son courrier et ses rapports.
TR. BNE SECRETAIRE STENO et excellente dactylographe. Angl. souhaité, gde souplesse horaire. Tr. bne rémunération. Ec. no T 74527, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Pr BLANC-MESNIL, recherche TECHNICIENS TV noir et blanc et couleurs. Tél. : 929-39-35.

Groupement national de négociants en ameublement, cherche pr son service achats

Secrétaire Musclée

pouvant taper le courrier mais aussi remplacer son « chef » si nécessaire. Nécessité dévouem., autorité, initiative, intelligence. Préfér. à personne ayt expér. de l'ameubl. Débutantes s'abst. Répondre av. C.V., photo, référ., prét. à no 7.211 « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9e), qui transmettra.

POUR SERVICE EXPORT en développement recherchons

UNE SECRETAIRE Cciale
niv. secrétaire de direction EXPERIMENTEE
Sténo française, connaissance parfaite ALLEMAND et ANGLAIS écrits, 40 heures. Lieu de travail LA DEFENSE. Ecr. ou tél. Sté NOMEL, Tour Franklin, quart. Boieldieu, 92081 Paris La Défense. Tél. 776-41-12.

Import. Sté T.P., rech. :
PROJETEURS E. 1 - E. 2
pour postes extérieurs H.T. et T.H.T.
possib. déplacem. étranger.
Ecr. av. C.V. et prétentions no 24.859 P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

Banque américaine, rech.
GRADE (EE)
Expérience bancaire CREDOC import-export. Not. anglais. Env. C.V. manuscrit MARINE MIDLAND BANK, 17, place Vendôme, 1er, serv. personnel.

Caisse régionale assurance maladie de Paris, recherche

INFIRMIERS (ES) D.E.

pour affectation Centre médical de Paris et établissements situés en Seine-et-Marne, Essonne, Yvelines, Eure-et-Loir, Indre-et-Loire.

Salaire annuel brut de début 39.102 F, porté à 54.730 F par attribution d'échelons. Avantages lors de déplacements dans les établissements. (Logement, nourriture.)

Ecrire à Mme le chef du personnel, 17-19, rue de Flandre, 75935 Paris, Cedex 19, ou se présenter de 9 h. à 16 h. 30. Sauf le samedi.

IMPORTANT ORGANISME 14e arrondissement, recherche

JEUNE HOMME
au sein de son service comptabilité.
Plusieurs années d'expérience. Formation souhaitée I.U.T. Option COMPTABLE.
Avant. sociaux. Restaur. entr. Ecrire avec C.V. manus. à no 20.797 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

ORGANISME PROFESSIONNEL
Quartier Etoile
recherche pour son service AFFAIRES JURIDIQUES ET COMMERCIALES

COLLABORATEUR CADRE
— 35 ans minimum ;
— Formation juridique ;
— Bonne connaissance droit des obligations et droit commercial.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous le no 36.847 B BLEU, 17, rue Lebel, Vincennes (94).

STE EXPERTISE COMPTABLE RECHERCHE

EXPERT-COMPTABLE STAGIAIRE

Expérience souhaitée. Ecrire SEGES, 76, rue de Monceau, 75008 Paris, ou téléphoner : 522-47-55 pour rendez-vous.

Importante Société Paris (10e)
recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

pour seconder chef de service

Age : 25 à 35 ans environ.

NOUS EXIGEONS :
— Très bonne rédaction franc. ;
— Sens du commerce ;
— Esprit souple et vif ;
— Bonne présentation.

Adress C.V., photo et prétant. no 5.116, Péavit Publicité, 100, r. de Richelieu, Paris (2e), q. tr.

GROUPE INDUSTRIEL PARIS, recherche

UN SPECIALISTE DES PROBLEMES DE DOUANE

Chargé de coordonner les opérations à l'intérieur du groupe et d'assurer les relations avec l'administration.

Adress. C.V. et prét. s./réf. 932 à CREATIONS DAUPHINE, 41, av. Friedland, Paris-8e, q. tr. Il sera répondu à ttes candidat.

IMPORTANTE ENTREPRISE BATIM. ET TRAVX PUBLICS recherche pour son siège social Banlieue SUD de PARIS

CADRE COMPTABLE
CONFIRME
pour comptabilité générale.

Niveau D.E.C.S. ou équivalent. Expérience du bâtiment ou travaux publics requise. Age minimum : 35 ans.

Ecr. av. C.V., prét. et photo no 20.507 - CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Société MAINE-MONTPARNASSE
recherche :

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE
(Position II METALLURGIE) de formation grande Ecole

Conviendrait à élément jeune, ayant au moins 3 ans d'expérience en informatique, acquise de préfér. en milieu industriel.

Pratique du 370 niveau 135 sous DOS indispensable. Expér. organisation souhaitée.

Ecrire avec C.V., photo, prét., à no 20.362, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q. t.

LABO UNIVERSITAIRE cherche

PHYSICIEN ELECTRONICIEN

Ingénieur ou diplôme univers. pr conception, réalisation, mise au point de montage électronique et expériences sur spectromètres de masse.
Ecrire avec C.V. M. Cottier Laboratoire Curie, 11, r. Pierre-Curie, Paris, 75231, Cédex 05

CHARCUTERIE CUISINE - rech. OUVRIER BOUCHER pour découpe porc et salaisons. Rep. sam. ap.-midi, dimanche et lundi. Situat. st. B. SALAIRE. Tél. : 57-07-56 (86) h. bureau SAUF LUNDI.

Organisme d'Hébergement Travailleurs Etrangers recrute pour Foyers Région Parisienne

COLLABORATEURS

ayant le sens des responsabilités, goût des contacts humains, esprit de gestion, sens social. Age minimum 30 ans. Salaire annuel 33.000 F. Possibilité logt. Form. complémentaire assurée. expérience antérieure appréciée.

Tél. pr R.V. 887-91-39, pte 255.

Ass Form Adultes 9 centres 90 salariés cherche directeur général ayant expér. prof., exp. form. adultes et compétences gestion, qualités anim. et relations, exp. dans organ. socio prof. si poss. nation. Env. C.V. sous no 7.238 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Ass Form Adultes ch. pr centre de l'Oise :
• Prof. français plein temps, niv. licence, expér. pédag.
• Formateur ayant conn. milieu agricole et exp. prof. pr enseigner expression, communic. class. org. trav. secrétariat.
Adr. C.V. à ANPOPAR, 40, rue de Montmorency, 75003 PARIS.

CADRE SUPERIEUR
recherché comme
DIRECTEUR TECHNIQUE
INGENIEUR CHIMISTE ou PHARMACIEN
ayant longue expérience théorique et pratique de la
COSMETOLOGIE
pour animer équipes très compétentes en recherche, contrôle, analyse, bactériologie, développement, fabrication, gestion pour
LABORATOIRE
spécialisé dans produits de Beauté soins.
Candidats de moins de 40 ans s'abstenir.
Adresser C.V. manuscrit, prétentions et photo, à LABO J.G., 27, rue Salvador-Allende, 95870 BEZONS

IPEC rech. maîtres assistants physique pr cours recycl. scient. Tél. 033-45-87.

SICOMI
recherche pour son secteur quittancement

UN RESPONSABLE DE FORMATION COMPTABLE POSS. DEJA UNE CERTAINE EXPERIENCE DE GERANCE D'IMMEUBLES

Ecrire avec C.V. et photo à EPSI, 19, av. V.-Hugo, Paris-16e qui transmettra, réf. M/38.

Importante société DE MANUTENTION recherche, POUR SON SERVICE COMMERCIAL

TECHNICO COMMERCIAL
Formation projeteur
Bonne expérience en MANUTENTION CONTINUE

Tél. pr rend.-vous au 758-12-20 postes 436-370.

ROSET
Meuble Contemporain pour son Bureau Paris Boulevard Diderot recherche une SECRETAIRE pour travaux de dactylographie commerciale, classement, cont. clientèle (téléphoniques ou directs), étude réclamations, tâches variées.
Adresser C.V., photo et prétentions sous no 882 à Centre de psychologie appliquée, 104, rue Ney, 69006 LYON.

FREVAL SIBON et FILS
Transports Internationaux rech. pr son siège à Paris une EXCELLENTE

SECRETAIRE DE DIRECTION

connais. la sténo, bilingue anglais, souhait. initiatives. Adresser C.V. manuscrit+photo 19, rue Martel, 75010 PARIS.

SOCIETE RAND, recherche ADJOINTE CHEF Service comptabilité clients, poste stable, respons. Possib. avancement. Expérience exigée. Connais. poussée mécanograph. souh. Se présent. avec référ. 47, bd Saint-Martin, 75003 Paris le 10-9-1975 dans la matinée.

CAB. IMMOB. en bout., 17e ch. groupe NEGOCIATEURS-TRICES de mél. pr collab. 50e Ecr. Publi-GR 313, 27, fg Montmartre, 9e.

ENTREPRISE PEINTURE recherche COMMIS DE VILLE spécialisé travaux d'entretien ayant notions de maçonnerie, libre de suite de préférence, sérieuses références exigées. Env. C.V. et prét. à Entreprise NEGRO, 20, rue de Merlan, B.P. 68 93130 Noisy-le-Sec.

CHEF DE PRODUITS 75/90 000 F
INDUSTRIE ALIMENTAIRE

IL SERA CHARGE DE :
• Proposer la politique marketing pour une gamme de produits ;
• Assurer la gestion des budgets et des objectifs de profit ;
• Etre l'interlocuteur des agences de publicité et d'études de marché.

LE CANDIDAT RETENU SERA :
• Un diplômé d'une grande école commerciale ou équivalent ;
• Agé d'au moins 28 ans avec un minimum de 4 ans d'expérience dans la gestion de produits de grande consommation ;
• Parfaitement bilingue anglais.

IL LUI EST OFFERT de grandes opportunités d'évolution dans un groupe international pratiquant un marketing élaboré dans le secteur alimentaire.

Adresser C.V., photo et prétentions à No 20.66 CONTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1er qui tran

---

COMPUTER SERVICES PARIS

Département informatique de la Cie d'Assuran « AMERICAN INTERNATIONAL UNDERWRITER S.A.R.L. »

recherche

ANALYSTE EXPÉRIMENTÉ

— Expérience indispensable : IBM 370 ou 360, DOV/VS, COBOL ANS, Analyse fonctionne (2 an

— Expérience souhaitée : Anglais, Assurances, Base de données.

Envoyer C.V. à : Computer Services PARIS (A.I. 24, avenue de la Grande-Armée, 75017 PAR

CONFECTION
Importante Société Française fabriquant des pantalons de marque réputé (H.F.E. classique + sportwear) crée le poste de

DIRECTEUR des VENTES

Basé à Paris, il animera et supervisera un rése de 5 Directions Régionales recouvrant la moi Nord de la France.

Le candidat retenu, d'au moins 35 ans, aura d réussi dans la vente de vêtements et possédera qualités personnelles liées à cette fonction : exc lente présentation, bon contact humain, dyn misme réfléchi et aptitude à négocier avec clients les plus importants.
La rémunération, de l'ordre de 90/100 000 francs an, ne sera pas un obstacle pour un candidat valeur capable de s'intégrer au sein d'une Soci en pleine expansion.

Ecrire, avec C.V. détaillé, sous référence DV/RI T.A.S., 77, rue La Boétie, 75008 PARIS. (Nos conseill. vous garantissent une discr. absolu

---

S E S A

Société de service et conseil en informatiqu plus de 300 personnes, recherche :

CHEF COMPTABLE

pour lui confier la responsabilité de son serv comptabilité :
— Comptabilité générale et analytique ;
— Déclarations fiscales ;
— Préparation du bilan, etc...

5 ans d'expérience animation d'un service comptable dans Société similaire. Formation D.E.C.S. ou équivalent.

Envoyer curriculum vitae à : SESA 20, rue Jean-Jaurès, 92800 PUTEAUX

SOCIÉTÉ PARIS CENTRE
C.A. 150 millions
forte expansion à l'exportation
recherche

ADJOINT CHEF COMPTABLE

niveau D.E.C.S.
Possibilités d'avenir.
Adr. C.V. et prétentions à no 8083 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

formation professionnelle

Vous êtes titulaire du BAC, du B.T.R. ou d'un diplôme équivalent,
L'E.P.R. vous propose une spécialisation accélérée dans les techniques suivantes :
— *commerce international,*
— *distribution,*
— *gestion commerciale,*
— *représentation,*
— *publicité,*
— *promotion des ventes,*
— *chef des ventes,*
— *chef de produit.*
Préparation aux diplômes d'Etat (cours du soir, enseignement à distance).
Pour tous renseignements :
Se présenter de 14 à 17 h. à l'E.P.R., 17-19, rue des Jeûneurs, PARIS (2e).

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

capitaux ou proposit. co

Promoteur expérimenté (r- rech. financier pour opé immobilière importante e qualité direct. sur plage de en Languedoc. Permis de truire obtenu, apport mini 5 millions. Ecrire à M. Jear route de Montpellier, 34250 PALAVAS.

30 ans, actif, dynamique, capitaux, rech. associ pr promotion et développ. af existante. - Ecrire D. POT 38, av. G.-Mandel - Paris

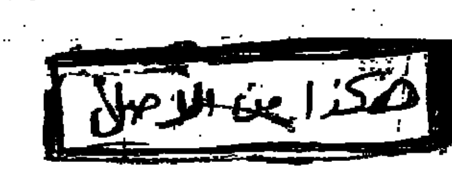
transports

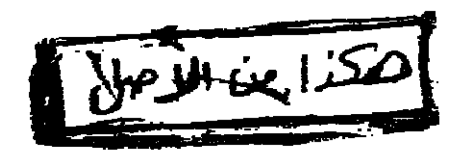
DEMENAGEMENTS TOU TRANSPORTS, TRAV. SOIG DEVIS GRATUIT. 366-59-

animaux

A vendre CHIOTS SCOTTI TERRIER, Noël, les Côt d'Auvers, no 90, Auvers/O Tél. bur. 288-40-29, poste

VEND CHIOTS ARTESI NORMANDS, vaccinés. Tél. 824-57-53 ou 343-25-16 le





ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

demandes d'emploi

Pour la relance

Il vous faut : des clients.
Vous avez besoin : de collaborateurs commerciaux de haut niveau.
J'ai 30 ans : l'esprit de Marketing, l'aptitude à la gestion, et le goût des contacts humains.
Une expérience : 10 ans de Direction commerciale dans l'industrie touristique, un sens développé de la vente, l'habitude du commandement.
Tous les postes commerciaux m'intéressent.
Ecrire Nº 170, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

CADRE BANQUE JURIDIQUE

Classe V, 31 ans, capacitaire en droit, 8 ans expérience banque, dans contrôle crédits, inspection et depuis 3 ans dans service contentieux et jur. (actes, prêts, recouvrem., diffusion et application pratique information jur...) cherche situation équivalente dans ou hors secteur bancaire, dans ville moyenne importance : Languedoc, Provence, couloir du Rhône.
Ecrire nº 164, « le Monde » Publicité, rue des Italiens, 75427 PARIS qui transmettra

CLERC HORS RANG

Diplômé notaire - 20 ans expérience tous milieux - Départ 73-74 - Ancien 1er magistrat public - Psychologue - Nécessité vie active ou semi-sédentaire recherche
Emploi temps complet ou partiel - Etudes dossiers - Partages - Expertises - Gestion - Démarches - Rapports - Correspondant avec Capitale ou Grande Ville pour notaires - Sociétés de Financement - Banques - Administration ou autres. Permanence de stations Tarentaises. Déplacements.
Etudie ttes propos. pour 73-74. Rég. Rhône-Alpes. Ecrire : Clanet — « Le Chézallet », 73260 CELLIERS-LA-LECHERE.

...RAPHISTE PUBLICITAIRE ...ans, ch. poste ou respons. sein équipe de création ...rgée conception - informa... pour organismes d'aménagement. Bonne expérience. ...ris ou région parisienne. ...rire nº 185 « le Monde », ...r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

...fem., DES psycho-patho, ch. ...vail, en équipe de préf., ...im. enseign. psycho. ou form. ...rég. Libre de suite. GRAFF, rue Drouet, 31 Toulouse.

...H., libéré O.M., ch. pl. stable ...ris. Comptable 1 ou agent ...ministratif. Cinq ans exp. Ecr. ...URDON Patrick, 4, r. J.-Ré...ier Bt G. Ap. 43, 91000 Evry.

...ncié d'espagnol, niveau P.E.S., ch. poste stable ...ignement, Paris, banlieue. ...autres propos. LUPPE, rue Dulong, 75017 Paris.

...CATERING - AVIATION, ...techn.-adm., 49 a., gde. serv. aliment., parl. plus. ...ues, excel. réf., ch. poste ...ce (étranger non exclu). ...nº 0165 « le Monde » Pub., des Italiens, 75427 Paris-9e.

..., 30 ans, licencié en droit. ...juridique, expérience ...obilier et questions fonc., ...lerait toutes propositions. ...nº 175 « le Monde » Pub., des Italiens, 75427 Paris-9e.

..., 25 ans, débutant, maîtrise ...on, bonne connaiss. compt., ...ilité. Etudierai toutes pro... en rapport qualification. M. CHICHEPORTICHE, 26, rue Ambroise-Croizat, 93400 SAINT-OUEN

..., 28 ans, dipl. I.E.P. + lic. ..., 2 a. stages et ét. économ. A., 2 a. exp. profes. France, O.M., ch. emploi chargé ...des, rédacteur, documenta..., plein temps ou mi-temps. ...re nº 122 « le Monde » Pub., des Italiens, 75427 Paris-9e.

...RE DE BANQUE - 32 ans. ...du contentieux, diplômé de ...itut de Droit des Affaires. ...le expérience Droit de la ...ue et de l'entrep. cherche ...onseil ou Direct. Juridique. ...nº 20.877 CONTESSE Publ., av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

...cadre, coll. Direct., ayant ...c. voy. Exp. nomb. années ...n. Intern. Ayt occupé poste ...resp. Parf. bil. fr. angl. + ...it., ch. pl. simil. Lib. ste. ...nº 21.047 CONTESSE Publ., av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

...RE ADM. et COMPT., 44 a.. Banque et compt. (ancien ...ne), ch. pl. st. Chef compt., ...rôl. gestion, budget. Audit. ...ne Paris, banl. Sud, rég. Ecr. 21.134 Contesse Publ., ...

[illegible]

SECRETAIRE NIV. B.T.S. connaiss. anglais, lib. de suite, recher. empl. stable à responsab. Ecr. nº 6029 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

DOCUMENTALISTE
J. F., 30 a., aim. organis. resp. et trav. en équipe. Maît. phys. + INTD + angl. + allem., 4 a. expér. ds poste à respons., ch. situat. intér. Paris. Ecrire nº T 74306 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

J.H. 21 ans, Bac G 2 D.E.I.G. av. mention. Administration éco. social (écon., droit, comptab., informatique). Ecr. nº 6028 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Tech. Sup. Organisation Gestion. Lib. O.M., ch. place stable. Lib. de suite. M. GOUSSET J., 26, rue des Moines, 75017 Paris.

J. H., 18 a., C.A.P. (Métalliste-Serrurerie) cherche place stable Paris ou banlieue Nord. Ecrire : M. BRAUN Jacques, 42, rue D.-Casanova, 93300 Aubervilliers.

CHEF DE PRODUIT
grande centrale achats Paris, 31 a., dipl. études supér. économiques, inst. commerce intern. Anglais courant. Expér. marchés internat. Techniques modernes, gest. achats et ventes, rech. DIRECTION COMMERCIALE ou équival. Préavis 3 mois. Ecr. nº 15.249 REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris (2e).

ACTUELLEMENT CHEF DU PERSONNEL et du service COMPTABILITE, marié, 40 a., désirant s'expatrier Afrique du Nord ou du Sud, cherche PLACE dans cette branche, ou seconderait propriétaire affaire société, collectivité, gérance, etc. Ecrire : 970 HAVAS HAVRE.

J. H., 26 ans, D.U.T. gestion, 1 a. 1/2 exp. prof. adm. de biens, vente immob., ch. situat. Région indifférente. Ecr. nº 7.219 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

TECHNICIEN EN TELEPHONIE
34 ans, format. électron. et commerc., expér. sur autocom. électron. commutat. Spat. Libre rapidement. Ecr. nº 0161 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Ingénieur Tunisien, informaticien haut niveau, 6 ans expér. France et Tunisie, cherche poste à responsabilité. Préférence TUNISIE. Ecr. GRAJA, Imm. Barghou 2, El Menzah - TUNIS.

DIRECTEUR COMMERCIAL recherche sur BORDEAUX AQUITAINE
Poste à responsabilité. Formation gds magasins succ. multiples ...

[illegible]

Animateur de formation spécialisé gestion entreprise expérience en entrepr. et pédag. Sér. référ. Etud. ttes proposit. Ecr. nº 7.141 « le Monde » Pub., 5, r. d. Italiens, 75427 Paris-9e.

DOCTEUR ES-SCIENC. ECON. + ISUP,
Hme, 29 ans, 4 ans exp. bur. étud. éco., ch. sit. serv. inter. de banque ou gde entreprise. Ecr. nº 3.968 « le Monde » Publ. 5, r. d. Italiens, 75427 Paris-9e.

JNE HME, 28 ans, mbre org. public chargé aménag. territ., direct. étud. Ecole sup. de com., ch. poste pl. ou mi-temps secr. génér. entrpr., organisat. profes. Ecr. nº 3.988 « le Monde » Publ. 5, r. d. Italiens, 75427 Paris-9e.

SUP de CO PARIS 1941
Carrière direct. génér. entrepr. T.P., gros terrassem. recherche situation même ordre, entrepr. équival. ou direct. administr. comportant expér. gestion et problèmes humains. Libre très rapidem. Omnes, 45, rue de Liège, 75008 Paris. Tél. : burx 526-31-20 - 985-12-94, après 20 heures 387-53-70.

INGENIEUR TECHNICO-CCIAL
spécialiste dans le domaine des APPAREILS DE MESURE ELECTRIQUES et ACCESSOIRES, visit. depuis plus de 15 ans pour la même entreprise, la clientèle suivante : cimenteries, sidérurgie, métallurg., chimie, pétro-chimie, gros installateurs électricité, contrôle régulation, constructeurs divers, laboratoires de recherches, verreries, bureaux d'études, concernant les industries ci-dessus dans la région parisienne. RECHERCHE SITUATION. Suite à des difficultés dans l'entreprise où je travaille encore. Rémunération actuelle nette, environ 100 000 F par an. Ecrire nº 35.868 B à Bleu, 17, r. Label, 94 Vincennes, qui transm.

Jeune médecin diplômé médecine tropicale, cherche emploi outre-mer francophone. Ecr. nº15.924, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e qui transmettra.

J. F., 22 a., lic. Sc. éco., bac 62, angl., esp., bnes conn. compt., gest. ch. emploi début, lib. de suite. Prudhomme B., 17, rue des Longues-Raies, 95 Domont.

RESPONSABLE DES ACHATS
Cadre 29 a., 6 a. exp., BTS constr. mécan., école sup. com., bne connais. marché européen de l'industrie rech. empl. simil. Ecrire nº 52.516 P.A. SVP, 37 rue Général-Foy, 75008 PARIS.

INGENIEUR 65, dynamique, excell. présentat., triling. allemand, italien, aimant les déplacements. Ecr. nº T. 74.172, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Docteur Ingénieur (Strasbourg), 35 ans, Nlte Frce, employé sté internationale en pays anglophone ch. situation en Europe. Expérience plastique, produits d'entretien et cosmétiques, industrie alimentaire, traitement eaux résiduelles. Ecrire à : G. ROUSSET, 12, rte d'Avesnes, 59570 Bavay.

Homme, 27 ans, techn. ccial, maritime, Brésil rentrant séjour 8 mois Brésil, angl., portug. ch. poste Paris ou province. Lib. rapidement. Ecr. nº 770, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Ingén. chimiste INSA débutant, bonnes connais. mécan. rech. emploi, génie chim. de préfér., région indifférente. C. LADOUSSE, 42, rue Labon, 39100 DOLE.

J. F., 21 a., B.T.S. de secrétar., trilingue anglais-allemand, sténo fcse-angl., dactylo ch. emploi stable de secrétaire à PARIS seulement. Ecr. NEVEU, 15, r. Aristide-Briand, 28600 LUISANT.

CADRE COMMERCIAL
Formation A.M., 51 ans, actif, esprit équipe, expér. gestion, organisation, conn. marketing (I.N.M.), seconderait direction ou dirigerait service. Tél. 9 h. à 12 h. 976-71-66.

J. fille, 20 ans, diplômée DUT, documentaliste, libre de suite, ch. place. Tél. 16-85-09-01-47.

Jeune E.S.C., rech. stage format. 6 à 12 mois avant départ coopération Canada. Anglais courant. Ecr. M. Cheret, 488, r. Paradis, 13008 Marseille.

D.U.T. électro-techni., libre de suite, aim. responsab., ch. emploi. Ecr. M. ELIAS, 3, rue Clément-Ader, 94430 Chennevières-sur-Marne.

J. F., 24 a., Bac en droit, expérience assurances et connaissances immobilier, ch. emploi juridique bien rémunéré. Ecr. nº 15.977 Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui tr.

J. H., 28 a., lic. Droit D.E.S. droit public, 2 ans expér. ens. sec. et sup., exp. comm. étud. tte propos. Bretagne ou ...

[illegible]

HOMME 41 a. DYNAM. expér. 9 ans Afrique, 6 ans distrib. responsab. départ. alimentation. Statut cadre. Cherche poste ccial O.M. et étranger. Lib. rapid. Ecr. nº 35.439 B - BLEU - 17, r. Label (94) Vincennes qui trans.

H. 33 ans, D.E.S. sc. éco. 6 ans exp. divers. étud., market., gest. cciale, angl., ar., ch. emp. stable. Ecrire nº 0158 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75424 Paris-9e.

J.F., 24 ans, maîtr. et doct. 3e cyc. chim.-phys. + I.A.E., 2 ans exp. labo. rech., étud. ttes propos. ds labor., serv. technico-comm. ou autre. Ecrire nº 179 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. 28, cél., lic. en droit, expér. prof. 2 a., service juridique, fiscal, social, cherche empl. reconversion acceptée, lib. imméd. Ecrire nº 181 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Homme 29 ans, D.E.S. Sc. Eco. (gestion et éco. entreprise), lic. économétrie, D.E.C.S. complet, diplômé E.S.S.C.A. (admin. et fin.), expér. 3 ans dans sté jap.: resp. admin., organis., assistance et conseil auprès dir. génér., cherche poste à resp. haut niveau, contacts humains, libre dans 3 mois. Ecrire nº 7228 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Prof. sc. écon. et soc. 1 a., maître aux ds éts privé. ch. poste plein ou mi-temps. Région indifférente. Ecrire nº 7227 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ARCHITECTE, franç., dipl. Univ. Allem., bilingue (franç-allem.) plus. années d'expér. (France, Allem., Afr. du N.) aimant responsab., initiat., Dynam., ETUDIERAIT TOUTES PROPOSITIONS SERIEUSES de collaboration pour Afrique du N. ou pays francophone de la part Bureaux d'Etud., Engineer. (franc., allem., mixte ou francophone). Ecrire nº 7226 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Publicité : cadre féminin 40 ans, 20 ans expérience. Connaissant Edition, Achat d'Espace, Media-Planning, très bon contact, ch. emploi Agence ou annonceur. Ecrire nº 6030 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

P.M.E.
Ingénieur Conseil Organisation et Formation ch. empl. partiel ou complet. Béraud, 3, villa Georges-Serre, 94 VINCENNES. Tél. 328-98-51.

Directeur gén. sté de gestion immobilière et touristique, dipl. Sc. Po, lic. droit, 38 a., cherche poste directeur ou consultant dans secteur IMMOB. ET TOURISME
Ecrire ss réf. 60.403 à R.C.C., 10, avenue Matignon, Paris-8e qui transmettra.

Cadre, 48 a., person., espr. d'organ., exp., act. ccizles et chef d'entr., 5 a. org. et form. cciale et hum., sect. terti., ch. poste RESPONS. DE FORMAT.
à prendre ou créer ds entrepr. rég. par., déplac. fréq. poss. Ecr. nº 0.153 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE COMMERCIAL
31 a., rompu techniq. de Vtes, animateur Vendeur, Marketing, cherche Situation France ou étranger. Ecrire nº 1074561, Régie-Presse, 85 bis rue Réaumur, Paris-2e, qui transmettra.

P.D.G. A MONACO
Société de prestige, recherche activité complémentaire sur la COTE D'AZUR. Ecr. à 7.178, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

INGENIEUR CHIMISTE
J.H., 25 a., dég. O.M., libre de suite, étud. ttes prop. Paris ou prov. Ecr. M. Bataille CL, 6, rue Gilbert, 92600 ASNIERES ou téléphoner : 733-64-48.

DIRECTEUR BANQUE
Siège - Agences. 38 ans, format. supér., cl. VIII, spéc. PME. Disp. Paris ou S.-O. Ecr. à 183, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Centres formation, entreprises VOUS RECHERCHEZ ANIMATEUR DE VENTE
Psych. vte, dyn. groupe, relat. hum. Ecr. 148 « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

RESPONS. FABRICATION
Publicité/Edition 30 ans, formation ESTIENNE. Expérience : 7 ans. Tous procédés Publicité, édition, P.L.V., Conditionnements, recherche POSTE A RESPONSABILITES Technique ou commercial. Agence, éditeur, annonceur, imprimeur. LIBRE DE SUITE. M. BIGOT, 42, av. Gabriel-Péri, ...

[illegible]

travail à domicile

[illegible]

traductions

[illegible]

cours et leçons

[illegible]

représent. offre

SNL DICTIONNAIRES
"Le ROBERT"
dans le cadre de sa politique de développement, pour étoffer son réseau de vente, recrute
représentants (tes)
PARIS — GRANDE REGION PARISIENNE
Vente directe aux clientèles : Enseignement et Collectivités
Age : *25 ans minimum* - Formation : *niveau Bac minimum* - *Expérience de la vente par courtage souhaitée - Voiture indispensable.*
Rémunération : *fixe 2250 F mensuels + commissions*
Envoyer C.V. manuscrit et photo avant le 18 Septembre à : Monsieur C. POULAIN SNL Dictionnaires «Le ROBERT» 107 Avenue Parmentier 75011 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE EN PLEINE EXPANSION recherche pour la FRANCE
V.R.P. ou MANDATAIRES
Bien introduits : Chauffage - Travaux Publics Industrie et Agriculture.
Envoyer curriculum vitae manuscrit + photo, sous le numéro 7.209, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

Sté rech. représentants introd. si poss. CEA, CEN, mais pas indisp. Solide expér. de la vente et réf. exig. Fixe + % + frais. Tél. pr r.-v. 405-05-68, 405-08-17.

Ets Tresson, concessionnaire New Holland Clayson White rech. représentants. Accepte toutes propositions si bon vendeur. Ecr. ou se prés. à Verneuil-l'Etang (77). Tél. 409-02-01 ou 409-02-41.

100.000 F
(10 millions d'anciens francs) C'est le revenu annuel d'un bon agent comm. de notre groupe, vous pouvez gagner encore + si vous êtes dynam. et courag.
Ecr. nº 105.193 REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris, q. tr.

STE NEGOCE SIDERURGIQUE spécialisée dans produits PLATS A FROID, à CHAUD GALVANISES
REPRESENTANTS DE CLASSE
Très introduits clientèle PARIS et REGION PARISIEN.
SALAIRE + COMMIS. IMPTE mais succès immédiat exigé. Ecr. s./réf. 2.661, GAUTRON, 29, r. Rodier, 75009 Paris, q. tr.

Ch. représentant V.R.P. multicartes pour vente nouveau produit. Brevet ss concession. à grossistes et détail : quincail., droguerie, bazar, bricol., paiement commis. Tél. (36) 74-00-15.

occasions

AU COMPTANT ACHAT Tous bijoux, or, brill. 136, rue Legendre. Mº GUY-MOQUET.

A vdre 2 infra-grill doubles, électriques, absolument neufs, jamais servi. Prix ach. 5.980 F vendus 4.000 F le total ou 2.500 F le grill double. Tél. h. bur. 57-07-56 (86), sauf lundi.

Achat tr. cher ts bijoux, brill. argenterie. PERRONO, 4, Chaussée-d'Antin, OPERA, 37, av. Victor-Hugo, ETOILE.

autos-vente

LANCIA AUTOBIANCHI
LEASING PARTICULIER
Gge des PATRIARCHES
11 r. Mirbel Paris 5e
336.38.35 +

Part. vd BMW 520 74, excellent état, 55.000 km. Bleu métallisé, gl. teintées, rad. Argus 723-32-65.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

L'immobilier

appartements vente

Paris

JACOB. Elégant duplex 110 m², livg 50 m2, 2 ch., bel. ptres. Plein ciel. Impecc. 742-02-44.

A VENDRE
AU PIED DU Mº VOLTAIRE 2 P., cuis., wc, au 6e ét. s/cour dég., ensol., ref. à nf, moqu., tissus au mur, bois, ptres. Ecr. nº 6.023, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e, ou Tél. : ROQ. 80-78.

CUSTINE
Imm. p. de t. : 1º) liv. + 2 ch., cuis., s. de b., wc, chff., impec., exceptionn. 215.000 F ; 2º) 2 P., cuis., cft, impec., 145.000 F. Vis. mercredi, jeudi et vendredi, de 14 à 18 h., 13 bis, rue Custine. Téléphone : 206-15-30.

PORTE DES TERNES
Ds imm. P. de T., tr. b. 4 P., entr., cuis., s. de b., 75 m2. Vis. mercr., 16/19 h., jdi, 12/19 h., 3, RUE RUHMKORFF.

ETOILE
5.000 F le m2 X 300. Téléphone : 344-32-59.

PLACE DU PANTHEON
Emplacement unique, très bel immeuble, gd cft, appt 180 m2, 5 P. + ch. de serv., travaux à prévoir. — Tél. : AMP. 11-09, ou CAR. 02-63.

GIRPA POUR NE PAS VOUS TROMPER
13e, Immeuble étudié pour la rentabilité élevée dans quartier en plein renouveau vend : 38 studios, tout confort, entièrement équipés. Prix très intéressants fermes et définitifs. Nous appeler. Le Propriétaire : 325-25-25 et 325-56-78.

ETOILE-V.-HUGO. Très bel imm. P.d.T. Mag. récept. 70 m², 3chb., 2 bs, impecc. 160 m², 960.000 F - 742-38-74.

MONCEAU - Exceptionnel. 220 m² professionnel, parf. état, 970.000 F - Téléph. 627-02-64.

16e - SUD - Immeuble récent, livg 54 m²+4 chb., cuis., off., 2 bs, 2 wc, 190 m², parfait état, 850.000 F - 288-27-45.

6e Montparnasse. 4 p., cft, sol. 167, r. Rennes, merc., jdi ap.-m.

VAUGIRARD. Villa S/le TOIT. CACHET EXCEPTIONNEL. 8e étage, 200 m², 2 terrass. avec jardin. Lux. décoré mod. GDE RECEPT., 3 salles de bs, 1.250.000 F - 704-88-18.

17e Malesherbes, ds jd., mais. indép. orig., env. 200 m², dont livg 60 m², h. 6 m., tt cft, box voit. 1 M. 273-08-42, 783-67-58.

Pr. du Champ-de-Mars. Très bel appart. Calme, soleil, 5 gdes pces, 190 m², SOL. 24-13.

Dans villa privée, 16e, hôtel particulier. Etat impeccable. Calme, soleil, garage 2 voitures - SOL. 24-10.

Près Bon Marché. ODE. 42-70. TERRASSE, VERDURE SEJ., 2 CHB, 2 BS, ASC., TEL.

LAUMIERE. 3 p.+terras. Réc. 2 gar., 320.000 F - 607-34-02.

34, av. BOSQUET. Living dble +4 chb. Imm. stdg. prix int. Visite mercredi, 14-17 heures. Exclus. PROMOTIC, 325-15-89.

17e ETOILE
Propr. vd ds imm. récent, stdg 5e étage, calme, tr. ensoleillé, 165 m² + 24 m² balc, 7 p., tt cft, cave, tél., parkg. Profess. libér. possib., prêt vendeur possible. - Tél. 380-58-29.

PTE MAILLOT. 4 p., 120 m², gd conft + garage + chambre serv., 650.000 - TUR. 97-81.

7e Résid. DUPLEX de caract. 100 m², luxueuse installat., imm. restauré, terrasse 50 m² aménagée, 730.000 F. 742-38-73.

Mº MOTTE-PICQUET
Imm. récent. sél. + 4 chb., 165 m². Prix 430.000 F. Facil. Jean FEUILLADE - 579-24-39.

14e Stud. équipé. Rapp. 7.200 F an, 69.000. « FAC », 337-69-59.

BOISSIERE Im. P.d.T., clair, soleil, gentil 3 p., confort - Facilités. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

PORTE SAINT-CLOUD Gd studio, cuis., bains, tt cft. Prix 119.000 F - VAL. 36-49.

GARE DU NORD - Studio, 30 m², ch. cent. Prix 70.000 F. Cabinet DORMION - 924-12-04.

Cité Universitaire, direct. s/ Square, pleine verdure, soleil, splend. studio, cuis., wc, bains. Lux. rénov. Penderie. 202-92-84.

PLACE DES VOSGES (près) Petit imm. genre H.P. except. 150 m² en duplex, 4 p. dt 2 de 40 et 50 m² haut ss/plaf., 4 m. chemin. époq., poutres, 2 s. bs, 3 wc, refait neuf, soleil. 820.000. C. LOROT, 783-33-02.

GIRPA
UN NOM-UNE GARANTIE
IIe Bourse. Notre-Dame-des-Victoires. Bel immeuble style rustique (poutres, pierres d'origine), vendons Magnifiques studios en duplex et appartements de 2, 3 et 4 pièces entièrement agencés. Grand confort. Livraison immédiate - 325-25-25 et 56-78.

16, AVENUE DU MAINE Pet. stud. en duplex, cuis. éq., s. d'eau, état neuf, téléphone. Vis. mardi, mercredi, 14-17 h.

FOCH-MAILLOT
Bel immeuble traditionnel, restauration et décoration de prestige. Studios, 2 pièces, duplex. Visite ce jour, de 12 à 19 h., 16, av. Alphand, PARIS-16e.

Auteuil. Pr. Bois. Réc., 3-4 p., tt cft, logg., ét. él., soleil. Parf. état. Prof. libér. BAG. 09-95.

PL. DES VOSGES (angle) Bel imm. 17e rénové, ravissant gd sél (3 fenêt.) + chb. tt cft, état neuf, poutres appar. 260.000 F. Propr. - 727-05-37.

SUCHET-HENRI-MARTIN Vue PANORAMIQUE sur Bois, 9e/ASC., 110 m² + LOGGIA. 850.000. FONCIAL - 266-32-35.

Bd SUCHET. S/jardin, part. vd, cse décès appt 95 m², liv. dble, 2 chbres, cave et parkg, 2e étage - Téléph. 553-61-54.

De préf. de part. à part. Appart. aéré type F-3, tél., bât. C, 3e étg., 10, r. Guébriant (20e), ds Ensemble avec parc. 225.000 F (Sur place : les 12 et 13 sept., de 14 h. à 19 h.).

GAMBETTA. Ds imm. tt conft, asc., ch. centr., propr. vend : BEAU 2 p., s. bs, kitch. équ., placard, cave, état neuf. Beau-coup de charme. Px 120.000 F. Tél. pr rendez-vous : 567-58-35.

EXELMANS Imm. récent, 4 p., tt cft, prix intéressant - Facilités. MARTIN, Dr Droit. - 742-99-09.

TOLBIAC. Imm. récent, 90 m2, BEAU 4 PIECES bains + Salle d'eau dressing, 2 wc, tél., 4e étage, parking, 400.000 F. - 535-28-78.

Ve ARRDT Immeuble classé : stud., 2 P., ref. à nf, poutres d'origine. Propriét., sur place, mardi et mercredi, 14 h./18 h. 30, 1, rue Linné.

17e près PAR CMONCEAU Très bel imm. standing 7 p. princ., cuis. agencée, 2 s. de bns, 240 m2 + 2 chbres service, état excellent, garage possible. PARFAIT pr profession libérale. Visite s/pl. mercr. 15 h à 18 h : 59, RUE DE PRONY

AV. MOZART SUR JARDIN Appartement 120 m2 + chambre service. Prix à débattre. Téléphone : 306-31-69.

GAMBETTA - Deux magnifiques Studios ds imm. entièrement rénové - Très haute rentabilité. 58.000 F 636-52-00 de 11 h à 19 h.

Rue des ECOLES - Rare - Beau STUDIO tt cft, bel immeuble. URGENT - 548-65-80.

17e MONCEAU
BEL IMM. PIERRE TAILLE 5e ET. ASCENS. BALCON 5 P., sel. bains + sel. eau, moquette, tél., chauff. centr. LUXUEUSEMENT RENOVE
PRIX 550.000 F
S/pl. mercr., jeudi, 14-18 h 30 : 6, RUE LEON-COGNIET ou 723-91-51

16e AUTEUIL - 120 m2 Séjour dble + 3 ch., bains + cab. toil., 7e ét., asc., récent. 590.000 F - 567-22-88

XVIe ORTF Etage élevé Studio, asc., belle cuis., bains, tél., parfait état. - 742-97-87.

7e ECOLE MILITAIRE Sél. + 1 ch., cuis., bs, wc, 4e ét., part. état. - MED. 99-80.

AVENUE WAGRAM
Immeuble pierre de taille 6 P. 180 M2 environ. Belle réception, 3e ét., asc. Bonne exposition. Seul appart. à l'étage, divisible, 2 portes palières + 2 chambres service. Pr renseig. et visites : 755-98-57.

16e rue La Fontaine - 290 m2 Salon dble, s. à m., 4 ch., 2 bains, 2 cab. toil., 3 ch. serv. Poss. professionnel. - 567-22-88.

GLACIERE 3e Métro 2 pces, cuis., bains, 50 m2, 4e étage sans asc. Excellent état. - 331-89-46.

CHAMPS-ELYSEES
Imm. neuf habitable de suite RES BEAU 6 pièces 165 m2 TERRASSE 100 m2 Téléphone : 553-16-62

Région parisienne

BOURG-LA-REINE
5 P., 117 m2, terras. 150 m2, gar., 498.000 F. Téléphone : 336-17-36.

VERSAILLES R.D.
Imm. P. de T., récent, lux. liv. double + 2 chbres, balcon, placard, téléph., conft mod., état neuf. Prix 300.000 F (facilités). Téléphone : 526-73-01.

RUEIL-MALMAISON
Dans résidence de grand standing avec parc, studio de 32 m2, cuisine équipée, S. de B., placards + cave et téléphone. Neuf, habitable de suite. Tél. 469-35-60 après 17 heures.

Mº PARC SCEAUX. Ravissant 28 m², 3-4 p. sur jardin, calme, 260.000 F - ODE. 73-37.

VAUCRESSON. Résidence ds très beau parc, appartem. 3 p., 80 m², 2 ch., sél., bs. 250.000 F. Possib. chb. service. 970-53-01.

VINCENNES, Duplex 120 m2 + terrasse 90 m2. Imm. réc. Téléph. 628-34-05.

FONTAINEBLEAU-AVON
ds Résidence bon stand., appart. 5 P. principales, tt conft, cave, parking, chauffage central par radiateurs. - 422-23-48.

ISSY - LES MOULINEAUX 2 magnif. stud., ds imm. entièr. rénové, tr. bte rentabl. 58.000 F Tél. 636-52-00 de 11 h à 19 h.

RUEIL-MALMAISON
Dans résidence de grand standing avec parc, studio de 55 m2 + cave à aménager. Tél. : 469-35-60, apr. 17 h.

ST-CLOUD Imm. récent, gd 2 Pièces, 62 m2, Tél., garage. Prix : 250.000 F. KIJOXSON. — LAB. 13-89.

NEUILLY BOIS - 120 M2, au 4e étage, impeccab., grand standing. Tél. : 225-86-00.

Boulogne. Maison 7 p., 150 m², tr. agréable jardin de 100 m². ALGRAIN. 285-89-54 et 00-59.

60, RUE DE LONGCHAMP NEUILLY
sur même palier 2 appts communicants
100 m2 dble sél. + 2 chbres
52 m2 séjour, 1 chambre.
Aménagements exceptionnels, 2 garages, chambre service.
Sur place : 10 et 11 septembre, de 16 h. à 19 h.
766-51-71.

SAINT-CLOUD - Sur Seine (quai Carnot), 100 m², double liv. + 3 chb., s. de bs, cuis. équipée. Parking 325-63-73.

ROSNY-sous-BOIS - Part. vend de préf. à part. tr. beau 2 p. 45 m², neuf, entièr. équipé, ds résid., 4e étg., cave, parkg, 150.000 F. Tél. 875-55-54.

URGENT
PRES ANTONY
(91-Wissous) Part. vd ds petit imm. (2 étages) appt 4 P., cuis., s. de b., tt cft, gar. s.-sol. Prix : 180.000 F. 930-21-87, avt. 12 h.

appartem. achat

Ch. appartement 5-7 pièces, rive gche préf., cft. OPE. 40-06.

Ch. 3-4 p., conft. Ecr. à 2.703, Press, 31, bd Bne-Nouvelle-2e.

Ach. cpt, studio ou 2 p. Paris, tout confort. Ecr. à nº 2.704, Press, 31, bd Bne-Nouvelle-2e.

Recherche Paris-15e, 7e arrond. pr bons clients, appts ttes surf. et immeub. PAIEM. COMPT. Ecrire Jean Feuillade, 5, rue A.-Bartholdi-15e. Tél. 579-39-27.

Achète URGENT, rive gauche, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, 1 à 2 pièces, paiement compt. chez notaire - Tél. : 873-23-55.

ACHETE, URGENT, COMPT. chbre bonne Paris - 873-20-67.

Paie cpt atelier artiste gd volume à restaurer, Paris centre. - 273-08-42, 783-67-58.

appartements occupés

GOBELINS
4, rue du Jura
Dans bel immeuble parfait état, tapis escalier,
1. STUD. ent., gde c., w-c., 6e ét. s/rue, occup. p. dame seule 83 a. Prix : 48.000 F.
2. BEAU 2 P. c., w-c. Pos. bns. 2e ét. Occupé pr dame seule. 72.000 F. Créd. pos. 15 ans.
Voir propriétaire sur place : MERCREDI de 17 h. à 19 h.

15e. Immeub. rénové sur rue et cour-jardin, occupés, 1, 2, 3 P., w.-c. Tél. : 622-26-63, poste 26.

échanges

Echangerai en toute propriété (ag. s'abst.), duplex 150 m2, tt cft, balc., soleil, sur bd arbres, 12e arrt, contre duplex équival. 110 m2 environ. 1er ou 2e arrdt. Téléph. 628-99-30.

hôtels-partic.

SAINT-CLOUD
HOTEL PARTICULIER caract. 10 p. + pav. gard. 3 p., parc 1.300 m², 500 m² habitables à 2.900 F le m². Px total 1.400.000. Tél. 14 à 18 h. : 602-69-17.

Courbevoie, résid. part. vend charm. H.P. av. jdin- 333-28-71.

Voir la suite de notre immobilier en page 26

APRÈS LES ÉVÉNEMENTS DE CORSE

Crise politique chez les élus à propos du statut

De notre correspondant

Ajaccio. — Tandis que l'on commente abondamment les réponses apportées aux sondages de l'IFOP et de la SOFRES publiées par plusieurs magazines parisiens, une crise politique est ouverte en Corse, où deux conseillers généraux, M. Philippe Rossi, radical de gauche, et le docteur Raoul Maymard, U.D.R., se sont démis de leur mandat. M. Maymard est même allé jusqu'à proposer à tous ses collègues d'en faire autant, de manière à permettre l'organisation d'une consultation générale. Ce à quoi M. Jean Marchetti, radical de gauche, également conseiller général, a répondu : « *Que ceux qui veulent démissionner le fassent. Pour ma part, j'ai été élu à Campoloro-di-Moriani avec 2 002 voix contre 7 à mon adversaire, et je ne me considère pas comme un mal élu.* »

A M. François Giacobbi, sénateur, président du conseil régional et du conseil général (radical de gauche, qui a annoncé, *le Monde* du 5 septembre, que les huit élus de la gauche refuseraient de siéger au nouveau conseil régional), M. Maymard réplique qu'il s'agit d'une « *solution parcellaire* », la solution réelle étant de revenir devant le corps électoral, « *le vote physique étant seul accepté, ce qui donnerait un reflet exact, actualisé, de la volonté politique du peuple corse* ».

De son côté, M. Nicolas Alfonsi, député d'Ajaccio-Calvi, radical de gauche, estime que le refus de siéger au nouveau conseil régional ne peut, en ce qui le concerne, être fondé sur les seules questions de compétences financières de la région. Il y voit un moyen de débloquer la situation, à condition que soit posé, par ce biais, le problème institutionnel préalable politique et le moyen de placer le gouvernement devant ses responsabilités.

« *Seul parlementaire de la Corse à avoir voté contre le projet de loi portant division de l'île en deux départements, dont l'institution d'un « conseil régional croupion » dit de droit commun,* déclare M. Alfonsi, *j'ai fait valoir, le 3 avril dernier devant l'Assemblée nationale, les raisons pour lesquelles la majorité de la population insulaire préférerait élire son conseil régional au suffrage universel et à la proportionnelle. Si le gouvernement avait la sagesse de ne pas s'opposer à une telle proposition qui est désormais celle d'autres groupes politiques que le nôtre (par exemple la fédération régionale des républicains indépendants) et si le code électoral recevait les modifications qui s'imposent, il serait alors possible d'instaurer en Corse une vie réellement démocratique permettant l'expression et la représentation de toutes les tendances.* »

Ces tendances ne paraissent pas se dégager clairement des résultats des sondages d'opinion publiés lundi. D'une manière générale, on enregistre avec satisfaction, sinon soulagement, que 2 ou 3 % seulement des personnes interrogées seraient favorables à l'indépendance. En revanche, l'opinion prévaut que les questions posées sur le point de savoir si l'on est favorable au statut actuel (une région ou un département comme les autres), ou à un statut d'autonomie dans le cadre de la République française, n'ont pas permis de dégager la tendance moyenne. Il ne fait aucun doute, pour la plupart des observateurs, que le statut actuel (55 à 61 % de réponses favorables) ne peut, sur le plan de l'institution régionale, satisfaire beaucoup de ceux qui déclarent le préférer à l'autonomie, d'une part, et, d'autre part, qu'un certain nombre de ceux qui se prononcent pour celle-ci (31 à 38 %) n'en sont pas des partisans irréductibles.

Dans ces sondages, une question aura, à coup sûr, fait défaut entre le statut actuel et l'autonomie : celle qui aurait porté sur l'organisation d'un pouvoir régional.

PAUL SILVANI.

● *Le Mouvement fédéraliste français* (*) a publié le communiqué suivant : « Dans une déclaration à Radio-France au sujet de la Corse, le premier ministre a opposé à la décentralisation nécessaire le régionalisme politique, « grand danger pour l'unité nationale ». Fermement attachée à l'unité française, la Fédération, Mouvement fédéraliste français, distingue celle-ci d'une uniformisation administrative et centralisatrice qui ne permet pas aux citoyens l'exercice d'un civisme vécu. Le patriotisme résulte non de la contrainte mais de l'attachement et de la participation des hommes à de libres communautés. »

(*) La Fédération, 3, rue Chauveau-Lagarde, 75008 Paris.

M. PLEVEN : pourquoi pas une expérience de décentralisation poussée ?

Dans *le Petit Bleu des Côtes-du-Nord* du 6 septembre, M. Pleven, président du conseil régional de Bretagne, évoquant les événements récents de Corse, écrit :

« *Plus nombreux qu'on ne le croit à Paris sont ceux qui se demandent pourquoi la Corse, puisqu'elle est géographiquement séparée de la France continentale, ne pourrait être le site choisi pour une expérience de décentralisation poussée et originale, permettant de tester la valeur de certaines formules.* (...)

» *Un exécutif régional élu, une assemblée régionale désignée au suffrage universel et disposant de larges compétences ? Soit, mais à condition qu'on s'entende :*

» *1) Sur les attributions du « pouvoir régional » ;*

» *2) Sur le mode de désignation des membres de l'Assemblée régionale. Seront-ils élus au scrutin uninominal majoritaire, dans des circonscriptions territoriales correspondant aux « pays » ou bien seront-ils élus au scrutin de liste, à la proportionnelle, dans le cadre de l'île tout entière ?*

» *3) Sur le montant de l'aide financière qui serait demandée au budget national, c'est-à-dire à l'ensemble des autres Français.* »

MORT DE M. PASCAL ROSSINI MAIRE D'AJACCIO

M. Pascal Rossini, maire d'Ajaccio, bonapartiste, est décédé mardi 9 septembre en début d'après-midi à Nice où il avait été transporté, après avoir été victime, la semaine dernière, d'un malaise cardiaque.

[Né le 13 décembre 1919 à Ajaccio, Pascal Rossini — commissaire principal aux enquêtes économiques — était entré au conseil municipal de cette ville en 1953. Il en était devenu maire en 1964. Conseiller général du canton d'Ajaccio-Nord, il était vice-président de l'assemblée départementale. Membre du parti bonapartiste, Pascal Rossini avait été désigné par sa formation pour la représenter aux élections législatives en 1973 dans la première circonscription de la Corse.

Soutenu par les réformateurs et par le C.N.I., il avait obtenu un peu plus de 11 000 voix au premier tour, sur quelque 40 000 suffrages exprimés. Il s'était retiré avant le second tour, laissant ses électeurs libres de leurs choix (M. Nicolas Alfonsi, radical de gauche, avait été élu, M. Jean Bozzi, U.D.R., perdant son siège). Lors des récents événements dans l'île, le conseil municipal d'Ajaccio et le comité central bonapartiste avaient regretté que « *les justes revendications de la population corse (...) n'aient pas été prises en considération en temps plus opportun* ». Ils avaient renouvelé « *leur ferme attachement à la nation française.* »]

CORRESPONDANCE

Des interrogations et des doutes

Les événements de Corse nous ont valu un abondant courrier, dont voici quelques extraits parmi les plus significatifs.

M. Christian Gras, professeur à l'université de Strasbourg-II :

Qu'on le veuille ou non, qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, c'est au tour de la France hexagonale de se trouver confrontée au problème des nationalités. Pour qui refuse de voir l'Etat national se transformer en prison des peuples ou de le voir se balkaniser, il n'y a plus qu'à repenser le problème de la nation France. Est-il totalement impossible de renoncer à la structure unitaire de l'Etat ? Est-il impensable de s'inspirer des exemples étrangers d'Etats fédéraux et multinationaux ? Un peu d'imagination constitutionnelle nous épargnerait beaucoup de sang et de larmes.

M. Pierre Albertini, de Vitry :

Quelle que soit leur appréciation rationnelle de la crise ouverte par les événements d'Aléria, tous les Corses véritables — en Corse ou sur le continent — ne peuvent que se sentir solidaires, au plus profond d'eux-mêmes, de l'action entreprise par l'ARC sous la direction des frères Simeoni — qui apparaissent ainsi comme l'expression même de l'âme corse. On voit mal ce que l'intégrité de la République aurait à redouter de la survie d'une Corse corse.

A moins, à moins que certains ne considèrent la Corse non comme une partie (spécifique) de la nation française, mais comme une possession (coloniale) de la France métropolitaine.

M. Pierre Zind, de Mâcon :

La Révolution française de 1789 était originellement d'essence fédéraliste, comme en témoignent la « Fête de la Fédération » et la « Constitution de l'An I ». Il faut ressourcer la France à cette fontaine de jouvence, désacraliser l'appareil étatique, « monstre froid de toujours, fossilisé dans le prestige lointain et glacé des ministères » ; il faut rendre la responsabilité et les libertés là où elles s'exercent, aux peuples de l'Hexagone, avant de fêter, pourquoi pas à Strasbourg, la grande Fédération de l'Europe fédérale !

Si le gouvernement a le courage d'opérer la profonde réforme des structures politiques que réclame la démocratie moderne, alors le sang qui a coulé en Corse, et infiniment moindre que celui que versa la France pour s'emparer d'une Corse libre, n'aura point été répandu inutilement. »

M. P.E. Truchet, de Madrid :

Tous les mouvements séparatistes que nous voyons prospérer avec succès n'existeraient pas si un fossé ne se creusait pas constamment entre la très grande majorité du peuple français et une élite technocratique parisienne qui gouverne ou plutôt administre selon sa seule intelligence. L'histoire nous enseigne d'ailleurs, par les exemples qu'elle nous permet d'étudier, que nous sommes arrivés à un stade bien connu et dangereux de ce phénomène des fausses élites coupées de l'ensemble du pays.

A situation d'exception, mesures d'exception. Nous proposons à la Chambre, qui représente mieux la variété du pays, d'étudier des dispositions sur la composition du gouvernement qui se doit d'être résolument représentatif c'est-à-dire à 90 % composé de personnalités vraiment provinciales.

Il serait également hautement souhaitable d'empêcher tout monopole d'origine en évitant la confiscation systématique des hautes charges de l'Etat et des industries nationalisées au profit des produits plus ou moins heureux de deux ou trois écoles ; ce recrutement quasi monopolistique augmente la coupure entre les Français et leurs dirigeants.

La France aurait alors [...] être une chance d'être gou[...] par des hommes et non pas [...]nistrée par des experts [...]

M. Vincentelli Antoine, d'[...]

On ne peut impunément vivre côte à côte deux p[...]tions tout en favorisant [...] d'une manière excessive, je [...] parler des Corses de souc[he] [...] des rapatriés ; voilà du [...] en agriculture, le point [...]mental. Un hectare de [...] coûte à un Corse d'origine [...] qu'à un rapatrié pour sa m[...] valeur. Or, financièremen[t] [...] rapatrié n'a jamais été [...] comme le Corse mais to[...] avantagé. La Corse était, er [...] un pays neuf et non un [...]tement déjà mis en valeu[r] [...] fallait y faire attention. Vo[...] voisins faisant la même sp[...]tion que soi-même n'éprouv[...] peu de difficultés d'empru[nt] [...] crédit, de financement en gé[...] alors que l'on est en diffi[culté] [...] cela n'incite pas à l'amo[ur] [...] prochain, et, comme cela fai[t] [...] que quinze ans que cela d[ure] [...] me demande quelle popu[lation] [...] française l'aurait accepté. [...]leurs, la réponse est toute [...] aucune ne l'a accepté. »

M. Jean-Marc Dufou[...], [de] Marly-le-Roi :

Il me paraît souverain[ement] [...] indécent que des insulair[es] [...] ont fait en métropole tout[e] [...] carrière politique estiment, [...] que vous le rapportez, « *ex[...] la proportion de populatio[n] corse dans l'île* ». De mêm[e] [...] réclamations de l'ARC s[...] « corsication » de la fo[nction] [...] publique en Corse font s[...] ceux qui songent à ce [...] l'implantation corse dans l'[admi]nistration.

Quant à l'hostilité de [...] envers les « pieds-noirs » [...] même que l'utilisation du [...] « coloniaux » pour désigner [...] adversaires, — nous toucho[ns] [...] au sommet de l'inconscience [...] a tant soit peu vécu dan[s] [...] « colonies » se rappelle le n[...] de Corses que l'on y rencon[...] de Saigon à Alger.

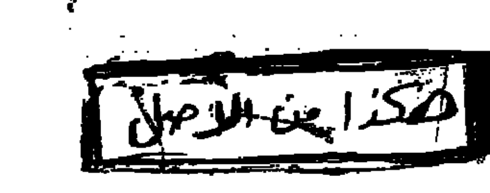
Enfin, il serait bon qu[e] [...] publiât la liste des gén[...] bienfaiteurs corses qui, ayan[t] [...] fortune en dehors de l'île — [...] en a, — sont revenus pour [parti]ciper au développement de [...] département natal, des tr[...] qu'ils y ont réalisés, des e[...] prises qu'ils y ont fondées.

M. Santucci, de Paris (10e) :

Bien que réprouvant les [pro]cédés inqualifiables utilis[és à] Aléria et à Bastia par les i[...]gés, et étant personnellem[ent] [...] comme socialiste, hostile à l'[auto]nomie, dont j'ai tout lieu [de] [...] craindre qu'elle n'aboutisse, [dans] [...] un pays où la conscience de c[...] est peu affirmée, à l'oppressio[n du] [...] peuple par les hobereaux e[t] [...] notables, je ne puis m'empê[cher] [...] de poser la question de savo[ir ce] [...] qu'il serait advenu si, au [lieu] [...] d'agir ainsi, les militants [de] [...] l'ARC avaient manifesté [paci]fiquement dans les rues de [...] en sollicitant un dialogue a[vec] [...] des membres du gouvernem[ent]. [...] Tout me laisse à penser qu[e] [...] coups de matraque, les in[jures] [...] racistes et les passages à t[abac] [...] au commissariat eussent consti[tué] [...] la seule réponse des pou[voirs] [...] publics, comme ce fut le ca[s de] [...] tout temps pour les mouvem[ents] [...] autonomistes d'outre-mer.

M. Jean Albert, de Berge[...] :

Comment est-il possible [que] [...] des civils français tirent au f[usil] [...] mitrailleur sur des gendar[mes], [...] en tuent deux et en bles[sent] [...] deux, et que ces civils ne [soient] [...] pas immédiatement écrasés [sous] [...] le feu de toutes les armes [des] [...] forces de l'ordre présentes. [Le] [...] fait qu'ils soient Corses, [...]cons, Bretons ou Basques [ne] [...] change rien à cette obligation [de] [...] défendre les armes de la Ré[pu]blique — et ses serviteurs fidè[les]. [...] Si cette manière d'opérer se p[er]pétue, la République n'en a [...] pour longtemps.



Les régions

Dans les coulisses des contrats de ville moyenne

[C]HAMBÉRY CHOISIT LE PARKING LAID PARCE QU'IL NE COUTE RIEN

[D]ans le contrat de ville moyenne qu'elle [a] signé avec l'Etat, Chambéry (53 000 habi[tants] dans l'agglomération) avait inscrit deux [pr]ojets de parcs de stationnement destinés [à] libérer le centre de l'excédent d'automobiles. Mais la ville est aujourd'hui tentée par un troisième projet qui ne lui coûterait rien, le promoteur prenant tous les frais à sa charge.

Ce serait une bonne affaire, si ce troisième projet — un « parking-silo » accolé à de nouvelles halles — n'était pas fortement contestable, à proximité des quartiers anciens sauvegardés.

De notre correspondant régional

[C]hambéry. — Faut-il laisser [con]struire un « parking-silo » de [...]t cent trente places dans le [cen]tre de Chambéry, à la limite [d'u]n secteur sauvegardé et dans [les] zones de protection de trois [mo]numents classés : le château [de]s ducs de Savoie, et notamment [la] Sainte-Chapelle, la chapelle du [lyc]ée Vaugelas et l'église Notre-[Da]me ?

[B]on nombre de Chambériens [se] posent la question depuis [qu']ils ont appris, au début de [l'ét]é, que la municipalité a accordé [à u]ne société privée la possibilité [de] raser les halles actuelles — à [l']eval sur la place de Genève et [la] place Henri-Dunant, — pour [éle]ver à leur emplacement, à côté [d'u]n nouveau marché couvert plus [mo]deste, une sorte de blockhaus [de] 70 mètres sur 30 mètres et de [...] mètres de hauteur. Une asso[cia]tion, Vivre à Chambéry, [con]stituée en 1972, a pris la tête [d'u]ne campagne destinée à faire [éch]ouer ce projet, qui porterait, [sel]on elle, « *gravement atteinte à [ce] qui reste de vie au cœur de [Ch]ambéry* ». Son président, [M.] Jean Baud, a fait connaître, [lor]s de l'enquête publique qui [s'e]st déroulée en plein mois [d']août, son opposition et celle des [tr]ois mille personnes qui ont [ac]cepté de signer une pétition [da]ns ce sens. Favorable à la réali[sa]tion de cet équipement, M. Jean [...]met, préfet de Savoie, n'a pas [en]core délivré le permis de [co]nstruire. Il attend notamment [le]s avis du ministre de l'équipe[m]ent et du secrétaire d'Etat à la [cu]lture. Ce dernier doit consul[ter], au début d'octobre, la com[mi]ssion supérieure des abords.

[C]hambéry, comme toutes les [vill]es, s'est développée sans se [sou]cier réellement des questions [d'u]rbanisme. Aujourd'hui, en mê[me] temps qu'elle découvre des [phé]nomènes d'abandon des quar[tier]s anciens — qu'elle a com[men]cé à combattre par une poli[tiq]ue de réhabilitation — elle [con]state qu'elle étouffe sous le [po]ids de l'automobile.

[A]utour des halles bâties en [...], chaque samedi, les paysans [des] environs installent leurs trê[t]étals jusque sur la chaussée [pou]r former le marché le plus [colo]ré et le plus vivant peut-être [de] toutes les Alpes. C'est la co[hue] : parkings saturés, voitures [sur] les trottoirs ou arrêtées dans [les] artères sur deux ou même trois [files]. Selon les spécialistes de la [circ]ulation, il manque environ un [mil]lier de places de stationne[men]t.

[L]a construction de parkings ar[riv]e tout naturellement en tête [des] préoccupations retenues par [le c]ontrat de « ville moyenne » [sign]é le 12 juin 1974 entre l'Etat [et la] ville de Chambéry. Ce docu[men]t prévoit la création de parcs [de s]tationnement à la périphérie [du] centre et retient deux pro[jets] : l'un sur l'emplacement de [la c]aserne Curial, l'autre sous [l'esp]lanade du château. Pourquoi [donc] le brutal abandon de ces [proj]ets au profit du parc de la [plac]e de Genève dont la réalisa[tion], envisagée, restait subordon[née] au résultat des premières [opér]ations ?

« *[C]e sont les promoteurs inté[ressé]s par la construction de ces [park]ings, et ils ont été nombreux, [com]me M. Henri Coudurier, [adjo]int de M. Pierre Dumas [(U.D.]R.), maire de Chambéry, qui [m']ont fortement déconseillé de [com]mencer par le parking sous le [chât]eau. Trop éloigné du centre [et de]s rues piétonnes en cours de [réalisa]tion, il serait, selon eux, d'une [effic]acité très discutable.* » En [fait], une des sorties du château [est] à l'extrémité de la zone [piéto]nne. Les responsables municipaux estiment toutefois qu'ils ne tournent le contrat de ville moyenne que dans la forme et non sur le fond.

C'est surtout l'argument financier qui a déterminé les élus à remettre en question les priorités du contrat d'aménagement. La première tranche du parc sous l'esplanade du château entraînerait, en effet, à elle seule, une participation publique aux dépenses d'investissements de plus de 5 millions de francs. Et la ville de Chambéry ne recevrait pour cette opération qu'une subvention de 40 %.

D'un autre côté, le promoteur du parking des halles — la Société française de garages mécaniques Autosilo, qui, selon certains, cherche avant tout à fixer en France des « pétrodollars » — s'engage à prendre à sa charge tous les frais de l'opération sans même exiger de la collectivité locale une garantie d'emprunt. De plus, la société Autosilo propose de financer la reconstruction du nouveau marché couvert (d'une surface réduite de moitié cependant) et du gymnase, ainsi que la construction de bureaux.

Pour les élus d'une ville dont les finances sont particulièrement étranglées (et elle n'est pas la seule !), la perspective de réaliser une « opération blanche » est séduisante. Pour beaucoup de Chambériens, cette réalisation pourra être mise à l'actif de la municipalité sortante dans le bilan que celle-ci présentera en 1977... Enfin, cette opération permet de faire oublier à pas mal de commerçants l'inquiétude que leur suscite l'ouverture d'une seconde grande surface à la périphérie de la ville.

Faut-il pour autant perdre tout sens de l'esthétique et oublier les bonnes paroles de ceux qui invitent sans cesse les élus à préserver le cadre urbain, à sauvegarder l'environnement ? Faut-il, en 1975, répéter les erreurs passées et tout sacrifier à l'automobile sous prétexte que son « adorateur » est devenu un cul-de-jatte incapable de parcourir 200 mètres à pied ? Que les halles actuelles, disgracieux hangars en béton, ne présentent aucun intérêt architectural, presque tous les Chambériens en conviennent. Mais quitte à envisager leur démolition, au moins sont-ils en droit d'espérer que l'on ne recommencera pas, quarante ans plus tard, la même erreur.

Outre les nuisances accrues et l'insécurité qu'entraînera cette construction trop centrale, le bâtiment que l'on se propose d'élever dans la perspective de la Sainte-Chapelle et au pied même de cette « Tour bossue », construite en 1516 et chargée de mystère, n'offrira, il est aisé de s'en convaincre, aucun charme. « *Il s'agit ni plus ni moins de faire disparaître un monstre de laideur* pour le *remplacer par quelque chose d'un peu mieux* », admet le préfet de Savoie. « *Ce ne sera pas complètement moche* », essaie de convaincre M. Coudurier.

Si les ministres concernés encourageaient cette résignation locale, ils montreraient du même coup la fragilité des tentatives faites pour mieux aménager les centres urbains qui se meurent et la vanité des contrats de « villes moyennes ».

BERNARD ELIE.

AU CŒUR DU 13e ARRONDISSEMENT DE PARIS

La Cité fleurie en panne

Le président de la République recevait, le 24 juin 1974, deux représentants des artistes de la Cité fleurie (treizième arrondissement) et leur manifestait « *son souci de voir mise en œuvre une solution qui préserverait l'existence de leur cité et son caractère* ». On croyait toute opération immobilière écartée. Un an plus tard, les habitants ne sont toujours pas fixés sur leur sort, malgré l'instance de classement engagée par le secrétaire d'Etat à la culture en décembre 1974. Ils sont d'autant plus inquiets que le préfet de Paris a accordé, le 20 juin dernier, un permis de construire pour deux immeubles de neuf et cinq étages en bordure de la Cité fleurie. Une nouvelle bataille en perspective pour ces artistes qui luttent depuis quatre ans afin de protéger leurs « jardins de curé » en plein cœur de Paris.

Au 65, boulevard Arago, vingt-neuf ateliers d'artistes construits avec les matériaux de démolition de l'Exposition universelle de 1878 se blottissent dans la verdure. Une oasis désuète miraculeusement préservée des tentations immobilières jusqu'au 24 mars 1971, date à laquelle un permis de construire est accordé à la société SEFIMA pour un immeuble de dix étages et de cent quarante logements sur 4 300 m2. Vingt et un ateliers d'artistes sont prévus dans le projet. C'est la mort de la Cité fleurie.

La vingtaine d'artistes qui y résident encore décident de ne pas se laisser faire et constituent une association. Celle-ci attaque le permis de construire devant le tribunal administratif : elle est déboutée en juillet 1971. Elle contre-attaque en empêchant le promoteur de commencer les travaux : le tribunal de grande instance lui ordonne en avril 1972 de cesser toute obstruction.

De son côté, le Conseil de Paris demande, en juillet 1971 et en mars 1972, au secrétaire d'Etat à la culture de classer la Cité. La réponse est négative. Les élus parisiens essaient alors, pendant deux ans, de trouver une solution. Ils travaillent notamment sur un projet de zone d'aménagement concerté qui aurait couvert 20 000 m2, soit l'ensemble de l'îlot délimité par le boulevard Arago, la rue de la Santé, la rue Léon-Maurice-Nordmann et la rue de la Glacière. Chaque fois, les bonnes intentions des conseillers butent sur le problème financier : ils sont disposés à dépenser un million de francs pour le rachat des terrains, mais celui-ci est estimé à 5, puis 8 et enfin 10 millions de francs.

L'association des artistes est, entre-temps, parvenue à sensibiliser l'opinion publique à coup d'occupations, de ventes aux enchères d'œuvres d'art et d'opérations « portes ouvertes » dont la dernière voit affluer, le 13 juin 1974, cinq mille Parisiens parmi lesquels M. François Mitterrand. Le 24 du même mois, le président de la République reçoit une délégation de l'association et tranche en sa faveur : il veut préserver le caractère de la Cité fleurie.

Le vent tourne en faveur des habitants. Alors qu'ils avaient perdu tous leurs procès, ils ont la satisfaction de voir le Conseil d'Etat annuler, le 10 juillet, le permis de construire litigieux pour vice de forme. En décembre, M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, écrit au préfet de Paris qu'il a décidé la mise en instance de classement de la Cité fleurie au titre des sites. Aucune modification ne peut être apportée à l'état des lieux ou à leur aspect pendant un an.

La Cité semble sauvée. Ce serait compter sans l'inertie de la Ville de Paris, car les conseillers de la capitale n'ont pas apprécié l'intrusion du chef de l'Etat dans leurs affaires, et l'administration rumine l'annulation du permis de construire. Les uns et les autres ne mettent aucun empressement à répondre aux propositions du secrétaire d'Etat à la culture. Celui-ci souhaiterait rénover les vingt-neuf ateliers, ouvrir le jardin au public et créer un atelier collectif et une salle d'exposition. Les montages financiers ont été élaborés : la Ville et le secrétaire d'Etat apporteraient chacun 2 millions de francs. Les 6 millions de francs restants seraient fournis soit par les artistes, soit par un emprunt de l'Office d'H.L.M. de la Ville de Paris. Cette dernière solution a la préférence du secrétariat d'Etat, qui attend en vain une décision de la Ville...

Une dérogation

C'est dans cette atmosphère d'irrésolution qu'est survenue, le 20 juin dernier, l'autorisation donnée à la SEFIMA de construire deux immeubles (dont l'un de 27 mètres de haut) sur un terrain mitoyen de la Cité fleurie. Pour le secrétariat d'Etat à la culture comme pour l'administration parisienne, il n'y avait pas de raison de refuser ce permis de construire, car « *ce terrain ne fait pas partie de la zone en cours de classement* ».

Mais la préfecture de Paris s'est aperçue que ce permis risquait d'être annulé à son tour. Le Conseil d'Etat notait dans son arrêt de l'an dernier que, d'après le plan d'urbanisme de 1967, « *l'ensemble des terrains situés sur l'îlot (...) constitue un espace planté intérieur protégé* ». La préfecture a donc accordé, le 12 août, un nouveau permis qu'elle déclare conforme au futur plan d'occupation des sols. L'entêtement de l'administration à vouloir laisser construire se heurtera une fois de plus à celui de l'association des artistes, qui va attaquer ce permis devant le tribunal administratif. La bataille continue.

Le président de la République a déclaré, en août 1974, qu'en matière d'urbanisme « *un certain nombre de décisions destinées à marquer fortement l'évolution des conceptions étaient nécessaires, c'est pourquoi je les ai prises* ». Si l'on en juge, d'après le cas de la Cité fleurie qui fait partie de ces décisions, la « marque » du chef de l'Etat n'a pas été assez forte pour protéger définitivement l'un des rares îlots de verdure parisiens.

ALAIN FAUJAS.

D'une province à l'autre

Midi-Pyrénées

RATTACHER LE SUD-OUEST A L'EUROPE

DANS une lettre ouverte adressée au préfet de la région Midi-Pyrénées, les jeunes chambres économiques de Toulouse, de Midi-Pyrénées, d'Aquitaine et du Languedoc-Roussillon, insistent sur la priorité et l'urgence que représente pour ces régions « la mise en chantier immédiate de l'autoroute A-61 de Bordeaux-Montpellier ».

Les jeunes chambres économiques posent ensuite trois questions :

— Quel avenir choisit-on pour le Grand Sud-Ouest ?

— Celui-ci sera-t-il maintenu à l'écart de l'Europe ?

— La solidarité nationale serait-elle refusée à un cinquième du territoire français ?

En conclusion, elles réclament instamment qu'il en soit tenu compte dans les décisions qui seront prises et demandent au préfet de région de transmettre au gouvernement leur absolue détermination et leur volonté de défendre le développement de leurs régions, dont les infrastructures autoroutières sont, à leur sens, une condition première.

Lorraine

TRENTE ENTREPRISES AU BORD DU GOUFFRE

UN peu plus de 24 000 Lorrains sont à la recherche d'un travail. A la fin du mois de juillet ils étaient 9 092 en Moselle, 8 461 en Meurthe-et-Moselle, 4 261 dans les Vosges et 1 912 dans la Meuse. Cette détérioration du marché de l'emploi était prévisible dans une région qui n'a pas été épargnée par la crise, en particulier dans les industries de transformation des métaux, et les responsables administratifs et les élus font preuve d'un réel pessimisme.

A la rentrée, on s'attend à l'arrivée de quelque 25 000 jeunes sur le marché du travail. A en croire le patronat, il serait pratiquement impossible de les employer.

« *Nous avons arrêté l'embauche, sauf pour les fils de nos agents qui ont terminé leurs études au sein des C.E.T. du groupe* », déclare-t-on chez Sacilor-Sollac, où, depuis le début de l'année, la déflation des effectifs a porté sur environ 900 personnes.

L'association pour l'expansion industrielle de la Lorraine (APEILOR) tente actuellement d'aider ou même de sauver plus d'une trentaine d'entreprises qui emploient plus de 14 000 personnes.

Un autre problème reste insoluble. Celui des limites d'une éventuelle relance. Le manque de qualification de la main-d'œuvre reste un obstacle actuellement infranchissable qui réduit la marge d'action des entreprises lorraines. Ce manque de qualification touche essentiellement les jeunes. Sur les 24 000 Lorrains à la recherche d'une travail, près de 13 000 ont moins de vingt-ans. Six sur dix sont des femmes.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

CHANTER EN OCCITAN

DIX ans de travail pour en arriver à ce recueil de chansons populaires (1). En fait, dix ans de recherches en pays de langue d'oc pour retrouver à leur source, dépouillés des scories et des trahisons, les chants authentiques qui accompagnèrent la vie, des siècles durant, en Auvergne, Béarn, comté de Foix, Gascogne, Guyenne, Languedoc, Limousin, Provence et Roussillon. Hors d'une mode, au-delà de l'engouement neuf pour le folksong, il s'agit d'un véritable travail d'ethnologue réalisé par Cécile Marie, « folkloriste » et, d'autre part, ingénieur agronome.

On trouve là, par chapitres, les noëls et les berceuses, les chants de noces et de travail comme la complainte du soldat déserteur, tous les reflets de la vie quotidienne tels que les mirent en paroles et en musique des auteurs souvent anonymes. Poésie naturelle : les cathédrales, jadis, ne s'édifièrent pas autrement que ces chansons.

« Le laboureur chantait beaucoup en Quercy... jusqu'à l'avènement du tracteur », *dit la préface de Marcel Carrières de l'Institut d'études occitanes, et aussi* « le tailleur en cousant, à la main »... *avant que le transistor envahissant ne répande uniformément ses mélasses standards, lancées comme des poudres à laver.*

Ainsi apparaît évidente la valeur, la chaleur de ces documents livrés aux spécialistes comme aux « bonnes gens à la recherche de leurs racines » par la patience et l'enthousiasme (l'estrambord !) de Cécile Marie.

Mais un aspect capital de ce livre le met en pleine actualité. Il tombe au milieu de querelles surgies de la volonté même de renaissance de l'Occitanie. Au nom d'une unité à recréer — ou à créer — certains nivellent volontiers en une graphie unique les différents dialectes et langues des pays occitans (voir le Monde *du 18 juin « Chanter en occitan », article qui a suscité les réactions — contradictoires — de nombreux lecteurs). Cécile Marie a donné, nous semble-t-il, la meilleure réponse à cette question faussement difficile.*

Outre la mélodie (reproduite sur portées), le texte de chaque chanson nous est donné en deux graphies : « Nous avons cru utile, *écrit l'auteur,* de placer, à côté de l'indispensable graphie normalisée dite languedocien moyen ou occitan de référence (...), la graphie sauvage ou patoisante correspondant au lieu de la version choisie. » *Ce n'est pas simplement « utile », c'est capital si l'on veut effectivement respecter, revivifier l'originalité de chaque région et non pas la noyer dans un ensemble où finalement ni un Gascon, ni un Béarnais, ni un Provençal ne reconnaît le parler de ses pères. Cécile Marie donne là le moyen pratique de ne pas remplacer une hégémonie par une autre. (D'autre part, figure également une troisième version : la traduction en français.)*

JEAN RAMBAUD.

(1) *Anthologie de la chanson occitane*, par Cécile Marie - Editions G.P. Maisonneuve et Larose, Paris - 270 p. - 87 F.

Nord-Pas-de-Calais

« MÉTRODUNES » POUR SCELLER LES DESTINS DE CALAIS ET DE DUNKERQUE

LA S.N.C.F. a inauguré, lundi 1er septembre, la nouvelle liaison ferroviaire réalisée entre Dunkerque et Calais pour les voyageurs, principalement les Calaisiens qui sont très nombreux à venir chaque jour travailler dans la région dunkerquoise.

Cinq millions de francs ont été dépensés pour l'aménagement de cette desserte cadencée assurée huit fois par jour dans les deux sens par un autorail de bonne qualité atteignant cent vingt kilomètres/heure. Compte tenu de quatre arrêts dans les zones industrielles du littoral dunkerquois et une zone dortoir du Calaisis, le convoi, baptisé « Métrodunes », établit la liaison en quarante-six minutes.

Mais au-delà d'une période d'essai de deux années, qui complétera le déficit prévisible d'exploitation ? Les collectivités locales accepteront-elles de prendre le relais ?

M. Jean-Jacques Barthe, maire (P.C.) de Calais, ne mâche pas ses mots : il s'agit pour lui d'un ramassage de travailleurs calaisiens contraints d'aller assurer la subsistance de leur famille dans les industries dunkerquoises.

Plus nuancée est la position de M. Albert Denvers, président (P.S.) de la communauté urbaine de Dunkerque. S'il *affirme* la solidarité de Dunkerque quant aux aspirations calaisiennes, et s'il estime que l'on doit penser d'abord au plus mal loti, le député de Dunkerque déclare que les lacunes constatées chez l'un ne doivent pas inciter à grappiller chez l'autre. « Métrodunes », pour lui, offre des possibilités de développement commun. Quant au relais financier, M. Denvers, qui préside aussi le syndicat mixte, a précisé qu'il n'avait pris aucun engagement. « *Si l'intérêt général le commande, nous y souscrirons par un moyen ou par un autre.* »

MARC BURNOD.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

Le fonctionnement des cabines téléphoniques

LES LOTERIES...

Les P.T.T. prévoient de faire passer le nombre des cabines téléphoniques à 50 000 d'ici à 1980. Mais quel matériel sera choisi et surtout parviendra-t-on à le rendre plus fiable ? Les vacances auront été l'occasion pour de nombreux utilisateurs de se heurter à bien des aléas quand ils ont voulu téléphoner d'une cabine publique.

Le citadin en vacances a besoin du téléphone public. Pour éviter que ne se forment des files d'attente dans les bureaux de poste des communes touristiques, les P.T.T ont installé à l'extérieur de ces bureaux des appareils téléphoniques accessibles jour et nuit.

Mais ces appareils ne sont pas assez nombreux et, après 20 heures, quand les communications coûtent moitié prix, il y a foule : souvent il n'y a plus d'éclairage : *lire un numéro* relève alors de la devinette et introduire des pièces de monnaie dans les fentes n'est pas une mince affaire.

Le défaut majeur de ces appareils dits « à prépaiement » est de n'être pas fiables comme le prouvent deux exemples. Sur les appareils téléphoniques de la poste de Sanary (Var), il est indiqué qu'il coûte 2,60 francs pour téléphoner trois minutes à Martigues (Bouches-du-Rhône). A l'usage, la machine se révèle beaucoup plus gourmande puisqu'en deux minutes elle exige 4 francs. Réponse des employés de la poste au touriste dépité : *« Ces appareils ne marchent pas. Allez à la poste annexe. Une opératrice vous donnera une ligne. »* Pourquoi ne pas signaler ces dérangements aux usagers par des pancartes ?

A Argentière (Haute-Savoie), la fantaisie de la mécanique a des résultats inattendus. La communication de trois minutes avec les Landes est tarifée 5 francs. La dame est venue avec une pile de pièces de 1 franc. Elle forme son numéro... et engage une longue conversation sans avoir rien à payer.

Cinquante mille en 1980 contre 21 000 en 1975... Tant que les techniciens n'auront pas domestiqué les appareils qui équipent ces cabines, cette politique n'aboutira qu'à multiplier les loteries. — AL. F.

Faits et projets

Environnement

● **UNE CENTRALE NUCLEAIRE PRES DE CHALON-SUR-SAONE.** — Un projet de construction d'une centrale nucléaire dans la vallée de la Saône a été confirmé officiellement au cours d'une réunion tenue lundi 8 septembre, à Mâcon, sous la présidence de M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie et élu de Saône-et-Loire. Six sites sont envisagés entre Verdun-sur-le-Doubs et Tournus.

La première unité de cette centrale serait mise en service en 1985, la quatrième et dernière en 1990. Le chantier de construction occuperait pendant six ans environ deux mille personnes.

● **CONTRE L'EXTENSION DU CAMP MILITAIRE DE FONTREVAUD.** — Plusieurs milliers de personnes — cinq mille selon les organisateurs — ont participé, samedi 6 et dimanche 7 septembre, au rassemblement organisé à Roiffé (Vienne) *« contre l'extension du camp militaire de Fontevraud »*. On sait que cette opération d'extension, lancée en 1970, porte sur 1 395 hectares, s'ajoutant aux 1 802 hectares que comportait déjà le camp utilisé pour les exercices de l'Ecole de l'arme blindée de Saumur.

Transports

● **L'AEROPORT DE NICE PLUS GRAND.** — La colline du collet de Cremat, au nord de la plaine du Var, sera bientôt rasée, et ses 30 millions de tonnes de terre déversées en mer, pour permettre l'extension de l'aéroport international Nice-Côte d'Azur. Le chantier s'ouvrira le 1er novembre et devrait assurer la mise en service, en 1978, d'une nouvelle piste de 3 200 mètres, entièrement construite sur la mer. Celle-ci se substituera à l'actuelle piste de 3 000 mètres.

LES BUS GAGNENT DU TERRAIN

Dix-huit heures. Un arrêt du 28. La file d'attente serpente et s'allonge. Un autobus passe, plein, puis un second, un troisième affichent « complet ». Sur le trottoir on décide de tirer la chose au clair : « Depuis trois ans que je prends le 28, c'est la première fois qu'il est complet », remarque une dame. On découvre rapidement les « coupables » : ce sont les « nouveaux » clients du bus. Ils avouent aux habitués qu'ils voyageaient jusqu'ici par le métro, la canicule les a obligés à faire surface et ils ne veulent pas reprendre leur vie de « taupe ».

« Pourtant l'été est fini — déclare un ancien, — pourquoi ne nous laissez-vous pas « notre autobus ?

— Parce que — lui répond-on, — les bus vont réellement plus vite qu'avant, et puis, avec la carte orange, un trajet en bus ce n'est pas plus cher qu'un trajet en métro. »

A la R.A.T.P. maintenant de tirer les conclusions de ce double succès.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'ONCLE SAM RETOURNE SA VESTE

II. — Le réarmement social

par JACQUELINE GRAPIN

Les Etats-Unis se « civilisent ». Entendez : ils cherchent la voie d'une certaine démilitarisation. Dès maintenant sont imposées des transformations sensibles à l'appareil « militaro-industriel » américain (voir « le Monde » du 9 septembre).

« Je crois en la valeur suprême de l'individu et en son droit à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur ; je crois que tout droit implique une responsabilité, toute opportunité une obligation, toute possession un devoir ; je crois que la loi a été faite pour l'homme et non l'homme pour la loi, que le gouvernement est au service du peuple et non son maître ; (...) je crois en la dignité du travail (...) ; je crois que la vérité et la justice sont les fondements d'un ordre social stable. »

Il arrive parfois qu'un promeneur attiré par les fleurs, les fontaines et le rayon de soleil qui parvient à percer entre les gratte-ciel pour arriver au pied du « Rockefeller building », sur la place du même nom, lise encore ces mots gravés en lettres d'or sur un marbre noir et signés « John D. Rockefeller Jr. »... le grand-père de l'actuel vice-président des Etats-Unis et de son frère, le président de la Chase Manhattan Bank. Mais qui oserait encore installer et signer pareille inscription en plein centre d'une ville comme New-York ?

L'éthique protestante a fait l'esprit du capitalisme. Tous deux sont en train de changer. La libre entreprise, pour essayer de sauver l'essentiel, commence à devoir payer le prix des dettes qu'il lui a fallu contracter, sans s'en rendre compte. Il faut encore plusieurs mois d'attente pour obtenir une Cadillac grand luxe, alors que l'industrie de l'automobile « standard » est en crise ; mais personne ne se vante plus d'être sur la liste. Ce sont plutôt les longues files de chômeurs piétinant devant les bureaux de bienfaisance qui commencent à lanciner l'Oncle Sam.

Dans ce pays de records en tous genres, on en annonçait encore un il y a peu de temps : celui des dépenses d'assistance sociale nationale. Plus de onze millions de personnes ont fait appel en un mois à l'assistance générale, médicale et familiale. Le programme de distribution de timbres d'alimentation, qui permet d'acheter à un certain prix des tickets d'une valeur supérieure pour acquérir des biens de première nécessité, a touché plus de dix-neuf millions de personnes en un an et il a coûté plus de 5 milliards de dollars au budget fédéral. Le nombre des chômeurs chefs de famille inscrits sur les listes d'indigents venait d'augmenter de 13,2 % en un mois...

Il est facile de critiquer l'envers du décor américain ; il faut plaindre ce qu'il y a de pire, à savoir les « oubliés de l'expansion », et l'on peut comparer tel budget fédéral d'amélioration de l'urbanisme, ridiculement faible, avec celui de la défense qui l'écrase. Force est tout de même de reconnaître qu'en quelques années les choses ont commencé à changer nettement.

Il faut comparer les différents budgets de l'Etat pour voir les renversements de tendance qui s'opèrent, même si les efforts faits restent souvent improvisés, maladroits et encore insuffisants. Depuis l'administration Kennedy le déclic a eu lieu. Mais c'est certainement de cette année et des années prochaines que datera le grand virage. Si la solidarité est devenue plus forte que jamais, c'est qu'elle est plus nécessaire que jamais. Mais elle ne saurait, en tout état de cause, dépasser certaines limites.

« Si la croissance des programmes d'assistance sociale se poursuivait dans les vingt années à venir au même rythme que pendant les vingt dernières, le total des dépenses de l'Etat représenterait plus du double de notre produit national », indique déjà la brochure de présentation du budget fédéral pour 1976. En fait, les principales actions sociales du gouvernement portent sur l'assistance aux familles les plus défavorisées et sur la médecine des personnes âgées, des handicapés et des indigents. S'y ajoutent les programmes d'éducation et de formation permanente. Mais il s'agit seulement d'*« améliorer les rapports financiers entre étudiants et établissements scolaires »*, la responsabilité de la construction et du fonctionnement de ces établissements relevant exclusivement des Etats.

L'Américain, qui dépensait en moyenne 271 dollars pour sa santé en 1969, y consacre maintenant 457 dollars. Le total des frais médicaux aux Etats-Unis, qui était de 39 milliards de dollars en 1965, est passé à 104 milliards en 1974, c'est-à-dire plus de 7 % du P.N.B., au lieu de 5 %. Les collectivités et les Etats continuent d'en financer une part à peu près constante d'environ 13 %, mais le relais des financements privés est pris progressivement par le budget de l'Etat. Il n'y a plus que 60 % des dépenses médicales — au lieu de 75 % il y a moins de dix ans — sur fonds privés, tandis que la part fédérale est passée de 12 à 27 % du total. Cela s'explique notamment par le développement de maladies coûteuses qui constituent de forts handicaps : affections cardiaques, cancer, maladies nerveuses.

Sur les 38 milliards de dollars de crédits demandés par le gouvernement pour le budget de santé de 1976, plus du tiers est destiné au « medicare », et environ le cinquième au « medicaid », les deux principaux programmes nationaux. Le premier, qui concerne les retraités et les handicapés, a vu son budget augmenter de 17,5 % par an depuis 1971. Le second, dont les ressources ont été relevées de 18,2 % depuis 1971, vise les familles les plus défavorisées, bénéficiaires de l'assistance sociale : 26 millions de personnes. Mais le grand projet, qui devient un sujet éminemment politique, surtout en période électorale, concerne l'extension du « medicare » des personnes âgées à l'ensemble de la population, sous la forme d'un « National Health Insurance Program ». Evalué entre 20 et 40 milliards de dollars, selon le nombre des bénéficiaires et la part de prise en charge, ce programme, qui serait géré par les compagnies d'assurances pour le compte de l'Etat, va faire l'objet d'un débat majeur, dont la conclusion ne saurait tarder plus d'une année ou deux.

Une nouvelle Angleterre

En attendant, ce sont les postes de transferts de revenus qui représentent le plus gros de l'action sociale fédérale. Il est d'ailleurs vraisemblable qu'ils resteront longtemps encore en tête des dépenses de l'Etat, puisque ces *« income security programs »*, qui tendent à assurer un minimum vital à tous les Américains, représentent plus du tiers du budget fédéral pour 1976, soit 152 milliards de dollars : trois fois le *total* du budget social de la France. Destinés à relayer les Etats et les collectivités locales pour porter secours aux personnes âgées, aux handicapés, aux mères pauvres sans soutien de famille (nombreuses, en particulier, parmi la population noire), ces postes comprennent notamment, pour 1976, un fonds de 17,4 milliards de francs, destiné à assister quatorze millions de personnes au titre du chômage.

Que ces programmes soient encore insuffisants, personne n'en doute, bien qu'il soit juste de remarquer, par exemple, que *« l'income security »*, qui n'existait pour ainsi dire pas il y a une décennie, dépasse largement le célèbre budget de la défense (152 milliard de dollars contre 94 milliards). Que les programmes existants soient administrés lourdement et maladroitement, on commence à s'en rendre compte (1). Le gouvernement ne le nie pas. *« La croissance des programmes d'assistance sociale est intervenue sans planification, d'une manière largement improvisée. Il en est résulté trop de programmes faisant double emploi, un manque de coordination, des injustices. Cela veut dire qu'il faut travailler dans le sens d'un système de programmes stables et intégrés »*, a-t-il proclamé officiellement.

« En 1960, les dépenses totales nationales de solidarité sociale représentaient 8 % du P.N.B. américain », nous a fait remarquer M. Jaromis Ledecky, vice-président de Rinfret Boston Assoc. *« En 1965, elles atteignaient 12 %. En 1974, elles ont été de plus de 18 % du P.N.B. En Grande-Bretagne, le taux a été de 22 % en 1973. Il suffit que la sécurité médicale soit généralisée, et nous y serons... Mais gare à ce que les Etats-Unis ne deviennent pas une nouvelle Angleterre... »* Ni un nouveau New-York, cette capitale où un habitant sur sept est assisté, et qui fait faillite pour avoir voulu lancer des programmes sociaux si ambitieux qu'ils lui ont attiré les indigents en faisant fuir les contribuables. Les moyens lui manquent aujourd'hui pour pouvoir entretenir son infrastructure.

Passant d'un excès dans l'autre, le Congrès ne risque-t-il pas maintenant de développer une nouvelle démagogie sociale. Les premiers symptômes d'une telle tendance, encouragée par la nécessité conjoncturelle de porter assistance à un nombre inhabituellement fort de chômeurs, se sont trouvés camouflés par *« le besoin de relancer la demande »*. Mais le déficit budgétaire, que le secrétaire d'Etat au Trésor dit pouvoir contenir difficilement dans une limite de 60 milliards de dollars, n'est-il pas un instrument de politique économique subi plus que voulu ? Inflationniste, lui-même, ne sera-t-il pas, pour des raisons sociales et politiques, difficile à résorber, le moment venu ?

La solidarité financière et l'assistance sociale ne résolvent d'ailleurs pas le problème de plus en plus délicat du financement des équipements collectifs. A la charge des collectivités locales et des Etats, l'urbanisme, le logement, l'éducation, la protection de l'environnement mériteraient plus et mieux de la Fédération ; et il faudra bien qu'elle s'y rende. Comme l'a écrit Jacques Soppelsa (2) : *« L'Amérique pauvre, c'est en premier lieu l'Amérique publique... Les écoles, collèges, universités, hôpitaux « publics » souffrent systématiquement de la comparaison avec les établissements du secteur privé. »* Or l'association des grandes cités américaines indique qu'elles sont déjà plus de quarante à se débattre dans de graves difficultés, la situation financière générale des collectivités locales se dégradant de plus en plus.

Le réarmement social des Etats-Unis est amorcé. Mais la solidarité nouvelle ne devra pas sacrifier l'investissement collectif, et il faut savoir au prix de quelles transformations — bonnes ou mauvaises — elle s'établit. *« Il faut se convaincre que désormais ceux qui travaillent recevront de moins en moins, tandis que ceux qui ne travaillent pas recevront de plus en plus »*, a constaté Arthur Burns. Mais ce changement va avec d'autres : *« Nous ne sommes pas hostiles à l'entretien d'un service de chemins de fer public »*, écrit M. Arthur Lewis, président de l'Association des chemin[s de] fer américains. *« Le problème [fon]damental est de savoir si les [lignes] non rentables peuvent contin[uer à] être entretenues et si le publ[ic] paie pour cela sait pourqu[oi il] paie... »*

La création d'un Committe[e for] National Economic Planning [dé]chaîne cette réaction de M. W[alter] Wriston, président de la Cityc[orp] : *« Les planificateurs, auxqu[els le] Congrès délèguera inévit[able]ment la « planification », [n'au]raient pas de difficulté à tr[ouver] que d'avoir une seule chaî[ne de] télévision au lieu de plusieur[s] mettrait non seulement d'é[cono]miser de l'énergie, mais d'[aider] au citoyen de choisir son ca[r]...»* Et voilà que le président G[erald] Ford annonce sa volonté de *réglementer l'industrie amér[icaine] pour accroître la concurre[nce]*, aussi surprenant que cela [puisse] paraître au pays de la libre [entre]prise. Déjà plus de quatre-[vingts] agences fédérales sont en [...] travail à Washington... où [la pa]perasserie gagne, comme pa[rtout].

« Nous n'avons pas le [...] nous n'avons guère env[ie de] rendre justice à l'époqu[e qui] s'abolit derrière nous... », é[crivait] Thomas Mann en 1933, à [propos] du dix-neuvième siècle. Les [Etats-]Unis de l'avant-Vietnam n'[ont-ils] pas été le produit du di[x-neu]vième siècle ? *« Son libér[alisme] attaché à la raison et au p[rogrès] nous fait sourire »*, en disait [Tho]mas Mann, *son matérialism[e] trop compact, la présentat[ion de] son monisme à déchiffr[er les] enigmes de l'univers, nou[s pa]raissent d'une platitude e[...] Et pourtant l'orgueil qu'il [tirait de] la science fut compensé, [...] déjà, par son pessimisme...*

FIN

(1) Voir la série d'articles [...] Pierre sur « les Etats-Unis [...] la crise » dans *le Monde* de[s ...] et 17 mai.

(2) *Le Monde diplomatiqu[e]* [...] 1975. « Difficultés de lutter [contre] la pauvreté au sein de l'opul[ence] ».

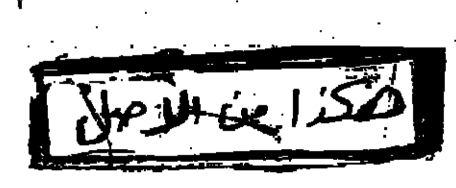
ÉNERGIE

Au cours du premier semestre

LA PRODUCTION MONDIALE DE PÉTROLE BRUT A DIMINUÉ DE 8 %

La production mondiale de pétrole brut a diminué de 8 % au cours du premier semestre de 1975, indique la revue « Petroleum Economist ». Elle n'a atteint que 1 328 millions de tonnes contre 1 445 millions pour la période correspondante de 1974. L'U.R.S.S. est devenue le premier producteur mondial avec 244 millions de tonnes (+ 6,9 %), détrônant les Etats-Unis (236 millions de tonnes, soit — 5 %).

La production des pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) a baissé de 16,3 %



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

APRÈS LA PUBLICATION DES MESURES GOUVERNEMENTALES DE SOUTIEN

Taxera, taxera pas ? ou les intentions mises à nu...

« Prématuré » ou « inexact » ? Ces adjectifs bornent la querelle qui oppose depuis dimanche le premier ministre à M. Fourcade, à propos de l'annonce par celui-ci, vendredi dernier, d'un « petit effort fiscal » *en 1976, pour équilibrer le budget de l'Etat.*

« Il est prématuré de parler de cela », *a répliqué dimanche M. Chirac, puisque* « le budget n'est pas encore déposé ». *De fait, c'est probablement au conseil des ministres du 24 septembre que sera adopté le projet de loi de finances pour 1976. Mais le propos du premier ministre traduisait sans doute aussi la crainte de voir la perspective d'une « rallonge » fiscale atténuer l'effet psychologique attendu du « plan Giscard ».*

Lundi matin, changement de ton : M. Chirac dément catégoriquement les déclarations de personnalités de l'opposition jugeant inévitable un « tour de vis » fiscal l'an prochain. « C'est absurde » : ces propos inexacts, « dénués de tout fondement », *sont destinés, selon lui,* « à troubler l'opinion » *et illustrent* « la mauvaise foi » *de leurs auteurs. Le même jour, M. Fourcade racontait pourtant tranquillement aux auditeurs de R.T.L. qu'il faudrait* « un léger réajustement » *des recettes de l'Etat pour compenser ses dépenses et qu'il cherchait* « quelques recettes de poche ou quelques majorations de taxes », *voire la création d'un impôt sur* « le déchaînement pornographique ». *Peu après il avançait même au Sénat le chiffre de « 2 ou 3 milliards » à trouver.*

Qui croire ? Le « grand argentier », qui révise dix fois par jour ses additions et laisse percer le détail de ses intentions ? Ou le premier ministre, peut-être plus sensible à l'impact politique d'une rallonge fiscale ?

Il n'y a que deux explications à cette dispute par micros interposés. La première est que le gouvernement joue sur les mots. Il songe à alourdir la fiscalité, mais sans créer d'impôts nouveaux, simplement par majoration des prélèvements existants (taxes indirectes ou tranches supérieures de l'impôt sur le revenu). L'affaire ne serait pas nouvelle : chaque automne nous ramène ce quiproquo.

Deuxième explication : M. Chirac craint de donner à l'opinion l'impression que l'Etat retirera d'une main en 1976 une partie de ce qu'il a donné de l'autre en 1975, ce qui serait effectivement, une piètre tactique. Peut-être préférerait-il alors amputer de 3 milliards les dépenses envisagées pour équilibrer le budget sans « effort fiscal supplémentaire ».

Dans ce cas, l'idée de M. Fourcade de taxer la pornographie resterait sans effet. Une belle « assiette » pourtant, pour le fisc, que ce déluge d'érotisme encombrant les rues et les gazettes. Mais quel fonctionnaire diligent pourra dire où commence la licence que l'on taxe et où finit la liberté des mœurs que l'on respecte ?

G. M.

● *La commission des finances Sénat*, réunie lundi 8 septembre, entendu M. Jean-Pierre Fourde, ministre de l'économie et s finances, qui était accomgné de M. Christian Poncelet, crétaire d'Etat au budget, sur programme de développement l'économie française et le troine projet de loi de finances ificative pour 1975. M. Foure a indiqué notamment que aissement des limites d'âge de rt à la retraite ne pouvait endre résoudre la crise de ploi. Il a également déclaré la recherche d'une nouvelle ne de croissance impliquait un ain nombre de réformes prosives et profondes et que, s cette optique, l'imposition éralisée des plus-values serait posée au Parlement au prinps de 1976.

EN GRANDE - BRETAGNE : 'indice officiel des prix de gros augmenté en juillet de 1 % ar rapport à juin. En un an, a hausse est de 24,1 %.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

LA CONFIANCE PAR PETITS PAQUETS

La plupart des hebdomadaires reconnaissent que le gouvernement a « mis le paquet » en réinjectant 30 milliards 600 millions de francs dans l'économie. Mais ils relèvent que le succès du plan de soutien n'est pas acquis d'avance.

Pour André Lesueur (*VALEURS ACTUELLES*), « *devant le grand jury des Français, jeudi dernier, M. Giscard d'Estaing était dans la position du candidat au bachot qui, en une demi-heure de prestation brillante, doit rattraper une année de travail approximatif* ». « *Mais*, conclut-il, *en politique, le « repêchage » n'est pas assuré.* » Dans le même hebdomadaire, sous le titre « La relance à l'aveuglette », Philippe Durupt affirme : « *Aujourd'hui* [notre liberté] *est en danger parce que la classe politique a cru possible de concilier deux attitudes inconciliables : le libéralisme en politique et le dirigisme en économie.* »

Maurice Roy, dans *LE POINT*, analyse les différentes mesures annoncées, et constate : « *Valéry Giscard d'Estaing, s'il a sans doute tardé à le faire a, cette fois, tiré juste et fort.* »

Ce que Gilbert Hercet retient, dans *TRIBUNE SOCIALISTE*, organe du P.S.U., de la situation actuelle, c'est « *la tranquille insolence avec laquelle la fraction régnante de la bourgeoisie affronte aujourd'hui la crise. Tout se passe comme si le seul enjeu était de modérer le taux de l'inflation et d'aider, par le concours financier de l'Etat, à accélérer le jeu des « lois naturelles du marché » au profit de la restructuration du capitalisme français* ».

Marc Bormann, dans *FRANCE NOUVELLE*, hebdomadaire du P.C., considère que les mesures annoncées constituent « *une relance de l'inflation, contre laquelle Giscard se contente hypocritement d'appeler tous les Français à la vigilance, alors que, pendant le même temps, son plan organise la relance de l'accumulation monopoliste, source essentielle de l'inflation, précisément ; il s'agit d'une relance à très court terme, des difficultés pour la grande masse des Français. (...) Il s'agit enfin d'une relance favorable pour l'essentiel aux monopoles et à leurs opérations de « redéploiement » : fermetures d'entreprises, déplacement de capitaux, concentration des investissements dans les secteurs le plus rentables pour eux, etc.* »

Arlette Laguiller partage cette dernière opinion dans *LUTTE OUVRIERE*, trotskiste. « *Les décisions annoncées sont sans surprise*, estime-t-elle. *Elles visent avant tout à aider les industriels et les financiers.* » Pour l'ancienne candidate à la présidence de la République, « *le gouvernement n'a pas le pouvoir d'empêcher la crise. Son rôle se cantonne à en faire accepter les effets aux catégories laborieuses, à faire en sorte que les industriels et les banquiers puissent passer au travers sans trop de dommages. Son plan de relance n'a pas d'autre but. Pour les travailleurs, c'est un leurre.* »

Tout aussi sévère, Michel Bosquet souligne dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR* que « *le « plan de soutien » n'est pas un « plan de relance » : c'est un plan de stabilisation du chômage. (...) Misant sur notre fatalisme* [le président de la République] *a prononcé un discours exempt de promesses et de mystère. Même les grands thèmes giscardiens se sont soudain vidés de leur ambiguïté énigmatique : il n'est plus question de « redéploiement » ni d'une « autre croissance »*.

Jean Broizat, dans *LA VIE FRANÇAISE - L'OPINION*, relève que, « *sauf accident, la reprise de l'économie sera claire à partir du printemps. Il est trop tôt pour savoir à quel moment (1976 ou 1977 ?) nous retrouverons les niveaux de production de juin 1974. Quant au chômage et à l'emploi, aucun espoir de voir se retourner les courbes avant l'été ou l'automne de l'an prochain* ».

De même, Guy Perrimond prévoit, dans *L'UNITE*, hebdomadaire du parti socialiste, qu' « *au mieux la relance « grand format » n'est que conjoncturelle, son but étant de maintenir la situation en l'état, d'éviter une crise sociale de première ampleur, en espérant que quelque part ailleurs la relance ait lieu et que, enfin, par contagion, elle intervienne chez nous* ».

Tandis que Pierre Jérôme, dans *POLITIQUE - HEBDO*, note que « *la nouvelle relance ressemble comme une sœur aux précédentes, mais* [que] *la réplique syndicale, elle non plus, n'innove guère* », Dominique Audibert écrit dans *LES INFORMATIONS* : « *En dehors du pari de la relance, qui conditionnera beaucoup de choses, on prête* [au gouvernement] *l'intention de prendre des initiatives hardies en matière de retraite et de réduction d'horaires de travail. Une manière d'occuper le terrain si le redémarrage économique n'est pas immédiat. Car, même si l'on affiche à Matignon une grande sérénité par rapport à cette rentrée sociale, il est clair que douze mois de crise dure ont sans doute puisé largement dans les réserves de patience de l'opinion. Si la relance « mord », le retour de manivelle de l'austérité risque de toute façon d'être sévère. Sinon c'est toute une stratégie sociale de rechange qui resterait à inventer pour faire avaler une croissance au point mort.* »

ENTREPRISE subordonne le succès de ce plan, qui repose « *essentiellement sur l'investissement et très peu sur la consommation* », à la rapidité de son application et « *au choc psychologique qu'il aura su créer. La parole est donc maintenant aux entreprises. Tout repose sur l'attitude optimiste ou non des entrepreneurs face aux deux prochains trimestres* ». « *Dans deux mois*, conclut-il, *on saura s'ils ont bien mordu à l'hameçon.* »

Georges Valance, dans *L'EXPRESS*, estime que pour « *assister à une véritable relance* », il faudrait « *qu'au plan de relance s'ajoutent une meilleure conjoncture internationale et une restauration de la confiance.* »

« *Il serait souhaitable*, ajoute-t-il, *que le plan présenté jeudi parvienne à mobiliser l'opinion. Il ne lui manque, pour cela, ni l'ampleur financière ni l'habileté technique, mais plutôt la définition concrète d'un grand dessein.* »

A. Ch.

LES FABRICANTS DE VÊTEMENTS MASCULINS RESTENT PESSIMISTES

Le Salon européen de l'habillement masculin, qui se tient porte de Versailles, doit fermer ses portes ce mardi soir.

« *Aucune reprise sensible de l'activité chez les fabricants de vêtements masculins ne s'est produite et les rythmes de fabrication devraient s'infléchir à nouveau, ou selon les gammes d'articles, stagner à un niveau inférieur à la normale* », note le Centre textile de conjoncture, dans une enquête menée (en juillet) auprès des professionnels du prêt-à-porter. Cette étude traduit le pessimisme qui règne chez les détaillants et les industriels de la profession, au moment où s'achève le Salon européen de l'habillement masculin (1). Les ventes au détail (en volume) de vêtements pour hommes (notamment les costumes et pantalons de draperie), entre mars et juillet 1975, ont diminué de 3 % par rapport à celles de la saison automne-hiver 1974-1975. « *Les détaillants affronteront cette année la saison automne-hiver*, note le C.T.C., *avec un stock d'invendus supérieurs à la normale.* »

Le pessimisme exprimé par les détaillants se retrouve au niveau de l'industrie où la plupart des chefs d'entreprise prévoient une diminution des rythmes de fabrication. « *Le seul espoir de redressement réside dans l'amélioration des commandes en provenance de l'Allemagne, qui semble se dessiner*, conclut l'enquête, *alors que la conjoncture économique générale offre peu d'espoir de réanimation du marché intérieur avant la fin de l'année.* »

(1) Le Salon s'est tenu du 6 au 9 septembre à la porte de Versailles.

EMPLOI

● *Deux cent cinquante mille cadres* sont demandeurs d'emploi et il y en aura 280 000 en 1977. L'Association nationale des directeurs et chefs du personnel (A.N.D.C.P.) publie cette estimation dans sa revue, et, selon elle, le chômage des cadres n'a cessé de s'aggraver depuis 1965, tandis que les effectifs de cette catégorie croissaient également.

Les cadres représentent 20 % de la population active, contre 12 % en 1963.

[Les estimations du nombre des cadres (salariés et assimilés) varient de 1 200 000 à 1 500 000.]

Libres opinions

ÉLARGIR LA BRÈCHE

par MICHEL MOUSEL (*)

AINSI, après avoir chanté tout l'été sur l'air de la « relance », le gouvernement français présente un plan qui exclut au moins une hypothèse : la diminution du chômage. Il contient, pour l'essentiel, des mesures qui se contentent d'amplifier les petits programmes du premier semestre, et qui ont connu l'inefficacité que l'on sait, confirmée d'ailleurs par l'échec d'opérations analogues dans nombre de pays occidentaux.

Cela signifie un choix délibéré en faveur d'une crise longue, c'est-à-dire se déroulant bien au-delà de la première manifestation de reprise. La conjoncture à court terme se retournera peut-être dans le courant de 1976, ce qui paraît sans doute suffisant au pouvoir, compte tenu des échéances politiques ; mais, dans sa propre logique, ce retournement devrait s'accompagner de deux conditions : la persistance d'un niveau de chômage élevé sur longue période (celle du VIIe Plan), une classe ouvrière muselée.

On comprend bien le fonctionnement du triumvirat qui nous dirige : Giscard, principalement chargé de l'idéologie, d'abord pour rassurer sa base électorale, ensuite pour tenter de séduire à tout hasard une partie des opposants en renouvelant le scénario du « changement » un peu usé ; Chirac et tout l'appareil ministériel, mobilisés pour calmer le patronat et travailler au saupoudrage de quelques crédits dont on espère, sans beaucoup de certitudes, qu'ils aideront à diluer dans le temps les nouveaux licenciements ; Poniatowski, chargé de la répression et de l'entretien d'un climat de peur. Est-ce à dire que le mouvement ouvrier n'a d'autre perspective que de lutter pied à pied contre les conséquences de la crise et de la politique d'austérité ? Non. D'abord parce que — nous l'avons bien vu au semestre dernier — les luttes dépourvues de prolongement politique risquent de s'épuiser dans un isolement dramatique. Ensuite, parce que tous les exemples historiques montrent que le capitalisme ne sort jamais d'une crise comme celle-ci sans infliger une défaite politique grave et durable à la classe ouvrière, et qu'il vaut donc mieux se préparer maintenant à éviter une telle issue.

* * *

Sur quoi s'est fondé le développement du capitalisme depuis la crise de 1929 ? Sur quatre éléments fondamentaux : la mécanisation et la parcellisation du travail, la consommation de masse, le pillage (en matières premières, énergie et main-d'œuvre) du tiers-monde, la suprématie des Etats-Unis et du dollar. Les deux derniers éléments ont été perturbés par les luttes révolutionnaires populaires dans le tiers-monde, l'apparition de nouvelles bourgeoisies nationales, et la concurrence entre impérialismes : tout cela a contribué à la crise. Mais, en Europe occidentale, c'est du côté du premier élément que l'on peut trouver la principale explication de la crise : la résistance accrue, notamment après 1968, des travailleurs à l'aggravation de l'exploitation, se traduisant par une pression revendicative très forte tant sur les salaires que sur les conditions de travail. C'est aussi sur ce terrain que riposte le capitalisme : chômage, austérité. Il est donc évident que sur ce terrain doit se livrer une lutte sans merci, qui n'a fait que commencer : les exigences que nous avons soulignées depuis l'automne dernier d'un renforcement de la coordination et du soutien des luttes pour l'emploi et les salaires ont tout juste commencé à se réaliser cet été, symbolisée par le rassemblement de la tour Eiffel.

Pour autant, même si les formes de lutte sont offensives, avec l'occupation des usines, voire la reprise de la production, une véritable offensive, politique, globale face à la crise capitaliste, suppose que les travailleurs ouvrent d'autres brèches dans les défenses du système.

1) Cela suppose d'abord un effort constant pour l'internationalisation des luttes. Comment ignorer que nous ne pouvons mener un combat « hexagonal » ? La situation des travailleurs immigrés comme les nouvelles formes d'exploitation de la main-d'œuvre sur place dans les pays « en voie de développement », l'imbrication européenne de la plupart des secteurs de l'économie comme les stratégies mondiales des grandes firmes, sont là pour nous rappeler, si nous l'avions oublié, le mot d'ordre d'unification des prolétaires de tous les pays. C'est un problème syndical, mais aussi politique : à elles seules les exigences de solidarité avec le Portugal rendent une réponse urgente.

2) Pour de très larges couches populaires, le développement de la consommation de masse a eu deux conséquences : d'abord la dégradation de la qualité au profit de la quantité, et donc une dévalorisation tant du travail que de l'utilité de son produit ; ensuite une offensive idéologique de grande envergure tendant à faire accepter les conditions de vie et de travail pénibles contre l'accession à un apparent « bien-être » matériel. Certes, la prise de conscience de la nocivité d'une abondance factice reste encore marginale, d'autant plus que seuls des privilégiés en bénéficient vraiment, les autres espérant seulement l'atteindre. Mais la crise a mis en lumière certains de ses aspects : les problèmes de l'énergie ont, par exemple, brusquement dévoilé les conséquences psychologiques, sociales, écologiques et même économiques d'une civilisation fondée sur l'automobile. Au cours des dernières années est apparu aussi le refus de la mécanisation, de l'émiettement du travail et de la vie, de l'ennui. Plutôt que de parler en termes abstraits d'emploi et de relance de la consommation, la question à poser aujourd'hui est plutôt : comment voulons-nous vivre ? Pour cela, de quoi avons-nous besoin ? comment pouvons-nous le produire ? Elle n'a jamais été posée. Mais déjà des associations populaires de consommateurs, des militants politiques et syndicaux en liaison avec le mouvement paysan, ont expérimenté des formes de lutte contestant le mode de consommation, et donc de production, imposé : ce doit être désormais un mouvement de masse.

3) Dans sa course pour le maintien du profit le plus élevé possible, le capitalisme — singulièrement en France depuis l'avènement du gaullisme — a systématiquement limité les consommations collectives, et cela de deux manières : en réduisant les dépenses d'équipements qui leur sont consacrées et en les rendant « payantes » comme sur n'importe quel marché ; il fallait à toute force justifier l'économie de marché... Depuis le rapport Nora, que d'heures d'ordinateur ont été dépensées en pure perte pour étudier des tarifications que la crise a rendues caduques ! D'une façon plus générale, c'est tout le système de prix et de gestion des services qui est devenu aberrant. C'est pourquoi il importe de rouvrir le front de lutte sur les services collectifs — transports, habitat, santé, etc. — et de lier cette lutte à l'action pour la « gratuité » des consommations collectives.

* * *

En Italie, les luttes d'« autoréduction » par lesquelles les usagers ont imposé leurs propres tarifs sur les transports, l'électricité, les loyers, ont été largement populaires. Syndicats et partis ont joint leurs forces pour les développer. Aujourd'hui, en France, il appartient au mouvement ouvrier de s'engager dans la même voie, touchant ainsi le capitalisme à l'un de ses points sensibles : « autoréduction » du temps de travail sans diminution de salaire — comme « autoréduction » des loyers, des charges, du prix des services collectifs.

De telles batailles portent en elles l'exigence d'une autre vie, donc d'une autre société. Elles seront d'autant plus puissantes qu'elles se relieront à des propositions politiques de changement de la société : d'autres rapports internationaux ; une nouvelle finalité de la production et une détermination démocratique de celle-ci ; la priorité aux moyens d'épanouissement collectif ; la répartition égalitaire des biens, etc. Quel programme aujourd'hui offre, dans ces domaines, des réponses précises ? Aucun. Mais notre propre responsabilité est grande, à nous autogestionnaires qui voulons un changement complet des rapports sociaux. C'est pourquoi l'élaboration, à partir des aspirations et des luttes populaires, d'un programme de construction du socialisme est une clé pour que sorte, de la crise, non pas simplement un nouvel équilibre du rapport des forces, mais un changement de pouvoir, un pouvoir populaire.

(*) Secrétaire national du P.S.U.

LA VIE ÉCONOMIQUE

COMMERCE EXTÉRIEUR

Après le voyage de M. Ségard

LES DIVERGENCES SUBSISTENT ENTRE ALGER ET PARIS

De notre correspondant

Alger. — L'Algérie s'inquiète sérieusement de son déficit commercial persistant avec la France. Pour la seconde fois depuis le mois de mai dernier, les responsables algériens ont fait part de leurs préoccupations à M. Norbert Ségard, ministre français du commerce extérieur, à l'occasion de son récent passage à Alger, où il a présidé, le 4 septembre, la « journée de la France » à la douzième Foire internationale d'Alger. Depuis la normalisation des relations franco-algériennes, après la crise de 1971, le déficit commercial algérien avec la France n'a cessé de s'aggraver. En 1974, il était de 1,5 milliard de dinars (1). De source algérienne, on l'évalue, pour le premier semestre 1975, à 3 milliards de dinars : 4,30 milliards de dinars d'importations algériennes contre 1,30 milliard de dinars d'exportations.

Le déficit commercial algérien est dû, selon Alger, à la baisse des importations de produits agricoles par la France et à la chute des achats d'hydrocarbures. Cette dernière, remarque-t-on ici, ne correspond pas à une diminution proportionnelle de la consommation française, et l'on s'irrite que la France s'approvisionne de plus en plus sur les marchés pétroliers du Golfe. Pour les responsables français, cette évolution s'explique par le fait que le pétrole algérien est peu compétitif à son prix actuel.

Tel n'est pas l'avis des autorités d'Alger. L'Agence nationale algérienne de presse (A.P.S.) a publié, le 8 septembre, un long article consacré à ce problème. Ce que veulent *« ceux qui, en France, ne cessent de parler de « pétrole algérien trop cher », c'est du pétrole algérien à un prix de privilège inférieur au prix du marché »*. Critiquant la politique énergétique française, l'agence algérienne ajoute : *« On laisse entendre aujourd'hui que la France serait prête à faire un effort pour atténuer les déséquilibres de sa balance commerciale avec l'Algérie en achetant du pétrole algérien. Un tel effort aurait eu un sens au printemps dernier, c'est-à-dire au moment où existait une certaine mévente du pétrole brut et où l'Algérie s'était adressée à la France, en tant que son partenaire commercial.*

« Maintenant, la situation a totalement changé par rapport au printemps dernier : ayant placé tout son pétrole, l'Algérie n'a pas de quantités supplémentaires disponibles pour le marché français. Si la France veut faire un effort, c'est en améliorant les volumes et conditions de financement de ses exportations sur l'Algérie qu'elle peut agir en faveur de la balance de paiements de l'Algérie. »

Au cours de son voyage, M. Ségard avait souligné à ses interlocuteurs que *« le déficit commercial n'empêche pas la France et l'Algérie d'entretenir de bonnes relations »*. On continue, d'autre part, du côté français, à mettre en parallèle le déficit commercial de l'Algérie et l'excédent de sa balance des paiements avec la France, du fait des transferts « invisibles » (2).

Cette argumentation est jugée dilatoire par les autorités algériennes. Les milieux industriels rappellent que depuis le séjour de M. Belaïd Abdesselam à Paris, en novembre 1974, un volume global de 3 milliards de francs français de contrats industriels a été consenti à la France.

(Intérim.)

(1) 1 dinar = 1,20 franc.

(2) Ce terme désigne notamment les sommes envoyées en Algérie par les travailleurs émigrés en France.

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

UNE DÉMARCHE DE MAURICIENS A PROPOS DES CLANDESTINS

Une délégation du Mouvement des travailleurs mauriciens (M.T.M.), accompagnée de dirigeants du Comité de défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés, devait être reçue vers 14 h. 30 ce mardi 9 septembre à l'hôtel Matignon. Le M.T.M. entend attirer une fois de plus l'attention des pouvoirs publics sur le sort des immigrés originaires de l'île Maurice, dont un millier, selon cette association, seraient « interdits de séjour » en France.

Au cours d'une conférence de presse, l'abbé Bernard Lehembre, membre du comité de défense, le Père Jean Dallet, curé de la paroisse Sainte-Odile, à Paris (17e), et plusieurs travailleurs mauriciens ont dénoncé les conditions d'existence de ces immigrés, qui, affirment-ils, continuent d'être introduits en France clandestinement. Depuis 1971, ont-ils rappelé, des « charters » sont frétés à l'île Maurice même pour des employeurs français. Des cargaisons entières de pseudo-touristes arrivent régulièrement en Belgique — actuellement, le rythme des convois serait d'un vol par semaine à destination de Bruxelles — et franchissent sans difficulté la frontière sur l'autoroute de Wallonie.

Exploités, sous-payés — parfois simplement logés et nourris, — ces clandestins se voient en outre refuser toute possibilité de régulariser leur situation. En fait, l'interdiction de séjour qui leur est notifiée est rarement suivie de son effet, c'est-à-dire d'une expulsion.

Des procès retentissants ont montré que le gouvernement français savait, à l'occasion, sévir contre les patrons abusifs. Ainsi, cet entrepreneur de Troyes, M. Silverio, condamné à l'issue d'un procès intenté par vingt-huit Mauriciens à leur verser des dommages et intérêts variant de 8 000 à 20 000 francs. A Paris même, d'autres travailleurs mauriciens, abusés en leur promettant de l'embauche, obtenaient une carte de travail (*le Monde* du 6 mars et du 8 mai).

Pour réclamer la suppression des avis d'expulsion et le châtiment des employeurs coupables, le M.T.M. a annoncé qu'il organiserait le 21 septembre une *« marche sur Paris de tous les sans-papiers »* et un meeting à 15 heures à la Mutualité.

[Dans les milieux proches de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, chargé des travailleurs immigrés, on fait observer que plusieurs démarches pressantes ont été effectuées par l'intermédiaire du Quai d'Orsay auprès du gouvernement mauricien, et l'on regrette que, malgré les mesures de régularisation décidées à titre humanitaire depuis un an, le nombre des clandestins n'ait pas diminué. Il semble que les services de M. Paul Dijoud soient, eux aussi, favorables à l'instauration d'un visa pour les ressortissants mauriciens, encore qu'une telle procédure ne puisse entièrement mettre fin aux filières clandestines aboutissant dans des pays voisins.]

M. LE PEN DEMANDE L'INTERDICTION DE TOUTE IMMIGRATION NOUVELLE

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, dont le comité central s'est réuni samedi 6 septembre, a commenté, lundi 8 septembre, la récente intervention télévisée du président de la République (*le Monde* du 6 septembre) en ces termes : *« M. Giscard d'Estaing m'est apparu moins sûr de lui, toujours brillant dans l'exposé mais moins convaincant. (...) Si le pouvoir était en mal de devise, je lui proposerais cette formule : « Pain sec et O », puisque c'est sous l'égide d'une crise économique profonde et morale grave »* que se fait la rentrée. Après avoir estimé que le plan de relance qui est soumis au Parlement le sera *« devant une chambre d'enregistrement »*, M. Le Pen a souligné que pour résoudre le chômage *« une naturelle priorité doit être accordée aux travailleurs français »*, et a souhaité que *« toute immigration nouvelle soit interdite »* et que *« soit abaissé le nombre de travailleurs étrangers en commençant par ceux qui sont chômeurs depuis plus de trois mois »*, quitte à accorder à ces derniers une prime de départ.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIELJEUX

Les actionnaires de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire au siège administratif le 5 septembre 1975, ont :

— Approuvé les comptes de l'exercice 1974-1975 ;

— Décidé la mise en distribution à compter du 17 septembre 1975 d'un dividende de 10 F par action, dont 1,30 F reporté de l'exercice précédent, assorti d'un avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor) de 5 F, — donnant un total de 15 F, — par action (contre 10,05 F au titre du précédent exercice).

Le dividende sera payé dans les banques habituelles contre remise du coupon n° 78 pour les actions au porteur, et estampillage des certificats nominatifs.

Le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'assemblée générale, a réélu M. Tristan Vieljeux comme président du conseil d'administration, et M. Christian-Georges Vieljeux comme directeur général, pour la durée de leur mandat d'administrateur.

DELALANDE S.A.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe, pour le premier semestre 1975, s'élève à 173 millions de francs, en progression de 11 % sur le semestre correspondant de 1974.

Corrigée de l'incidence de la hausse du franc sur l'évaluation en francs du chiffre d'affaires des filiales étrangères, l'expansion réelle ressort à 15 %.

Celle-ci semble pouvoir être maintenue au cours du second semestre.

D'importants investissements commerciaux, tant en France qu'à l'étranger, et les récentes hausses des charges et des coûts ont fortement pesé sur les résultats du premier semestre 1975. Le cash-flow est néanmoins du même ordre de grandeur que celui du premier semestre 1974 (12 226 000 F en 1975 contre 12 672 000 F en 1974). Du fait de l'accroissement de 1 699 000 F de la dotation aux amortissements (6 668 000 F contre 4 969 000 F), le résultat net du premier semestre 1975 ne s'élève qu'à 5 558 000 F contre 7 131 000 F pour le premier semestre 1974.

En raison de hausses des prix pharmaceutiques en Grande-Bretagne et en Italie, de l'admission au remboursement en Italie de deux médicaments nouveaux, d'un espoir de reprise dans le commerce chimique international et de l'obtention par la division « Electronique médicale » d'un contrat d'aide au développement accordé par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique, ces résultats devraient connaître, d'ici la fin de l'année, une amélioration sensible, sans que celle-ci atteigne pour autant la progression de 15 % initialement prévue.

CREDIT LYONNAIS

EUROPARTENAIRES :
Banco di Roma
Banco Hispano-Americano
Commerzbank

SITUATION AU 31 JUILLET 1975

La situation au 31 Juillet 1975 s'établit à 126.893 millions contre 121.398 millions au 1er Juillet 1975.

Au passif, le poste Institut d'Emission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire se chiffre à 33.566 millions. Les Comptes d'Entreprises et Divers totalisent 19.481 millions et les Comptes de Particuliers 36.560 millions. Les Bons de Caisse atteignent 17.306 millions.

A l'actif, les Crédits à la Clientèle Portefeuille s'élèvent à 43.062 millions et les Comptes débiteurs à 22.623 millions.

Les Crédits mobilisés, hors-bilan, s'inscrivent à 13.453 millions.

BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX — BALE

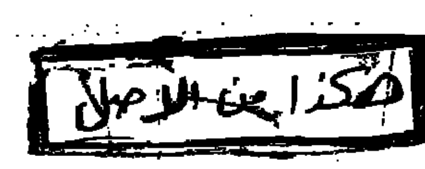
RAPPEL AUX ACTIONNAIRES PRIVÉS

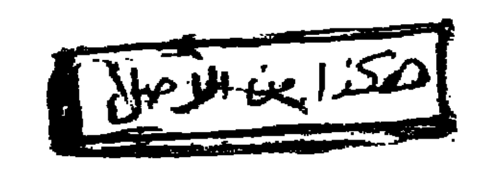
Une assemblée générale extraordinaire de la Banque des rè ments internationaux s'est tenue le 8 juillet 1975, à Bâle ; el approuvé, selon la recommandation du conseil d'administratior révision de l'article 51 et, accessoirement, de l'article 52 des sta de la banque.

Vu l'importance de cette modification statutaire, il a indiqué de donner aux actionnaires privés, qui n'ont pas accès assemblées générales de la banque, la possibilité de se dessaisi leurs titres à des conditions équitables. C'est pourquoi la bai agissant pour le compte d'un consortium de banques central adressé, à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire pré une offre de rachat à l'ensemble de ses actionnaires privés. Ch de ces derniers a été informé par une communication indivic des circonstances et des modalités de cette offre. Un avis publié, au même sujet, dans la presse.

La Banque des règlements internationaux tient à rappel toutes fins utiles, que l'offre de rachat en question, étant li à trois mois, ne restera valable que jusqu'au 8 octobre 1975.

Tous renseignements utiles pourront être obtenus, soit a de la Banque des règlements internationaux (service des act case postale 262, CH-4002 Bâle, soit — en tant qu'il s'agit des ac de l'émission française — auprès de la Banque de France (se des obligations), B. P. n° 140-01, F-75049 Paris Cedex 01.





LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

9 SEPTEMBRE

Marché plus résistant

...es valeurs françaises se sont ...trées plus résistantes en cette ...ième séance de la semaine, le mouvement de baisse ...rcé vendredi a paru s'essouf... Après une légère baisse ini..., l'indice Chainet perdait ... ; quelques gains ont été ...gistrés çà et là, un tiers des ...urs s'inscrivant en reprise ...tive.

...lles du compartiment des tra... publics et des banques, pas...ement affectées la veille, ont ...rcé une timide remontée.

...a déception causée en Bourse ...le plan de relance s'atténue-t-elle ? Ou l'amélioration de ...nière heure notée lundi soir ...Wall Street a-t-elle fait meil...e impression ?

...l semble que, pour l'instant, ...une situation où les données ...paraissent pas encore très ...rement, la mauvaise humeur ...se faire place à une prudente ...ctative, tenant compte des ...elles au jour le jour, notam...t de celles en provenance des ...ités.

...ux valeurs étrangères, amélio...n des américaines, en liaison ... le léger gain de Wall Street, ...repli des allemandes, dépri...s par les résultats semestriels ...Bayer.

...ux pétroles internationaux, ...ise de Norsk Hydro.

...ur le marché de l'or, net repli ...lingot et du kilo en barre à ...20 F et 21 850 F contre 22 225 F ...2 125 F, tandis que le napoléon ... 6 F à 248,90, entraînant la ...e 4 1/2 % 1973.

...a baisse régulière des cours ...métal à Londres et à Zurich, ...oisinage de 150 dollars l'once, ...ble de mauvais augure aux ...aleurs

...e montant des transactions ...t gonflé à 18,5 millions de ...ncs contre 8 millions de francs.

LONDRES

Rechute

La rechute se poursuit dans un marché déprimé par la possibilité d'un relèvement du prix du pétrole, la crainte d'une aggravation de la récession et le maintien du taux d'escompte au niveau antérieur. Nouveau repli des mines, en liaison avec celui du métal.

VALEURS	CLOTURE 8 9	COURS 9 9
War Loan 3 ½ %	28 3/8	25 7/16
Beecham	301	299 1/2
British Petroleum	535	527 1/2
Shell	334	332 1/2
Vickers	130	131
Imperial Chemical	271	267
Courtaulds	122	123
De Beers	298	294 1/2
*Western Holdings	31 3/4	31 1/2
Rio Tinto Zinc Corp.	183	181
*West Driefontein	38 3/4	38 3/8

(*) En livres.

OR (ouverture) (dollars) : 150 55 contre 152 25

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	5 sept.	8 sept.
Valeurs françaises	132,3	130,5
Valeurs étrangères	125	124,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	75,6	74,6

NOUVELLES DES SOCIETES

S.F.I.M. — Pour les huit premiers mois de l'exercice 1975, le chiffre d'affaires s'élève à 158 millions de francs (H.T.) contre 152 millions de francs (H.T.).

C.M. INDUSTRIES (Anciennement CLIN-MIDY). — Chiffre d'affaires (H.T.) des sept premiers mois de 1975 : 594 millions de francs contre 497 millions de francs (+ 19,5 %)

IMETAL. — L'O.P.A. d'Imétal sur Copperweld est suspendue pour dix jours par décision de justice.

OPFI-PARIBAS. — Pour les neuf mois de l'exercice en cours, les revenus de portefeuille encaissés atteignent 20,25 millions de francs contre 14,47 millions de francs.

JAEGER. — Chiffre d'affaires du 1er semestre 1975 : 269 millions de francs (+ 17 %)

NOUVELLES GALERIES REUNIES — Pour les sept premiers mois de 1975, le chiffre d'affaires, à surfaces comparables, s'élève à 2 208,3 millions de francs contre 1 887,7 millions de francs.

P.L.M. — Revenus du portefeuille et autres produits financiers du premier semestre 1975 : 2 460 000 francs contre 778 000 francs.

NEW YORK

Reprise en clôture

Une légère reprise en fin de séance sur le marché de New-York a permis à l'indice Dow Jones d'enregistrer un gain de 4,14 points à 840,11.

Après une ouverture en nouveau recul (— 3,39 points), un redressement de dernière heure s'est produit en clôture. L'activité est demeurée très réduite, avec 11,50 millions de titres échangés contre 11,68 millions.

Les opérateurs restent dans l'expectative, bien que l'on entrevoie une solution aux problèmes financiers de la ville de New-York. Les milieux financiers, au demeurant, ne sont pas encore convaincus d'une victoire décisive sur l'inflation.

Hausse notable des métallurgiques, entraînées par U.S. Steel, qui a monté de 1 3/4 à 70 1/4, cours record depuis treize ans. Cette avance a contribué à raffermir l'ensemble de la cote. Parmi les valeurs vedettes, I.B.M. s'adjuge 3 1/2 à 183 1/2. Fermeté d'Union Carbide, de Chrysler et de Polaroid.

Recul des mines d'or, des grands magasins et des compagnies aériennes.

Indices Dow Jones : transports, 155,52 (+ 0,20) ; services publics, 78,22 (+ 0,48).

VALEURS	COURS 5 9	COURS 8 9
Alcoa	47 1/8	47 5/8
A.T.T.	47 1/8	48
Boeing	28 3/4	28 3/4
Chase Manhattan Bank	30 7/8	30 7/8
Du Pont de Nemours	124	124
Eastman Kodak	91 1/4	90 3/4
Exxon	86 1/8	86 1/2
Ford	38 1/4	38 1/4
General Electric	46 1/4	45 7/8
General Foods	24 3/4	24 5/8
General Motors	49 5/8	49 1/4
Goodyear	19	18 3/4
I.B.M.	180	183 1/2
I.T.T.	19 3/4	19 3/4
Kennecott	34 1/8	34
Mobil Oil	42 1/8	42 3/8
Pfizer	25 5/8	26
Schlumberger	75 5/8	76 1/2
Texaco	23 1/2	23 5/8
U.A.L. Inc.	21 7/8	21 5/8
Union Carbide	60 3/8	62
U.S. Steel	68 1/2	70 1/4
Westinghouse	15 1/8	15 3/8
Xerox	54 3/4	54 1/2

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	8 9	9 9
1 dollar (en yens)	297,93	298

Taux du marché monétaire

Effets privés	7 %

BOURSE DE PARIS — 9 SEPTEMBRE — COMPTANT

HORS COTE

OBLIG. ECHANG.

SICAV

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 9 9	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 415	4 414	4 40
Canada ($ can. 1)	4 299	4 282	4 29
Allemagne (100 DM)	171 125	171 100	171 15
Belgique (100 fr.)	11 446	11 451	11 43
Danemark (100 krd.)	74 800	74 020	74 12
Espagne (100 pes.)	7 549	7 561	7 48
Grande-Bretagne (£ 1)	9 320	9 320	9 32
Italie (1 000 lires)	6 590	6 585	6 57
Norvège (100 krs.)	79 870	79 870	80 30
Pays-Bas (100 fl.)	167 125	167 300	166 85
Portugal (100 esc.)	16 630	16 660	16 61
Suède (100 krs.)	101 150	101 020	101 20
Suisse (100 fr.)	164 600	164 525	164 62

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 9 9
Or fin (kilo en barre)	22125	21850
Or fin (kilo en lingot)	22225	21820
Pièce française (20 fr.)	248 90	242 90
Pièce française (10 fr.)	172	172
Pièce suisse (20 fr.)	223 70	219 60
Union latine (20 fr.)	211	209 90
Souverain	214 50	208 90
Pièce de 20 dollars	1070	1050
Pièce de 10 dollars	531	522
Pièce de 5 dollars	..	349 90
Pièce de 50 pesos	882	807
Pièce de 10 florins	202	198 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 9 septembre 1975 a été tiré à 552 534 exemplaires.

LE CONSEIL DES « NEUF » SUR LE VIN

Les Italiens pourraient faire quelques concessions aux Français

Bruxelles (Communautés européennes). — La session spéciale que les ministres de l'agriculture des Neuf consacrent ce mardi au dossier du vin a été précédée par un ultime dîner de travail entre MM. Bonnet, Deniau, Marcora, le ministre italien, et M. Lardinois, le commissaire européen chargé des affaires agricoles. Sensibilisé à la gravité de la situation en France et à la nécessité d'agir de façon spectaculaire pour écarter les risques d'une crise qui, au-delà de troubles dans le Midi, menacerait la cohésion de la Communauté, le gouvernement italien semble avoir la volonté politique de faire un effort dans le sens des préoccupations de ses interlocuteurs français. Il reste à savoir si les concessions de M. Marcora seront suffisantes pour bâtir un compromis de nature à apaiser la colère des viticulteurs méridionaux.

De notre correspondant

Les pourparlers bruxellois se divisent en deux parties. D'une part, la réforme du règlement européen, afin de parvenir à un équilibre durable entre l'offre et la demande de vins de table ; d'autre part, l'examen des moyens à mettre en œuvre immédiatement pour freiner le flux des vins italiens vers les ports français : 7 millions d'hectolitres ont été importés d'Italie au cours des douze derniers mois, et le rythme des entrées est loin de se ralentir :

Sur le premier point, l'assainissement à long terme du marché, des progrès devraient pouvoir être obtenus. Les Italiens, rompant avec l'attitude négative qui fut la leur à cet égard depuis l'adoption du règlement européen en 1970, acceptent l'idée que la Communauté interdise, pendant deux ans, la plantation de toute vigne nouvelle destinée à la production de vin de table. Par ailleurs, pour mieux ajuster, à chaque campagne, la production aux besoins, ils proposent de retenir l'idée d'une distillation semi-obligatoire des vins « aptes », c'est-à-dire titrant moins de 10 degrés. Le prix payé alors aux producteurs serait égal à 70 % du « prix d'orientation » ; les producteurs possédant dans leurs chais de tels vins ne seraient pas formellement obligés de les porter à la distillation, mais, en cas de refus de leur part, ils ne pourraient plus prétendre bénéficier des différents avantages offerts par la Communauté.

Cette proposition, même si elle est conçue davantage à la mesure des intérêts de l'Italie que de ceux de la France, pourrait servir de base à un débat concernant la révision du régime d'intervention dans ce secteur.

M. Marcora n'a guère de raisons de fermer les yeux sur des mesures aux frontières françaises, dont il est évident qu'elles seront impopulaires chez lui et ne contribueront guère à raffermir le crédit déjà bien entamé de la démocratie-chrétienne dans la péninsule. Mais il n'ignore pas que la situation actuelle en matière d'échanges est politiquement insupportable pour le gouvernement français.

PHILIPPE LEMAITRE.

DEVANT LES MILITANTS DE F.O.

Un nouveau relèvement des cotisations d'assurance-chômage devra être envisagé

estime M. Bergeron

Prenant la parole devant les militants parisiens de sa centrale, réunis le 9 septembre au Palais de la Mutualité à Paris, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a parlé à plusieurs reprises de la crise de l'emploi.

Sans « contester la réalité » des récentes mesures gouvernementales, M. Bergeron estime insuffisante la relance des investissements. Au sujet des discussions relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite et de la durée du travail, F.O. estime qu'« *il convient effectivement de situer le cadre et la portée de la négociation en vue de déterminer ce qui relève de la convention collective et ce qui appartient au domaine légal. Naturellement, il faut que cela se fasse vite* », dit M. Bergeron. Il considère que le système de pré-retraite, tel qu'il existe actuellement, est une bonne expérience, qui pourrait servir de référence pour instaurer un système de retraite « *à la carte* ».

« *Quoi qu'il arrive, les mesures gouvernementales ne produiront pas d'effets avant un certain temps. Il est donc vraisemblable que les gestionnaires du régime d'assurance-chômage devront, en novembre, au conseil d'administration de l'UNEDIC, examiner le relèvement du taux de la cotisation versée par les entreprises et par les salariés.* »

M. Bergeron, qui avait réclamé le relèvement des pensions des huit cent mille personnes dont les retraites ont été liquidées avant 1971, a souhaité une meilleure solidarité nationale.

Dénonçant la fraude fiscale, il a déclaré que « *le gouvernement devrait admettre qu'il serait juste que les richesses accumulées pendant deux décennies de prospérité réintègrent les circuits économiques et sociaux, grâce auxquels elles ont pu exister* ».

Réclamant une concertation économique européenne, M. Bergeron n'en estime pas moins que le renforcement de l'organisation économique comporte des contraintes et des risques de glissements vers des systèmes plus ou moins autoritaires. Aussi a-t-il réaffirmé la volonté de défendre un « *syndicalisme libre* ».

Il a, d'autre part, rendu hommage à « *la lucidité et au courage de Mario Soares, aux socialistes et aux démocrates portugais* ».

Le plan de soutien

132 MILLIONS AUX P.T.T. POUR LES CENTRES DE TRI ET LE BUDGET SOCIAL

Le plan de soutien à l'économie octroie aux P.T.T. 132 millions de francs d'autorisations de programme supplémentaires. Essentiellement destinées à relancer l'activité dans le bâtiment, elles seront consacrées pour 100 millions à la construction et à la modernisation des centres de tri postaux. Le secrétaire d'État aux P.T.T. a arrêté le 8 septembre la répartition de cette somme.

Les chantiers de cinq centres de tri seront ouverts : Bordeaux (37 millions), Saint-Denis (19,5 millions), Bar-le-Duc (8,5 millions), Limoges (8,5 millions) et Nevers (6,5 millions). L'extension des centres de Blois et de Laval coûtera 6,5 millions. L'entretien et la rénovation de l'ensemble des centres de tri recevront 22,5 millions de francs.

Le budget social sera, de son côté, majoré de 32 millions de francs destinés à la construction à Paris de deux foyers-résidences de cent chambres chacun et d'une maison familiale de vacances à Arèches (Savoie). Enfin, 50 millions de francs de crédits de paiement supplémentaires permettront aux P.T.T. de régler plus rapidement les factures de leurs fournisseurs.

Grâce à l'utilisation de la procédure d'urgence, qui dispense de consulter « a priori » les commissions spécialisées, le secrétariat d'État aux P.T.T. estime que ces 182 millions de francs seront entièrement dépensés d'ici au 1er janvier.

LE MEURTRIER D'UN GENDARME EST ARRÊTÉ

Un gendarme, M. Jacques Henri, vingt-sept ans, appartenant à la brigade de Saint-Clair-sur-l'Elle (Manche), a été tué, mardi matin 9 septembre, au cours d'une intervention dans un village, Moon-sur-Elle, situé à une quinzaine de kilomètres de Saint-Lô. M. Jacques Henri avait été appelé à régler un différend survenu entre deux personnes de la localité, lorsque l'une d'entre elles, M. Jean Stevens, vingt-huit ans, sous la menace d'une carabine, réussit à lui prendre son pistolet puis tira sur lui avec cette arme. M. Jean Stevens, qui avait pris la fuite à bord de sa voiture personnelle, a été arrêté.

M. GISCARD D'ESTAING SE RENDRA EN VISITE OFFICIELLE A LIBREVILLE AU DÉBUT DE L'ÉTÉ 1976

Le président Giscard d'Estaing se rendra en visite officielle au Gabon à la fin du mois de juin ou au début du mois de juillet 1976, a indiqué à sa sortie de l'Elysée, lundi 8 septembre, le président Bongo, qui était l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing.

Le chef d'État gabonais, qui était arrivé la veille en France pour une visite de caractère privé, doit retourner à Libreville avant la fin de la semaine.

● *Le service des relations publiques du commandement de la sixième région militaire* publie, ce mardi 9 septembre, un communiqué signalant qu'au 1er régiment d'infanterie à Sarrebourg, « *un soldat, en présence d'un caporal-chef qui ne s'y est pas opposé, s'est livré sans raison à des brutalités envers un de ses camarades* », nécessitant son admission à l'infirmerie. Le communiqué précise qu'à l'issue de l'enquête « *les coupables pourraient encourir une très grave sanction* ». Selon le commandement, « *il s'agirait d'une affaire de droit commun à laquelle se mêle une affaire de mœurs* ».

LA RENTRÉE SCOLAIRE

M. Haby demande aux élèves, enseigna[nts] et parents de faire un effort « pour que le syst[ème] fonctionne le mieux possible »

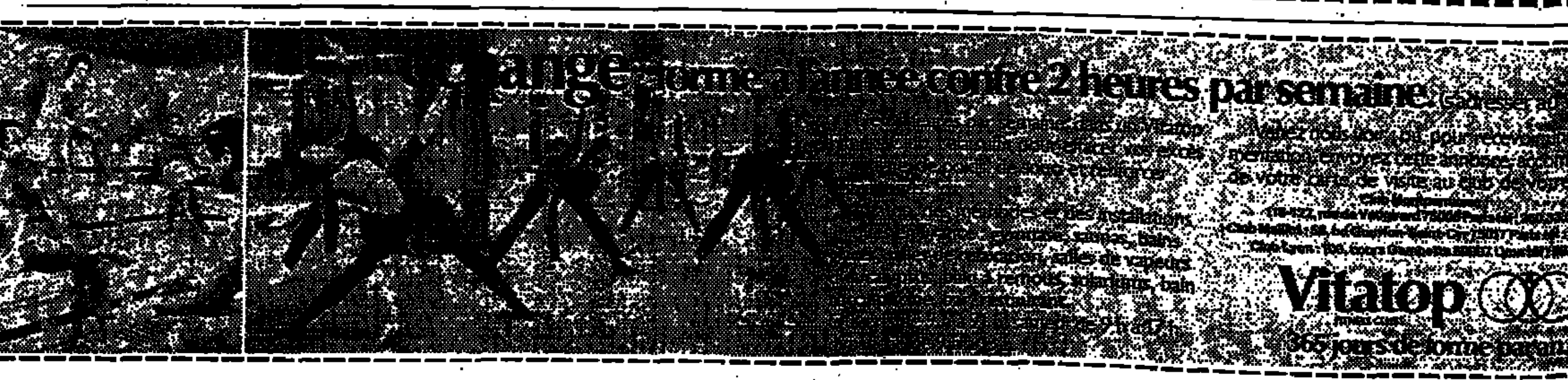
Précédant maîtres et élèves de quelques jours, M. René Haby, ministre de l'éducation, a fait sa rentrée, le mardi 9 septembre. Exposant, au cours d'une conférence de presse, les conditions dans lesquelles se fera la rentrée scolaire pour dix millions et demi d'élèves de l'enseignement public, le ministre s'est déclaré aussi satisfait qu'il l'était du bilan de l'année précédente. Il a en particulier souligné « *l'importance de l'effort de l'État dans le domaine de l'éducation* », rappelant que le plan de relance a accordé un milliard de plus à son ministère.

M. Haby a particulièrement insisté sur l'effort fait en faveur des maîtres auxiliaires. Tous les enseignants du premier et du second degré remplissant les conditions requises, seront, a-t-il déclaré, titularisés dans les cinq ans à venir. « *Mais il faut admettre,* a-t-il ajouté, *qu'un certain nombre d'étudiants ayant obtenu un poste d'auxiliaire l'an dernier ne sont pas certains de retrouver leur emploi.* » Ceux-ci, selon M. Haby, ne devraient pas être plus de deux mille. Un certain nombre d'entre eux pourront retrouver des suppléances à partir du 15 octobre sans que ce soit garanti pour l'année.

D'autre part, il existe un[e pos]sibilité d'indemnisation pou[r ceux] qui ont travaillé au mo[ins la] moitié de l'année (deux ti[ers du] traitement pendant trois [mois,] un tiers pendant neuf mois[). Cer]tains maîtres auxiliaires [ayant] travaillé deux ans pourront toucher leur salaire compl[et pen]dant un an.

Compte tenu de l'eff[ort de] l'État, « *je souhaite,* a [dit] M. Haby, *que du côté des [indivi]dus — élèves, familles et [ensei]gnants — on puisse e[n prendre] conscience et qu'un certai[n effort] puisse être fait pour que [le sys]tème fonctionne le mieux [possi]ble* ». Il s'est, à ce propos, [adressé] aux enseignants, qui s'app[rêtent à] faire la « grève du vingt-ci[nquième] élève » : « *Il est impossibl[e,* a-t-il] déclaré, *d'imaginer une a[ugmenta]tion importante du nomb[re d'en]seignants et des effectifs [réduits] par classe.*

Faisant, d'autre part, [allusion] au coût de la rentrée, et [notam]ment aux manuels scol[aires, le] ministre a déclaré : « *Il [faut ré]sister à la propagande [des édi]teurs ; il y a des excès [dans ce] domaine. Il faut recher[cher un] certain assainissement.* »



A B C D E F H

